Pierre Marie René Ernest
WALDECK-ROUSSEAU (1846-1904)

Avocat, partisan de réformes sociales, ministre de l'Intérieur en France

(1901)

ASSOCIATIONS ET CONGRÉGATIONS

Un document produit en version numérique par Claude Ovtcharenko, bénévole,
Journaliste à la retraite près de Bordeaux, à 40 km de Périgueux
Courriel: c.ovt@wanadoo.fr

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Claude Ovtcharenko, bénévole, journaliste à la retraite près de Bordeaux, à 40 km de Périgueux.

Courriel: c.ovt@wanadoo.fr

Pierre Marie René Ernest Waldeck-Rousseau (1856-1904)
[Avocat, partisan de réformes sociales, ministre de l'Intérieur en France]

ASSOCIATIONS ET CONGRÉGATIONS

Paris : Bibliothèque Charpentier, Eugène Fasquelle, Éditeur, 1901.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 22 juillet 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

[Introduction de l'annotateur, 1901](#)

[Proposition de loi de M. Dufaure](#)

[Le catholicisme et le cléricalisme](#)

[La République et les moines](#)

[La jeunesse française et les congrégations](#)

[L'exécution des lois et décrets contre les congrégations](#)

[Le Vatican et les congrégations](#)

[Contrat d'association.](#) Discussion du projet de loi déposé par M. Waldeck-Rousseau, président du conseil, ministre de l'intérieur

[Contrat d'association](#)

[Nécessité d'une déclaration pour les associations](#)

[Les associations illicites](#)

[Les associations et le droit de propriété](#)

[Les associations et la personnalité civile](#)

[Les biens des associations dissoutes](#)

[Les associations et les étrangers](#)

[La suppression des congrégations](#)

[Les congrégations religieuses](#)

[L'enseignement public et les congrégations](#)

[La liquidation des biens des congrégations dissoutes](#)

[Sénat. Contrat d'association.](#) Discussion du projet de loi déposé par M. Waldeck-Rousseau et adopté par la chambre des députés

[Les étrangers dans les congrégations](#)

[Les associations et la personnalité civile](#)

[Les congrégations religieuses et l'autorisation](#)

[Les donations et les associations](#)

[Le délai d'autorisation](#)

[De la pénalité des délits commis par les associations](#)

[Chambre des députés. Vote définitif de la loi](#)

[Appendice.](#) Texte de la loi relative au contrat d'association

Introduction de l'annotateur

[Retour à la table des matières](#)

On a réuni en ce volume les discours de M. Waldeck-Rousseau relatifs à la loi sur le contrat d'association. On y a joint les déclarations que le chef du cabinet constitué le 22 juin 1899 fut amené à faire depuis deux ans, à propos de l'extension menaçante des congrégations religieuses. Enfin l'on a cru intéressant de placer, en tête de ce recueil, un discours de date plus ancienne : celui que M. Waldeck-Rousseau prononça à la tribune du Sénat, en 1883, au nom du ministre Jules Ferry, dans la discussion du projet de loi Dufaure, sur la liberté d'association.

Ces pages offrent tout un corps de doctrine. La question à la fois si simple et si complexe, des associations et des congrégations, y est étudiée avec éloquence, aux points de vue juridique, historique, politique. C'est l'exposé savant et précis du grand problème social qui n'a cessé de préoccuper et de troubler le monde moderne.

Les esprits avertis et clairvoyants, de quelque parti qu'ils se réclament, et s'ils veulent bien oublier tout à fait les colères des batailles politiques, ne découvriront ici les traces d'aucune passion, hormis celle du droit et de la liberté. Une chose les frappera, — l'inébranlable

fidélité avec laquelle M. Waldeck-Rousseau est resté attaché à cette passion. En vingt ans, rien ne la vient modifier, et, lorsque l'homme politique qu'elle anime remonte au pouvoir après une longue retraite, elle reparaît en lui aussi exclusive qu'au premier jour. De même qu'il ne renie point la décisive réforme ouvrière à laquelle il donna son nom en 1884, de même il persiste à demander pour les associations et les congrégations le régime légal qu'il proposait à la Chambre dix-huit ans plus tôt. Si bien que, défendant à la tribune, en 1901, le projet de loi soumis au Parlement, il avait le droit d'affirmer que ce n'était pas là un projet de circonstance : en effet, il l'avait déposé en 1882, au lendemain de la chute du ministère Gambetta, et il l'avait repris ensuite en 1883... Pour la troisième fois il y revenait — et pour la dernière : l'intérêt de la liberté et de la République commandait de régler sans plus de retard l'intolérable situation à laquelle aucun ministère n'avait eu jusque-là le temps, la volonté ou l'énergie de remédier.

Sans doute le parti républicain s'était souvent inquiété d'assurer la liberté d'association : comment n'aurait-il pas supporté impatiemment qu'elle demeurât encore entravée par le Code pénal ? Le Parlement avait vu naître, depuis 1871, plus de trente projets ou propositions de loi. Documents émanés de l'initiative des ministres ou des Chambres, et inspirés d'ailleurs de doctrines opposées, ils étaient signés des noms les plus divers : ceux de MM. Totain, Lockroy, Floquet, Brisson, Louis Blanc, Clemenceau, Marcel Barthe, Dufaure, Camille Pelletan, Jules Simon, Goblet, Fallières, l'abbé Lemire, etc, etc. Par quelle malchance exceptionnelle, et dont ne pouvaient se réjouir que les associations intéressées au maintien du *statu quo*, tous ces projets successifs furent-ils condamnés à un même avortement ? N'échouèrent-ils qu'à cause de l'exigence de quelques-uns, qui réclamaient pour les congrégations une liberté de privilège, et de l'intransigeance de quelques autres, qui les voulaient au contraire supprimer toutes et d'un coup ?...

Quoi qu'il en soit, tandis que la crainte de ces opinions extrêmes neutralisait Chambres et Gouvernements, le nombre des congrégations non autorisées augmentait dans des proportions effrayantes. C'est ainsi qu'en moins de vingt-cinq ans, de 1877 à 1900, le chiffre des religieuses non autorisées passait de 14 000 à 75 000, alors que celui des religieuses autorisées tombait de 113 750 à 54 409 !... Plus d'un siècle après la Révolution, les religieux, qui ne formaient en 1789 qu'un

corps déjà fort respectable de 60 000 membres, représentaient en France une armée de 190 000 hommes ! Mais 50 millions : dix lustres à peine écoulés, l'on constate avec effroi que les biens immobiliers des congrégations atteignant la valeur d'un milliard...

Ces richesses colossales, si rapidement accumulées entre les mains des congréganistes malgré leur vœu de pauvreté, à quoi donc serviront-elles !... Une crise politique éclaire soudain la société civile sur l'imminence du danger. Le parti clérical n'abdiquait pas. Tandis qu'on le croyait désarmé parce qu'il se disait rallié, il poursuivait sans relâche l'œuvre que lui avaient assignée ses plus hauts représentants ; la Contre-Révolution. Par la prédication, par l'enseignement, par la presse, par tous les moyens de propagande et d'embauchage qu'un pouvoir occulte aidé d'une énorme fortune met aux mains des ambitieux, il projetait de conquérir la suprématie dans l'État. Mais son impatience de dominer le trahit enfin. On le vit s'essayer à réduire ou à forcer le suffrage universel, favoriser toutes les compromissions électorales dans le dessein d'obtenir ensuite toutes les complaisances. Mieux encore ! on le surprit attentif à suivre l'agitation de la rue, souriant à la violence, stimulant les milices des conspirateurs, tout prêt peut-être à susciter l'émeute par ses revenus, car ses agents conservaient par devers eux, aux jours troublés de Paris, des quantités de ces rouleaux d'écus et de sous dont le cardinal de Retz se vantait de savoir faire un si généreux usage chaque fois qu'il rêvait de fronder et d'ébranler le pouvoir. Il semblait que la France, assourdie en outre par les promesses fallacieuses de grossiers imposteurs, allait être la proie « des moines ligueurs et des moines d'affaires ».

Le péril devenait menaçant. Les républicains le comprirent. M. Waldeck-Rousseau se fit leur interprète en le dénonçant au pays. Toute la France libérale fut avec lui quand il montra la jeunesse nationale et la société civile si dangereusement divisées par l'ennemi dont le masque naguère était arraché par Gambetta. Certes, il ne s'agissait en aucune façon, — est-il besoin de le dire ? — d'inaugurer un régime de persécution. Ni le libéralisme de M. Waldeck-Rousseau, ni l'esprit de tolérance qui le guide ne se fussent pliés à ce genre de rigueurs. Trop respectueux de tous les droits de la conscience, trop fermement individualiste, il ne songea pas un instant, en reprenant son projet de

loi sur les associations, à troubler les convictions religieuses de personne.

Aussi bien, il l'a dit lui-même, l'association ne lui apparaîtrait pas comme une concession de l'ordre politique, mais comme l'exercice naturel, primordial, libre, de l'activité humaine. Encore faut-il que dans toute association les principes du droit individuel soient respectés et qu'on y respecte aussi « cette autre association supérieure qui s'appelle l'État ». Or, et cela ressort de l'histoire du temps passé comme de l'observation du temps présent, il est des congrégations qui ne cessent de s'immiscer dans le domaine temporel en vue de gagner l'empire du monde. Rendre la société civile assez forte pour annihiler les entreprises dissolvantes de ces ordres monastiques, sauvegarder contre eux les droits de l'État, ce fut la préoccupation constante de tous les gouvernements soucieux de vivre sans tutelle et en sécurité. Il incombait à la République de proclamer la liberté d'association, mais il lui appartenait aussi de ne pas abandonner ce droit vital qu'à tout État de se défendre contre qui le menace. Ce fut le double but visé par M. Waldeck-Rousseau dans l'élaboration de son projet de loi.

La lecture de cet ouvrage fera connaître mieux que tout commentaire la portée de la nouvelle loi. Nous ne voulons que rappeler l'énergie dont M. Waldeck-Rousseau fit preuve devant les Chambres. Tous les Contre-Révolutionnaires, et quelques autres adversaires aussi, attaquèrent le projet du gouvernement d'ensemble et avec fureur. Pendant six mois, M. Waldeck-Rousseau resta sur la brèche. Chaque jour, il défendit son œuvre avec cette éloquence directe, précise et persuasive qui lui a conquis tous les suffrages. S'il fut si tenace, ce n'est point qu'il eût fait de l'adoption de la loi une question personnelle, c'est simplement parce qu'il considérait la solution du problème posé par les associations et les congrégations comme l'accomplissement d'une des promesses de la Révolution. C'est pourquoi la majorité républicaine de la Chambre et du Sénat le soutint de ses votes et de ses applaudissements.

Paris, août 1901

ASSOCIATIONS ET CONGRÉGATIONS

PROPOSITION DE LOI
DE M. DUFAURE

[Retour à la table des matières](#)

SÉNAT. *Séance du 6 mars 1883.* — Une proposition de loi sur la liberté d'association avait été déposée au Sénat, le 17 juin 1880, par M. Dufaure. Elle reconnaissait à « toutes associations ayant pour but de s'occuper d'objets religieux, littéraires, scientifiques, politiques ou autres », le droit de se former sans autorisation. Adoptée en partie par la commission, dont M. Jules Simon était le rapporteur, elle ne vint en discussion devant le Sénat que plus de deux ans après, M. Waldeck-Rousseau, à ce moment ministre de l'intérieur (cabinet Jules Ferry), intervint dans le débat à la suite d'un discours prononcé par M. Chesnelong en faveur de la proposition.

Messieurs,

Il me paraît que je ne répondrais pas à l'attente du Sénat, si j'abordais, après l'honorable M. Chesnelong, tous les points qu'il a touchés dans sa discussion. Son discours commence aux décrets et il finit par des aperçus, dont je ne méconnais pas l'élévation, sur le rôle que peuvent jouer les congrégations dans le développement de la doctrine catholique, telle qu'il la conçoit.

Il a également traité le côté historique de cette question, et, si je le suivais sur ce terrain, vous comprenez que j'aurais à présenter des rectifications de plus d'une sorte. Je pense qu'après les discussions dont le projet actuel a été l'objet, une seule question se pose devant laquelle il faut se placer, et je ne crois pas me tromper en disant qu'elle consiste à rechercher si l'on peut, sans injustice pour les associations véritables et sans danger pour l'État, embrasser dans un même ordre de dispositions ce qui constitue l'association civile ou religieuse, et ce qui constitue la congrégation.

L'honorable rapporteur a fait appel à des sentiments qui trouveront un écho bien naturel chez tous les hommes de liberté, et, si quelque chose me frappe, c'est l'extrême contradiction qu'on peut observer entre ses théories, entre ses aperçus généreux, entre ses idées philosophiques et le projet de loi qui vous est soumis.

En effet, l'honorable M. Jules Simon, vous disait qu'un des besoins de tous les temps et plus particulièrement de notre époque, c'est pour les hommes, pour les individus, de se réunir, de se concerter, de mettre en commun leurs forces. Ce n'est pas, sur ce point, que nous serons en désaccord.

Je considère l'association comme le régulateur, comme l'agent d'équilibre, en quelque sorte, des forces sociales. Là où un homme serait impuissant tout seul à défendre son intérêt, il va chercher dix ou cent de ses semblables, il met en commun avec eux ses forces et son activité, et l'équilibre se rétablit.

Je vais même plus loin que M. le rapporteur. Quand une société fait table rase de lois arbitraires, quand un parlement abroge des dispositions comme les articles 294 et suivants, ce n'est pas seulement une démocratie qui se débarrasse de ses béquilles, c'est une société émancipatrice qui brise les entraves (*Très bien ! à gauche*).

Il est un second point sur lequel la communauté d'idées existe également entre nous. M. le rapporteur vous a dit qu'il fallait, dans notre société moderne, laisser à l'individu son libre développement. Ici encore, comme lui je pense que le rôle du gouvernement n'est pas de déprimer ni de comprimer les hommes, et qu'il est, au contraire, de

faciliter, de provoquer, s'il est possible, ce qu'on appelait tout à l'heure le « grandissement » de la personnalité humaine, le développement de ces unités sociales qui composent l'État.

Aussi peut-il sembler étrange que, sur le projet de loi, nous ayons une opinion, une appréciation aussi contraire.

Il est encore, messieurs, un troisième point, sur lequel nous sommes en communauté d'idées parfaite : c'est qu'une législation sur les associations est une œuvre assez grave pour qu'elle doive être soustraite à l'influence qu'exercent nécessairement certaines circonstances ou certaines préoccupations. Je pense, en effet, qu'une loi sur les associations, qui n'aurait pour but que d'opérer un retour, vers le passé, serait précisément marquée de ce caractère défavorable dont il faut, M. Jules Simon le disait, qu'on ne puisse pas la soupçonner.

Eh bien ! je me demande, messieurs, si, lorsqu'on se met en présence des différentes dispositions qui composent le projet, on n'arrive pas à trouver qu'aucun des principes qu'il a développés ne reçoit satisfaction.

On vous a dit avec une certaine insistance, en vous exposant les circonstances qui ont accompagné l'élaboration de cette loi, qu'elle ne devait pas être considérée comme une œuvre qui aurait été inspirée par des événements, et qu'il fallait faire abstraction de sa date, 17 juin 1880 ; que c'était, en quelque sorte, un legs et qu'il ne fallait rien voir dans ses dispositions qui pût ressembler à une pensée de revanche contre cette initiative gouvernementale, contre ces actes qui ont reçu la consécration du Parlement, et que l'honorable M. Chesnelong rappelait tout à l'heure.

Eh bien ! messieurs, cette déclaration était bien nécessaire ! (*Rires approbatifs à gauche*). On avait été, dans l'opinion, singulièrement frappé de ce que cette loi, conçue en 1872, après six années de fortunes diverses, n'était arrivée à son éclosion, n'avait apparu sur le bureau du Sénat qu'au lendemain de l'exécution des décrets (*Très bien ! très bien ! sur les mêmes bancs*). Vous nous avez dit qu'il n'y avait aucun lien entre ces faits, entre ces actes ; je le crois, et j'ai peut-être quelque mérite à le croire, après que certains discours — je ne parle

pas de l'exposition de doctrines qu'a faite l'honorable M. Jules Simon — ont amené le débat à rouler exclusivement sur la nécessité de protéger les congréganistes contre les empiétements de la société moderne (*Très bien ! très bien ! et applaudissements à gauche*).

Si je suis singulièrement porté à croire que celle loi n'a peut-être pas échappé à certaines préoccupations, il est un second ordre de dispositions, dans lequel je remarque une contradiction absolue entre les principes qui ont été développés et la rédaction, la formule dont ils ont été l'objet, et il me paraît bien difficile de soutenir que ce projet soit un projet délibéré pour les associations.

Quand on parle de liberté d'association, messieurs — c'est une explication que je demande au Sénat la permission de lui présenter — il me semble qu'on emploie des mots qui diminuent, en quelque sorte, le droit dont on traite. L'association ne m'apparaît pas comme une concession de l'ordre politique : elle m'apparaît comme l'exercice naturel, primordial, libre, de l'activité humaine.

Deux ou plusieurs hommes ayant de la fortune, ayant des capitaux, les mettent en commun : notre législation appelle cela une société. N'ayant pas de capitaux, ils mettent en commun leur activité, leurs facultés, leur initiative, leurs connaissances : c'est encore une convention, et cette convention, on l'appelle plus particulièrement une association. Rien donc, messieurs, qui se place plus naturellement dans le domaine de ce qui est permis, et, je vais plus loin, dans le domaine de ce qui est naturel.

Et alors, messieurs, si, par association, on ne conçoit qu'une réunion d'hommes unis dans un but qui n'a jamais inquiété aucun État, aucune société, on arrive à se demander immédiatement comment il se fait que vous ayez créé pour quiconque, sans exception, contracte une obligation de cette nature, pour quiconque forme une association, une incapacité particulière, et une incapacité fort grave. Si, en effet, les articles 9, 10 et 11 du projet de loi ne sont pas un vain mot, une précaution vaine, s'ils ne sont pas marqués au coin d'une prudence qu'une certaine habileté peut rendre inutile, s'il est vrai que les membres d'une association ne peuvent plus former entre eux un contrat de société, je me demande comment le fait d'avoir conclu un premier

contrat parfaitement licite peut entraîner l'incapacité de former un autre contrat qui n'est pas moins licite, à savoir : le contrat de société.

C'est cependant ce à quoi la loi arrive ; je crois, par conséquent, qu'on ne peut pas être accusé de méconnaître les données de la doctrine libérale, quand on ne s'associe pas à la proposition actuelle, alors qu'elle soulève ce premier reproche, à savoir qu'elle ne donne pas aux citoyens, aux individus, la liberté qu'on leur promet, et que, bien loin qu'on leur rende la liberté complète, on crée pour eux des servitudes particulières... (*Très bien ! très bien ! à gauche*). ...puisque, encore une fois, autant de personnes seront entrées dans une association, de quelque nature que cette association puisse être, autant vous aurez créé, de par la loi, d'incapables, de citoyens qui ne pourront pas former certains contrats ordinaires, certains contrats absolument licites (*Nouvelles marques d'approbation sur les mêmes bancs*).

Eh bien ! alors, messieurs, comment se fait-il que, procédant d'une visée aussi juste que celle de la liberté, on soit arrivé à faire pour les associations civiles, pour ce qui constitue l'association à proprement parler, un régime de cette nature ? C'est parce que vous avez voulu confondre, au grand détriment des unes et au grand avantage des autres, je ne dirai pas deux sortes d'associations, je dirai : les associations véritablement dignes de ce nom et certaines formes, certaines combinaisons qui sont le contraire de l'association (*Très bien ! à gauche*).

Vous vous êtes demandé ce que l'on pouvait obtenir comme maximum d'immunités pour les congrégations religieuses, et, de ce maximum d'immunités pour les congrégations religieuses, vous avez fait un minimum de liberté pour, toutes les associations (*Nouvelles marques d'approbation sur les mêmes bancs*).

A la liberté de ceux qui sont dans le droit commun, qui restent dans la vie sociale, dont tous les actes ne peuvent que seconder le développement de notre société, vous imposez des lois restrictives, par la seule raison que ces lois, restrictives pour les uns, sont des lois de privilège pour les autres (*Très bien ! et applaudissements à gauche*).

En outre, messieurs, et parcourant ainsi très rapidement la série des objections que l'on peut opposer au système de la commission, je me demande si cette même proposition a été bien respectueuse de cet autre principe essentiel, primordial, fondamental, à savoir que le développement individuel, que l'expansion de la personnalité du citoyen est une de ces règles avec lesquelles on ne transige pas, de l'application desquelles dépend la prospérité ou le malheur d'une nation. Tant vaut l'homme, tant vaut l'État.

Je recherche si, par vos dispositions, vous n'avez pas fait précisément le contraire, et si vous ne demandez pas à cette assemblée de donner sa consécration à des conventions qui, non seulement ne développent pas la personnalité humaine, mais, au contraire, la suppriment (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

Je sais, messieurs, que l'on peut être taxé d'exagération lorsque, appréciant ainsi le rôle de certaines conventions, on va jusqu'à dire que, non pas dans les associations religieuses, mais dans les congrégations, — ce sont deux choses que l'on confond sans cesse, précisément dans l'intérêt de l'une, — le fait générateur du contrat, sa raison d'être, c'est précisément cette abdication d'une part, et cette absorption, de l'autre, de toute personnalité.

C'est cependant un fait indéniable.

Qu'on dise que, par là, l'homme crée en lui ou à la place de ce qu'il était, une personnalité nouvelle, d'une essence plus fine, n'ayant plus rien de commun avec ce qu'est la personnalité grossière des hommes ordinaires... (*Rires approbatifs à gauche*). ...cela, c'est une doctrine de for je ne la discute pas (*Nouvelles marques d'approbation sur les mêmes bancs*).

Mais, si l'on conteste que, par le fait du contrat qui préside à la formation d'une congrégation, il y ait autant de morts civiles qu'il y a d'adhésions données... (*Réclamations à droite. — Très bien ! très bien ! à gauche*).

Je vous assure, messieurs, que je n'emploie pas d'expressions qui me soient propres, et cette comparaison de l'état monastique à la mort

civile n'est pas du tout de moi ; même, elle se recommande d'autorités qui auraient peut-être pu empêcher qu'elle soulevât immédiatement une aussi vive réprobation (*Rires approbatifs à gauche*). C'est la thèse de plus d'un jurisconsulte, et c'est l'opinion de plus d'un homme d'État ; je pourrai, je crois, le prouver.

Mais enfin, sans en venir encore à citer des autorités, il y a les lumières du bon sens, il y a l'interrogation des faits quotidiens, il y a la réflexion sur ce qui se passe sous nos yeux ; et, enfin, je ne pense pas qu'on conteste qu'aucune congrégation digne de ce nom, rentrant dans le cadre prévu des congrégations, ne se forme sans un triple vœu : il y a le vœu d'obéissance, il y a le vœu de pauvreté, et il y a le vœu de chasteté.

Par l'un de ces vœux, on se détache absolument de ces intérêts considérés comme vulgaires, qui consistent à être propriétaire, en d'autres termes à travailler à la prospérité de son pays (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

Par un autre de ces vœux, on se débarrasse de ce que les théologiens ont appelé un second souci. Ce souci c'est d'avoir une famille, d'appartenir à celle famille, et surtout de vivre pour elle (*Très bien ! sur les mêmes bancs*).

Par le vœu d'obéissance, on fait cette chose qui peut vous sembler toute naturelle, qui, à moi me paraît précisément la négation de la personnalité humaine, on fait, dis-je, non plus suivant l'expression de jurisconsultes, mais suivant l'expression d'hommes qui donnent cet enseignement, « donation de soi-même à Dieu, dans la personne d'un homme ».

Or, quand de la personnalité humaine vous avez retranché ce qui fait qu'on possède, ce qui fait qu'on raisonne, ce qui fait qu'on survit, je demande ce qui reste de cette personnalité ? (*Rires et applaudissements à gauche*).

Si j'étais le premier à tenir ce langage, messieurs, je vous assure que j'ai assez de défiance de moi-même pour que vos observations me donnassent singulièrement à réfléchir ; mais je vous prie tous de croire

que, lorsque j'apporte des affirmations de cette nature, c'est avec quelque réflexion. Je ne me laisse pas aller à des passions que je ne connais pas ; je cherche les inspirations de ma raison secondée par l'étude.

Eh bien ! je ne suis pas le premier à parler ainsi ; et, puisque j'y suis naturellement amené bien qu'à cette heure les longues lectures excèdent les besoins de la discussion, laissez-moi vous dire que je trouve, dans cette interdiction, la tradition même de la politique française et la politique rationnelle de tous les États... (*Très bien ! C'est cela ! à gauche*) et que j'éprouve quelque surprise à entendre dire qu'on persécute la religion en restant absolument dans la mesure les principes et des règles qui ont été universellement appliqués, je ne dis pas seulement par tous les États, mais par tous les régimes.

La question des congrégations a été agitée bien des fois, elle a bien souvent été portée devant des assemblées françaises ; elle a toujours été discutée avec un soin, avec une autorité incomparable.

Voici ce qu'en disait, en 1845, M. Dupin :

« Et d'abord, ne confondons pas la question des « congrégations » avec la question des « associations », les mêmes lois peuvent, à quelques égards, les atteindre ; et, sous ce point de vue, je ne veux rien ôter à l'action du pouvoir, ni à l'autorité des lois, mais il y a une différence qui ne peut pas nous échapper.

« Ces associations se forment entre simples citoyens ; des pères de famille, vivant dans leurs maisons, exerçant leur commerce ou leur profession, vivant dans le monde, se réunissent pour un motif déterminé, politique ou littéraire ou autre ; en cela l'état de leurs personnes n'est pas affecté ; au sortir de la réunion, ils sont ce qu'ils étaient avant d'y arriver : citoyens au même titre, se mêlant à tous les devoirs, de la cité.

« Dans les congrégations il n'en est pas ainsi : on se lie par des vœux, on se lie par des serments, on dénature sa personne, on abdique son individualité, à la place de tel homme, c'est un couvent soumis à un abbé, à un chef spirituel, toutes les volontés individuelles

s'effacent et disparaissent devant l'être collectif, moral, qui représente tous les membres et constitue une société dans l'État, une société qui vit par une organisation qui lui est propre. »

Cette distinction, messieurs, c'est précisément celle que d'autres orateurs avant moi et moi après eux, nous plaçons au-dessus de l'appréciation qui doit être faite des dispositions de la loi.

Voici ce que disait un autre orateur ; M. Lainé, en 1825 :

« Les congrégations religieuses changent l'état des personnes : celles-ci n'appartiennent plus à leurs familles, affranchies de la puissance paternelle, elles font partie d'une corporation permanente. »

Et M. de Lamartine, dans la séance du 3 mai 1844 :

« Si la société reconnaissait aux ordres mendiants le droit d'infester et de ronger le pays... » (*Rires d'approbation à gauche*)... « elle donnerait une véritable prime, un véritable privilège à une mendicité systématique et sacrée contre la véritable indigence, contre la véritable misère... »

« Je vais plus loin... Si des séductions pieuses entraînaient par masses innombrables, dans les cloîtres, des individus des deux sexes et les faisaient émigrer de la vie sociale dans la vie monacale, l'État, sans porter atteinte à la liberté individuelle, devrait, sous le rapport des mœurs, de la famille, de la propriété, de la société travaillante, se prémunir contre de pareils abus de religion... »

« Enfin je dis que s'il arrivait que des associations religieuses s'introduisissent à l'abri de cette liberté pour le saper, pour conspirer contre les lois du pays, l'État aurait certes le droit de les saisir, de les interrompre et même de les proscrire dans l'accomplissement de cette conspiration sacrée... »

« Dans ma pensée, je crois la propriété de toute espèce de congrégation funeste, dangereuse, ruineuse pour la nation et la famille. L'État ne devrait les admettre que comme association non protégée, non possédante et viagère. » (*Très bien ! très bien ! sur les mêmes bancs...*).

Encore une citation, messieurs, celle-ci empruntée à M. Odilon Barrot, qui était, à coup sûr, un homme de liberté.

Répondant à des orateurs qui précisément avaient émis la pensée que l'on s'effrayait trop du rôle des congrégations, il disait :

« Je ne serai pas plus libéral que la Constituante ; je n'admettrai pas que mon pays puisse être couvert de congrégations et de couvents en face de la loi qui resterait silencieuse et impuissante. Je n'admets pas que les lois de l'Assemblée constituante n'aient été qu'une négation et une obstruction, que l'Assemblée constituante se soit bornée, comme on l'a dit, à ouvrir les couvents et à dire aux religieux : « Allez où vous voudrez ». Non, la Constituante a fait plus, elle a aboli les ordres religieux ; la Législative n'a fait que confirmer sa décision, et l'Empire a suivi cette voie ».

Je pourrais multiplier ces citations, messieurs ; mais il me paraît plus simple d'en résumer la doctrine, et cette doctrine contient tout entière la distinction que nous formulons entre l'association et les congrégations.

On fait remarquer que, dans l'association, l'homme n'abdique, n'aliène absolument rien. La vérité est qu'il échange ; il fait un apport et, à raison de cet apport, il obtient des avantages équivalents et même plus considérables ; en sorte qu'on peut dire qu'être d'une association, c'est un bien, et que l'association fait partie du patrimoine du citoyen, mais si, au contraire, vous admettez cette donation qu'on fait de soi-même, cette abdication totale et complète qui ploie l'homme sous la règle et la domination d'une volonté étrangère, il faut dire qu'alors c'est l'individu qui devient la propriété de l'association et que, au lieu d'arriver à un accroissement des forces individuelles par l'esprit d'union et d'association, on arrive à un retranchement progressif, à un retranchement que jamais aucun État, aucun gouvernement, je le répète, n'ont pu admettre en principe, ni laisser impunément se traduire par des faits (*Approbatons à gauche*).

En effet, si je voulais examiner tout le passé, — mais je parle devant une assemblée d'hommes politiques qui connaissant ces choses mieux que moi et qui les connaissaient avant moi c'est toute

l'ancienne monarchie — d'abord la monarchie militante, qui avait à se défendre contre tant d'autres adversaires, et plus tard la monarchie triomphante, — qui, par des édits innombrables, qui ont été cités, n'a jamais cessé de proclamer que si l'État ne pouvait pas proscrire aveuglément ces associations — fort improprement appelées de ce nom, et désignées aujourd'hui par le terme consacré de congrégations, — il ne pouvait pas non plus leur concéder à l'avance le droit illimité de se fonder, de se développer, et de rayonner.

Ce n'a pas été seulement l'œuvre de l'ancienne monarchie, ç'a été l'œuvre de la Révolution ; ç'a été l'œuvre de la monarchie qui a succédé à la Révolution ; ç'a été la tradition suivie par la monarchie de Juillet et par le régime républicain.

Mais, messieurs, cela revient-il à dire que, dans notre pays, aucune personne, conduite par l'intérêt ou le souci de la forme ne pourra former une association ? que l'interdit sera mis sur tout ce qui est rayonnement et développement de la pensée religieuse ? Cela revient-il à dire que, dans une loi faite sur les associations, on doit insérer cette clause exorbitante qui n'a jamais, que je sache, été demandée par personne : que toute association entre les citoyens sera permise, sauf celle formée entre citoyens appartenant soit au culte catholique, soit à tout autre culte qu'ils voudraient propager et soutenir ?

Messieurs, il serait trop aisé de réfuter ses adversaires si on pouvait leur prêter ainsi un langage qu'ils n'ont jamais tenu ; encore une fois, il ne faut pas confondre des choses absolument distinctes ; il ne faut pas dire : Parce que vous ne voulez pas de ces congrégations dont aucun État, aucun gouvernement n'a voulu, par cela même vous proscrivez la liberté d'association entre personnes religieuses agissant avec un but religieux.

La loi, sur ce point, vous la connaissez ; la loi qu'on peut avoir à faire, tout le monde la pressent. Il est manifeste que l'État ne peut pas reconnaître à l'avance, les yeux fermés, *a priori*, toutes les catégories d'associations religieuses qui voudraient se fonder, toutes les catégories de congrégations qui voudraient se développer en France.

Et sur ce point le gouvernement actuel revendique le droit qu'ont maintenu tous ses prédécesseurs, dont il méconnaîtrait la tradition la plus élémentaire, s'il s'en montrait moins soucieux qu'eux (*Très bien ! à gauche*), le droit de n'admettre une corporation d'hommes, contre laquelle existe cette présomption qui naît des vœux mêmes, qu'après s'être assuré que tous les principes du droit individuel y seront respectés, et qu'on y respectera aussi cette autre association supérieure, dont on parlait tout à l'heure, et qui s'appelle l'État (*Nouvelle approbation sur les mêmes bancs*).

Voilà quelle est, sur ce point, messieurs, la pensée que je voulais vous soumettre, et c'est la pensée du Gouvernement.

Peut-on, dans un même texte de loi, embrasser d'une façon compréhensive les associations ordinaires et les congrégations ? C'est ce que vous aurez à examiner. On peut faire sans doute une loi complexe ; mais, si on devait insérer dans le même projet de loi des dispositions qui régiraient l'état civil, si je puis ainsi parler, des unes et des autres, ce que nous affirmons, c'est qu'il ne serait pas possible de les envelopper dans une même conception, dans une même déclaration de principe, parce qu'elles n'ont rien de commun, rien de semblable, et parce que tous les caractères qu'on peut relever en elles font ressortir des contrastes et des contraires qui ne peuvent, ce me semble, échapper à personne (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

J'ajoute, pour ne plus dire qu'un mot sur les congrégations et sur les raisons qui me paraissent avoir rendu la loi inacceptable dans les conditions où elle se présente, une seule considération : toutes les fois qu'on se place en face de ce problème du droit d'association, il y a une question qui se dresse, c'est celle des associations dites entre Français et étrangers, que l'on peut, dans une certaine mesure, appeler des associations étrangères (*C'est cela ! Très bien ! à gauche*).

Je sais bien, messieurs, qu'il y a des conceptions fort larges en cette matière. On dit que les frontières sont quelque chose d'artificiel, et qu'il faut permettre à tous les hommes de se tendre la main par-dessus ces ligues idéales qui n'ont aucune réalité. Ce sont là des doctrines qui, entendues dans le sens où on les entend souvent, me paraissent bien dangereuses, et que, pour ma part, je me sens fort porté à

réprouver (*Nouvelle approbation sur les mêmes bancs*). Dans cette ligne factice, dit-on, qu'on appelle la frontière, il y a le sol de la patrie ; et je crois qu'on a, envers le pays auquel on appartient par son origine, des devoirs particuliers. Eh bien ! je me demande comment, au lieu de ne viser, entre les associations étrangères, qu'une seule association déterminée, le projet de loi n'a pas édicté des dispositions générales qui leur fussent communes à toutes, et comment il est resté muet sur ce point ; je me demande comment il n'a pas trouvé une précaution à prendre contre ces conceptions si larges qu'elles comprennent, dit-on, toute l'humanité, et si étroites suivant moi qu'elles ne gardent même pas une place à la patrie (*Très bien ! très bien ! — Applaudissements à gauche*).

Les auteurs du projet de loi n'ont rien fait de pareil, et pour une raison unique : c'est que, c'eût été mettre immédiatement en discussion l'un des côtés de cette question, relatif aux associations religieuses.

Je me demande, aussi, s'il n'y a pas là une des raisons pour lesquelles assimiler les associations des citoyens entre eux, associations librement contractées et se dénouant librement, à des congrégations qui vont recruter des adhérents partout, et presque toujours leurs chefs au même endroit, ce serait commettre une erreur législative, et une imprudence à laquelle assurément le Sénat ne s'associera pas (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

Voilà, messieurs, les considérations que je voulais présenter au Sénat.

Je crois que le projet de loi, pour avoir voulu tout embrasser, pour avoir voulu, dans l'ombre d'une soi-disant liberté des associations, faire passer la consécration de la situation des congrégations religieuses, a produit comme résultat un mélange de dispositions qui ne sont pas la liberté, et qui ne sont pas la sécurité. Je crois enfin que, s'il y a une définition sûre en matière de liberté, c'est celle-ci : il n'y a pas une liberté vraie qui puisse être une menace pour l'État (*Applaudissements répétés à gauche*).

ASSOCIATIONS ET CONGRÉGATIONS

LE CATHOLICISME ET LE CLÉRICALISME

[Retour à la table des matières](#)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. *Séance du 16 novembre 1899.* — A la rentrée des Chambres, en la session extraordinaire de 1899, M. Waldeck-Rousseau, président du conseil des ministres, déposa un projet de loi sur le contrat d'association, ainsi qu'un projet de loi sur l'extension de la capacité des syndicats professionnels. A la même date, 14 novembre, la Chambre fut appelée à discuter plusieurs interpellations de MM. Denys Cochin, de Grandmaison, Zévaès et Vailant, Lasies, l'abbé Gayraud, sur la politique générale du gouvernement. Le débat fut clos, le 16 novembre, par un ordre du jour de confiance dans le ministère, voté par 340 voix contre 215. Répondant aux interpellateurs, M. Waldeck-Rousseau, après avoir défendu les mesures politiques ¹ prises par lui depuis la constitution de son ministère (22 juin 1899), en vint à parler des associations religieuses. Il le lit en ces termes :

¹ La Haute-Cour de Justice avait été convoquée pour juger certaines personnalités accusées de complot contre la République.

Messieurs,

[...].

L'un des honorables orateurs qui sont montés à cette tribune, et qui me paraît avoir confondu involontairement le catholicisme et le cléricalisme, le clergé séculier et certaines associations, m'amène très naturellement à dire un mot de ce que doit être la politique du cabinet au regard des Églises.

Je n'éprouve pas d'embarras à répéter ce que j'ai dit ailleurs, notamment devant la commission du budget. Aussi longtemps que nos relations avec l'Église seront réglées par un contrat, nous respecterons ce contrat et nous le ferons respecter (*Très bien ! très bien !*).

Aussi longtemps que les principes du gouvernement n'auront pas complètement changé, nous ne pourrions confondre un clergé concordataire, ayant des chefs hiérarchiques entre lesquels et l'État il existe des relations définies et convenues, avec certaines associations et certaines milices chaque jour grandissantes, chaque jour plus menaçantes... (*Vifs applaudissements à gauche*).

M. Gayraud. — Je désire demander à M. le président du conseil... (*Bruit*).

M. le Président. — Monsieur Gayraud, veuillez garder le silence.

M. Gayraud. — Je demande la parole.

M. Le Président du Conseil. — ...et certaines associations, dis-je, qui, par un paradoxe singulier, entendent revendiquer de la République des privilèges qu'elles n'ont jamais obtenus des monarchies (*Applaudissements à gauche*).

Comme il y a de longues années que le parti républicain cherche à modifier le régime des associations, il a paru qu'on ne devait pas appliquer les articles 291 et suivants du code pénal.

L'expérience s'est faite et il a fallu reconnaître que c'était là une erreur.

Le cabinet précédent a dirigé des poursuites contre certaines associations, et, aussi longtemps que la loi nouvelle que nous soumettons au Parlement ne sera pas votée, il nous paraît impossible — je le déclare hautement — de ne pas imiter son exemple, et cela sans distinguer entre les associations laïques qui seraient traînées devant les tribunaux et les associations religieuses qui seraient par là même investies d'un privilège.

J'indique non moins simplement à quelles règles de conduite le gouvernement doit obéir. Placé entre une législation qui existe et une législation nouvelle que la Chambre n'a pas encore faite ni votée, il croit ne devoir se servir de la loi actuelle que dans les cas où la loi future, telle qu'il l'a conçue et telle qu'il vous demandera de la voter, pourrait recevoir son application (*Mouvements divers à droite*).

M. Daudé. — Qu'est-ce que cela veut dire ?

M. Le Président du Conseil. — Tous les États, quels qu'ils soient, obéissent à un certain nombre de règles communes et invariables, et il y a pour tous les gouvernements, quels qu'ils soient, avec des tendances diverses, des aptitudes différentes, et parfois des devoirs différents, une loi initiale et supérieure à laquelle personne ne peut se soustraire : c'est la loi de conservation (*Très bien ! très bien ! à gauche et au centre*).

M. de Baudry-d'Asson. — Vous voilà conservateur.

A l'extrême gauche. A l'ordre !

M. Le Président du Conseil. — Une démocratie cependant ne recherche pas la conservation en dehors du progrès.

Les lois que le gouvernement soumet à la Chambre sont des lois de défense et de progrès.

Celle sur les syndicats professionnels ouvre aux associations de ce genre le champ le plus illimité qui leur ait jamais été assigné par aucune législation.

La loi sur les associations proclame que l'association est un contrat, ne le soumet qu'aux règles supérieures qui dominent tous les contrats, mais le soumet aussi, comme tous les contrats, à toutes les règles d'ordre public (*Très bien ! très bien ! à gauche*), et ne permet pas et ne peut pas permettre que certaines dispositions, jugées toujours indispensables à la conservation des États, puissent être méconnues (*Très bien ! très bien ! à gauche et au centre*).

La loi sur le stage scolaire (*Interruptions à droite. — Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche et à gauche*) fait rentrer dans notre droit organique cette vérité contestée ardemment, je le sais aujourd'hui longtemps tenue pour incontestable, qu'un gouvernement a le droit de demander à ceux qui aspirent à occuper ses fonctions, d'apprendre à le servir plutôt qu'à le combattre (*Vifs applaudissements à gauche, à l'extrême gauche, et sur plusieurs bancs au centre*).

M. Savary de Beauregard. — Ce n'est pas votre loi qui nous gêne.

M. Le comte de Lanjuinais. — Nous demanderons alors que la loi ait un effet rétroactif.

M. Le Président du Conseil. — Il me suffira, je pense, pour achever de préciser la pensée du gouvernement, celle autour de laquelle il demande aux républicains de se grouper et de se réunir, de dire que l'objet immédiat que nous devons poursuivre, c'est la constitution d'une société civile assez forte pour se montrer respectueuse de tous les droits de la conscience (*Mouvements divers à droite. — Applaudissements à gauche*), et pour imposer aussi le respect de ses institutions (*Nouveaux applaudissements à gauche*).

M. Le comte de Lanjuinais. — La France sera le seul pays du monde soumis à une pareille législation.

M. Paul de Cassagnac. — Et la liberté !

M. Le Président. — Je ne connais qu'une liberté, et on m'a mis ici pour la faire observer au profit de tous mes collègues, c'est la liberté de la parole (*Très bien ! très bien !*).

M. Le Président du Conseil. — Ces idées et ces projets nous paraissent dignes de grouper tous les républicains dans un même effort uni et confiant. Si nous avons fait faire encore à la République ce pas en avant, nous aurons bien mérité d'elle, et nous aurons accompli l'une des promesses de la Révolution (*Vifs applaudissements répétés à gauche, à l'extrême gauche et sur un grand nombre de bancs au centre. — M. Le Président du Conseil, de retour à son banc, reçoit des félicitations*).

ASSOCIATIONS ET CONGRÉGATIONS

LA RÉPUBLIQUE
ET LES MOINES

[Retour à la table des matières](#)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. *Séance du 11 avril 1900.* — A l'occasion de la discussion du budget, M. Denys Cochin monta à la tribune pour critiquer la politique générale du gouvernement et surtout sa politique à l'égard du clergé. M. Waldeck-Rousseau lui répondit par un discours dont la Chambre vota l'affichage, malgré une intervention de M. Méline, par 286 voix contre 211.

Messieurs,

Je serai la chambre peut en être assurée, très bref ; mais il m'a semble que je devais une courte réponse à l'honorable M. Cochin.

La pensée d'ouvrir une discussion générale sur le budget, au moment où, à quelques articles près, il est complètement voté, constitue, quoi qu'il en ait dit, une innovation ingénieuse. Elle a, en tout cas, le mérite de se prêter à toutes les combinaisons.

En effet, la Chambre venait de remettre à un mois un débat sur la politique générale, et cependant, en dépit du déguisement dont il l'a revêtue, tout le monde a retrouvé dans la discussion de l'honorable M. Cochin une certaine interpellation qui, tantôt timide et tantôt mena-

çante, a longtemps erré dans les couloirs de la Chambre, et qui même, sans avoir été annoncée, — ce qui explique peut-être le mauvais accueil qu'elle a reçu, — a fait il y a quelques jours, sur le tard, une apparition à la tribune.

Toutes les fois que le gouvernement républicain, attaqué ou menacé, a entrepris de se défendre, on n'a jamais manqué de le traiter de sectaire (*Très bien ! très bien ! à gauche*) ; c'est cette accusation qui, tout à l'heure, était portée contre nous. Sans doute je n'espère pas donner satisfaction à l'honorable M. Cochin. Il n'approuve point notre politique. J'en suis plus affligé que surpris ; mais cette politique a été, jusqu'à cinq fois, portée devant cette Chambre : au mois de juin, au mois de novembre, au mois de décembre, au mois de février, la majorité républicaine lui a donné la consécration de son vote, et, quand, grâce à l'honorable M. Denys Cochin, une fois de plus elle sera encore discutée, j'ose espérer que son opinion n'aura pas varié (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche. — Interruptions à droite*).

Si les projets de loi que nous avons déposés ne peuvent être approuvés par l'honorable M. Cochin, je me demande comment ils pourraient ne pas l'être du parti républicain tout entier.

M. Cochin a rappelé des souvenirs historiques ; il me permettra d'en évoquer un à mon tour, qui est dans toutes les mémoires. Nous sommes des sectaires parce que nous entendons prendre des mesures contre le développement intolérable des réguliers ?... (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

M. Fernand de Ramel. — Vous attaquez l'Église sous toutes ses formes, et pas seulement les réguliers ; vous appliquez la maxime : Diviser pour régner.

M. Le Président du Conseil. — Prenez garde ! N'accusez pas d'attaquer l'Église ceux qui ont pris les mesures que je vais rappeler ; cette accusation ne tarderait pas à vous devenir embarrassante (*Très bien ! très bien ! et rires à gauche*).

M. Fernand de Ramel. — Nous connaissons notre histoire.

M. Le Président du Conseil. — En 1808, il s'est trouvé un pape, qui n'était sans doute pas un ennemi de l'Église, et un premier consul qui, monsieur Cochin, n'était sans doute pas un collectiviste (*Rires à gauche*), pour reconnaître, l'un que les congrégations n'étaient pas nécessaires au bien de l'Église, l'autre qu'elles pouvaient être funestes au bien de l'État (*Vifs applaudissements à gauche. — Interruptions à droite*).

M. Fernand de Ramel. — Vous chaussez les bottes de l'empire !

M. Gayraud. — Jamais Pie VII... (*Bruit*).

M. Le Président du Conseil. — C'est d'un commun accord qu'ils arrêterent un certain article 11 du Concordat, qui porte que les archevêques et évêques pourront établir en France des chapitres cathédraux et des séminaires, mais que toutes autres institutions ecclésiastiques seront interdites.

Quand donc nous accomplissons l'œuvre que nous avons entreprise... (*Interruptions à droite*) ...lorsque nous trouvons que quelques précautions sont à prendre, quand nous pensons, et nous l'avons pensé, qu'à de certaines heures on voit véritablement dans ce pays trop de moines ligueurs et de moines d'affaires (*Applaudissements prolongés à gauche et à l'extrême-gauche. — Interruptions à droite*), nous restons fidèles en ce point comme en tous autres à la tradition républicaine que nous avons reprise, et nous ne sortons pas du Concordat, nous y rentrons.

Et, en vérité, votre mémoire est-elle donc devenue si courte ? Voici ce qui se passait en 1880. Au lendemain du rejet de l'article 7, une interpellation fut développée ici même ; on demanda au gouvernement quelles mesures il entendait prendre contre le développement des congrégations religieuses. Et qui donc prit l'initiative de cette interpellation ? Ce fut le président de la gauche républicaine, l'honorable M. Devès. On entendit, dans ce débat, la voix ardente et la parole enflammée de Madier de Montjau, mais on entendit aussi la parole d'un homme dont vous ne suspecterez pas, je suppose, le libéralisme : c'était l'honorable M. Renault-Morlière (*Très bien ! très bien ! à gauche*). qui, montant à la tribune, y apporta cette déclaration qu'aucun

des actes de sa vie politique n'a, je pense, désavouée : « Nous tenons à honneur de proclamer publiquement que, dans l'exécution des déclarations qu'il a faites, le gouvernement peut compter sur le concours de ceux-là mêmes qui appartiennent à la fraction la plus modérée de la majorité républicaine.

L'ordre du jour fut voté par 324 républicains contre 135 membres de la droite. Et si tous les républicains ne votèrent pas cet ordre du jour, ceux, au nombre de treize, qui ne voulurent pas aller jusque-là et être aussi affirmatifs, surent du moins s'abstenir.

Voilà un chapitre de l'histoire de notre parti (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche. — Interruptions à droite*).

Et maintenant je vais vous en rappeler un autre, qui nous ramènera à la loi de scolarité. Nous avons demandé qu'on dût, pendant trois années, suivre l'enseignement de l'Université pour pouvoir être nommé à des fonctions publiques. Or, pendant un demi-siècle, il a fallu, pour accéder à une profession libérale, même pour obtenir un simple diplôme, non pas trois ans, mais cinq années de scolarité.

Il en a été ainsi jusqu'à 1850 et, en vérité, quand je vous entends dire que nous voulons former des fanatiques et des sectaires, je vous demande : Que pensez-vous donc de l'éducation que nos pères ont reçue ? (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs*).

M. Fernand de Ramel. — Vous reculez, au lieu d'avancer.

M. Le Président du Conseil. — Pour moi j'atteste l'histoire scientifique, littéraire et philosophique de ce siècle, qu'il n'y a pas eu de génération plus forte et plus libérale que celle qui a été élevée sous le régime scolaire que je viens de rappeler (*Très bien ! très bien ! à gauche et à l'extrême gauche*).

Je parlais tout à l'heure de la tradition républicaine. Il n'est pas besoin de remonter jusqu'à 1850 pour retrouver ce que, malgré les assertions si hardies de M. Denys Cochin, je me permets d'appeler la tradition libérale. Et j'apporte ma preuve.

L'article 7 fut voté à la Chambre par une énorme majorité. Il fut ensuite porté devant le Sénat : 132 républicains le votèrent, et parmi eux, je relève les noms de Barthélemy Saint-Hilaire, de Calmon, de Duclerc, de l'amiral Jaurès, de John Lemoine, qui avait fait des *Débats* le journal de l'Europe, alors universellement lu ; de M. Oscar de Lafayette, du comte Rampon, et enfin celui d'un homme qui était un libéral, je pense : il s'appelait Léon Say ! (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

En vérité, lorsqu'on nous reproche, comme des témérités intolérables, ce qui n'est qu'un pas fait pour nous rapprocher de ce qui a été la doctrine libérale, je me demande si l'on est fondé à nous reprocher d'aller trop vite, ou s'il ne faudrait pas reprocher à d'autres d'avoir trop et trop longtemps reculé (*Vifs applaudissements sur les mêmes bancs*).

La vérité, — et, sur ce point, je n'en dirai pas davantage, — c'est que le cabinet actuel ne pratique pas seulement une politique de défense, ce qui serait déjà quelque chose...

M. Le comte de Lanjuinais. — Une politique d'oppression.

M. Le Président du Conseil. — ... sa politique c'est celle du vieux parti républicain... (*Interruptions à droite*), dont nous avons, à coup sûr, plus que vous, messieurs, le droit de parler, je suppose (*Applaudissements répétés à gauche et à l'extrême gauche. — Nouvelles interruptions à droite*).

L'honorable M. Denys Cochin a tracé de l'œuvre de ce ministère une esquisse rapide faite d'un pinceau tour à tour léger et hardi, mais un peu incomplète, et je veux terminer la très courte réponse que je me suis proposé de lui faire en comblant quelques lacunes. Nous pouvons regarder sans regret les dix mois qui viennent de s'écouler ; je ne sais s'ils ont paru longs à quelques-uns (*Interruptions à droite. — Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*) ; ils n'ont certes point paru plus longs à d'autres qu'à nous-mêmes. Si je ne regrette pas la détermination à laquelle je me suis arrêté, c'est parce que notre effort n'aura pas été inutile (*Interruptions à droite et au centre*).

Nous avons rendu à ce pays une tranquillité que depuis longtemps il n'avait pas connue (*Nouvelles interruptions à droite et au centre. — Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

M. Fernand de Ramel. — Vous préparez une belle réaction !

M. Le Président du Conseil. — L'Exposition qui va s'ouvrir ne sera pas seulement le triomphe de notre génie artistique, commercial et industriel, elle sera aussi le témoignage indéniable de la paix morale reconquise (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche. — Interruptions au centre et à droite*).

A l'extérieur, nous avons résolu de la façon la plus honorable et la plus heureuse les difficultés que nous avons trouvées pendantes (*Interruptions à droite*).

Dans l'Ouest-Algérien nous avons réalisé des droits incontestés mais qui étaient jusqu'ici demeurés à l'état d'expression géographique.

Une loi, depuis quinze années, n'avait pas pu arriver jusqu'à la tribune, la loi sur l'armée coloniale : nous avons obtenu de la Chambre qu'elle la votât (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

Tout aussi jaloux que qui que ce soit d'assurer l'inviolabilité de la France, non pas seulement sur son sol natal, mais dans ses possessions d'outre-mer, nous avons présenté au Parlement le premier plan d'ensemble de défense continentale et coloniale dont le Parlement ait été saisi.

Ce sont là des œuvres qui, sans nous inspirer un vain orgueil, nous permettent du moins d'affirmer que nous avons tout fait pour bien servir la République et pour sauvegarder les intérêts supérieurs de la France (*Applaudissements vifs et répétés à gauche et à l'extrême gauche. — Bruit à droite et sur divers bancs au centre*).

ASSOCIATIONS ET CONGRÉGATIONS

LA JEUNESSE FRANÇAISE ET LES CONGRÉGATIONS

[Retour à la table des matières](#)

Le 18 octobre 1900, à la veille de la rentrée du parlement, M. Waldeck-Rousseau fut invité par la municipalité de Toulouse à assister à l'inauguration d'un monument public dans cette ville. Le président du conseil, recevant au cours des réceptions officielles l'archevêque de Toulouse, répondit à l'allocution de ce prélat qu'il comptait sur sa sagesse et son esprit libéral pour conduire son clergé dans la voie exclusive de l'apostolat religieux.

« Personne, ajouta M. Waldeck-Rousseau, ne souhaite plus que nous l'apaisement des esprits; il ne peut être compromis que par des hommes moins avisés et moins sages, qui mettent leur action au service de la politique.

« Le clergé séculier, qui reste fidèle à son statut organique, a droit à tous les respects; il ne peut pas être confondu avec ceux dont l'agitation va parfois jusqu'à méconnaître et braver l'autorité des évêques. La liberté inviolable des consciences ne peut être menacée que par une solidarité funeste avec des partis appelés à disparaître. »

Le soir, un grand banquet, où se réunirent près de six cents convives, fut offert par les républicains au chef du gouvernement. Après un toast de M. Serres, maire de Toulouse, félicitant le premier ministre d'avoir pris la défense de la République au moment où « elle subissait de furieux assauts », M. Waldeck-Rousseau prononça un important

discours exposant la politique et les projets du gouvernement. Il fut ainsi amené à parler des congrégations en un passage qui, le lendemain, fit l'objet des commentaires de toute la presse française et dont voici le texte :

Messieurs,
[...].

La session extraordinaire ne devrait pas s'achever sans que la Chambre ait enfin abordé une réforme politique, et nous lui demandons d'adopter la méthode la plus sûre pour obtenir ce résultat. Dans cet ordre d'idées, nous assignons la première place à la loi sur les associations.

Il y a vingt-cinq ans que le problème est posé. Il n'a jamais été plus urgent de le résoudre et je voudrais faire saisir par ceux qui n'en aperçoivent que les difficultés l'intérêt primordial qui s'y attache.

Ce problème a deux faces. Il s'agit d'abord de rendre libres, de ne soumettre qu'au droit commun toutes les associations qui, au regard des lois générales intéressant la sûreté des États ou des lois particulières qui régissent toutes les conventions, sont licites en elles-mêmes.

C'est aujourd'hui un chiffre qui sert de ligne de démarcation entre ce qui est défendu et ce qui est permis. L'association la plus utile tombe sous le coup de la loi si elle compte plus de vingt membres ; la plus pernicieuse lui échappe à la condition de n'en laisser paraître que dix-neuf, de sorte que la loi se trouve permettre ce que l'intérêt public voudrait empêcher et qu'elle empêche ce qu'il devrait encourager.

C'est en effet l'organisation légale des associations qui contient en germe la solution des plus grandes réformes sociales, par le développement de la liberté.

Il s'agit ensuite, et par la même loi, de faire face au péril qui naît du développement continu, dans une société démocratique, d'un organisme qui, suivant une définition célèbre dont le mérite revient à nos anciens parlements, « tend à introduire dans l'État, sous le voile spécieux d'un institut religieux, un corps politique dont le but est de parvenir d'abord à une indépendance absolue, et, successivement, à l'usurpation de toute autorité... »

Je parle en homme qui n'est animé d'aucun esprit sectaire, mais simplement de l'esprit qui a dominé non seulement la politique de la Révolution, mais toute la politique historique de la France.

Je pense que les droits indéniables de la conscience ont été suffisamment garantis au début du siècle par le statut fondamental qui règle les relations des Églises et de l'État. Aussi longtemps qu'il n'aura pas été modifié, il doit être appliqué avec exactitude, et nous en avons toujours interprété l'esprit dans le sens d'une large tolérance.

Mais, au train dont vont les choses, que restera-t-il de ce pacte de garantie réciproque ? Il avait exclusivement réservé au clergé séculier et hiérarchisé, soumis à une discipline ecclésiastique et au contrôle de l'État, et la célébration du culte, et la préparation aux fonctions ecclésiastiques, et la prédication dans les églises. Et voici que nous avons trouvé les congrégations enseignantes dans les séminaires, la chaire usurpée par les missions, et l'Église de plus en plus menacée par la Chapelle.

Dispersés, mais non supprimés, les ordres religieux se sont reformés plus nombreux et plus militants, couvrant le territoire du réseau d'une organisation politique dont un procès récent a montré les mailles innombrables et serrées, et les voici assez enhardis par le sentiment de leur puissance pour braver jusqu'aux dépositaires de l'Église qui n'acceptent pas leur vassalité.

Ce n'est pas le lieu ni le moment de faire de la statistique ; mais, pour montrer qu'en signalant à la tribune le péril d'une mainmorte grandissante et qui menace le principe de la circulation des biens, nous n'avons pas obéi à de vaines alarmes, il suffira, je pense, de dire que la valeur des immeubles occupés ou possédés par les congrégations était, en 1880, de 700 millions déjà, et qu'aujourd'hui elle dépasse un milliard. Quelle peut être, si on part de ce chiffre, la mainmorte mobilière ? (*Mouvement*).

Ce n'est pas seulement le développement de la mainmorte qui atteste et décèle le véritable péril. Sous la même action et la même influence, dans ce pays dont l'unité morale a fait, à travers les siècles, la

force et la grandeur, deux jeunesses, moins séparées encore par leur condition sociale que par l'éducation qu'elles reçoivent, grandissent, sans se connaître, jusqu'au jour où elles se rencontreront si dissemblables qu'elles risquent de ne plus se comprendre.

Peu à peu se préparent ainsi deux sociétés différentes — l'une, de plus en plus démocratique, emportée par le large courant de la Révolution, et l'autre, de plus en plus imbue de doctrines qu'on pouvait croire ne pas avoir survécu au grand mouvement du dix-huitième siècle — et destinées un jour à se heurter.

Or, un pareil fait ne s'explique pas par le libre jeu des opinions ; il suppose un *substratum* d'influences jadis plus cachées et aujourd'hui plus visibles, un pouvoir qui n'est même plus occulte, et la constitution dans l'État d'une puissance rivale.

C'est là une situation intolérable (*Applaudissements et bravos répétés*), et que toutes les mesures administratives ont été impuissantes à faire cesser. Tout effort sera vain aussi longtemps qu'une législation rationnelle efficace n'aura pas été substituée à une législation à la fois illogique, arbitraire et inopérante (*Nouveaux applaudissements*).

Si nous attachons tant d'importance à une loi sur les associations, c'est encore parce qu'elle entraîne avec elle la solution d'une partie, tout au moins, du problème de l'enseignement.

Lorsque les conditions sous lesquelles pourra se former une association religieuse auront été nettement définies, on n'imaginera pas sans doute que celles qui ne les auront pas remplies puissent prétendre à former et à instruire une jeunesse qui trouverait chez elles cette première leçon de choses, qu'on peut impunément violer les lois les plus essentielles de l'État.

Ainsi, la loi sur les associations est, à nos yeux, tout à la fois le point de départ de la plus grande et de la plus libre évolution sociale, et aussi la garantie indispensable des prérogatives les plus nécessaires de la société moderne (*Applaudissements et bravos répétés*).

ASSOCIATIONS ET CONGRÉGATIONS

L'EXECUTION DES LOIS
ET DECRETS CONTRE
LES CONGRÉGATIONS

[Retour à la table des matières](#)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. *Séance du 16 novembre 1900.* — A cette date, M. Pourquery de Boisserin, député de Vaucluse, interpella le gouvernement au sujet de la non-application des lois et décrets contre les congrégations. M. de Mun intervint dans le débat. M. Waldeck-Rousseau, tout en s'en référant à ses déclarations précédentes, répondit que les décrets existants étaient inefficaces. La discussion fut close par l'ordre du jour suivant, accepté par le gouvernement, et voté par 316 voix contre 192 : « La Chambre, comptant sur le gouvernement pour mener rapidement à bonne fin la loi sur les associations, passe à l'ordre du jour. »

Messieurs,

Le gouvernement, à la date du 22 mai 1900 ⁽¹⁾, s'est déjà expliqué dans les termes les plus clairs sur la question qui vient d'être ramenée à la tribune par l'honorable M. Pourquery de Boisserin.

Il a fait connaître à la Chambre quelle était sa politique, quelles étaient les nécessités qui lui paraissaient commander une législation nouvelle, et, pour n'être point trop long dans un commentaire, voici le texte même de ses déclarations :

« Le gouvernement demandera à la Chambre de voter le projet sur les associations qu'il lui a soumis... Le vote lui en paraît nécessaire parce que toute mesure qui laissera intacte une mainmorte sans cesse grossie, instrument de domination aujourd'hui et trésor de guerre demain, et qui se bornera à faire cesser en apparence l'habitation en commun, sert une mesure vaine et stérile. »

Nous avons tenu ce langage parce que l'expérience nous autorisait à le tenir et que nous n'avions pas cru devoir profiter de l'action administrative qui est autorisée par la loi du 19 février 1790, par celle du 18 août 1792 et par l'article 11 de la loi de l'an X. C'est pourquoi examinant quels avaient été les effets des décrets de 1880, il nous a été facile de reconnaître combien cette législation était impuissante.

Tout à l'heure, on parlait de ce qui s'était, passé au dernier siècle ; la Chambre me permettra de ne pas remonter si loin et de lui indiquer simplement comment, après 1880, l'inanité — le mot est peut-être excessif — mais l'inefficacité à coup sûr des mesures qui avaient été prises est apparue de la façon la plus nette et la plus certaine.

Pour ne pas sortir du département de la Seine et donner, par conséquent, des indications rapides, on avait dispersé 39 congrégations en 1880 : en 1888, tous les congréganistes dispersés étaient de nouveau réunis.

M. Berton. — Avec d'autres !

¹ Discours prononcé par M. Waldeck-Rousseau au cours d'une interpellation sur la politique générale du gouvernement.

M. le Président du Conseil. — On ajoute même « avec d'autres » ; et l'affirmation pour certains ordres est en effet exacte.

Les uns s'étaient reconstitués en 1885, les autres en 1886, les autres en 1887 ; et en 1888, en tout cas, on peut dire que l'effet des décrets de 1880 était devenu nul.

Voulez-vous me permettre un souvenir personnel et qui montre pourquoi l'action administrative n'est pas suffisante ? Je me rappelle que pendant que j'avais l'honneur de faire partie du ministère présidé par Jules Ferry, j'ai eu à surveiller le maintien dans certains établissements des scellés qui y avaient été apposés ; car la Chambre ne doit pas oublier que les lois dont j'ai parlé permettent, en effet, de disperser une congrégation et d'apposer les scellés sur l'immeuble, et c'est tout. Eh bien ! dans trois congrégations et pendant trois mois j'ai vu s'engager une lutte, qu'on me permette de dire le mot ; ridicule, entre la force publique et les gardiens. On avait laissé deux gardiens : ils étaient devenus six et huit ; on voulait dresser procès-verbal : ils répondaient qu'arrivés le matin ils repartiraient le soir. Les scellés étaient tombés, il fallait les rétablir.

J'ai par conséquent, dès cette époque, pu apprécier combien des mesures qui ne vont pas au-delà de ce que rend possible la loi de 1792 sont inefficaces, je le répète.

Le même événement s'était produit autrefois ; tous les régimes antérieurs, armés des mêmes pouvoirs, ont abouti au même échec, et, sans engager ici une discussion historique, je me borne à répéter à la Chambre ce que je lui ai dit le 22 mai. Aussi longtemps que la législation ne permettra pas d'atteindre la mainmorte, la congrégation subsistera, et elle disparaîtra le jour, au contraire, où, la mainmorte étant atteinte, elle devra nécessairement cesser d'être (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

C'est le but de la loi que nous vous avons proposée ; elle organise quelque chose qui, à l'heure actuelle, n'est pas organisé, car elle détermine sur quelles têtes reposera la propriété des biens et elle en permet la liquidation.

M. Victor Gay. — La confiscation !

M. Lasies. — Tranquillisez-vous, ce n'est pas fait encore !

M. Suchetet. — Ce n'est pas près d'être fait.

M. le Président du Conseil. — J'entends dire que le projet de loi que nous avons déposé n'est pas encore voté. C'est vrai ; mais, grâce à l'effort qu'a fait la Chambre et que d'un certain côté on tourne vainement en dérision, je suis persuadé que dès le courant de la semaine prochaine vous pourrez avoir satisfaction.

Au lendemain même du jour où la loi des boissons aura été votée, le gouvernement vous demandera de discuter la loi sur les associations (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

ASSOCIATIONS ET CONGRÉGATIONS

LE VATICAN
ET LES CONGRÉGATIONS

[Retour à la table des matières](#)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. *Séance du 14 janvier 1901.* — Au mois de décembre 1900, le Pape adressa au cardinal-archevêque de Paris une lettre — rendue publique — sur le sort des congrégations religieuses en France. A la suite de cet événement M. Marcel Sembat, député de Paris, interpella le gouvernement sur « l'ingérence du Vatican dans nos affaires intérieures ». L'interpellation vint devant la Chambre, la veille même du jour où devait commencer la discussion du projet de loi sur les associations. Les déclarations faites par M. Waldeck-Rousseau, président du Conseil, en réponse à M. Sembat, furent approuvées par 310 voix contre 110. L'ordre du jour adopté exprimait la confiance de la Chambre dans « la fermeté du gouvernement pour assurer la défense des droits de l'État ».

Messieurs,

Dans la séance où il justifiait l'urgence de son interpellation, l'honorable M. Sembat s'exprimait en ces termes : « Il faut, avant d'aborder la discussion de la loi sur les associations, savoir si on peut, du dehors, peser sur nos délibérations ».

Je ne pense pas qu'il se soit senti après la lecture de la lettre du 23 décembre dernier, moins libre qu'il ne l'était auparavant.

Quant au gouvernement, il a lu et étudié ce document avec toute l'attention que commandait la haute personnalité dont il émane, et il n'y a pas trouvé de motif de changer d'opinion.

En 1882, je jugeais qu'une loi sur les associations était nécessaire ; en 1899, le gouvernement a déclaré qu'il la jugeait indispensable, et c'est parce qu'il la croit telle qu'il en fait un des principaux articles, je puis dire l'article le plus essentiel de son programme (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

En la soumettant à la Chambre et en la discutant devant elle, il a d'ailleurs agi et il agira dans la plénitude d'une prérogative que le droit public reconnaît à tous les États ; et j'ajoute qu'en prenant part à la discussion et en demandant à la Chambre de lui donner ses votes, il agira encore dans la plénitude d'une indépendance à laquelle nul n'a porté atteinte et à laquelle il ne saurait, pas plus qu'aucun des gouvernements qui l'ont précédé, permettre qu'il soit porté atteinte (*Applaudissements à gauche*).

Cette prérogative, qui veut qu'un État quelconque, qu'un gouvernement, quelle que soit sa forme, soit maître de sa législation intérieure, elle ne nous a pas été contestée ; s'il en eût été autrement, nous aurions eu à apprécier quelles décisions s'offraient à notre initiative.

Je disais tout à l'heure que nous avions lu avec une grande attention le document qui a motivé l'interpellation de l'honorable M. Sembat. On y chercherait vainement une ligne de laquelle on pût faire ressortir une ingérence ou une tentative d'ingérence qu'évidemment le gouvernement français n'eût pas pu admettre (*Très bien ! très bien !*).

Ce document exprime l'espoir que les hommes impartiaux, mieux éclairés, reviendront à des vues plus justes ; il passe en revue toutes les considérations qui peuvent militer en faveur d'une législation différente de celle que nous vous proposons de consacrer. Arguments historiques, arguments tirés des services rendus aux arts, aux lettres et à la religion, tout ce qui peut être invoqué dans l'intérêt des congrégations et de la liberté des congrégations se trouve réuni dans ce document.

Mais nous n'y avons aperçu ni la moindre apparence de contrainte morale, ni la perspective d'une éventualité pouvant constituer une menace d'aucune sorte (*Très bien ! très bien ! au centre*) ; et notamment sur une question qui ne laisse personne indifférent et qui ne laissera jamais indifférent aucun chef de gouvernement — je parle de notre influence en Orient, — il nous a été impossible d'y apercevoir une autre proposition que celle qui s'y trouve inscrite, à savoir , que si les missionnaires français venaient à disparaître, évidemment ils seraient remplacés par des missionnaires étrangers (*Très bien ! très bien !*).

Voilà à quoi se réduit, à mon sens, la déclaration dont on a parlé tout à l'heure. J'ajoute que le gouvernement n'aurait même pas eu besoin de provoquer une explication, car, avant même qu'il en eût aperçu l'utilité ou l'opportunité, il avait reçu d'avance satisfaction par l'affirmation très nette que le Saint-Siège repoussait toute pensée d'exercer la moindre pression, pas plus aujourd'hui qu'hier, sur le gouvernement français.

On a parlé, dans cette discussion, d'un précédent qui est, en effet, considérable, celui de 1894 ; j'en dirai un mot, parce qu'il me paraît fournir un exemple très clair, très utile, de ce qu'un gouvernement ne peut pas tolérer.

En 1894, la Chambre et le Sénat avaient voté une loi sur les fabriques. Cette loi était définitive ; elle avait été promulguée. On apprit, peu de temps après, par une communication à la presse, que le représentant du Saint-Siège en France adressait à tous les évêques des instructions dans lesquelles il paraissait vouloir les grouper en vue d'organiser une résistance commune ; il leur montrait toute l'utilité qu'il y aurait à imprimer dans chaque diocèse une même action, une même impulsion à la politique d'opposition à la loi votée, qui venait de se faire jour.

M. Gayraud. — Ce n'est pas cela, monsieur le président du conseil.

M. le Président du Conseil. — Il y avait là, par conséquent, un acte accompli par le représentant d'un gouvernement étranger, qui tendait à mettre en échec l'application d'une loi définitive.

C'est dans ces conditions que l'honorable M. Casimir-Périer fut appelé à s'expliquer. Il tint le langage que d'autres avaient tenu avant lui celui que je tiens à mon tour. Il déclara qu'une telle intervention constituait, en effet, une véritable ingérence, et qu'aussitôt qu'il en avait été informé il avait demandé des explications, qui lui avaient été fournies.

Pour passer de la loi sur les fabriques, qui était une loi votée, à la loi sur les associations qui sera bientôt une loi votée (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*), nous n'admettrions pas davantage qu'on tentât en France, par l'intermédiaire d'un représentant ou de toute autre personne, d'organiser la résistance contre une des lois de notre pays. Il y aurait évidemment là une atteinte à notre droit international et à notre droit intérieur et vous n'aurions point d'autre attitude que celle de nos prédécesseurs.

On a porté la question dans le domaine des textes, et l'honorable M. Sembat a dit : « La publication d'une lettre émanant du Saint-Siège tombe visiblement sous l'application des interdictions qui sont édictées par l'article 1^{er} des articles organiques, lequel défend, en effet, sans un enregistrement préalable, sans l'autorisation du Gouvernement, la publication de toute bulle, de tout bref, rescrit, mandat ou provision. »

C'est à cette thèse que M. de Ramel répondait tout à l'heure, brièvement d'ailleurs, en contestant que l'interdiction ainsi portée dans l'article 1^{er} fût applicable à d'autres documents et à d'autres actes que ceux qui y sont énumérés.

Je n'ai ni le désir ni le besoin d'entrer dans cette controverse. Je sais à merveille tout ce qui a été dit de part et d'autre.

D'un côté, par exemple, on allègue la procédure même d'approbation qui est appliquée en vertu de l'article 1^{er} des articles organiques, et qui comporte une délibération du Conseil d'État et une

décision portant que l'acte sera transcrit tout à la fois et sur les registres du Conseil d'État et au *Journal Officiel* ou au *Bulletin des Lois*, et on tire de là cet argument qu'il s'agit évidemment d'actes susceptibles d'une exécution et pouvant emporter une modification quelconque soit des conditions générales dans lesquelles le culte est organisé, soit des pouvoirs ou des investitures qui sont confiés à ses représentants.

A l'inverse, on soutient qu'il ne faut pas entendre ces mots dans un sens aussi restrictif et que l'intérêt public, national, peut être également intéressé à s'exercer dans d'autres hypothèses.

J'ai dit que je ne comptais pas prendre parti dans cette controverse, parce qu'à mon sens la question se résoudra toujours par une question de fait et que les résolutions à prendre devront, je le crois du moins, être commandées toujours au Gouvernement par la nature de l'acte, par son contenu, par l'influence qu'il peut exercer sur la paix intérieure, par les troubles qu'il pourrait au contraire y déterminer. Je ne suis pas de ceux qui, dans un débat à la fois et politique et juridique, vont renoncer à se prévaloir de l'ampleur d'un texte certain, de son bon sens à la fois le plus élevé et le plus large (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

Mais il est une chose qu'un gouvernement qui s'efforce de faire de bonne politique...

M. Paul de Cassagnac. — La vôtre, par exemple.

M. le Président du Conseil. — Vous allez voir que ce n'est pas seulement de la mienne qu'il s'agit. Il est une chose, dis-je, qu'un gouvernement qui s'efforce de faire de bonne politique ne peut méconnaître. C'est d'abord une certaine tradition. Il est certain que lorsqu'il s'agit d'apprécier l'opportunité d'une décision à prendre, une tradition qui remonte à 1880, et qui n'a pas été interrompue, doit être de quelque considération. S'il est certain que jamais on n'a laissé et on ne laissera paraître en France, sans autorisation, un acte tel qu'un rescrit ; une bulle, un bref susceptible de l'exécution dont je parlais tout à l'heure, que s'est-il donc produit en matière de lettres apostoliques ?

Sans remonter au-delà de 1880, voici l'énonciation des lettres apostoliques et même de documents d'un ordre plus important et plus grave, c'est-à-dire des lettres encycliques qui ont été publiées dans les mêmes conditions que la lettre du 23 décembre dernier.

C'est d'abord la lettre apostolique du 22 octobre 1880, publiée par conséquent pendant le ministère des décrets ; puis la lettre encyclique du 10 janvier 1890 ; une autre du 15 mai 1891 ; une autre du 22 septembre 1891 ; une autre du 16 février 1892 ; une autre du 3 mai 1892 ; une autre encore du 8 septembre 1892 ; une lettre apostolique du 20 juin 1894 ; une lettre encyclique du 8 septembre 1895 ; une autre du 5 septembre 1894 ; une autre du 5 septembre 1895, et enfin une lettre apostolique du 8 janvier 1896 et une lettre encyclique du 2 juillet 1896.

Par conséquent, lorsqu'il s'agit de lettres apostoliques, il est tout au moins certain que le droit de l'État n'a pas été considéré comme inflexible et qu'il lui a toujours appartenu de prendre en considération les circonstances l'effet produit, l'agitation, par exemple, qui se serait développée. Il n'est donc pas sans intérêt d'appeler l'attention de la Chambre sur ce qui s'est produit après la publication de la lettre du 23 décembre dernier.

Deux évêques ont donné place à la lettre apostolique dans des lettres pastorales ; cinq ont publié des lettres par lesquelles ils expriment leur communauté d'opinion et de sentiment ; enfin il en est quatre autres dont on a fait connaître l'appréciation favorable. Or nous n'avons pas moins de 87 évêques !

Dans cette rapide revue des opinions qui ont été inspirées par la lettre du 23 décembre, il ne m'est pas possible de passer sous silence ce qui a été dit encore par un des évêques de France ; qui n'a pas pu s'empêcher de faire remarquer à quel point cette lettre avait peu un caractère de solennité, un caractère véritablement officiel, puisqu'elle n'était arrivée à la connaissance des intéressés que par cette méthode essentiellement moderne des indiscretions de la presse (*Rires*).

M. Paul de Cassagnac. — C'est un de vos évêques.

M. de Baudry d'Asson. — C'est un évêque nommé par le Gouvernement !

M. le Président du Conseil. — Ce n'est pas douteux ; il n'y a pas d'évêque en France qui ne soit nommé par le Gouvernement ! (*On rit*).

Ceci m'amène à faire une autre constatation.

Pourquoi donc cette controverse, que j'ai simplement effleurée tout à l'heure, a-t-elle été rarement agitée ? Je pourrais même dire que depuis trente ans elle ne l'a pas été. C'est parce que l'état des choses modifie l'aspect de bien des questions. A une certaine époque, sous la monarchie, dont il est bien entendu que nous ne devons connaître aucune tradition, mais dont il est bien permis de rappeler les précédents, et, plus tard encore, sous l'empire, c'était une proposition vraie que celle qui consistait à dire qu'aucun écrit, qu'aucune lettre, qu'aucun bref ne pourrait être publié sans l'autorisation du Gouvernement. Il s'est produit, depuis, deux événements qui ne sont pas sans importance.

Le premier, c'est qu'aujourd'hui il est de toute impossibilité de soutenir qu'un journal encourt une pénalité s'il imprime une de ces lettres ; et, bien mieux, il n'est même pas nécessaire que la lettre soit imprimée en France pour qu'elle y soit connue. Il y a quelque chose d'assez frappant, messieurs, et qui montre le progrès, je ne dirai pas des idées ; mais des méthodes et des usages. Pensez-vous qu'en 1806, ou lors de la discussion du Concordat et des articles organiques, il fût à prévoir que le chef de l'Église pût faire passer en France, — que dis-je, en France ? partout, — l'écho de ses opinions sous la forme qui a été récemment employée et que nous appelons d'un mot anglo-américain : une *interview* ? Et, en dehors de cette méthode, est-ce qu'aujourd'hui il est possible qu'un document quelconque, d'une importance quelconque, paraisse en un point, quel qu'il soit, du monde, sans qu'immédiatement il en fasse le tour et soit partout connu et publié ? (*Très bien ! très bien !*). C'est ce qui explique cette pratique conforme à un très large esprit de tolérance, qui a reçu une application constante de la part de mes prédécesseurs, pratique qui n'a pas voulu

qu'ils considérassent que, pour une lettre publiée dans ces conditions, une poursuite fût nécessaire.

Voilà pour ce qui est de la question envisagée en elle-même, et voilà aussi ma réponse pour montrer que, n'ayant pas suivi d'autre méthode que celle dont on a toujours usé depuis 1880, nous n'avons pas cru nécessaire de nous montrer plus rigoureux ni moins tolérants.

Ceci dit, je ne puis pas laisser passer sans réserves des paroles qui, peut-être mal comprises par moi sembleraient tendre à reconnaître, fût-ce au chef de l'Église, un droit illimité d'intervenir, en tant que chef du catholicisme et sous prétexte de religion, dans les affaires et les discussions intérieures de l'État. Toute la politique et toute la souveraineté temporelles, sans exception, sont aux mains de l'État (*Applaudissements à gauche*). Et quant à l'autorité spirituelle, elle ne peut s'exercer que dans les conditions où elle a été définie et acceptée. Elle trouve alors, dans l'histoire même de la monarchie, son frein et ses limites ; elle les trouve dans les ordonnances de la royauté ou dans les arrêts surtout des parlements ; elle trouve les mêmes limites, non moins précises, dans ce qui est aujourd'hui notre loi commune : j'ai nommé le Concordat.

Cette loi, — je l'ai dit, déjà ici et ailleurs, je le répète encore, — le Gouvernement est résolu à l'appliquer loyalement, largement, et il ne lui déplaît pas qu'on puisse l'accuser parfois d'y mettre, je ne dirai pas trop de complaisance, mais trop de tolérance. J'aime mieux qu'on, puisse nous accuser de l'appliquer avec largeur qu'avec un esprit inquiet et étroit, et qu'il faille adresser seulement à certains de nos adversaires le reproche de la méconnaître et de ne pas l'observer du tout (*Applaudissements*).

J'ajoute que pour tout gouvernement, en pareilles circonstances, deux questions se poseront toujours : la première est celle de savoir quel est son droit, la seconde, quel usage il en doit faire.

Un des motifs qui portent le Gouvernement à suivre la tradition de ceux qui l'ont précédé, à ne se montrer ni moins tolérant, ni moins modéré dans l'application des lois, c'est qu'à mon sens ce serait une très grosse faute, en grossissant un incident qui a presque glissé sur

l'opinion, de donner prise à de certaines critiques, à de certains artifices.

Je vois poindre — il n'est pas besoin pour cela d'une grande perspicacité — la tactique de ceux qui déjà se prétendent, solidarissant de la façon la plus intime et les congrégations et le clergé séculier, intéressés à d'autres prétendues victimes ; je vois aussi le calcul de certains hommes, qui n'avaient pas besoin du prétexte de la lettre du 23 décembre dernier pour montrer leur esprit d'agitation, et qui, empressés à cueillir les palmes du martyre, les réclament d'autant plus volontiers que, s'il est possible aujourd'hui de parler de palmes, parler de martyre constitue en vérité un anachronisme (*Rires et vifs applaudissements à gauche*).

M. Paul de Cassagnac. — Il y a toujours des martyrs quand il y a des bourreaux.

M. le Président du Conseil. — Je de leur donnerai pas cette satisfaction ; je ne commettrai pas cette faute et je veux terminer, pour qu'on ne se méprenne pas sur la portée de mes paroles, par un emprunt à ces déclarations de M. Casimir-Perier qu'on rappelait tout à l'heure : Il disait, aux applaudissements de toute la majorité républicaine :

« Le respect du clergé pour les droits de l'État et sa soumission à toutes les lois sont les conditions essentielles d'une politique de tolérance et d'apaisement...

« S'il croyait nos déclarations inspirées par d'autres sentiments que le respect de la pensée et de la liberté, il ne tarderait pas à être détrompé et il aurait à se convaincre que le premier devoir d'un gouvernement soucieux de maintenir et de fortifier l'autorité, c'est d'exiger des serviteurs de l'Église, comme de tous les autres citoyens, l'observation de la loi. » (*Applaudissements sur un grand nombre de bancs*).

ASSOCIATIONS ET CONGRÉGATIONS

**CONTRAT D'ASSOCIATION
DISCUSSION DU PROJET DE LOI**

**Déposé par
M. WALDECK-ROUSSEAU
PRÉSIDENT DU CONSEIL, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR**

[Retour à la table des matières](#)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. *Séance du 21 janvier 1901.* — M. Waldeck-Rousseau avait déposé un projet de loi relatif au contrat d'association, le 14 novembre 1899. Ce projet fut examiné par une Commission présidée par M. Sarrien et dont M. Georges Trouillot était le rapporteur. La Commission et le gouvernement se mirent d'accord « après un examen laborieux et approfondi ». M. Trouillot déposa son rapport à la séance du 8 juin 1900. La discussion en fut retardée par suite de débats divers, notamment ceux sur la loi d'amnistie. Mais, dès l'ouverture de la session ordinaire de 1901, M. Waldeck-Rousseau demanda à la Chambre, au nom du gouvernement, de placer l'examen du projet de loi en tête de ses délibérations. Il tenait, disait-il, à ce que, parmi les lois d'ordre politique, il n'y eût pas d'hésitation, pas de doute, et à ce que la loi sur les associations vint immédiatement. La Chambre en ayant décidé ainsi, la discussion commença le 15 janvier. Elle fut close le 29 mars, après de longs et passionnés débats où chaque parti se fit représenter par ses orateurs les plus éloquents ou les plus autorisés. C'est ainsi que, dans la discussion générale, la Chambre entendit tour à tour MM. Renault-

Morlière, Viviani, Jacques Piou, Trouillot, le comte de Mun, Ribot, Brisson, etc. La séance du 21 janvier fut tout entière occupée par l'audition des discours de M. le comte de Mun, qui attaqua le projet de loi, et de M. Waldeck-Rousseau, qui lui répondit au nom du gouvernement. Sur la proposition de M. Henri Brisson, la Chambre vota, par 298 voix contre 126, l'affichage du discours du président du conseil.

M. le Président. — La parole est à M. le président du conseil (*Applaudissements à gauche*).

Sur divers bancs au centre et à droite. — Nous demandons une suspension de séance.

M. le Président. — On demande une suspension de séance.

Je consulte la Chambre.

(Après une épreuve douteuse la Chambre, consultée par assis et levé, décide que la séance continue).

M. le Président. — La parole est à M. le président du Conseil (*Nouveaux applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

M. Waldeck-Rousseau, *président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes.* — Messieurs, le débat qui est engagé devant la Chambre a mis en présence les opinions les plus opposées, et il a fait surgir de part et d'autre des contradictions aussi éloquentes que passionnées. Il ne faut pas en être surpris, car une loi sur les associations est le point inévitable de rencontre où doivent venir se heurter deux doctrines qui, depuis longtemps, se disputent l'empire du monde et le gouvernement des États, celle de la suprématie de la société civile, celle de la prééminence du pouvoir religieux (*Applaudissements à gauche*).

Nous verrons une fois de plus — car cette démonstration ne sera jamais assez faite — que la thèse de l'indépendance absolue des associations religieuses, des congrégations soustraites à l'autorisation préalable, soustraites au contrôle, n'a jamais été une thèse de gouverne-

ment ou d'État, et qu'au contraire elle a toujours été l'une des formes de ce que l'honorable M. Piou appelait, à une séance précédente, inexactement peut-être, l'affirmation catholique.

Quoi qu'il en soit, Messieurs, il me sembla qu'un premier résultat est déjà acquis. On peut rester fidèle à la première de ces doctrines et alors il faut lui donner et l'organisation et les sanctions logiques qu'elle comporte ; on peut, au contraire, rompre avec elle, tourner le dos à une tradition à la fois universelle et séculaire ; il faut encore le dire très hautement, très franchement. Mais ce qui n'est pas possible, c'est de conserver un *statu quo* qui ne constitue plus, à vrai dire, qu'une équivoque dangereuse et également impuissante à sauvegarder la suprématie qu'elle reconnaît ou à empêcher les empiétements qu'elle condamne (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

Le projet de loi qui est soumis à la Chambre, et que je défendrai devant elle, ne me paraît pas mériter du moins le reproche d'être un projet de circonstance. J'ai eu l'honneur de le déposer en 1882, au lendemain de la chute du ministère Gambetta, qui l'avait élaboré. Je l'ai repris ensuite, au nom du ministère Ferry, en 1883, et, en présence des affirmations que j'ai entendues tout à l'heure et qui tendent à présenter cette entreprise comme aussi récente que téméraire, il me faut quelque effort de mémoire pour me souvenir que, dans le ministère Ferry, je n'avais point M. Millerand comme collaborateur, mais que j'avais l'honneur d'être assis à ses conseils entre M. Challemel-Lacour et l'honorable M. Méline (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche et à gauche. — Bruit au centre*).

M. Jules Méline. — Dans le projet dont vous parlez, il n'y avait pas la confiscation.

M. le Président du Conseil. — Le ministère actuel a fait de la loi sur les associations un des articles essentiels de son programme. Il considère le vote de cette loi comme une partie nécessaire de son œuvre ; il demande à la Chambre, qui lui a donné sa confiance depuis dix-huit mois, de la lui maintenir afin que cette partie de sa tâche s'accomplisse et, si nous nous étions trompés, nous déclinierions des

responsabilités qu'il est aisé d'apercevoir, et que nous n'entendons pas encourir.

C'est la seule réponse que je veuille faire à des récits ou à des fables ou trop ingénieuses ou trop ridicules, mais dont une certaine perfidie marque suffisamment la source et l'origine (*Applau-dissements à gauche, à l'extrême gauche et sur divers bancs au centre*).

M. Simyan. — La morale des jésuites en action !

M. l'Amiral Rieunier. — On pourrait rétorquer l'argument à l'égard des francs-maçons.

M. le Président du Conseil. — Le projet du gouvernement a été attaqué à la fois au point de vue juridique, au point de vue politique et au point de vue des intérêts religieux. Je m'efforcerai de répondre aux considérations qui ont été développées dans ces divers ordres d'idées.

Je montre par là suffisamment à la Chambre que ma tâche est lourde, qu'elle sera peut-être longue. Il me faudra pénétrer d'abord dans le domaine un peu aride, mais calme, du droit, pour rentrer ensuite dans la zone, à coup sûr plus agitée, de la politique et des considérations qui ont été apportées ici même avec tant d'éloquence.

Quelle est l'économie du projet ? Je tiens à la faire saisir dans sa précision, car beaucoup d'arguments qui ont été développés reposent sur une équivoque, et cette équivoque, je voudrais essayer de la faire disparaître.

Le titre même qu'il porte indique le critérium auquel, suivant nous, il convient de demander la solution d'un problème qui a préoccupé tous les hommes publics et tous les législateurs. Les mots dont on s'est servi le plus souvent : « liberté d'association », m'ont paru, tout en contenant une vérité, répondre cependant à une terminologie un peu trop vague. Quand on dit : « liberté de penser, liberté d'écrire », on emploie des termes à la fois exacts et suffisants, car chacune de ces libertés, pour se manifester, n'a besoin que d'un acte individuel, et ne suppose pas un accord intervenu entre plusieurs. Que si au contraire nous parlons de la liberté d'association, le mot est juste en ce sens

qu'il n'est pas plus permis de contraindre quelqu'un à l'association que de la lui interdire. Mais s'il veut mettre ce droit en œuvre, il faut qu'il s'adresse à d'autres citoyens ; il faut qu'il jette avec ces personnes les bases d'une entente, qu'il forme, en un mot, un contrat. C'est pourquoi l'article 1^{er} du projet définit l'association : une convention qui intervient entre deux ou plusieurs personnes dans un but déterminé.

Cette constatation inscrite au frontispice du projet de loi n'a pas seulement pour but de donner satisfaction à la curiosité ou à l'esprit critique du jurisconsulte ; elle emporte, à notre sens, des conséquences beaucoup plus graves, car elle a pour effet de déterminer *a priori* quels sont les principes qui vont s'appliquer à l'association.

Si l'association est un contrat ordinaire semblable à tous les autres, la loi existe déjà virtuellement ; elle n'est plus à faire ; on pourrait soutenir qu'elle est faite.

Elle est faite, messieurs, sur un premier point et non pas le moindre. C'est un des principes du droit commun les plus certains qu'il suffit, pour qu'une convention se forme valablement, qu'elle ait un objet licite et qu'elle ne saurait se former si elle a en vue un objet illicite. Par conséquent, on ne peut demander au nombre des associés le motif en vertu duquel une association sera permise et telle autre défendue ; et, pour rappeler une expression que j'avais insérée dans l'exposé des motifs de 1882, on ne saurait plus soutenir que ce sera un chiffre qui, entre ce qui est permis et ce qui est défendu, servira de frontière (*Très bien ! très bien !*).

Mais, à l'inverse, ce qui sera permis ou défendu se trouve déterminé et précisé avec non moins de clarté et de force.

Toute convention, je viens de le dire, suppose un objet licite. Aucune convention ne peut se former si elle blesse une règle d'ordre public. De là vient que, dans l'article 2, nous avons inscrit ce principe qu'une association fondée sur une cause illicite, contraire aux lois, aux bonnes mœurs ou à l'ordre public est une convention nulle ; et je ne crois pas que, contre cette proposition, on puisse valablement s'inscrire.

Toutefois, je dois reconnaître que l'honorable M. Renault-Morlière a éprouvé devant ces mots « l'ordre public », une certaine hésitation : il les trouve trop vagues, pas assez expressifs. Qu'est-ce que l'ordre public ? Il éprouve des scrupules qui m'étonnent chez un jurisconsulte aussi éminent, car les expressions qu'il critique dans le contrat d'association sont inscrites, on peut le dire, dans tous les contrats que notre code a réglés. Elles sont écrites dans l'article 1108 : « Il faut une cause licite à l'obligation » ; dans l'article 1131 : « L'obligation sur cause illicite est nulle », et dans l'article 1133 qu'il connaît à merveille ; « La cause est illicite quand elle est contraire aux bonnes mœurs et à l'ordre public ».

Je remarque que la même expression qui, dans l'article 1133, n'avait éveillé dans son esprit aucune hésitation, aucun trouble, ne lui a sembler trop vague et trop indéterminée que du moment où elle a trouvé placé dans le projet de loi actuel.

Mais la loi contient encore des précisions précieuses qui viennent à notre secours. Par exemple, l'article 1128 : « Il n'y a que les choses qui sont dans le commerce qui puissent être l'objet de convention ». Il existe encore un article 1780 qui prohibe les engagements perpétuels ; tout un chapitre de notre code repose sur la règle d'ordre public, de la libre circulation des biens, et je n'ai pas à apprendre à ceux qui ont fait la moindre étude de ces matières, que toutes sortes de servitudes personnelles sont encore interdites.

Donc, nous ne faisons en matière d'association que ce qui a été fait pour la vente, le louage, l'échange, on peut dire pour tous les contrats (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

M. Julien Goujon. — Quand les tribunaux annulent un contrat, ils ne prononcent jamais la confiscation générale.

M. le Président du Conseil. — Le projet de loi prévoit le jugement qui déclare l'association illicite. Si elle se dissout, si elle obéit à la loi, elle n'encourt aucune peine, aucune confiscation (*Très bien ! très bien ! sur un grand nombre de bancs*).

C'est encore le droit commun qui fournit la solution d'une des plus grosses difficultés qui aient pesé sur tous les projets touchant aux associations. Je fais allusion à ce qui concerne les biens et leur régime. On n'a, en effet, jamais manqué de dire : Si vous affranchissez l'association de toute espèce de règles préventives, que va-t-il arriver ? Cent, deux cents personnes, mille peut-être, vont se réunir, s'associer, verser des cotisations, thésauriser, recevoir des dons, et voilà, par conséquent, que va se former une mainmorte pleine de périls ; comment pouvez-vous envisager tranquillement ce danger, vous qui dénoncez avec tant d'ardeur le péril de la mainmorte ?

Rien n'est plus en contradiction avec les principes du droit, que cette objection.

Une association s'est formée : elle cesse d'être une association pure et simple si elle ne se borne pas à mettre en commun des facultés, des intelligences, dans un but autre que d'obtenir des bénéfices. Il peut arriver — rien ne sera plus permis — que ce but abstrait n'apparaisse pas comme suffisant, que même pour parvenir plus sûrement à l'atteindre on juge utile de faire quelque chose de plus : les associés apporteront des biens, les mettront en commun.

Dans ce cas, quel fait va se produire ? A côté de l'association se juxtapose une seconde convention ; cette seconde convention sera une société de biens si on les met en commun en vue de partager les bénéfices ; ce sera une communauté de biens pure et simple si l'on ne convient pas de partager les bénéfices. Mais quelque soit le régime auquel, par la convention ou par la loi, les biens se trouveront assujettis, jamais ils ne cesseront d'être la copropriété de chacun des associés (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

Chacun des associés, venant à se retirer, remportera sa part de cette masse indivise. L'un de ces associés venant à mourir, chacun de ses héritiers pourra la revendiquer comme faisant partie de son héritage, et pour qu'il en soit autrement il faut que l'association ne se borne pas à conclure en dehors du premier contrat, l'association, une seconde convention, la société. Il faut que l'État intervienne ; il faut que l'État lui confère la personnalité civile ; il faut, en un mot, alors que les personnes physiques, sont nécessairement périssables — ce qui assure

précisément la circulation des biens — il faut que l'État créé à côté et au-dessus des personnes physiques une personne morale qui est son œuvre, qui sera éternelle... je me trompe, qui sera d'aussi longue durée que l'État le jugera nécessaire (*Très bien ! très bien !*), car, formée par son autorisation, placée sous son contrôle, n'ayant pu naître que de lui elle ne peut vivre sans sa volonté (*Applaudissements à gauche*).

Telle est la très grande différence qui existe entre la société de biens et l'association ayant des biens et jouissant de la personnalité civile.

M. de Mun, dans l'admirable discours que nous avons tous écouté avec une si naturelle attention, parlait d'une mainmorte qu'il appelle la mainmorte anonyme, la mainmorte des sociétés anonymes. Ah ! certes, je puis bien lui dire — et je ne le blesserai point — qu'autant il est grand orateur, autant il est mauvais jurisconsulte, car dans une société anonyme ou autre la propriété des biens mis en société ne cesse pas un instant, entendez-le bien, d'appartenir à chacun des sociétaires (*Très bien ! très bien !*).

Ce qui se passe quand on forme une société, c'est que l'apport social se dénature. Vous apportez un immeuble ou des espèces ; la société vous donne un titre. Si c'est une société anonyme ou une société par actions, vous avez dans la main la représentation de votre propriété ; elle est négociable, elle est cessible ; et même, dans une société qui ne comporte pas d'actions, vous savez à merveille qu'une part d'intérêts peut être cédée. De sorte qu'une société de biens, à aucun point de vue, ne peut être considérée comme déterminant une personnalité morale, comme créant une mainmorte. C'est là une confusion qu'il faut s'empresser de bannir (*Applaudissements à gauche*).

Ce sont encore les mêmes principes de droit commun qui régleront en cas de dissolution volontaire ou judiciaire le sort des biens de l'association. S'il existe un acte, si les droits de chacun ont été déterminés, on suivra la loi de cette convention particulière ; s'il n'y en a pas, on réglera l'état de droit qui s'est constitué par le fait même de la mise en commun des biens. On se trouvera le plus souvent en présence de cette indivision que prévoit notre article 8.

S'il s'agit d'une association ayant la personnalité civile, le décret même d'autorisation aura réglé la façon dont devra s'opérer la liquidation.

Enfin, s'il s'agit d'une association nulle, illicite, sans existence légale, c'est la règle commune et tous les contrats, que les parties doivent être remises au même état que si elles n'avaient pas contracté. Ceux qui auront apporté des biens à l'association illicite pourront les reprendre ; ceux qui les auront donnés ne seront point engagés par l'acceptation qu'elle en a faite ; ils pourront également les reprendre, et s'il resté quelque bien qui n'ait pas été apporté par un sociétaire ou donné par un tiers, par qui pourra-t-il donc être revendiqué ? Est-ce que cette association a une personnalité quelconque ? Est-ce qu'elle a pu véritablement acquérir, valablement posséder ? N'ayant pas le droit d'acquérir elle-même, a-t-elle pu le communiquer à un de ses membres ? Ce sont là en vérité des considérations tellement élémentaires que je rougirais d'y insister (*Très bien ! très bien ! à gauche et à l'extrême gauche*).

Si la propriété de ces biens ne réside ni dans l'association ni dans la personnalité de ses membres, elle tombe dans le domaine public ; c'est encore là un fait qui n'est pas particulier au contrat d'association, et c'est alors à l'État de rechercher quel est l'usage le plus naturel, le plus légitime qu'il peut faire d'une vacation héréditaire : — car c'est bien de cela qu'il s'agit — qui vient de s'exercer à son profit (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

Je pourrais montrer encore que ce sont les règles du droit commun, celles des articles 1280, 1765 et 1769 qui ont empiré la solution donnée par la loi en cas de retraite d'un associé. Lorsqu'une convention n'est pas faite pour un temps déterminé elle peut être rompue, à condition de ne l'être point à contre-temps : si elle a été faite pour un temps déterminé, c'est l'article 1134 qui domine la question : elle doit être exécutée, à peine de dommages-intérêts.

Je pourrais parcourir ainsi tout le projet, article par article, et montrer que chacun d'eux n'est que l'application au contrat d'association soit d'une règle commune à toutes les conventions, soit d'une règle spéciale qui se dégage de sa nature même.

Je voudrais montrer — et c'est là l'un des points vifs du débat — que c'est encore la plus simple application des principes que je viens de rappeler qui fournit la solution, par l'application du droit commun, de la question des congrégations.

Nous avons dit — article 2 — qu'aucune convention ne peut se former si elle est contraire à l'ordre public, contraire aux lois. N'allons pas plus loin, cela suffit.

L'ordre public exige d'abord et essentiellement qu'aucune convention particulière ne porte atteinte à la libre circulation des biens. Le code civil contient, quant aux personnes, des dispositions qui ne sont ni moins étroites ni moins décisives. J'ai rappelé tout à l'heure l'article 1780 qui prohibe les engagements perpétuels ; je rappelle l'article 1128, disant qu'il n'y a que les choses qui sont dans le commerce qui puissent faire l'objet d'une convention... Les droits attachés à la personne sont-ils dans le commerce ? Nul ne l'a soutenu, nul ne le soutiendra (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

Et quels sont ces droits attachés à la personne, et qui ne peuvent pas être aliénés ? C'est le droit d'acquérir, c'est le droit de posséder on peut s'engager à ne pas acquérir tel ou tel objet, meuble ou immeuble ; on ne peut pas s'engager à ne pas acquérir d'une façon générale, et à ne pas posséder. C'est le droit de faire le commerce, inaliénable aussi : on peut renoncer à faire tel commerce dans telle ville ou telle région ; on ne peut renoncer d'une façon générale à faire le commerce. C'est enfin le droit de se marier, et ici l'interdiction pourrait être considérée comme plus absolue, car je ne sais même pas s'il est permis de prendre l'engagement de ne pas épouser une personne déterminée, — mais quant à l'engagement de ne pas contracter de mariage, il n'en est pas de plus nul au point de vue de l'ordre public (*Très bien ! très bien ! à gauche et à l'extrême gauche*).

Or, si cela est, messieurs, la Congrégation suppose-t-elle, oui ou non, toutes ces nullités, alors qu'une d'elles suffirait ? Voici ce que je disais — on m'a cité souvent, on me permettra de me citer une fois — dans l'exposé des motifs du projet de 1882 :

« Notre droit public proscriit tout ce qui constituerait une abdication des droits de l'individu, une renonciation à l'exercice des facultés naturelles à tous les citoyens : droit de se marier, d'acheter, de vendre, de faire le commerce, d'exercer une profession quelconque, de posséder ; en un mot, tout ce qui ressemblerait à une servitude personnelle. De là vient que tout engagement personnel doit être temporaire, et que, même pour un temps, il ne peut être absolu, porter sur l'ensemble des facultés ou des droits de la personne. Autrement, loin de tourner au profit de chacun de ses membres, il le diminue ou l'anéantit.

Or, tel est le vice de la Congrégation.

« Elle n'est pas une association formée pour développer l'individu ; elle le supprime ; il n'en profite pas : il s'y absorbe. » (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

Et plus tard, lorsque, devant le Sénat, j'ai eu la tâche très lourde de répondre à un autre grand orateur, qui était l'honorable M. Jules Simon, voici en quels termes je développais la même thèse :

« Je ne pense pas qu'on conteste qu'aucune congrégation digne de ce nom, rentrant dans les cadres prévus des congrégations, ne se forme sans un triple vœu : le vœu d'obéissance, le vœu de pauvreté, et le vœu de chasteté.

« Par l'un de ces vœux, on se détache absolument de ces intérêts considérés comme vulgaires, qui consistent à être propriétaire, en d'autres termes à travailler à la prospérité de son pays.

« Par un autre de ces vœux, on se débarrasse de ce que les théologiens ont appelé un second souci. Ce souci c'est d'avoir une famille, d'appartenir à cette famille, et surtout de vivre pour elle (*Applaudissements sur les mêmes bancs*).

« Par le vœu d'obéissance, on fait cette chose qui peut vous sembler toute naturelle ; qui, à moi me paraît précisément la négation de la personnalité humaine, on fait, dis-je, non plus, suivant l'expression de jurisconsultes, mais suivant l'expression d'hommes qui donnent cet

enseignement, «donation de soi-même à Dieu dans la personne d'un homme ».

« Or, quand de la personnalité humaine vous avez retranché ce qui fait qu'on possède, ce qui fait qu'on raisonne, ce qui fait qu'on se survit ? je demande ce qui reste de cette personnalité. » (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

M. De Gailhard-Bancel. — Il reste le bien que les congréganistes ont fait, et les services qu'ils ont rendus !

M. Lerolle. — Le Père Lacordaire n'avait pas de personnalité ?

M. le Président du conseil. — Voici comment se justifie l'application aux congrégations religieuses, des dispositions du droit commun.

On a reproché au projet — et cela, messieurs, me paraît un peu singulier — de n'avoir pas les expressions mêmes de « congrégations religieuses ».

J'attache à cette constatation beaucoup de prix. Il me semble que toute la thèse qui a été développée, toutes celles qui pourront arriver à cette tribune, supposeront nécessairement cette accusation : «Vous faites une loi d'exception, vous avez pour les congrégations religieuses d'autres dispositions, d'autres principes que pour les associations civiles ».

Comment ! Mais où sont donc les congrégations religieuses dans le projet de loi que nous vous demandons de voter ? A quels signes vont-elles se reconnaître ? Diront-elles : Mais vous frappez les associations contraires aux lois ; nous sommes donc frappées ? Vous annulez les conventions blessantes pour l'ordre public, blessantes pour les libertés élémentaires et pour les droits inaliénables des citoyens ; nous allons disparaître ?... (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

La thèse alors se dessine. Ce qu'on demande pour les congrégations, c'est une loi d'exception ; ce n'est pas la loi commune (*Très bien ! très bien ! à gauche*). Car il faut arriver jusqu'à soutenir qu'une

association qui ne serait pas une congrégation sera justement dissoute et poursuivie si elle porte atteinte à quelqu'un des principes qui sont consacrés par la loi, tandis qu'on n'admettra pas qu'il en puisse être ainsi pour les congrégations religieuses (*Applaudissements à gauche*).

Il est donc bien vrai que nous vous offrons le droit commun et que vous réclamez l'exception (*Nouveaux applaudissements*).

Je voudrais montrer maintenant que la conclusion à laquelle on arrive ne se dégage pas seulement des règles du droit, mais qu'elle est rattachée par une tradition immuable à un principe supérieur encore à ceux que je rappelais et qui est le principe de la conservation des États.

Il faut, messieurs, que chaque forme d'objection prenne un Corps précis ; il ne suffit pas de dire : Vous édiquez, contre les congrégations, des lois d'exception. Il faudrait montrer que ce qu'on appelle l'exception n'a pas été la règle invariablement édictée à travers tous les temps et quelle que fût la forme des gouvernements.

Le projet qui vous est soumis maintient toutes les congrégations qui se seront soumises à la loi, qui auront été autorisées ; il proclame en outre ce principe que celles qui voudront se former pourront obtenir l'autorisation de l'État. Or, a-t-il existé une période de l'histoire, un pays, un régime devant lesquels des congrégations religieuses aient pu se former sans l'autorisation de l'État, grandir et se développer en échappant à son contrôle, en un mot substituer leur volonté propre à l'intérêt supérieur de l'État ? Voilà le problème (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

Il est aisé à résoudre.

Je me garderai bien de faire étalage à cette tribune d'une érudition d'historien qui pourrait paraître suspecte. Mais il n'est pas besoin de refaire l'histoire, il suffit en quelque sorte d'en parcourir les sommets. En France — cela est vrai — il y a une période durant laquelle les congrégations pouvaient se former avec la seule autorisation des évêques ; mais elle commence et elle finit — chacun le sait — avec ces temps troublés durant lesquels toute la puissance civile se résumait

dans l'emploi de la force, où elle n'avait ni règles ni constitution. Mais aussitôt que la monarchie se dégage de ce chaos, de cette obscurité, du jour où elle a des institutions et des lois, elle se dégage de cette théocratie.

A quel sentiment obéit-elle en édictant la première des dispositions qui placent les congrégations, leur développement et leur vie, sous la main de l'État ? Ce n'est pas de nos jours qu'ont été écrites ces lignes que je demande la permission de mettre sous vos yeux ; elles indiquent bien la préoccupation à laquelle a obéi leur auteur :

« Est-ce avoir renoncé au monde, demande-t-il, que d'augmenter tous les jours ses biens par tous les moyens, licites ou illicites, en promettant le paradis ou en menaçant de l'enfer ?... » (*Applaudissements et rires à gauche et à l'extrême gauche*).

L'auteur de ces lignes passionnées, bien plus passionnées que je ne le suis dans mon langage, — car il y a une grande différence à faire entre les mœurs des congrégations d'aujourd'hui et celles de certaines congrégations d'autrefois, s'appelait Charlemagne (*Nouveaux rires et applaudissements à gauche et à l'extrême gauche. Rumeurs à droite*). Allons un peu plus loin.

Nous trouvons dans un document qu'on appelle les Etablissements de Saint Louis...

M. Le Marquis de Kerouartz. — Vous, vous n'êtes ni un grand homme ni un saint ! (*Bruit*).

M. le Président du Conseil —... et qui est en réalité le recueil de toutes les ordonnances en vigueur à cette date, nous trouvons résumée la législation royale à l'encontre des congrégations. Elle tient en trois principes : nécessité de l'autorisation, nécessité de la surveillance et, de plus, — et pour empêcher par certaines habiletés que la mainmorte qu'on ne voit pas grandir avec faveur ne se développe, — un droit auprès duquel le droit d'accroissement qui a soulevé tant de colères est en vérité bien petit garçon, c'est le droit d'amortissement. Il est tantôt de quatre fois, tantôt de six fois le produit des biens religieux, tantôt d'un tiers de leur valeur, tantôt égal à leur valeur, ce qui revient à dire

que l'État se réserve le droit de reprendre des biens de mainmorte aussitôt qu'il juge que leur détention devient dangereuse pour son intérêt ou sa sécurité (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

C'est le long enchaînement des édits de 1560 à 1659 qui atteste la continuité et la rigueur de cette tradition.

Un siècle s'écoule encore, et nous voici en 1749. A cette date, un homme, l'un des plus grands parmi les hommes d'État et parmi les jurisconsultes, d'Aguesseau, écrit d'un burin vigoureux, en caractères qui ne s'effaceront pas, l'édit de 1749, qui demeure l'expression complète et définitive de ce droit de contrôle, de ce droit de défense d'une société contre l'intrusion d'un État dans l'État, et je ne crois pas que la loi que nous vous demandons de voter puisse recevoir un plus admirable commentaire que celui que je vais lui donner par quelques courtes lectures.

Et d'abord, quelle est à ce moment la préoccupation de la royauté ? La voici. Dans le préambule de l'édit, je trouve ces lignes :

« Le désir que nous avons de profiter du retour de la paix pour maintenir de plus en plus le bon ordre dans l'intérieur de notre royaume nous fait regarder comme un des principaux objets de notre attention les inconvénients de la multiplication des établissements de gens de mainmorte et de la facilité qu'ils trouvent à acquérir des fonds naturellement destinés à la subsistance et à la conservation des familles ; en sorte qu'une très grande partie des fonds de notre royaume se trouve actuellement possédée par ceux dont les biens, ne pouvant être diminués par des aliénations, s'augmentent au contraire par de nouvelles acquisitions. »

Voilà, la raison d'être de la loi. Voici maintenant la règle qu'elle pose :

« Renouvelant autant que de besoin les défenses portées par les ordonnances des rois nos prédécesseurs, voulons qu'il ne puisse être fait aucun nouvel établissement de chapitres, collèges, séminaires, maisons ou communautés religieuses, même sous prétexte d'hospices, congrégations, confréries, hôpitaux ou autres corps... de quelque qua-

lité qu'ils soient, ni pareillement aucune nouvelle érection de chapelle, ou autre titre de bénéfices dans toute l'étendue de notre royaume, terres, pays de notre obéissance, si ce n'est en vertu de notre permission expresse, portée par nos lettres patentes, enregistrées en nos parlements ou conseils supérieurs, chacun dans son ressort, en la forme qui sera prescrite ci-après. Défendons de faire à l'avenir aucune disposition par acte de dernière volonté pour fonder un nouvel établissement de la qualité de ceux qui sont mentionnés à l'article précédent ou au profit des personnes qui seraient chargées de former ledit établissement... »

C'est donc l'interdiction pour une congrégation de se fonder sans l'autorisation expresse de la royauté ; c'est l'interdiction pour cette congrégation de recevoir sans l'intervention de l'État. C'est, en un mot, la doctrine ferme et traditionnelle de la tutelle nécessaire de l'État sur les congrégations (*Applaudissements à gauche*).

Voulez-vous, pour finir, que nous arrivions aux sanctions ? Quand on a été l'objet de si graves reproches, quand la voix de M. de Mun nous dénonce comme spoliateurs, c'est un sujet de réconfort, pour un homme politique humble comme je le suis, que d'être, en compagnie d'hommes d'État de cette envergure, l'objet des mêmes reproches et des mêmes attaques. Et nous n'avons pas été si loin que d'Aguesseau ! (*Bruit à droite*).

« Désirant assurer pleinement l'exécution des dispositions du présent édit, concernant les établissements mentionnés dans l'article premier, déclarons nuls tous ceux qui seraient faits à l'avenir sans avoir obtenu nos lettres patentes et les avoir fait enregistrer dans les formes ci-dessus prescrites. Voulons que tous les actes et dispositions qui pourraient avoir été faits en leur faveur, directement ou indirectement, par lesquels ils auraient acquis des biens de quelque nature que ce soit, à titre gratuit ou onéreux, soient déclarés nuls, sans qu'il soit besoin d'obtenir des lettres de rescision contre lesdits actes, et que ceux qui se seraient ainsi établis et qui auraient été chargés de former ou administrer lesdits établissements soient déchus de tous les droits résultant desdits actes et dispositions, même de la répétition des sommes qu'ils auraient payées pour lesdites acquisitions, où employées en constitutions de rentes ; ce qui sera observé, nonobstant toutes pres-

criptions et tous consentements exprès ou tacites qui pourraient avoir été donnés à l'exécution desdits actes ou dispositions. »

Et écoutez ceci messieurs :

« Les enfants ou présomptifs héritiers seront admis, même du vivant de ceux qui auront fait lesdits actes ou dispositions, à réclamer les biens par eux donnés ou aliénés. Voulons qu'ils en soient envoyés en possession, pour en jouir en toute perpétuité, avec restitution des fruits ou arrérages à compter du jour de la demande qu'ils en avaient formulée... » (*Très bien ! très bien ! à gauche et à l'extrême gauche*).

« Enjoignons à nos procureurs généraux, dans chacun de cesdits parlements et conseils supérieurs, de tenir la main à l'exécution du présent édit concernant lesdits établissements ; et, en cas de négligence de la part des parties ci-dessus mentionnées, il sera ordonné, sur la réquisition de notre procureur général, que, faute par les personnes dénommées en l'article 10 et par les seigneurs qui ne seraient gens de mainmorte de former leur demande dans le délai qui sera fixé à cet effet et qui courra du jour de la publication des affiches, faites au lieu accoutumé, de l'arrêt qui aura été rendu, lesdits biens seront vendus au plus offrant et dernier enchérisseur (*Très bien ! très bien ! à gauche*), et que le prix en sera confisqué à notre profit pour être par nous appliqué à des hôpitaux ou employé au soulagement des pauvres ou à tels ouvrages publics que nous jugerons à propos. » (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

M. Camille Fouquet. — Alors, vous n'êtes que les copistes de la monarchie ?

M. le Président du Conseil. — J'entends l'objection ; j'y répondrai tout à l'heure. En ce moment, j'accomplis une tâche déterminée. J'ai affirmé que la nécessité d'une autorisation, que la permanence du contrôle de l'État était une doctrine aussi ancienne que les États organisés eux-mêmes, que jamais elle n'avait été délaissée. Et ce n'est point pour le vain plaisir de montrer avec quelle rigueur la monarchie traitait les ordres religieux — il y avait à cette époque un état d'esprit sur lequel je reviendrai tout à l'heure — que j'ai cité ce texte, c'est pour montrer par des preuves irrécusables que la proposition que j'ai

émise, si absolue qu'elle pût paraître, était absolument exacte (*Applaudissements à gauche*).

Après la monarchie, vient la Révolution. On a assez parlé des lois de 1790 et de 1792, pour que je n'aie point besoin d'y revenir.

Puis, après la Révolution, c'est la Restauration. Qu'a fait la Restauration en ce qui concerne les communautés religieuses ? Il s'est produit à cette époque un fait tout à fait remarquable : sous l'impulsion d'un parti qui ne connaissait plus de mesure, on a songé à créer une loi qui ferait disparaître cet état de choses, cette nécessité de l'autorisation de l'État, et un projet fut proposé en ce sens.

Eh bien ! telle était la force du principe tutélaire incorporé au droit public, qu'il n'est entré dans les Chambres de la monarchie, dans celle des Pairs, entendez-moi bien, que pour s'y transformer, et qu'il en est sorti avec le titre de loi de 1825 proclamant qu'aucun établissement, même de femmes, ne pourrait être fondé sans une loi ; que, pour ceux qui existaient déjà, aucun établissement ne pourrait être formé par ces communautés, par ces ordres, sans l'autorisation du roi sans un décret ; de sorte que, tour à tour, on exige une loi ou un décret, — mais on exige toujours et invariablement le consentement, l'autorisation et l'intervention de l'État (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

Après la Restauration, la monarchie de Juillet ne modifia pas la législation.

Nous arrivons au second empire. Est-ce qu'il méconnaît la nécessité de l'autorisation ? Il modifie la loi de 1825 — il préfère le décret à la loi ; — il réserve au chef de l'État le droit d'autoriser par décret, mais le principe de la nécessité de l'autorisation reste absolument intact.

Et ce que je viens de montrer pour la France, je pourrais le montrer pour tous les pays d'Europe : pour l'Espagne, pour l'Italie, pour l'Allemagne catholique, pour la Bavière toujours catholique, pour l'Angleterre pendant qu'elle avait des rois catholiques. Et si, au lieu de descendre le cours de l'histoire, nous avons la fantaisie de le remonter ; si, laissant de côté ces législations successives proclamant

toutes le même principe, nous allions jusqu'au berceau de la législation romaine relative aux congrégations catholiques, nous trouverions — ce sont des dates que je donne à ceux qui voudront se reporter à ces documents, — des lois de 370, de 372, de 390, rendant caducs tous les legs faits aux églises ou aux communautés religieuses, interdisant toute fondation.

Et ce texte si brutal recueille des adhésions bien précieuses ! Deux hommes, deux croyants sans doute — l'un s'appelle Jérôme et l'autre Ambroise — applaudissent aux lois de l'Empire, n'ayant point conçu encore que l'amas de certaines richesses pût être une force pour ceux dont le royaume n'était pas de ce monde ; ils regrettent seulement les mille ruses et artifices des clercs, qui réussissent à en paralyser les effets (*Rires et applaudissements à gauche*).

De sorte qu'on peut dire avec certitude que jamais, en aucun temps, sous aucun régime, les congrégations religieuses n'ont pu se former sans autorisation.

Mais c'est là qu'on me fait l'objection coutumière : la monarchie était conséquente avec son principe ; la République ne l'est pas avec le sien. Je pourrais dire qu'elle l'est, en tout cas, avec les principes de la Révolution, et rappeler les lois de 1790 et de 1792. Mais il y a, messieurs, une autre réponse à faire.

Sans doute, la monarchie et la République ont des principes différents. Sous une monarchie, toute l'autorité découle de la volonté du souverain, sa sagesse pourvoit à l'exercice de tous les droits, et son investiture remplace les mandats ; dans une démocratie, au contraire, tout pouvoir vient du peuple ; toute autorité, toute investiture vient du suffrage universel, et un tel régime ne pourrait sans contradiction se mettre en opposition avec des principes qui sont sa raison d'être. Mais est-ce que, pour tout régime, quel qu'il soit, il n'y a pas des règles communes, des principes d'ordre public, des idées de conservation sociale, supérieures à la forme même du régime ? (*Vifs applaudissements à gauche. — Interruptions à droite*).

De sorte que, par une dérision singulière, imposée par ses adversaires au Gouvernement républicain, il devrait être le seul à ne point ob-

server ces règles essentielles qui ne sont pas d'ordre politique mais d'ordre social et auxquelles sont liées la conservation et la destinée des peuples (*Très bien ! très bien ! à gauche. — Interruptions à droite*).

En vérité, je ne sais quel langage on peut tenir au commencement de ce vingtième siècle sans étonner, sans surprendre ! Mais avant moi quel langage tenaient des hommes beaucoup plus considérables et dont l'autorité, j'imagine, n'effrayera pas les plus circonspects et les plus modérés ?

Quand on a discuté l'interpellation de 1845, on a soulevé des controverses très vives sur le point de savoir si la législation qui soumettait les congrégations à l'autorisation était ou non restée en vigueur, et on a tiré, pour soutenir qu'elle était abolie, argument de la Charte. C'est alors qu'un homme qui s'appelait Pasquier est monté à la tribune de la Chambre des pairs, et a prononcé ces mots :

« On a cherché à élever quelque équivoque sur l'application des lois existantes. Il y a ici plus qu'une loi. C'est un principe éternel et indépendant des lois positives, que celui qui ne permet pas qu'une société quelconque se forme dans un État, sans l'approbation des grands pouvoirs de la nation... » (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

Et après M. Pasquier, je ne veux pas citer M. Thiers. Je voudrais, cependant dire que, dans tous les débats concernant l'existence des congrégations, il n'est peut-être pas de plus fortes paroles que celles qui ont été prononcées par Portalis. Les voici : « Ce qui ne doit pas être possible, c'est qu'un établissement même utile existe lorsqu'il ne peut avoir aucune existence de droit, et que, loin d'être protégé par la puissance des lois, il le soit par leur impuissance » (*Très bien ! très bien !*).

On ne pouvait pas, longtemps à l'avance, définir d'une façon plus claire et en termes plus saisissants la situation du moment présent. Ce n'est donc pas une innovation que de demander au Parlement de décider, que les congrégations religieuses ne puissent pas se fonder, sans autorisation, et, par conséquent, la loi que nous proposons à la Chambre nous est parvenue à travers les siècles, portant le sceau de tous les

gouvernements successifs qui ont eu quelque souci de l'autorité et de la suprématie de la société civile (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

J'arrive, messieurs, à examiner les considérations qui ont été présentées à la Chambre — elle sait avec quel talent et quelle force — au point de vue de l'intérêt religieux, de l'intérêt catholique.

On dit et on affirme que l'intérêt catholique est menacé par la loi actuelle sur les congrégations. C'est même pour répondre avec plus d'autorité à cette accusation que j'ai infligé à la Chambre cet assez long exposé historique.

On nous dit : « Les congrégations ne vont plus pouvoir exister ; c'est l'Église elle-même qui est menacée, car la coexistence des congrégations est indispensable à l'Église et au fonctionnement du culte catholique. »

Je dis d'abord qu'on pose mal la question. On la pose mal, parce qu'il n'est dit nulle part dans la loi, soit que les congrégations autorisées existantes seront supprimées, soit que d'autres congrégations ne pourront pas se former.

Il vous faut par conséquent faire un pas de plus et formuler votre thèse véritable : c'est que les congrégations, étant avant tout d'intérêt religieux, ne doivent pas être subordonnées à la loi civile (*Très bien ! très bien ! à gauche et à l'extrême gauche*).

Et quand je dis que ce sont là vos principes, je suis bien assuré que l'honorable M. de Mun ne me démentira pas.

Il faut aller jusqu'à dire que les collectivités religieuses ne seront pas soumises à l'État. Voilà la thèse. J'ai déjà montré à quel point elle est inadmissible dans une société comme la nôtre où précisément la prééminence de la société civile est affirmée par tous (*Applaudissements sur les mêmes bancs*).

Mais en vérité est-ce que cette accusation est fondée ? Est-ce qu'elle est sérieuse, et j'entends par là facile à prouver ? Comment ! il

faut, il est essentiel pour le culte catholique que les congrégations se forment librement, sans autorisation ? qu'elles vivent sans l'intervention de l'État, qu'elles puissent se développer à leur gré ? Prenez garde ! vous venez de dire que l'intérêt essentiel de l'Église a été méconnu pendant dix-huit siècles, depuis saint Louis jusqu'à Louis XVI, pendant le gouvernement de Louis XVIII et celui de Charles X !

Il m'a semble entendre dire tout à l'heure de ce côté *da droite*). que saint Louis n'était ni un grand saint, ni un grand roi.

M. Le Marquis de Kerouartz. — Ce n'est pas cela que j'ai dit.

M. Le Président du Conseil. — C'est une opinion qu'à coup sûr on peut s'étonner d'entendre partir d'un certain côté de la Chambre. Ira-t-on jusqu'à dire qu'il ait été un persécuteur de la foi ? (*Bruit à droite*).

M. de Mun a parlé du Concordat ; il a annoncé qu'il en parlerait encore. Je laisse de côté, pour éviter toute controverse, tout autre document que celui qui porte la signature du cardinal Consalvi qui est du 26 messidor an X. C'est le pacte synallagmatique.

Dans quel but le Concordat a-t-il été édicté ? Le préambule le dit : c'est pour le plus grand bien de l'Église et de la tranquillité publique.

Mais, à cette époque, il s'était promis deux faits : le premier, la suppression des rapports de l'État avec le clergé séculier, le second, la suppression des congrégations religieuses. Et, s'il faut véritablement, pour que le catholicisme suffise à sa mission, qu'il soit assisté des congrégations, m'expliquera-t-on comment l'homme éminent qui a mis sa signature au bas de ce document s'est borné à demander le rétablissement du clergé séculier ?

Dans ce même document figure un article 9 ; il porte qu'aucune paroisse, aucune cure nouvelle ne pourra être établie sans l'autorisation du gouvernement.

Voilà que dans aucune commune on ne pourra établir un prêtre chargé du service catholique sans que l'État intervienne, sans que l'État sanctionne la proposition qui lui est faite. Et vous pensez que si l'on ne peut pas accomplir cet acte qui est, en réalité, d'une importance minime, on pourra, sans l'autorisation de l'État, faire surgir une, dix, cent, mille congrégations peut-être ! Mais c'est la négation même de la base fondamentale que le Concordat a donnée à l'exercice du culte catholique (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

L'accusera-t-on alors d'avoir manqué de prévoyance ? Mais, en vérité, il suffit, pour faire comprendre l'injustice de ce reproche, de jeter un coup d'œil sur l'état du clergé, on vous a donné des chiffres ; j'y reviens sans y insister.

Il y a en France 87 évêques dirigeant autant de diocèses ; il y a autant de séminaires où les jeunes gens se préparent à l'accomplissement de leurs fonctions ecclésiastiques et il y a 42 000 curés ou desservants rétribués par l'État. Est-ce que cela est insuffisant pour le service du culte ? Est-ce que le clergé séculier se plaint ? Ah ! certes, il y a telles communes et telles paroisses, dans les neiges des Alpes ou sur les cimes de l'Ariège, par exemple, où le service paroissial devient singulièrement dur et pénible, où le desservant doit franchir de longs espaces dans la boue et parfois sous la neige. Chose singulière ! dans l'infinie variété des congrégations religieuses, je n'en vois pas une qui se soit proposé pour but de placer à côté de ce desservant quelque moine pour alléger son labeur (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche. Interruptions à droite*).

Je m'efforce de n'être injuste pour personne et je rendrai tout à l'heure justice à chacun. Si j'ai fait cette constatation, c'est parce qu'elle montre que le culte catholique, dans ce qu'il a de plus essentiel, a des représentants qui suffisent à son exercice.

Si le clergé séculier a des sujets de plaintes ou d'appréhension, pensez-vous qu'ils tiennent à la crainte de voir dépérir l'ascendant des congrégations ?

Ah ! si, imitant une parole célèbre et me l'appropriant, j'allais demander au clergé séculier : « Vous sentez-vous menacés par cette loi ? » certes, il est un grand nombre de ses membres qui, enveloppés dans la trame monastique, préparés comme ils l'ont été trop longtemps dans des séminaires par les représentants des ordres religieux, me répondraient qu'ils se sentent menacés ; mais soyez sûrs, messieurs, qu'il en est un grand nombre aussi qui laisseraient échapper le secret de ce qu'ils pensent et de ce qu'ils souffrent (*Très bien ! très bien !*). et qui viendraient dire de quel poids, dans certaines paroisses et dans certaines communes, pèse sur eux la domination du régulier (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

On disait tout à l'heure : Vous les nommerez. Non, je ne les nommerai pas, parce qu'il n'est pas temps encore de les désigner à vos coups (*Vifs applaudissements sur les mêmes bancs*).

M. Lemire. — Je demande la parole.

M. Le Président du Conseil. — Quel ministère exerce donc aujourd'hui la congrégation qui ne fût pas réservé au prêtre ? Que perdra-t-elle qui ne lui soit rendu ? En vérité, si l'un en vient à dire que des congrégations religieuses sont nécessaires pour la défense et la propagation du culte catholique, ne fait-on pas quelque injure imméritée au clergé français ? Est-il donc trop attaché au sol ? Est-il trop attaché à la famille dont le sacerdoce, lui ne rompt pas les liens ? Est-il trop le fils peut-être aussi de ces paysans de France qui ne cherchent pas ailleurs une autre patrie ? (*Bruit à droite. — Applaudissements à gauche*). Ou bien serait-il trop gallican et pas assez ultra-montain ?

Pour juger de sa situation, il suffit de jeter un regard sur ce qui s'est produit depuis vingt ans. Les congrégations ont commencé par assumer les charges les plus lourdes, les besognes les plus difficiles et les plus dures ; c'est dans cette forme de leur apostolat qu'on aime surtout à les considérer. Mais, peu à peu, elles ont grandi ; leurs biens se sont développés ; elles n'ont pas seulement drainé des revenus, elles ont drainé des clientèles. Est-ce que j'apprendrai quelque chose à qui que ce soit en disant que le confessionnal paroissial ne reçoit plus que les aveux des consciences vulgaires... (*Applaudissements et rires à gauche*) que la chapelle est plus fréquentée souvent que la paroisse ?

Et si, de ce domaine où il n'est question que d'intérêts quelque peu matériels, nous passons à un autre plus élevé, est-ce que les congrégations, par là même que longtemps dans les séminaires, jusqu'à ces derniers mois, elles ont donné l'instruction sacerdotale, n'ont pas sélectionné avec un art merveilleux les intelligences les plus vives, les hommes les plus capables de leur faire honneur dans les différentes fonctions qui leur seraient confiées ?

Est-ce que je n'ai pas entendu dire à l'évêque d'un diocèse immédiatement voisin de Paris, mis en demeure, comme les autres, de remplacer les professeurs picpuciens par des prêtres séculiers, qu'il était dans l'embarras, pour ne pas dire dans l'impossibilité de trouver, dans le clergé séculier de tout son diocèse, les deux professeurs qui allaient lui faire défaut ?

S'il en est ainsi, quelle est la thèse de persécution, le système d'impiété qui ait fait plus de tort au clergé séculier ? La vérité, messieurs, c'est que le clergé catholique pas plus que le culte catholique n'ont rien à redouter d'un régime démocratique (*Interruptions à droite*), parce que si, à certaines époques, le catholicisme a proscrit le libre examen, je n'imagine pas la liberté de penser proscrivant la liberté de croire et on ne me trouvera pas coupable de fanatisme à rebours.

Ils ont une seconde garantie, et surtout dans un pays de suffrage universel, c'est que la politique tient compte des faits, c'est que le catholicisme — Paul Bert a mis cette proposition en pleine lumière dans son admirable rapport sur la séparation des Églises et de l'État — c'est que le catholicisme est un fait historique presque aussi long que notre histoire ; traversant tous les âges, jusqu'à la réforme, avec le monopole de l'enseignement moral, il a représenté pour le peuple sa part d'idéal et d'éducation, et aujourd'hui encore, il est pour tous ceux qui ne relèvent pas, seulement du libre examen un statut social et religieux, je dirais volontiers plus social que religieux, si puissant et si fort que, chez beaucoup, l'habitude a survécu à la foi. Si, par conséquent ce n'est pas de notre amour de la liberté que vous voulez des garanties, demandez-les à notre intérêt. Mais, vous le savez bien, quoi que vous fassiez pour le taire, le clergé catholique n'a rien à redouter du projet de loi actuel : il n'atteint que les congrégations (*Applaudis-*

sements à gauche et à l'extrême gauche. — Interruptions au centre et à droite).

M. Le Général Jacquey. — La gauche a applaudi le contraire tout à l'heure !

M. Le comte de Lanjuinais. — M. le Président du Conseil n'est pas d'accord avec M. Viviani.

M. Le Président du Conseil. — Il me reste maintenant à dire pourquoi nous avons saisi la Chambre, depuis longtemps déjà, de ce projet de loi, et pourquoi nous n'avons pas voulu rester dans l'indifférence — ce doux oreiller, — qui avait paru pendant longtemps une attitude suffisante.

M. Lucien Millevoye. — Vous faites le procès de vos prédécesseurs.

M. Le Président du Conseil. — C'est parce que le mal est aujourd'hui porté à l'excès, et c'est parce que l'intervention de certaines congrégations religieuses dans le conflit entre le passé et le présent est devenue à la fois trop visible et trop active.

Je ne veux pas faire de statistique ; je voudrais défendre cependant ce milliard, que l'honorable M. de Mun a tout à l'heure si vivement attaqué, qu'il a presque fait fondre dans ses mains ingénieuses. « Un milliard de biens appartenant aux congrégations ! Y songez-vous ? Comment ce chiffre a-t-il pu faire le tour de la France, presque celui du monde, rencontrer ainsi une croyance universelle ? C'est par l'affirmation seule du Gouvernement ; et le Gouvernement ne saurait maintenir avec quelque assurance, à l'heure actuelle, que ce chiffre soit exact. »

L'honorable M. de Mun, qui a dû recevoir, je le pense, toutes les rectifications qui pouvaient se produire... (*Rires et applaudissements à gauche*).

M. Le Comte Albert de Mun. — Oh ! non.

M. Le Président du Conseil. — Ce n'est là de ma part qu'une supposition.

M. Le Comte Albert de Mun. — J'ai lu à la tribune la seule rectification qui soit à ma connaissance : c'est la lettre publique adressée aux députés de l'Eure. Je n'en ai pas reçu d'autres ; mais je sais, que, de toutes parts, on se plaint que l'enquête soit impossible à contrôler (*Très bien ! très bien ! à droite*).

M. Le Président du Conseil. — Il résulterait, en tout cas, de ces courtes observations, que les redressements ne sont pas venus nombreux, ni bien pressés.

A droite. — Attendez !

M. Le Président du Conseil. — Mais je suis d'accord avec vous que, dans un travail de cette étendue et de cette importance, comportant des vérifications aussi minutieuses, quelques erreurs ont pu se glisser. La question que je pose est celle-ci : Se trouvera-t-il quelqu'un pour assurer avec une foi robuste et sincère qu'à l'heure où je parle le patrimoine des congrégations, surtout si l'on y joint le patrimoine mobilier, ne s'est pas accru et développé dans des proportions formidables ? Songez-vous que le point de départ du raisonnement peut être le chiffre de 50 millions de biens ; constaté au milieu du siècle ? Que sont-ils devenus ? Et si, en réalité, on a cru si facilement au milliard, laissez-moi vous dire que c'est parce qu'on le voit partout... (*Vifs applaudissements à gauche*).

M. Lasies. — Combien avait Rothschild au commencement du siècle ?

M. Le Président du Conseil. — ... parce qu'on le voit aussi bien au sommet des collines qu'au creux des vallons et dans les rues de nos grandes vides ; c'est parce que les biens immobiliers tout au moins ne peuvent se dérober à la vue.

Mais laissons ce chiffre de 1 milliard. Quel est donc celui que vous allez prendre ? sera-ce 600 millions ? sera-ce 500 millions ? Quoi ! depuis quarante ou cinquante ans, vous voici au demi-milliard ! Est-ce

là un phénomène qui doive laisser indifférents les hommes publics, les hommes politiques ? S'il est vrai que l'interdiction de la mainmorte soit liée à la conservation nécessaire de l'équilibre économique, peut-on regarder avec indifférence se former un tel patrimoine ?

Mais supposez donc ce qu'il aurait produit livré à des milliers de ces mains françaises, industrieuses, laborieuses, habiles au travail et à l'épargne ! (*Applaudissements à gauche*).

M. Julien Goujon. — Le nombre des associés a augmenté.

M. Le comte de Lanjuinais. — Il se compose surtout de maisons d'habitation.

M. Le Président du Conseil. — Est-il dès lors indifférent — puisque nous constatons tout au moins une progression sur laquelle il n'y a pas de contestation possible — que cet accroissement continu, perpétuel, incessant, ne puisse être contrôlé, surveillé et au besoin contenu par l'État ; qu'il se forme, non pas comme on peut le croire, par une mainmorte stupéfiée en quelque sorte dans la main des congrégations religieuses, mais une de ces digues qui provoquent les alluvions et se les incorporent, et dont le pouvoir d'attraction se multiplie par chacune de leurs conquêtes ?

Le second fait que je veux dégager des chiffres qui ont été mis sous les yeux de la Chambre ; et particulièrement des statistiques qui ont été dressées dans les départements à la demande du ministre de l'intérieur, est d'un ordre plutôt moral. Il consiste à comparer le mouvement des congrégations autorisées, par rapport à celles qui ne le sont pas.

En 1877, il y avait 113 750 religieuses autorisées ; il n'y en avait dans la même année que 14 000 non autorisées.

En 1900 les religieuses autorisées sont tombées à 54 409, perdant par conséquent 59 341 membres, et les congrégations non autorisées gagnaient ce que les autres avaient perdu, et passaient de 14 000 à 75 000 membres, s'augmentant ainsi de 61 000 membres.

M. Jules Baron. — C'est inexact !

M. Le Président du Conseil. — Voilà que, par un phénomène qui semble une dérision, la congrégation autorisée elle-même est victime de celle qui ne l'est pas (*Rumeurs à droite. — Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

Et quelle raison essaye-t-on d'en donner ? On a dit tout récemment que les congrégations non autorisées ne se développaient pas suffisamment. Ce qui revient à soutenir que, pour être fidèle à la thèse qu'on défend pour que le culte catholique ait tous les auxiliaires qui lui sont nécessaires, il ne suffit pas des congrégations autorisées, il faut des congrégations indépendantes ne relevant d'aucune loi, dont le développement ne peut être ni contenu ni mesuré. Je demande si c'est là un état de choses qu'un gouvernement puisse plus longtemps tolérer (*Applaudissements à gauche*).

Les ordres religieux autorisés ou non, ont trouvé des défenseurs d'une admirable éloquence. On vous montre des moines persécutés, aujourd'hui rendant les services les plus admirables, sauvant du grand naufrage des premiers siècles tout ce patrimoine de civilisation accumule par l'antiquité, cultivant les lettres, favorisant la renaissance des arts. Il y aurait peut-être bien des ombres à apporter à ce tableau (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche*).

M. Gustave Rouanet. — Ils ont ouvert l'Empire aux barbares ! (*Bruits à droite*).

M. Le Président du Conseil. — Je crains qu'on ne fasse surtout l'histoire d'une élite, et je me garderai bien — car je ne fais rien, je pense, pour passionner cette partie de ma discussion — d'invoquer ici les rois, leurs ministres, les écrivains les moins suspects d'impiété, les réquisitoires brûlants, virulents qu'ils ont dirigés contre le désordre ou la dissolution de certaines mœurs, contre les ambitions temporelles portées jusqu'à la frénésie.

C'est là le mauvais côté de l'Histoire ; laissons-le, car, en admettant que les ordres monastiques aient rendu les services que vous dites, en admettant que la charité soit l'idéal qui leur tient le plus au

cœur — et c'est la considération qui les recommande à l'État, — que c'est du côté des misères humaines que tout leur élan les porte, vous aurez prouvé que les gouvernements antérieurs ont parfaitement fait de maintenir l'autorisation qu'ils avaient donnée à un grand nombre de congrégations charitables, que la loi actuelle est prévoyante en ne fermant pas la porte aux autorisations. Mais conclure de ce que les ordres monastiques ont pu rendre des services, qu'il ne doit plus y avoir pour eux de frein, ni de contrôle, c'est toujours retomber dans cette erreur de doctrine qu'un État moderne ne pourra jamais admettre (*Très bien ! très bien ! à gauche et à l'extrême gauche*).

Je vais plus loin. On a parlé tout à l'heure de services rendus à la charité. Ici encore quelques chiffres se dégagent de la statistique qui a été mise sous les yeux de la Chambre, qui ont peut-être leur signification.

Quel est donc, dans le nombre d'enfants, de vieillards, d'infirmes secourus par les congrégations, la part des congrégations autorisées, et la part de celles qui ne le sont pas ?

La part des congrégations autorisées, avec 54 000 membres seulement, est de 57 000 assistés ; celle des congrégations non autorisées, avec 75 000 membres, est de 25 000 assistés seulement. De sorte qu'il n'y a pas de présomption à penser que les congrégations autorisées ont, je ne dis pas le monopole des œuvres charitables, mais un goût plus développé pour ces œuvres, que les congrégations qui ne le sont pas (*Applaudissements à gauche*).

Qu'il y ait des congrégations qu'anime le zèle le plus sincère et le plus désintéressé, que la combinaison de la foi et de la pitié qui s'éveille au cœur de la femme sache susciter des dévouements admirables, nul ne le conteste ; seulement, il ne faudrait cependant pas omettre de dire que ces mêmes dons de charité et de tendresse s'exercent aussi dans la vie sociale, dans la famille (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*). et qu'il n'est pas de si humble foyer, de si humble maison où il n'y ait une femme, une fille, une sœur pour soigner le vieillard usé par le travail et pour se pencher sur l'enfant chétif qui résume trop souvent dans son être souffreteux toute

une hérédité de misères (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs*).

Je ne conteste pas davantage que la soif du sacrifice dont nous a parlé M. de Mun, un besoin de conquête morale, le tourment de communiquer à d'autres ce que l'on croit être la vérité, ne fassent surgir des apôtres, des missionnaires prêts à tous les sacrifices, et ne les conduisent et dans nos colonies et jusque chez les lépreux des îles Sandwich. Ni l'intérêt ni le péril de ce débat ne les menacent ; ils passent bien au-dessus de leurs têtes, car, à côté de ceux-là, dont tout, le monde a le respect, il est des ordres auxquels ni les secours que la charité donne, ni même l'action que l'on exerce sur les consciences n'a jamais suffi, et dont les desseins, ou plus ouverts ou plus cachés, n'ont pas cessé de tout temps de traverser, de menacer et de dominer parfois la politique des gouvernements (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

M. Camille Fouquet. — Nous préférez les francs-maçons ?

M. Le Président du Conseil. — Leur immixtion dans le domaine temporel, évidente sous l'ancien régime, fut cependant moins périlleuse que de nos jours. Elle détermine un conflit de domination, non point un conflit politique. Elles n'ont point à saper la forme du régime : il leur suffit de le diriger. Elles chercheront à le dominer, non pas à le détruire. Leur développement, leur expansion se sont d'ailleurs contenus par les brusques retours de ces gouvernements au sentiment de leur orgueilleuse suprématie, contenus encore par la puissance du clergé séculier lui-même. Car des évêques, presque toujours choisis dans la noblesse, parfois dans la Cour, un ordre ecclésiastique qui possède 3 milliards de biens-fonds et 100 millions de dîmes, sont une proie moins facile que l'humble clergé concordataire.

De là vient qu'à part des événements soudains qui mettent en présence bien plutôt des rivaux que des ennemis, les ordres monastiques sous l'ancien régime, passez-moi l'expression bien moderne, demeurent loyalistes ; ils sont peu nombreux : il y avait 60 000 religieux en 1789, il y en a 190 000 en 1900.

Il leur manque, pour prendre plus d'essor, une raison d'être d'opposition et de combat capable de réunir ou de rassembler des partis et de former, avec tous les ressentiments, toutes les rivalités de la veille, la grande ligue du lendemain.

La Révolution leur a fourni cette raison d'être. Une transformation radicale et profonde, un renversement complet du principe d'autorité, plus de fonctions héréditaires, la loi du nombre substituée au gouvernement des oligarchies, l'égalité successorale, le dissolvant du partage introduit dans les successions, tout cet ensemble de faits nouveaux et destructeurs du passé constitue un événement auquel répondent des colères inapaisées, des ambitions jadis rassasiées et aujourd'hui insouviées, des rancunes mortelles, des espoirs de revanche, tous les éléments d'une même volonté tournée vers le passé, menaçant les temps nouveaux, divisés jadis et qu'une même pensée va unir dans un même effort (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

C'est là l'œuvre que nous allons voir se poursuivre ; c'est la leçon de choses qui nous est offerte dans le siècle même qui vient de finir.

Les politiques comme on les appelait, ceux qui revenaient d'exil, s'imaginèrent d'abord qu'il suffisait de relever le trône pour faire reparaître les institutions. Erreur ! le mal fait par la Révolution est si grand que la monarchie elle-même est obligée d'accepter, l'humiliation d'une Charte libérale. Chaque parti poursuit sa chimère : légitimistes qui rêvent d'un effacement complet des vingt dernières années ; orléanistes qui préparent la trahison de la branche cadette ; bonapartistes, moins ennemis à ce moment de la Révolution que de la royauté, tous demeurent absorbés dans la contemplation du but, mais inconscients des moyens par lesquels on peut l'atteindre.

Au-dessus de ces fragiles desseins s'élabore la méthode vraie, lente, mais sûre.

C'est de la folie de croire qu'on reprendra d'assaut un monde préparé par les souffrances des siècles à l'affranchissement définitif de la Révolution (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*). C'est la société elle-même qu'il faut tourner contre elle-même ; tout est à refaire et tout est à reprendre ; il faut conquérir le gouvernement

des esprits et la direction des consciences, former des générations nouvelles, occuper et distribuer les fonctions, placer des serviteurs dans les grands corps de l'État, unir la foi et l'intérêt, arriver aux emplois, mettre partout où il y a une force et un pouvoir quelqu'un qui possède la pensée commune. Le but ? monarchie absolue ? monarchie constitutionnelle ou libérale ? Des mots ! Le siècle qui commence a un but nouveau : la Contre-Révolution (*Salves d'applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

Cette thèse, cette vue si juste ne trouve pas d'auxiliaires suffisants dans le clergé séculier : il était encore sous l'impression de la main brutale qui lui avait appris le respect du Concordat (*Sourires*). Les chefs de l'Église demeurent partagés entre les périls séduisants de l'opposition et les conseils de la prudence ; et quant à ses plus humbles soldats, ils n'ont point tant à regretter des privilèges qu'ils n'avaient pas connus et des bénéfices qui ne leur étaient jamais distribués (*Rires à gauche*). Mais tandis qu'on disputait — je l'ai rappelé tout à l'heure — sur, l'influence que la Charte avait bien pu exercer sur le régime des congrégations, elles rentraient une à une, silencieuses d'abord, plus bruyantes ensuite, élite le premier jour, presque légion le surlendemain. Toute l'histoire de la restauration, y compris les Ordonnances, toute celle de la monarchie de Juillet, coupée seulement par la grande protestation de 1815, et celle de 1850, y compris la loi Falloux, racontent leurs efforts, leurs progrès et leur œuvre.

Dès 1818, les missions ont été lancées sur la France ; elles se déchaînent si violentes, qu'elles arrachent à un catholique convaincu et pratiquant, Montlosier, ce cri d'alarme : « Nos missionnaires ont mis le feu partout. Qu'on nous envoie la peste de Marseille si l'on veut ; mais qu'on ne nous envoie plus de missionnaires ! » (*Applaudissements et rires à gauche*).

La congrégation des jésuites a rouvert ses écoles, et l'élection de la « Chambre introuvable », répondant plus vite qu'on ne l'eût espéré à l'effort jusqu'alors insaisissable, produit un véritable déchaînement d'aveux ; on livre les secrets du programme qu'on rêve de réaliser. Je tiens à le lire ; nous verrons qu'il n'est point déserté aujourd'hui ; c'est bien le programme de la Contre-Révolution que formulent les discours et les écrits de ce temps :

« Un seul culte reconnu, le culte catholique ; sa pratique obligatoire ; les noms des non-pratiquants cloués à la porte des paroisses ; la restitution des biens ecclésiastiques, le mariage civil déclaré un concubinage, les registres de l'état civil rendus au clergé. »

Voilà ce que réclament avec leur fougue imprudente ceux qui avaient conduit la bataille, et qui veulent escompter la victoire.

Tant d'arrogance, ces menaces trop bruyantes réveillent pour un temps l'esprit d'indépendance dont le ferment agitait déjà les deux siècles précédents, et un tel mouvement d'indignation se déchaîne qu'il a fallu ajourner et reculer pour longtemps l'accomplissement de ces espoirs.

Mais un parti qui a traversé tant d'orages ne se décourage, pas si vite. Il se redresse. Sous Louis-Philippe il obtient la législation de 1833 ; il se prépare à celle de 1850. Puis la monarchie tombe, la seconde République vient, l'Empire se déroule ; la République est de nouveau proclamée, trente années s'écoulent encore.

Où en sommes-nous aujourd'hui ? Quel est l'idéal qu'on caresse, et par quels moyens espère-t-on l'atteindre ?

Jamais l'état des congrégations n'a été plus considérable. On peut envisager ce fait à des points de vue très différents, le considérer comme heureux, ou le trouver détestable ; mais le fait matériel est là. Elles sont enseignantes parce que, je le disais tout à l'heure, il faut former les esprits ; elles sont commerçantes, non pas par avidité, mais parce que, à une immense entreprise, il faut d'immenses moyens ; elles sont partout où peut se jouer demain la partie décisive (*Très bien ! très bien !*) : telles enfin qu'il n'est pas jusqu'à l'aspect extérieur des choses et du culte qui ne réponde à ce grand travail et à ce grand effort : une thaumaturgie grossière à l'usage des foules, la dévotion facile mise à la place de la foi (*Très bien ! très bien ! à gauche*), pour les ambitieux une fidélité éprouvée à servir qui les sert, d'énormes ressources et d'innombrables relations leur assurent une influence qui ouvre toutes les avenues.

Et comme la France est devenue un pays de suffrage universel, et que si l'on n'a pas le suffrage universel on n'a rien, il faut le conquérir (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

Et alors, au-dessus de tant d'autres congrégations, il s'en forme une nouvelle encore, qui va tenir le compte courant des élections, ayant une agence ou un agent dans chaque commune de France, et auprès de laquelle, en vérité, ce qu'on appelait, sous la monarchie de Juillet, la Congrégation de la rue du Bac, n'est qu'un misérable embryon.

Eh bien ! où va-t-on ? A qui le demander, sinon à l'homme qui a su le plus éloquemment et avec le plus de franchise défendre les idées auxquelles il a consacré toute sa vie, laissant à d'autres le soin, s'ils l'osent, de couvrir d'apparences mensongères des réalités devant lesquelles, lui il ne recule pas ?

Que disait-il — c'est de M. de Mun que je parle — le 22 mai 1875, lors de la clôture de la troisième Assemblée générale des Membres du Cercle Catholique ?

« Le génie de la Révolution, après avoir, pendant des siècles, tourmenté le monde de sa haine, s'est enfin incarné dans une dernière forme, et de celle-là Joseph de Maistre a dit qu'elle était satanique. Sous cette forme, il s'est depuis quatre-vingts ans emparé de la France ; il a fait d'elle son domaine privé et comme le terrain d'expériences de son infernale tactique ; aujourd'hui nous sommes las de ce long esclavage et nous venons revendiquer notre affranchissement...

« L'État mis à la place de Dieu, et l'ordre légal substitué à l'ordre divin ; l'enseignement public en lutte ouverte avec la religion, et la raison humaine révoltée contre la Révélation surnaturelle (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*) ; le jour du Seigneur profané, et la débauche du lundi préférée au repos du dimanche. »

Sommes-nous si loin de ce programme que je lisais tout à l'heure ?... (*Vifs applaudissements sur les mêmes bancs*).

Mais voici qui n'est pas moins éloquent, qui est plus décisif encore :

« Les violences, les crimes, les transformations politiques accomplis en 1792, en 1793, ce sont des incidents de l'époque Révolutionnaire, ce sont des événements, ce sont des faits qui l'ont agitée, troublée, qui ont modifié sa marche ; ce n'est pas la Révolution, c'est le renversement du trône, c'est le meurtre des personnes royales, c'est le massacre de tous ceux qui gênaient la Révolution, artisans, hommes du monde, campagnards aussi bien, beaucoup plus encore, que nobles et prêtres. C'est la violence ; mais, encore une fois, la Révolution n'est pas là. Elle est en 1789, et elle se manifeste par un système social, politique et économique éclos dans le cerveau des Philosophes, sans souci de la tradition, et caractérisé par la négation de Dieu sur la société publique.

« C'est là qu'est la Révolution, et c'est là qu'il faut l'attaquer. »

Et pour ne pas citer seulement des paroles tombées d'une autre tribune, voici ce que l'honorable M. de Mun disait à la Chambre même, au mois de novembre 1878 :

« La Révolution n'est ni un acte ni un fait. Elle est une doctrine qui prétend fonder la société sur la volonté de l'homme, au lieu de la fonder sur la volonté de Dieu... C'est là qu'est la Révolution ; le reste n'est rien, ou plutôt tout découle de là, de cette révolte orgueilleuse d'où est sorti l'État moderne, l'État qui a pris la place de tout, qui est devenu votre Dieu, et que nous nous refusons à adorer avec vous. La Contre-Révolution, c'est le principe contraire, c'est la doctrine qui fait reposer la société sur la loi chrétienne. »

Eh bien ! quand on parle avec cette franchise, avec cette éloquence, quand on invoque ces maximes, on est logique ; on n'est que logique, quand on vient à cette tribune dire qu'à l'Église, envisagée comme la directrice des sociétés, il ne peut pas être assigné de frontières ni de limites ; que les associations religieuses ne doivent relever que d'elle, qu'elles ne peuvent connaître que l'Église, qu'elles doivent ignorer l'État.

Dans cette doctrine tout se tient. Ce n'est même pas la doctrine de Léon XIII, c'est celle de Grégoire VII et d'Innocent III (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*). si l'on veut aller jusque-là, vous avez raison : plus d'autorisations pour les congrégations religieuses, elles ne relèveront plus que du domaine et de l'autorité de l'Église. Mais si l'on ne veut pas faire ce saut dans le passé, si l'on préfère la Révolution à la Contre-Révolution, il faut rester fidèle à ses maximes et à ses principes.

Il faut savoir choisir (*Très bien ! très bien !*) ; il faut se rendre compte que l'on ne juge point des lois seulement par les faits immédiats auxquels elles répondent, qu'il faut encore se souvenir et prévoir.

On objecte la liberté. Comme s'il pouvait y avoir une liberté contre l'ordre public ! (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

M. Fernand de Ramel. — C'est la thèse de la tyrannie !

M. Le Président du Conseil. — Cette éternelle objection avait été formulée en termes non moins éloquents, avec non moins de force, dans le grand débat qui a été si souvent rappelé, celui de 1845, et voici en quels termes M. Thiers s'exprimait :

« On dit que la liberté est tellement puissante qu'avec sa force de discussion elle résisterait aux jésuites. Si cela devait se passer en discussion, je m'y résignerais peut-être. Mais si cela aboutit à une guerre civile, il me semble que notre société idéale devient sanguinairement ridicule. »

En relisant ces lignes, je ne pouvais m'empêcher de penser à des événements qui ne sont pas si loin de nous, à des excitations que tout le monde a entendues, à ces fureurs dirigées par un système évoqué du plus sombre passé contre toute une race... (*Applaudissements vifs et répétés à gauche, à l'extrême gauche et sur divers bancs du centre*).

M. Lasies. — Nous en reparlerons.

M. Le Président du Conseil. — ... et je me demandais ce qui avait manqué, en vérité : ou un peu plus d'audace d'un côté, ou un peu

moins de résolution de l'autre, pour qu'au lieu de parler de discorde civile il eût été permis de parler de guerre civile.

Ce que nous voulons, le but que nous poursuivons, c'est d'assurer par une mesure nécessaire la paix et le développement régulier de la société qui est sortie de la Révolution française (*Applaudissements sur les mêmes bancs. — Interruptions à droite*). Au projet que nous vous soumettons, il n'eût pas manqué une voix des républicains sous la République de 1880 (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche. Bruit à droite*).

M. Fernand de Ramel. — Vous n'avez pas le droit de parler de libéraux ! (*Bruit*).

M. Le Président du Conseil. — N'ose-t-on plus penser comme Dupin ou parler comme Pasquier ?

A la dernière séance, M. Pion me rappelait que j'ai parlé de République ouverte. Ah ! s'il entend cette expression dans le sens où on l'emploie pour dépeindre une ville entourée d'assaillants, qui n'a à leur opposer que de faibles remparts, non, je ne veux pas d'une République ouverte.

S'il entend par là, comme je l'ai dit, que personne n'a sur la République ni un droit de privilège, ni un droit de préférence, qu'elle ne doit repousser aucun de ceux qui embrassent avec sincérité ses principes, qu'elle soit et qu'elle demeure ouverte, mais pour qu'on y puisse entrer et non pas pour qu'on en puisse sortir (*Applaudissements vifs et répétés à gauche, à l'extrême gauche et sur divers bancs au centre. — L'orateur, en regagnant le banc du gouvernement, reçoit de nombreuses félicitations*).

M. Henri Brisson. — Au nom d'un grand nombre de mes amis, je demande l'affichage du discours que vient de prononcer M. le Président du conseil (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche*).

M. Le Président. — Je mets aux voix la proposition d'affichage.

Il y a une demande de scrutin signée de MM. OdiIon-Barrot, Augé, Guillemet, Malaspina, Lhopiteau, Louis Blanc, Lafferre, Gueneau, Gaston Thomson, Dutailly, Decker-David, Dauzon, Delmas, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement).

M. Le Président. — Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	524
Majorité absolue.....	263
Pour l'adoption.....	298
Contre.....	216

La Chambre des députés a adopté (*Applaudissements à, gauche et à l'extrême gauche*).

ASSOCIATIONS ET CONGRÉGATIONS

CONTRAT D'ASSOCIATION

[Retour à la table des matières](#)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. *Séances des 24 et 29 janvier 1901.*
— La discussion générale du projet de loi fut terminée le 24 janvier. La Chambre adopta à une grande majorité la déclaration d'urgence et le passage à la discussion des articles. Mais, avant les votes, M. Waldeck-Rousseau fut amené à faire à la Chambre une déclaration qui, pour être brève, n'en empruntait pas moins une certaine importance aux événements. L'opposition prétendait qu'une congrégation non autorisée, celle des frères Maristes, avait reçu la visite de deux évêques venus au nom du président du conseil avec la mission de dire : « Ne craignez rien, vous échapperez, vous, congrégation non autorisée, à la loi qui va être votée par la Chambre. » Un député s'étant fait à la tribune l'écho de ce bruit, M. Waldeck-Rousseau répondit que « jamais il n'avait donné de mission semblable à celle dont on parlait, et qu'il n'était pas venu à ses oreilles que personne se fût permis une mission de ce genre ».

Plusieurs contre-projets ayant été présentés, M. Waldeck-Rousseau combattit, à la séance du 29 janvier, celui de M. Puech, député de Paris, qui avait pour but de permettre aux associations de se former librement sans autorisation préalable.

M. Waldeck-Rousseau, *président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes*. — Je ne suis monté à la tribune que pour apporter à la Chambre une courte déclaration. On a parfois, avec quelque insistance, montré que sur certains points et sur certains textes le projet du gouvernement n'était pas identique à celui de la commission. Lorsque viendra l'heure d'examiner un à un les articles, je montrerai quel en est le sens et comment les dispositions de l'ensemble de notre projet se concilient et se justifient.

En ce qui concerne certaines critiques particulières dirigées contre l'article 1^{er}, l'article 2 et l'article 3, il me sera facile alors de montrer avec quelle vivacité un peu excessive — pour employer une expression qui n'a jamais blessé personne — l'honorable M. Puech a sollicité les textes.

Il prétend que nous cherchons à restaurer la loi de 1872 tombée en désuétude ; il a bien voulu cependant reconnaître que, dans le projet du gouvernement, l'abrogation en est demandée, et le gouvernement constate avec plaisir que cette pensée a recueilli l'adhésion de tant d'hommes d'ordre que personne ne pourra se méprendre sur ses intentions (*Applaudissements et rires à gauche et à l'extrême gauche*).

Mais il y a une raison déterminante pour, laquelle je demande à la majorité républicaine de la Chambre de rejeter le contre-projet de M. Puech, — je ne prononcerai pas un mot qui a été pris en mauvaise part, le mot « tactique », — mais je puis bien dire que de tous les moyens d'empêcher de voter une loi sur les associations, M. Puech a employé le plus ingénieux et le plus sûr, car il recommande au vote de la Chambre une loi que ne pourront voter, aussitôt qu'on entrera dans l'examen des articles, ni les membres de la droite de la chambre, ni ceux de la gauche.

Et je le prouve.

Serait-ce véritablement une affirmation digne de mes collègues de droite que de dire qu'en vertu de cette loi, qui soulève à l'heure actuelle leur enthousiasme, — enthousiasme de préface (*Rires à gauche*), — ils mettront le gouvernement en demeure d'exécuter les dé-

crets, de frapper les congrégations, comme le disait M. Pelletan, *ad nutum*, de par son arbitraire ? Non ! vous ne le voudriez pas !

Mais quand de l'autre côté de la Chambre on examinera à quels résultats pour les associations que j'appelle ordinaires, de droit commun, on arrive en voulant ne faire qu'une seule règle, on éprouvera les plus graves hésitations.

En effet, le projet Goblet n'a pas voulu distinguer entre les associations et les congrégations religieuses. Prenons garde, en parlant d'« associations », de laisser s'établir une équivoque, comme on l'a fait trop souvent (*Très bien ! très bien ! à gauche*). Il n'a pas voulu non plus distinguer entre la situation juridique qui serait faite aux congrégations religieuses et celle qui serait faite aux associations civiles, et lorsqu'il s'agit de régler la question, des biens, ce projet, devenu celui de M. Puech, fait passer les deux genres d'associations sous le même niveau ; mais comme il n'était pas possible de reconnaître aux congrégations le droit de posséder indéfiniment ou des meubles ou des immeubles, il déclare qu'elles ne peuvent posséder que l'immeuble nécessaire à leur fonctionnement et le résultat des cotisations ou des valeurs mobilières nécessaires aussi à ce fonctionnement.

Et alors on se retourne vers les associations civiles et on leur dit : « Cette loi sera votre loi. » On aboutit par conséquent à ce résultat que j'avais signalé lorsque j'ai eu le grand honneur de répondre à M. Jules Simon au Sénat : « Faire du maximum possible pour les congrégations le minimum possible de liberté qu'on voudra bien accorder aux associations civiles ». Quand nous en viendrons à ce point très certainement vous trouverez la loi mauvaise.

Alors s'explique cet engouement subit pour un projet qui n'eût été accueilli que par des murmures s'il eût été détendu par M. Goblet au nom du gouvernement (*Très bien ! très bien ! et rires à gauche*) ; et si, à cette époque, on eût pu présenter comme contre-projet le projet du gouvernement, celui que j'ai l'honneur de défendre, peut-être aurait-il rencontré plus de faveur (*Applaudissements sur les mêmes bancs*).

M. Camille Pelletan. — La situation eût été retournée.

M. Le Président du Conseil. — Dans ces conditions, je demande à la Chambre de dire si elle veut faire la loi sur les associations. Nous en discuterons les articles ; il y a d'ailleurs dans le projet de M. Goblet des dispositions qui se retrouvent dans le projet du gouvernement et de la commission. Nous verrons si les textes qui vous sont proposés sont susceptibles de modifications, mais à l'heure actuelle, — personne n'en doute, personne ne s'y méprend ; — les uns ne souhaitent si ardemment le vote de l'article 1^{er} du contre-projet que parce qu'il constituerait un échec pour la réforme que nous avons entreprise, et ceux qui voteront contre cet article 1^{er} n'affirmeront pas autre chose que leur volonté d'aboutir (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

DEFINITION DE L'ASSOCIATION

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. *Séance du 31 janvier 1901.* — L'article premier du projet de loi était ainsi conçu : « Art. 1^{er}. — L'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices. Elle est régie quant à sa validité par les principes généraux du droit applicables aux contrats et obligations ». M. Paul Beauregard soutint un amendement tendant à modifier cet article et, notamment, à supprimer toute définition de l'association. M. Waldeck-Rousseau lui répondit par le discours suivant :

M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes.* — L'honorable M. Beauregard a dit tout à l'heure à la Chambre que j'avais eu l'initiative, qu'il trouve périlleuse, d'introduire dans une loi sur les associations une définition de l'association, il se trouve en ce point d'accord avec l'un de nos collègues, l'honorable abbé Lemire, qui, lors du discours si intéressant qu'il a prononcé, a rappelé cette parole célèbre : que pour définir il faut être Dieu. La Chambre pensera peut-être qu'il y a désormais bien de l'ambition à donner une définition, et, après tant d'autres qualificatifs qui m'ont été appliqués, je ne voudrais pas, cherchant à m'élever

jusqu'à la divinité, en mériter un nouveau, qui serait encore plus sévère (*Rires*).

Mais M. l'abbé Lemire s'est chargé lui-même de me rassurer ; en effet, en parcourant la liste des amendements, j'en ai trouvé un dans lequel il n'a pas craint de se hausser jusqu'à la définition (*On rit*).

Cet amendement est, en effet, ainsi conçu :

« Art. 1^{er}. — L'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun leurs connaissances, leur activité ou leurs ressources, dans un but autre que de partager des bénéfices. »

Il a donc, lui aussi, défini autrement, il est vrai mais, je crois, plus inexactement que moi.

Nous avons également entendu l'autre jour M. Puech dire : « Nous présentez l'association comme un contrat », et, sans aller jusqu'à dire qu'il ne se formait pas de contrat en matière d'association, il a ajouté : « L'association est avant tout un phénomène économique et social, suivant qu'on se propose un but intellectuel ou moral, ou qu'on se propose au contraire un but matériel et pécuniaire. »

Eh bien ! si, au lieu de phénomène — ce qui est un mot peut-être un peu considérable, — on veut bien dire : fait social ou fait économique, je demande tout d'abord s'il est un fait social ou économique, nécessitant l'accord de deux ou plusieurs personnes, qui ne constitue pas un contrat ou une convention ? Et, pour répondre immédiatement à l'honorable M. Beauregard, qui vient de dire : *omnis definitio periculosa*, et de faire le procès du Code qu'il a cependant le grand avantage et le grand honneur d'enseigner, qu'il me permette cette observation, qu'il n'est pas un contrat dans notre législation qui n'ait été défini. La propriété, qui est bien un fait économique et social, est définie par l'article 554, la société par l'article 1832, la vente par l'article 1582, le prêt par les articles 1875 et 1892, le dépôt par l'article 1916, et je pourrais continuer l'énumération contrat par contrat, fait économique ou social par fait économique ou social, je trouverais partout une définition.

Qu'il soit par conséquent nécessaire de définir les conventions, c'est là quelque chose qui ne me paraît pas avoir besoin d'une démonstration plus ample. Il est donc bon de chercher à les définir et à les définir exactement.

Ou je ne comprends pas la critique de M. Beauregard, ou elle consiste à dire que, pour ne pas se tromper, il y a une chose très simple à faire : c'est de ne pas tenter l'entreprise et que, pour ne pas faire une définition inexacte, il y a quelque chose d'élémentaire, c'est de ne pas faire de définition du tout (*On rit*).

Je m'étonne qu'il n'ait pas eu l'ambition de trouver, pour un fait aussi connu que l'association, une définition qui aurait été plus exacte et plus irréprochable que celle que nous avons proposée nous-même.

Qu'on le veuille ou non, toutes les fois que plusieurs personnes tomberont d'accord pour contracter les uns envers les autres un engagement ou une obligation, il y aura un contrat ou une convention. J'ajoute immédiatement qu'il y a intérêt à définir ce contrat ou cette convention, puisque — tous ceux qui ont quelque aperçu de la science juridique le savent — chaque convention, par sa nature, peut être soumise à des règles particulières ; il y en a qui s'appliquent à certaines conventions et ne s'appliquent pas à certaines autres ; il y a aussi un intérêt énorme, et ce n'est pas l'une des moindres difficultés en cette matière, à donner de l'association une définition qui ne permette pas de la confondre avec la société ; car si on a toujours provoqué quelque émotion quand on a parle de l'association, cette émotion est née beaucoup moins du fait de l'association elle-même que d'une autre considération qu'on a sans cesse fait valoir.

On a dit : « Qu'une personne possède peu ou beaucoup, qu'importe ! Ses biens sont soumis à une circulation incessante, elle les aliène, elle en achète d'autres ; vient-elle à mourir ? son patrimoine est soumis à cette loi de morcellement qui est la résultante même de l'organisation des partages ». Mais plusieurs personnes vont, s'assembler, se réunir, former une unité ; elles vont apporter et mettre en commun des biens ou recevoir de l'extérieur, des particuliers, des communes ou d'autres personnes morales, des libéralités ; ne voyez-

vous pas que ces biens vont former un patrimoine qui demeurera immobilisé, perpétué tout au moins dans la main de cet être qui n'est pas périssable comme les êtres physiques et qui est l'association ? Et c'est pourquoi on a toujours montré que le danger qui naît des associations se caractérise par le péril de l'accumulation des biens et de leur immobilisation. Si j'ai jugé qu'une définition de l'association est nécessaire, c'est dans le but précisément de ne pas permettre qu'on confonde l'association avec la société : j'ai voulu dire où commence l'association et où elle finit, et comme ce qui est le plus voisin de l'association c'est incontestablement la société, je me suis demandé non pas quelles étaient toutes les caractéristiques que la jurisprudence peut réunir et accumuler pour définir une société, mais le caractère essentiel, indispensable, sans lequel il n'y a pas de société de biens (*Très bien ! très bien !*).

Quel est ce caractère indispensable ? Il est indiqué par l'article 1832 ; il faut qu'il y ait mise en commun de biens, de valeurs quelconques, même morales, mais il faut que cette mise en commun constitue une société faite dans le but de partager les bénéfices de l'association ainsi formée.

Le partage des bénéfices est donc la raison sans laquelle on ne conçoit pas une société, c'est la déterminante de la société de biens, et c'est pourquoi nous trouvons dans la définition de l'article 1^{er} donnée par la loi que l'association, par opposition à la société, résulte de la convention par laquelle plusieurs personnes mettent en commun leurs facultés, leur intelligence et leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices (*Applaudissements à gauche*).

Voici alors les conclusions auxquelles on arrive : une association s'est formée, association de volontés, d'intelligences, de capacités, d'activités ; il n'y a pas de société de biens ni de communauté de biens, mais très rarement les facultés suffiront, on cherchera alors à les mettre en valeur et pour le faire on réunira des biens, quelle sera la loi à laquelle ces biens vont être soumis ?

Par l'effet même de la définition que nous proposons à la Chambre, et qui se combine avec l'article 8 du projet de loi, ils seront soumis aux règles du droit commun, celles qui régissent les biens mis en

société. Il ne pourra se produire que deux hypothèses : ou les membres de l'association régleront par une convention écrite et spéciale leurs droits réciproques, leurs droits communs ; dans cet actif matériel, mobilier, financier, il y a une société ; cette société obéira à la loi écrite que les membres de l'association auront eux-mêmes formée, ou bien, et c'est ce qui arrive souvent, ce qui arrivera de plus en plus souvent, surtout après que vous aurez voté la loi actuelle, sans faire une convention écrite saisissable qui, pour être régulière, devrait être rendue publique, on verra apparaître le fait d'une réunion et peut-être d'une accumulation de biens ; mais il n'y aura point d'acte écrit ; on ne réglera pas les droits individuels de chaque sociétaire, le fait suffira. Grâce à la combinaison législative que nous vous proposons, le seul fait que des biens seront possédés en commun par les membres de l'association tombera sous l'application du contrat de société, si les biens ont été mis en commun dans le but de partager des bénéfices, ou sous la loi de l'indivision s'il n'y a pas eu de convention précise. De sorte que, par là, on évite que, sous la forme d'une association en apparence désintéressée, il ne se forme, non pas une mainmorte légale, non pas une mainmorte consacrée par la loi, mais une mainmorte clandestine en quelque sorte, résultant du fait lui-même et de ce qu'aucun associé ne trouve actuellement dans la législation le moyen d'affirmer, de revendiquer et de faire triompher au besoin sa prétention à une copropriété (*Applaudissements à gauche*).

Et puisque, je viens de parler de ce point de vue, que la Chambre me permette de dire que le grand effort que l'on tente, celui par lequel on veut rejeter toute définition, a un but immédiat, — ou tout au moins je crois l'apercevoir, c'est justement de continuer, faute de définition, à perpétuer cette équivoque... (*Très bien ! très bien ! à gauche et à l'extrême gauche*).

M. Paul Beauregard. — Je demande la parole (*Rumeurs à gauche*).

M. Le Président du Conseil. — ... qui permet qu'une association de personnes se double d'une association de biens, et que cette association de biens forme le patrimoine, non pas de tous et de chacun, non pas un droit individuel que chacun des associés puisse revendiquer, mais le patrimoine se perpétuant et s'immobilisant, de

l'association elle-même, soustrait à la revendication des particuliers, des membres de l'association, et soustrait, en tout cas, à l'action des héritiers. Voilà l'intérêt d'une définition de l'association qui ne permet pas de la confondre avec la société (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

On a dit alors : « Soit ! définissons » ; mais, au lieu de me prêter son concours, l'honorable M. Beauregard s'est immédiatement dérobé.

M. Paul Beauregard. — Je ne me suis nullement dérobé.

M. Le Président du Conseil. — Il a dit « J'ai trop peur des définitions inexactes et je vous demande de ne pas définir ». Et alors il est entré dans l'énumération d'un certain nombre d'exemples, de faits sociaux et économiques, comme disait l'honorable M. Puech, et qui seraient atteints par notre définition. Il a imaginé, par exemple, que deux groupes de personnes assises de chaque côté, d'un tapis vert et mettant chacune l'enjeu qui leur plaît, le livrant à la fortune des cartes, mettant en commun leurs connaissances et leur activité, dans un autre but que de partager des bénéfices. Voulez-vous que je cherche à imaginer ce spectacle, de supposer que quelqu'un, étant chargé de tourner la roue de la Fortune sous forme de baccara ou de toute autre combinaison de cartes, des personnes agissant de par leur seule volonté, leur seule initiative, et croyant que la chance ira plutôt à gauche qu'à droite ou à droite qu'à gauche, vont, sur un des côtés de ce tapis vert, exposer leur enjeu ?

Mais la convention intervenue entre eux leur créant des obligations les unes envers les autres dans une mise commune quelconque, j'avoue ne point l'apercevoir.

M. Beauregard a alors cité un exemple qui est plus de nature à retenir l'attention des législateurs.

Et quittant la table du cercle il nous a fait passer dans une réunion.

M. Beauregard. — Je n'ai pas parlé de table de cercle.

M. Le Président du Conseil. — J'avais compris que vous parliez de joueurs, mon cher collègue. Mettons une table quelconque. L'honorable M. Beauregard nous a, en tout cas, fait passer dans le domaine de la réunion ; il nous a dit : Mais le droit de réunion, qu'allez-vous en faire ? Est-ce que vous entendez modifier la loi qui a été votée sur ce point et qui permet que, sous la réserve d'une déclaration préalable, toute réunion puisse avoir lieu dans les conditions que cette loi a elle-même prescrites ? Je voudrais le rassurer, car ici encore j'examine le fait de la réunion.

Plusieurs personnes ou une personne font ou fait une déclaration. Les portes de la salle sont ouvertes. Il y vient cent, deux cents ou cinq cents auditeurs. Est-ce qu'entre les membres de la réunion il s'est formé, antérieurement à la réunion, une convention qui les oblige ? Est-ce qu'ils mettent quelque chose en commun ? Hélas ! mon cher collègue, mais ils mettent surtout en commun leur esprit de contradiction (*Rires à gauche*).

M. Beauregard. — Vous changez tous mes exemples. Je n'ai rien dit de tout cela.

M. Le Président du Conseil. — Je vais peut-être serrer votre pensée de plus près. Je viens de montrer ce qui se passe dans une réunion, c'est-à-dire ce fait de l'indépendance absolue de chacun des assistants vis-à-vis des autres ; j'ajoute que non seulement aucun engagement ne les lie avant la réunion, mais aucun engagement ne les lie après et, suivant la discussion, chacun se sera formé une opinion qui dictera ses actes dans la suite.

Peut-être avez-vous voulu dire que, pour organiser une réunion, il peut se faire qu'un groupe se forme, conçoive la pensée de convoquer les électeurs ou le public ou des amis, et qu'en un mot les réunions soient organisées par une association, c'est-à-dire par un certain nombre de personnes qui auront mis en commun leurs facultés, leur intelligence, leur activité, dans le but d'organiser des réunions.

Eh bien ! pas de doute : il y aura alors une convention entre ces personnes qui auront assigné à leurs efforts un but commun, précis. Mais cela ne touche pas au droit de réunion, lequel intéresse ceux qui

viennent assister à la réunion, ceux qui y prennent part et qui n'y abdiquent en aucune façon leur liberté.

Je crois donc que les objections soulevées ou contre la nécessité d'une définition ou contre la justesse de la définition, ne sont pas de nature à retenir l'attention de la Chambre.

Je voudrais terminer par une dernière réflexion qui, celle-là, me fera pénétrer un peu plus avant au cœur du sujet, c'est-à-dire au cœur de la question des associations. Une des raisons, monsieur Beauregard, pour lesquelles j'ai cru qu'il était tout à fait nécessaire de dire que l'association est un contrat, c'est que j'ai voulu par là même soustraire les autres expressions de la loi aux ambiguïtés et, si j'osais ainsi parler, aux élasticités auxquelles on a recours immédiatement pour rendre la loi un peu suspecte.

Il y a, en effet, dans la loi, des mots comme « l'ordre public » « la loi », « les mœurs ». Eh bien ! on peut dire : qu'est-ce que ces expressions ? Vous parlez de ce qui est illicite ; où commence le licite, où commence l'illicite ? Est-ce que ce sont là des questions d'appréciation ? Est-ce qu'il appartiendra, au parquet, d'abord, pour savoir s'il doit poursuivre, aux tribunaux, ensuite, pour savoir s'ils doivent condamner, de rechercher ce qui, à leurs yeux, est licite ou ne l'est pas ? Vous entrez par là dans le domaine de l'arbitraire.

Cette observation serait relativement juste si on ne prenait pas soin, en disant que l'association est un contrat, de donner à ces mots : « cause illicite », « mœurs », « ordre public », le sens étroit, rigoureux, inflexible, que ces mots trouvent dans la loi elle-même et dans le titre des obligations (*Applaudissements à gauche*). Car, ce qui est illicite de par les articles 1131 et 1133, ce sont les actes qui sont interdits par une loi civile, ou punis par une loi pénale ; l'ordre public, au sens de l'article 1133 ; ce n'est pas la tranquillité publique, ce n'est pas l'ordre au sens où on l'a parfois entendu, c'est la série d'actes sont commandés par la loi ou, à l'inverse, la série d'actes qui sont prohibés par la loi. Et si je ne craignais d'aller au-devant du reproche de pédanterie, je montrerais, en consultant au hasard les commentateurs de nos codes, qu'ils ont recherché non pas la définition de l'ordre public ou des lois d'ordre public ou des bonnes mœurs, mais quelles sont celles

des lois positives et écrites qui ont trouvé place dans nos codes ; ils les énumèrent, ils en donnent la caractéristique. Ce sont, dit M. Huc — son ouvrage est l'un des plus récents : — « 1° L'égalité devant la loi ; 2° l'indépendance absolue du droit civil à l'égard des croyances religieuses ; 3° la protection, par la loi, de la liberté individuelle ; 4° la garantie de l'individualité, de la propriété sous toutes ses formes ; 5° la prohibition des conventions tendant à établir d'une manière permanente l'inégalité des fortunes ; 6° la prohibition des conventions tendant à détruire ou à restreindre la liberté individuelle, de celle du travail, du commerce et de l'industrie. »

Nous pouvons donc résumer comme suit la théorie que nous venons d'exposer :

« 1° Il est pas permis aux particuliers de déroger aux lois qui intéressent l'état des personnes et leur capacité...

« 2° Il n'est pas davantage permis de déroger aux lois ayant pour but la garantie des biens...

« 3° Il n'est pas permis d'éluder l'application des lois pénales. »

Par conséquent, les expressions qui seront définies dans l'article 2 — et ici j'anticipe un peu sur la discussion de cet article, mais c'était, je crois, nécessaire, — ces expressions ne peuvent être entendues que dans le sens le plus précis et le plus certain. Il s'agit du sens de ces mots lorsqu'ils sont appliqués à un contrat au titre des obligations et au chapitre auquel j'ai fait moi-même les emprunts qui ont constitué la rédaction des articles qui vous sont soumis.

Je crois que ce sont là des raisons suffisantes pour maintenir dans notre rédaction cette indication qu'il s'agit bien d'un contrat, et pour dire que ce contrat sera dominé par les règles générales du droit commun, ce qui n'a jamais exclu — car c'est une règle générale du droit commun que j'invoque — que, suivant sa nature, un contrat peut être soumis à des lois particulières ; non seulement ce n'est pas une dérogation au droit commun que de donner, à raison de sa nature, à un contrat particulier les règles particulières qu'il nécessite, mais c'est l'application du même principe.

Un dernier mot et j'ai terminé. On nous a dit encore : Vous sortez du droit commun, notamment en ce que vous allez exiger de toute association une déclaration. Cela est-il compatible avec le droit commun ? Je réponds à l'honorable M. Beauregard que, pour toutes les conventions qui intéressent ou les tiers ou l'État, nous rencontrons partout l'obligation de la publicité ; c'est une application de ce principe qui a été faite notamment aux syndicats professionnels ; et qu'il me soit permis de dire que l'application de ce principe, loin de constituer une menace pour l'indépendance et la tranquillité des associations, est au contraire une garantie ; car, si vous n'obligez pas les associations à se faire connaître, vous obligerez de toute nécessité l'État à se livrer à leur recherche. Il voudra savoir quelles associations se sont fondées, dans quel but elles se sont fondées ; et tandis que dans notre système, une association qui aura fait sa déclaration, qui aura fait connaître son but, et par là même se sera manifestée aux pouvoirs publics, devra être nécessairement parfaitement tranquille et à l'abri, dans le vôtre au contraire, en permettant aux associations de se former sans aucune déclaration de ce genre, vous substituez l'inquisition et l'arbitraire à une règle que, pour ma part, je considère comme excellente ; cette règle, en vérité, ne rencontrera pas de contradiction sur les bancs de la Chambre, quand j'aurai mis sous ses yeux ce passage de l'exposé des motifs d'un projet de loi qui, quoique émanant d'un républicain fort caractérisé, a rencontré d'un certain côté de la Chambre une adhésion si vive. Je parle de ce projet de loi, différent du nôtre au point de vue de l'autorisation, et dans l'exposé duquel je trouve cependant ceci :

« Il nous semble, en effet, que la société a intérêt à connaître les centres d'activité qui se forment dans son sein. La pleine liberté appelle la pleine lumière. Cette déclaration ne restreint pas plus la liberté d'association que les déclarations d'état civil ne restreignent la liberté individuelle. Elle est d'ailleurs nécessaire pour permettre à l'autorité de maintenir dans les limites tracées par la loi, le droit de posséder certains immeubles et certaines valeurs qui, ainsi qu'on le verra plus loin, est accordé même aux associations ne jouissant pas de la personnalité civile. »

C'est l'honorable M. Floquet qui inscrivait cette pensée dans l'exposé des motifs de son projet de loi.

Je crois que dire à une association : Vous pouvez vous former sans aucune autorisation, à la seule condition de vous constituer un état civil, de déclarer : « Je suis née et voici dans quel but », n'emporte avec soi aucun arbitraire, n'a rien qui déroge aux principes du droit commun.

Voilà les observations que je voulais soumettre à la Chambre pour lui demander avec insistance de maintenir à l'article 1^{er} la définition du contrat d'association dans les termes où nous l'avons fait (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

M. Jacques Piou. — Voulez-vous me permettre de vous poser une question ?

M. le Président du Conseil. — Volontiers.

M. Jacques Piou. — Vous venez de dire que les membres de l'association pourraient, dans les statuts, régler le sort des biens indispensables à cette association.

Je me demande si vous comprenez par là que les membres de cette association pourront dire que les meubles ou immeubles indispensables au fonctionnement de l'association échapperont à l'action en partage et à l'action des créanciers des associés ?

M. le Président du Conseil. — Je vois très bien à quoi tend la question de l'honorable M. Piou et quel est le but de sa curiosité très légitime qui s'est traduite, je crois, par la rédaction d'un amendement. Cet amendement se présente sous la forme que voici, si je l'ai bien compris. Si je l'interprétais mal, M. Piou est là pour me rectifier.

M. Jacques Piou. — Je suis sûr que vous l'avez très bien compris.

M. le Président du Conseil. — Nous disons que lorsque les membres d'une association réunissent des biens ou des valeurs et qu'ils n'ont pas tracé la règle à laquelle ces biens et ces valeurs obéiront, ils

se trouvent en état d'indivision. Cet état comporte cette conséquence, à mon sens, précieuse, qu'une convention par laquelle on s'engage à ne pas sortir de l'indivision ne peut être faite que pour un certain nombre d'années. L'honorable M. Piou, qui me paraît désireux de constituer aux associations un peu plus de permanence dans la détention et la jouissance des biens, demande que l'on substitue au mot « indivision » le mot « communauté », parce que ce mot de communauté permettrait des pactes aux termes desquels les biens seraient ainsi affectés à une destination déterminée pour un temps supérieur à celui pendant lequel il serait à la rigueur possible de maintenir l'indivision. Ce sont là des questions qui se résolvent tout naturellement, je crois, par l'examen du droit en matière de communauté de biens. Je ne crois pas qu'on puisse constituer une communauté de biens conventionnelle qui ne tombe sous l'application des règles de société. Mais s'il n'y a pas de convention particulière, c'est, à mon sens, l'indivision qui existera, et cette indivision ne pourra être stipulée que pour un délai de cinq années qui est, je crois m'en souvenir, celui indiqué dans la loi.

Telles sont les observations à la suite desquelles je demande à la Chambre de repousser l'amendement de M. Beauregard (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

ASSOCIATIONS ET CONGRÉGATIONS

NECESSITÉ D'UNE DÉCLARATION
POUR LES ASSOCIATIONS

[Retour à la table des matières](#)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. *Séance du 4 février 1901.* — M. Groussier et plusieurs de ses collègues proposaient de placer à la suite de l'article 1^{er} un nouvel article ainsi conçu :

« Art. 1^{er} *bis*. — Les associations de personnes pourront se former librement sans autorisation ni déclaration préalable, mais elles ne jouiront de la capacité juridique que si elles se sont conformées aux dispositions de l'article 4. » Cette rédaction, défendue par MM. Groussier et Ribot, repoussée par MM. Waldeck-Rousseau, Gaston Doumergue et Sarrien, président de la commission, fut adoptée par 292 voix contre 237.

M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes.* — L'honorable M. Groussier a bien voulu tout à l'heure rappeler à la Chambre que je me suis expliqué sur son amendement par anticipation, lorsque j'ai eu l'honneur de répondre à M. Beauregard.

J'invoquais, alors, l'opinion d'un homme que personne ne suspectera d'avoir été un ennemi de la liberté ; je citais cette parole de M. Floquet, inscrite dans l'exposé des motifs de son projet de loi, qu'il n'y a pas de pleine liberté sans une pleine lumière.

Je préciserai ma pensée en modifiant un peu cette formule et en disant que la pleine lumière est la véritable garantie de la pleine liberté ; aussi n'est-ce pas sans quelque surprise que, tout à l'heure, j'ai entendu exposer cette théorie que si une association se forme, si elle ne fait pas de déclaration, si elle ne fait pas connaître ses administrateurs, elle sera par là même soustraite à l'arbitraire du gouvernement.

Je m'inscris contre cette proposition, qui me paraît fondamentalement erronée. Tout le monde paraît aujourd'hui d'accord pour reconnaître et c'est là une conséquence naturelle de la liberté de penser — que si une association doit jouir de la pleine liberté, s'il peut se fonder des associations pour développer toutes les doctrines et toutes les théories, il y a une condition essentielle à la formation légale et légitime d'une association, c'est qu'elle ne se propose pas d'accomplir des actes — j'insiste sur le mot — qui soient contraires à la loi. Je ne vais pas plus loin, car, pour M. Ribot comme pour moi lorsqu'on a prononcé cette formule et employé ces mots, il est bien inutile de chercher d'autres définitions.

S'il est vrai qu'une association ne puisse exister qu'à la condition de ne porter atteinte à aucun des droits garantis par la loi, que faut-il faire afin d'assurer le fonctionnement régulier de cette association ?

Il faudra donner à l'État le moyen de connaître les associations, à moins que, par un amendement nouveau et dont je laisserai à d'autres l'initiative, on ne déclare que l'État pourra ignorer les associations. Personne n'irait jusque-là, et ce n'est pas M. Ribot qui ferait ce pas dangereux. Il est donc nécessaire que l'État connaisse les associations, or, il n'y a que deux moyens pour y arriver : le premier consiste à demander aux associations de faire connaître elles-mêmes leur formation, leur but, le nom de leurs administrateurs.

On me concédera bien que c'est là une formalité extrêmement simple (*Mouvements divers*), extrêmement avantageuse aussi pour

l'association elle-même ; car remarquez bien que le fait d'avoir déclaré qu'elle se fonde, d'avoir communiqué ses statuts, va lui constituer une sorte de possession d'état. Ne voyez-vous pas qu'une loi qui prend cette précaution pourra restreindre les responsabilités. Ce seront les administrateurs seuls qui, dans le cas où il y aurait infraction ou contravention, seront responsables.

Si, au contraire, on n'emploie pas cette méthode, il n'en reste plus qu'une seule, celle que j'ai appelée l'autre jour la méthode d'investigation, et suivant laquelle la véritable garantie serait le droit pour l'État de rechercher quelles associations se sont fondées et dans quel but elles se sont fondées. Alors, qu'arrivera-t-il ? L'association n'étant plus couverte par la première formalité de la déclaration qui, je le répète, est pour elle une garantie, on pourra poursuivre indistinctement tous ceux, quels qu'ils soient, qui feront partie de l'association ; enfin, et c'est sur ce point que j'appelle plus particulièrement l'attention de la Chambre, on sera amené à accepter l'une des conséquences du projet de M. Goblet. On dit sans cesse : le projet de M. Goblet ne comportait pas d'autorisation. C'est vrai mais il comportait autre chose : le droit de dissolution par voie administrative (*Protestations sur quelques bancs au centre*).

M. Louis Puech. — C'est seulement pour les congrégations religieuses, monsieur le président du conseil, que M. Goblet, dans son article 2, exige l'autorisation.

M. Président du Conseil. — Pas le moins du monde : pour les associations.

M. Louis Puech. — Je vous demande pardon, pour les congrégations religieuses seulement.

M. Président du Conseil. — Je demande qu'on m'explique comment, si une association est dispensée de la déclaration, si l'intervention de l'État est limitée à son rôle de police, — car c'est dans ce cas-là seulement qu'il l'exercera, — il n'est pas de toute nécessité, je dirais volontiers de toute fatalité, d'aboutir à ce résultat.

On a dit tout à l'heure : « Nous ne craignons ni la publicité ni la lumière ; ce que nous craignons, ce sont les grandes ou les petites persécutions qu'on peut exercer à l'encontre des administrateurs d'une association. » Et on parlait des syndicats. Je vais en parler à mon tour ; mais je demande d'abord si, en vérité, on entend créer des associations dont les administrateurs seront ignorés et qui n'apparaîtront pas dans le fonctionnement de l'association, qui se déroberont, qui se cacheront. Cela n'entre très certainement dans les vues de personne.

Et puisqu'il a été question des syndicats, laissez-moi vous soumettre une courte observation. Il est bien vrai qu'au moment où l'on a discuté la loi sur les syndicats professionnels, l'idée d'une déclaration a rencontré une résistance très grande et du côté des adversaires irréductibles de l'association et du côté de ceux qui demandaient au contraire une loi sur les syndicats professionnels ; on tenait alors exactement le même langage qui a été tenu par M. Groussier ; on disait : Pourquoi faire connaître les noms des administrateurs ? Ne vaut-il pas mieux qu'on les ignore ? Comme si en fait il était possible d'ignorer le nom de ceux qui se mettraient à la tête d'une organisation de ce genre ! Je répondais : « C'est au contraire dans l'intérêt des syndicats professionnels que je demande qu'ils se forment avec régularité, qu'on constate dès le premier jour la régularité de leurs institutions. »

Croyez-vous que les syndicats auraient pu se développer, auraient acquis la force qu'ils ont aujourd'hui seraient entrés dans l'organisme économique et social comme ils y sont entrés, si on avait décidé qu'ils pouvaient être des associations, je ne dis pas ignorées, mais n'agissant pas au grand jour et n'ayant pas conquis leur état civil.

M. Jacques Piou. — Ce n'est pas la personnalité civile.

M. Président du Conseil. — C'est parce que, à cette époque, j'ai obtenu des deux Chambres que les syndicats eussent un état civil qu'ils ont pu prétendre à jouer et qu'ils jouent aujourd'hui le rôle considérable qui leur est assigné.

Quand on se défend avec tant d'énergie contre les dangers imaginaires d'une déclaration qui tient en cette formule : « Voici ce que nous sommes et voici ce que nous voulons faire », je crains que l'on

n'ait pas un sens bien exact des réalités modernes et de ce qu'est la liberté.

Je serais surpris de retrouver, aujourd'hui encore, l'état d'esprit de 1884, si l'expérience ne nous montrait pas que nous ne sommes pas seulement les fils de notre siècle et de notre éducation et qu'il y a un atavisme intellectuel presque plus fort et plus puissant que l'atavisme physique (*Très bien ! très bien ! à gauche*). Or pendant très longtemps, il n'y a pas eu, dans ce pays, d'autre liberté que celle qu'on dérobaient à la loi. Je comprends qu'à cette époque le culte de la liberté, comme les autres, ait préféré être célébré dans les catacombes ; mais quand on songe qu'aujourd'hui la liberté est elle-même la forme de la loi, je me demande quel intérêt on a à repousser une formalité aussi simple (*Applaudissements à gauche. — Réclamations sur divers bancs au centre et à droite*).

M. Delpech-Cantaloup. — Il valait la peine de le dire ; nous ne le savions pas.

M. Président du Conseil. — J'ajoute que lorsqu'on fait une loi, il faut tenir quelque compte des situations acquises, de l'état social en présence duquel on se rencontre ; si nous demandons que toutes les associations, sans exception, soient tenues de faire une déclaration, c'est parce que cette déclaration ne coûtera pas beaucoup aux associations civiles et qu'elle sera une précaution de plus prise contre les autres (*Applaudissements à gauche*).

ASSOCIATIONS ET CONGRÉGATIONS

LES ASSOCIATIONS ILLICITES

[Retour à la table des matières](#)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. *Séance du 4 février 1901.* L'article 2 était ainsi conçu :

« Toute association fondée sur une cause ou en vue d'un objet illícite, contraire aux lois, aux bonnes mœurs, ou qui aurait pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national et à la forme républicaine du gouvernement, est nulle et de nul effet. »

Il fut l'objet de plusieurs amendements, et, au cours de la discussion, M. Julien Goujon demanda à M. Waldeck-Rousseau s'il considérerait comme association illícite toute association dont le but serait de violer une loi, que cette loi soit une loi civile ou criminelle.

M. Waldeck-Rousseau, *président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes*. — Je me proposais de soumettre à la Chambre une très courte explication qui répondra, je crois, à la question de M. Julien Goujon.

Voici, si l'expression n'est pas trop prétentieuse, quelle a été la genèse de l'article 2 :

Dans le projet que j'ai eu l'honneur de déposer autrefois pendant le ministère Jules Ferry, j'avais rédigé l'article 2 dans ces termes — je cite de mémoire : « Est nulle et de nul effet toute convention ayant une cause ou un but illicite. » Je n'avais rien ajouté. Comme ce projet de loi n'a été l'objet d'aucune espèce de discussion, il a été livré beaucoup plus à la critique publique qu'aux discussions qui s'agissent dans les Chambres et dans les commissions. Et l'on a dit — je me le rappelle très bien, je pourrais en rapporter de très nombreux témoignages : « Qu'est-ce qu'une cause ou un objet illicite ? » On a cédé tout de suite au penchant qui porte à donner aux mots ce que j'appellerai volontiers leur sens mondain, on a dit : sera illicite tel ou tel fait suivant la tournure d'esprit de celui qui aura à le juger !

Il y avait là, par conséquent, une interprétation du mot « illicite » tout à fait exorbitante, tout à fait dangereuse et que j'ai voulu faire disparaître.

J'ai emprunté les expressions que je viens de rappeler à l'article 1131, qui déclare qu'une convention ne peut pas être valablement formée si elle n'a pas une cause licite, et qui frappe par conséquent les conventions qui ont une cause illicite.

On me demandait ce que c'est qu'une cause illicite. J'ai fait une chose qui me paraissait très simple ; j'ai pris l'article 1133 qui définit la cause illicite et qui dit : la cause illicite est celle qui est contraire aux lois, à l'ordre public et aux bonnes mœurs. C'est ce développement de définition, si je puis ainsi parler, que j'ai introduit dans le projet aujourd'hui soumis aux délibérations de la Chambre.

Mais je n'ai pas pour cela échappé à tous les reproches. On a immédiatement formule la critique suivante : les mots « ordre public », bien qu'ils aient leur sens, pour les jurisconsultes, dans l'article 1133, prètent encore à des appréciations trop vagues.

J'ai dit à une précédente séance — on a bien voulu le rappeler — que l'ordre public, pour moi et pour d'autres jurisconsultes infiniment plus éminents, ce n'est pas l'ordre public tel qu'on peut l'entendre dans le sens vulgaire du mot, c'est l'ordre public dans le sens de résultante des lois positives, des lois écrites (*Très bien ! très bien !*) ; donc,

il semblait que cette explication pût suffire à éclairer le sens des mots eux-mêmes.

Néanmoins on a fait alors la seconde objection, qui m'a paru pouvoir être prise en considération. Un m'a dit : « Puisque, d'après vous, il faut entendre par « ordre public », l'ensemble des lois positives ou civiles, ou pénales, ou fiscales qui dominent les actes soumis à l'appréciation du législateur, ces mots font double emploi avec les mots « les lois » qui précèdent car, si vous dites qu'une convention ne peut pas être formée si elle est contraire aux lois, à plus forte raison dites-vous du même coup et par là même qu'elle ne peut pas être formée si elle est contraire aux lois et à l'ordre public. » C'est pour qu'il n'y ait aucun doute sur le sens que j'attachais à ces expressions que j'ai consenti à donner, satisfaction au désir d'un certain nombre de nos collègues, désir qui avait d'ailleurs été ratifié par la commission elle-même. Par conséquent, sans prétendre répondre par un commentaire, ce qui est une mauvaise méthode, je puis ajouter au sens évident de la loi que lorsque la Chambre aura voté la disposition annulant les dispositions contraires aux lois, elle aura annulé par là même et à plus forte raison les conventions contraires aux lois d'ordre public, j'ai tort de dire ; « Par là même » — elle aura annulé à plus forte raison les conventions contraires aux lois d'ordre public (*Très bien ! très bien ! à gauche*). C'est dans ce sens seulement que j'ai consenti à la suppression des mots « ordre public », dans l'article 2.

M. l'abbé Lemire me dit : « Mais alors ce n'est plus l'article 1133 du Code civil qui va être la règle des conventions ; ce ne sera plus le droit commun ! » Je réponds : « Si ! Ce qui sera la règle des conventions, c'est l'article 1133 tel que nous l'avons modifié afin d'arriver à en dégager le sens absolument précis et de le soustraite ainsi à toute interprétation arbitraire. »

Encore un mot, puisque je suis à la tribune, si la Chambre le veut bien (*Parlez ! parlez !*).

Il m'a paru fort possible, pour les raisons que je viens de donner et qui me semblent très fortes, de consentir à ce que, dans ses rapports avec l'association, l'article 1133 reçût cette signification qui n'enlève rien, d'ailleurs, à son sens juridique.

Mais on ne s'est pas borné à demander la suppression des mots « ordre public », qui disparaissent bien, en ce sens que ces deux mots ne trouvent plus place dans le texte imprimé, mais qui demeurent sanctionnés par le principe que je rappelais et sur lequel je crois que tout le monde sera d'accord, à savoir, que les lois d'ordre public sont aussi applicables aux conventions que les lois ordinaires.

D'autres ont fait des propositions différentes. M. de Gailhard-Bancel demande qu'on fasse disparaître de cet article l'expression « les lois ». L'honorable M. Renault-Morlière avait déjà supprimé les mots « ordre public », et je viens de montrer que ce n'était pas aussi grave, l'ordre public trouvant son expression dans les lois écrites. Mais si « les lois » disparaissent à leur tour, je demanderai ce qui restera de l'application de ce qui est le droit fondamental en matière de conventions ? (*Très bien ! très bien ! à gauche. — on rit*).

De son côté, M. Jules-Louis Breton, dans un amendement, demande la suppression des mots « causes illicites » ; il maintiendrait les mots « les lois et les bonnes mœurs ». J'ose dire qu'aucune de ces suppressions ou additions n'est possible (*Très bien ! très bien ! à gauche*). Nous faisons une loi qui doit avoir une portée juridique, et le moyen de la lui donner d'une façon claire et précise, c'est d'emprunter, avec le moins de modifications possibles, les mots dont on se sert à un texte qui a subi déjà l'épreuve de la discussion.

Je crois qu'autant il est aisé de consentir à de légères modifications de forme qui ne touchent pas au fond, autant il nous serait impossible de consentir à des modifications qui défigureraient le texte même de la loi.

Je demande à la Chambre de vouloir considérer que tout dans un projet de loi n'est pas intangible, comme on l'a dit tout à l'heure.

Si nous discutons les lois devant la Chambre après qu'elles ont été devant la commission, c'est parce qu'une seconde épreuve est encore nécessaire et que de nouvelles critiques peuvent se faire jour. Cependant, lorsqu'on a adopté un point de vue, lorsqu'on a choisi un critérium, il est évident qu'il faut s'y tenir. Ce critérium que nous avons

pris, c'est la convention ; c'est la convention qui, par conséquent, doit dominer l'ensemble des dispositions qui forment le développement de la loi. Si l'on sortait de cette ligne de direction, de cette pensée qui domine visiblement tout le projet lui-même, on arriverait à quelque chose qui n'aurait plus de caractère juridique, et dont, plus tard les lacunes ou les inconvénients pourraient apparaître avec plus de danger encore qu'à l'heure présente.

C'est pourquoi je demande à la Chambre de vouloir bien voter le texte tel qu'il a été remanié par la commission, c'est-à-dire tout le texte qui a été l'objet d'une nouvelle rédaction et qui est actuellement soumis à la Chambre (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

M. Julien Goujon. — Il est alors bien entendu que le second article ne sera que la paraphrase du premier ?

M. Président du Conseil. — Je crois m'être expliqué aussi clairement que possible (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

ASSOCIATIONS ET CONGRÉGATIONS

LES ASSOCIATIONS
ET LE DROIT DE PROPRIÉTÉ

[Retour à la table des matières](#)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. *Séance du 4 février 1901.* — Sur l'article 2 fut déposé par M. Perreau un amendement tendant à ajouter après ces mots : « ... ou en vue d'un objet illicite », ceux-ci : « ... tel que la provocation à l'abolition du droit de propriété ». M. Waldeck-Rousseau, tout en faisant ressortir le caractère plutôt politique que juridique de cet amendement, exposa de nouveau à son sujet les doctrines économiques qu'il avait exprimées maintes fois. L'article 2 du projet fût ensuite adopté à mains levées.

Messieurs,

Il m'avait bien semblé, à la lecture de l'amendement qui vient d'être développé à la tribune, y retrouver comme un souvenir de certaines motions additionnelles dont on faisait suivre des votes de la Chambre, qui étaient des votes de confiance, afin d'en diminuer l'effet et la portée, et d'embarrasser le suffrage de quelques-uns de nos collègues (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

L'honorable M. Perreau aurait levé tous mes doutes s'il m'avait été donné d'en concevoir. Il vient de poser ce principe : La Chambre ayant réprouvé certaines doctrines, on doit considérer comme illicite, au point de vue d'une loi sur les associations, toute entreprise qui se proposerait de les propager.

Il y a là une proposition dont le caractère ne manquera pas de sembler exorbitant à tout le monde. Mais pour que ma réponse ne soit pas défavorablement impressionnée, aux yeux de M. Perreau, par quelque doute et par quelque ambiguïté sur mes opinions, je vais donc une fois de plus lui apprendre ce que chacun sait, ce que savent en tout cas ceux des collègues dont il a rappelé les doctrines. J'ai toujours été, je suis, et je reste un individualiste convaincu (*Très bien ! très bien ! au centre et à gauche*). Je garde cette opinion non pas parce qu'elle est le résultat d'une tradition, mais parce que j'y suis parvenu par mon propre raisonnement et par ma propre étude. Je n'apprends rien à ceux-là mêmes qui, en ce moment, veulent bien me faire des signes d'assentiment (*Très bien ! très bien ! et rires à gauche*).

M. Lucien Millevoye. — Vous n'admettez que la confiscation partielle que vous appliquez aux congrégations (*Interruptions et bruit à gauche*).

M. Président du Conseil. — Nous viendrons à cette question, et vous serez bien surpris de voir quels sont ceux qui avant moi ont proposé la confiscation. Je reviens à la question qui m'est posée. J'ai déposé trois projets sur les associations. Il n'en est pas un seul qui ait varié dans sa formule, si ce n'est dans la mesure que j'ai eu l'occasion d'expliquer il y a un instant. Une première fois j'avais dit : « cause illicite » ; la seconde fois j'ai dit « cause illicite, c'est-à-dire contraire aux lois, à l'ordre public et aux bonnes mœurs ». Je n'ai par conséquent pas retranché un mot de mon projet de 1883.

Mais on parle alors de ce qu'il y a dans l'exposé des motifs. En vérité, ai-je donc besoin de faire remarquer à quelle torture on soumet un texte quand on le transporte d'un exposé des motifs dans une disposition législative ?

Our certes, je pense — je me suis déjà expliqué à ce sujet — qu'une association dont l'objet serait de porter atteinte au droit de propriété, tel qu'il est consacré par les lois, tomberait sous l'application de l'article 1133 ; personne n'en disconviendra (*Très bien ! très bien ! au centre*).

Mais définissons. Je dis : « porter atteinte », et je reviens à cette idée qu'il ne peut s'agir que d'actes à accomplir contrairement à une loi écrite... (*Très bien ! très bien ! à gauche*). Dire qu'il est défendu de porter, atteinte à la propriété, cela ne mérite aucun applaudissement, cela signifie, mes chers collègues, qu'il n'est pas permis de violer les lois positives de son pays, et qu'il est dangereux de violer les lois pénales ; mais autre chose est de professer une théorie et d'arriver à celle qui a été énoncée à la tribune et qui trouve son excuse riez M. Perreau parce que, visiblement, le jurisconsulte s'est effacé derrière l'homme politique (*Applaudissements et rires à gauche et à l'extrême gauche*).

Il a proposé en effet de rédiger un texte ainsi conçu : Toute convention sera prohibée et nulle si elle a une cause illicite, par exemple si elle est contraire au droit de propriété.

Et cette proposition vient justement d'un des côtés de la Chambre où tout à l'heure on manifestait le plus d'appréhension à l'endroit de ce qu'il peut y avoir de vague dans certaines rédactions !

Eh bien ! puisque c'est mon exposé des motifs qui avait inspiré l'honorable M. Perreau, il ne devait pas se contenter de prendre la propriété. La famille, je pense, est bien quelque chose ; faut-il aussi que je fasse une profession de foi de ce chef ? (*Rires à gauche*). Et puis il y a la liberté individuelle, et puis il y a la liberté des cultes, dont j'ai parlé. Eh bien ! tant que la loi n'aura pas été modifiée, tant que des lois protégeront ces idées, une association ne pourra pas se former pour provoquer à des actes qui violeraient ces droits.

Et après ce que j'ai dit de mes doctrines, qui ne peuvent pas permettre de me croire entaché de collectivisme, voulez-vous m'autoriser à ajouter que le jour où, la loi étant modifiée, la conception de la propriété étant transformée, on viendrait à porter atteinte à cette propriété

autrement conçue que celle que je crois vraie et juste, cette atteinte serait punie par le texte que, dès à présent, nous vous proposons ? (*Rires et applaudissements à gauche*).

J'ajoute enfin que c'est trop insister sur des querelles de ce genre ; en effet, personne ne peut se tromper sur ce qu'est notre législation au point de vue que j'examine. Ce n'est pas dans une loi sur les associations qu'il faudra rechercher ce qu'on a le droit de dire et de penser ; et — cette proposition pourra peut-être sembler un peu hardie, mais ce sera un hommage rendu par un avocat à un livre sur lequel il a beaucoup médité — la liberté de penser trouve sa consécration dans l'article 6 de notre Code civil. On n'en a pas parlé encore, laissez-moi vous en dire un mot.

L'article 6 déclare qu'il n'est pas permis de déroger par, des conventions particulières aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs, mais il est permis d'y déroger par, des lois nouvelles, il est permis à chacun de faire valoir sa conception, sa pensée et ses idées (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

Et cela est tellement permis qu'on vous demande d'interdire aux associations ce que l'on permet tous les jours aux sociétés ; car beaucoup de journaux, qui professent la doctrine socialiste-collectiviste, sont exploités par des sociétés financières (*On rit*).

Ils ont des actionnaires...

M. René Viviani. — Nous avons des actionnaires du centre !

M. Président du Conseil. — Ils ont des actionnaires, et par conséquent je ne conçois pas qu'on puisse dire qu'il faut interdire une association qui se proposerait de développer une idée de réforme en matière de propriété, d'arriver à modifier complètement les bases de cette propriété, comprenant d'ailleurs qu'elle ne peut y parvenir qu'à la condition de respecter le droit résultant des lois écrites.

J'ajoute que ce que M. Perreau demande n'a jamais été accordé par aucun gouvernement, même par des gouvernements qui n'étaient pas républicains. Depuis Thomas Morus jusqu'à nos jours, tous les socia-

listes ont pu exposer leurs doctrines (*Applaudissements et rires à l'extrême gauche*), y compris Fourier, Saint-Simon, et — détail que M. Perreau connaît sans doute, car c'est un homme fort lettré... (*On rit*).

M. Perreau. — Vous êtes trop aimable monsieur le président du conseil !

M. Président du Conseil. — ...Proudhon déposa à l'Académie des sciences morales et politiques un mémoire sur la propriété, qui avait pour épigraphe : « La propriété, c'est le vol » (*Nouveaux rires*). Nous ne serons pas plus sévères qu'on ne l'était à cette époque, et je demande à la Chambre de rejeter l'amendement (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

ASSOCIATIONS ET CONGRÉGATIONS

LES ASSOCIATIONS
ET LA PERSONNALITÉ CIVILE

[Retour à la table des matières](#)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. *Séance du 6 février 1901.* —
L'article 6 était ainsi conçu : « Toute association régulièrement déclarée peut, sans aucune autorisation spéciale, ester en justice et posséder et administrer, en dehors des subventions de l'État, des départements et des communes :

« 1° Les apports mobiliers versés par ses membres conformément à ses statuts ;

« 2° Le local destiné à l'administration de l'association et à la réunion de ses membres ;

« 3° Les immeubles strictement nécessaires à l'accomplissement du but qu'elle se propose. »

Un amendement proposait de rédiger ainsi l'article :

« Toute association qui a fait les déclarations prévues à l'article 4 a de plein droit la personnalité civile. »

M. Waldeck-Rousseau le combattit à la suite d'un discours de M. Piou, qui l'avait déposé et soutenu. L'amendement fut ensuite retiré purement et simplement.

Messieurs,

L'honorable M. Piou a bien voulu rappeler l'économie du projet de loi soumis par le gouvernement à la Chambre et à la commission, et il vous a dit très exactement que ce projet reposait sur une distinction fondamentale entre les associations de personnes proprement dites et les associations de biens.

Si la proposition que j'ai soumise à la Chambre indique, en effet, avec netteté, la nature toute particulière de chacun des deux contrats qu'on confond trop souvent, c'est précisément parce que, ainsi que je l'ai déclaré dans l'exposé des motifs, on a toujours confondu les biens et les personnes ; cette confusion, suivant moi a trop longtemps pesé sur la question de la liberté des associations.

Une association, se renouvelant sans cesse, se rajeunissant, plus heureuse en cela que les particuliers, au fur et à mesure de ses ambitions (*Sourires*), remplaçant un membre qui s'en va par un membre qui entre, et un membre qui est venu à décès par un successeur, jouit par là même d'une véritable perpétuité morale.

Sans doute, si on la décompose, si on entre dans la voie de l'analyse, on trouvera que les cinquante personnes qui l'ont formée à l'origine ne sont plus les mêmes que les cinquante personnes qui la forment aujourd'hui mais elle sera toujours la même association, et si, par conséquent, on peut admettre que c'est cette société qui possède les biens, que la propriété de ces biens réside en elle, on établit par là même *a priori* cette immobilité du patrimoine mobilier et immobilier qui constitue la mainmorte.

Je ne fais pas du mot « mainmorte » l'épouvantail qu'indiquait tout à l'heure M. Piou ; je l'emploie dans le sens où tous les économistes

l'ont employé, ceux de son école comme ceux de la mienne ; il n'est personne, en effet, qui ait méconnu les périls que pouvait faire courir à l'équilibre économique et social l'immobilisation dans une même main, à la disposition d'une même personne morale, d'une trop grande quantité de biens.

C'est partant de ces idées, que je crois absolument justes, que je disais : « Chaque fois qu'une association se formera et qu'elle se bornera à être une association proprement dite, ne se compliquant pas d'acquisitions, de donations, d'une possession permanente, elle répondra à la définition que j'ai donnée, et ce sera bien, en effet, une association de personnes qui n'auront mis en commun que leurs facultés, leur activité et leur intelligence. »

Et j'ajoutais immédiatement : « Il arrivera le plus souvent que l'association comprendra la nécessité de mettre au service de ses idées un ressort qui n'est pas inutile, c'est-à-dire la ressource de l'argent, d'un patrimoine, de quelque chose qui, sans avoir pour but de réaliser et de partager des bénéfices, aura pour objet de seconder le but moral ou intellectuel de l'association. »

Eh bien ! que va devenir, au point de vue du régime des biens, ce quelque chose ? Est-ce que ce sera la propriété de l'association ?

Si c'est la propriété de l'association, nous avons fait le tour du cercle vicieux et nous sommes revenus à cette idée qu'il peut exister des êtres moraux possédant par eux-mêmes, dans la personne desquels la propriété se perpétue, échappant ainsi à la transmission individuelle et à la circulation des biens (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

Telles sont les idées qui dominent le projet ; je les crois exactes et je les ai défendues contre la commission elle-même, dont les idées ressemblaient d'abord, non pas tout à fait, mais quoi que peu, à celles de M. Piou et consistaient à accorder la personnalité civile aux associations. J'ai fait valoir au sein de la commission, contre cet amendement au projet du gouvernement, plus longuement que je ne le ferai aujourd'hui à la tribune, — parce que, aujourd'hui ces questions sont familières à tout le monde, — les mêmes raisons que je faisais valoir tout à l'heure. J'ai déclaré qu'il était impossible d'admettre qu'une

association ainsi constituée pourrait acquérir des biens à l'infini, en perpétuer la propriété dans sa personne morale, et soustraire à la circulation ces mêmes biens.

Et c'est alors que la commission s'est ralliée à un système qui est celui de plusieurs projets antérieurs, notamment celui d'un projet élaboré par le Conseil d'État sur l'initiative du cabinet que présidait M. Charles Dupuy.

On a parlé aussi des syndicats ; car on parle de la loi des syndicats professionnels toutes les fois qu'on y trouve une disposition dont on veut se prévaloir et on la rejette quand nous l'invoquons comme exemple : nous en avons la preuve dans ce qui a été voté à la séance d'hier, où l'on a fait pour les associations ordinaires quelque chose de différent de ce qui existe pour les syndicats professionnels.

M. de Gailhard-Bancel — Vous venez de le faire vous-même pour la déclaration.

M. Président du Conseil. — Mais, laissant de côté cet aspect de polémique, je reviens à l'argumentation qui est soumise au gouvernement. On a dit : pour les syndicats vous avez reconnu — puisque, si vous n'êtes pas l'auteur de la loi, vous avez du moins, dans une grande mesure, contribué à la faire voter — vous avez reconnu qu'il était possible, en limitant avec précision les biens qui seraient possédés par l'association, de constituer non pas ce que l'on appelle la personne civile dans son intégralité, mais ce qui a été appelé, au moins dans le langage de notre Parlement, la « petite personnalité civile ». Cette idée consistait à permettre à l'association de posséder pour son compte à elle, être moral, non pas tous les biens qui pourraient être apportés par les membres ou tous ceux qui pourraient provenir de richesses individuelles, mais ce qui proviendrait des cotisations, et, au point de vue mobilier, pour ne pas entrer dans d'autres détails, l'immeuble nécessaire, ou, suivant une autre rédaction que l'on retrouve dans un amendement, les biens « strictement indispensables » à l'exercice de l'action que l'association se propose, au but de l'association.

Eh bien ! j'ai cru qu'il était possible, dans cette mesure très restreinte, non pas de déranger l'équilibre du projet et de sa conception, mais d'admettre une exception introduite par la loi elle-même à la règle générale qui continuera de dominer notre législation.

Il y a deux règles générales dans le projet de loi actuel. Première règle générale : une association proprement dite ne se compose que de personnes ne mettant en commun que des facultés, que des efforts, que leur intelligence. Seconde règle générale : les biens qui adviennent aux membres de l'association, que ceux-ci apportent dans l'association ou qui sont reçus plus tard à la suite de donations, constituent un patrimoine qui est soumis soit aux lois de la société si l'on a fait un contrat de société, soit à celles de l'indivision, si l'on est resté dans l'indivision. Et à cette seconde règle générale on introduit une exception qui est celle strictement limitée par le projet de la commission.

C'est sur cette pensée de conciliation, restreinte d'ailleurs dans des limites que je crois à la fois sages et nécessaires, que l'accord est intervenu entre la commission et le gouvernement.

On dit : « Vous n'êtes pas logique et vous faites pour les syndicats — ou tout au moins vous proposez, à l'heure actuelle, d'accorder aux syndicats — ce que vous refusez aux autres associations. » Je crains bien que l'honorable M. Piou n'ait pas lu avec une attention suffisante, au milieu de tant de textes qu'il a examinés, l'exposé du projet de loi. Il aurait vu, à la page 2, ceci :

« Le projet reconnaît au syndicat, auquel la personnalité civile est accordée dans cette mesure, la propriété des cotisations ou des valeurs qui en représentent l'emploi. Cette propriété ne réside pas sur la tête de chacun des syndicataires, mais sur celle du syndicat envisagé comme une personne morale distincte de celle de ses membres. En ce point, le projet de loi n'innove pas et il applique, en les précisant, les conséquences mêmes du principe posé en 1884.

« La même solution ne pouvait être appliquée à tous les biens qui, par suite d'opérations entreprises par le syndicat viendraient accroître son patrimoine.

« Si le syndicat fait des actes de commerce, s'il se livre à des entreprises, s'il obtient et exploite des concessions, ne s'agirait-il que de main-d'œuvre sans aucune fourniture de matériaux, alors, à la vérité, une société se juxtapose au syndicat. C'est ce qui existe, d'ailleurs, pour les caisses de secours mutuels et de retraites constituées par les syndicats. Celui-ci fournit un personnel tout trouvé, uni déjà par des relations de communauté professionnelle ; mais il n'y a pas moins, d'une façon plus ou moins explicite, société distincte.

« Alors chaque intéressé doit avoir sa part de bénéfices et sa part d'actif. Il appartient aux statuts de les régler, comme aussi les conditions auxquelles les membres sortant du syndicat et par suite de la société verront liquider leurs droits, suivant leur part contributive et le temps passé par eux dans l'association. »

Ce sont donc les deux mêmes idées qui cheminent côte à côte.

M. Jacques Piou. — Où lisez-vous cela, monsieur le président du conseil ? C'est l'exposé des motifs ?

M. Président du Conseil. — Oui, monsieur Piou, et je n'imagine pas que j'aie émis là quelque chose qui soit en contradiction avec une pensée aussi longuement développée. Et s'il y avait la moindre équivoque, — je ne le pense pas, — je crois qu'elle se dissipe en présence de l'exposé, qui n'a pas été écrit pour répondre à M. Piou (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

Restons donc sur cette idée qui doit dominer la loi, c'est que les biens réunis dans la main d'une association sont presque la propriété de ses membres ; si l'un de ses membres veut s'en aller, notamment si l'association s'écarte de son but, considération qui suffit à répondre à beaucoup de discours qui ont été prononcés à la tribune, ce membre de l'association emportera sa part de l'actif.

M. Ribot. — Sauf les statuts.

M. Président du Conseil. — S'il vient à mourir, non seulement une règle sociale dirige les actes et les droits de chacun, mais encore la copropriété des biens va en quelque sorte à chacun de ces membres ; il

y a sur ces biens un droit qui sera déterminé par les statuts, et un droit individuel par conséquent, il n'y a pas de danger d'immobilisation et de mainmorte.

A ce principe, qui me paraît tout à fait essentiel, je crois qu'on peut apporter une exception limitée qui est celle à laquelle la commission s'est arrêtée.

Toutefois je voudrais, à cet égard, soumettre à la commission une réflexion qui m'est venue à la lecture de son texte. Quand je l'avais examiné avec elle, il m'avait paru ne présenter aucun inconvénient ; mais, en le lisant de plus près, j'ai vu qu'il contenait une expression qui n'est pas sans inconvénient.

On crée une personnalité civile restreinte. On entend limiter avec soin ce qui pourra être possédé par l'être moral. Et parmi les choses que l'être moral pourra posséder, abstraction faite du droit individuel, on met les apports mobiliers des futurs sociétaires. Mais ces apports peuvent être très considérables ou presque nuls, cela dépendra des facultés des sociétaires. Je crois qu'on sortirait de la pensée qui a dicté à la commission le texte auquel elle s'est arrêtée, si on laissait dans la rédaction de l'article des expressions aussi élastiques, et qui pourraient être dangereuses (*Très bien ! très bien !*).

Je demanderai donc à la commission d'y substituer des expressions qui ont trouvé place, si je ne me trompe, dans un amendement qui lui a été soumis.

Au lieu d'apports mobiliers, on parlait de cotisations (*Très bien ! très bien !*).

Comme il y a des associations dans lesquelles, au lieu de donner tous les ans une somme de, on donne une somme une fois versée, — il y a, en effet, des membres qui préfèrent verser une petite somme et ne plus s'occuper des cotisations, — la rédaction à laquelle je fais allusion était ainsi conçue : « ...les cotisations de ses membres ou les sommes au moyen desquelles ces cotisations ont été rédimées, ces sommes ne pouvant être supérieures à 500 francs ».

Je crois que ce texte est plus en harmonie avec les intentions de la commission ; en tout cas, il répond beaucoup mieux aux vues du gouvernement (*Applaudissements à gauche*).

ASSOCIATIONS ET CONGRÉGATIONS

LES BIENS DES ASSOCIATIONS DISSOUTES

[Retour à la table des matières](#)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. *Séance du 25 février 1901.* — L'article 9 était ainsi conçu : « Art. 9. — En cas de dissolution volontaire ou prononcée par justice, les biens de l'association seront dévolus conformément aux statuts.

« A défaut de convention spéciale réglant les droits des membres d'une association non reconnue d'utilité publique sur les biens possédés en commun, ils seront réputés la propriété indivise des sociétaires, et la part de chacun dans cette indivision sera fixée suivant la valeur de son apport en nature ou l'importance de ses services. » MM. Ribot et Pelletan ayant tour à tour demandé des explications sur le sens juridique de ce texte, M. Waldeck-Rousseau leur répondit successivement par ces deux déclarations.

Messieurs,

Je voudrais, en m'efforçant d'être plus clair que je ne l'ai été dans de précédentes occasions, répondre aux inquiétudes de l'honorable M. Ribot.

M. Ribot nous fait cette objection : A la différence des divers systèmes qui ont été préconisés par vos prédécesseurs, vous admettez qu'en dehors des biens qui seront le patrimoine de la personne civile de l'association, les membres de cette association pourront acquérir, mettre en commun d'autres biens et d'autres valeurs. Une semblable disposition est contraire à tout ce qui a été admis jusqu'à présent en matière d'association.

Sur ce premier point, et dans la limite de cette proposition, l'honorable M. Ribot a parfaitement raison. Lorsque j'ai élaboré le projet qui est soumis à la Chambre, j'ai eu, en effet, à me poser la question suivante : si dix ou vingt personnes forment un contrat d'association, ces dix ou vingt personnes seront-elles par là même frappées d'une incapacité qui les empêche de former d'autres contrats, notamment un contrat de société ou un contrat d'indivision ?

Eh bien ! j'ai estimé que cette question ne comportait qu'une seule réponse, à savoir, qu'il n'était pas possible d'admettre que le fait de constituer une association pût entraîner pour les membres de cette association une incapacité même relative ; et je restais ainsi dans la logique de mon système qui tend à faire prévaloir une loi reposant sur le droit commun.

J'ajoute que, dans le projet du gouvernement, la distinction qui serait à faire entre les biens de l'association et les biens des associés était suffisamment claire pour ne laisser place, je le crois, à aucune espèce de doute. J'admettais parfaitement qu'une association pourrait être reconnue d'utilité publique et que par là même cette association allait avoir un patrimoine spécial, son patrimoine de personne civile, patrimoine dont la propriété reposait sur l'association et dont la propriété n'était communiquée, immédiatement du moins, à aucun des membres de l'association. Le décret d'utilité publique constituait la personnalité civile, et déterminait quels devaient être les biens, les propriétés de cette personnalité.

La Chambre a modifié le système sur lequel la première partie du projet était appuyée ; elle a admis que, sans recourir à un décret d'utilité publique, une association pourrait avoir une capacité civile, constituer une personne morale, mais dans des limites extrêmement

restreintes, et un des articles actuellement votés indique — c'est, si je ne me trompe, l'article 6 — quels sont les biens qui pourront constituer le patrimoine de l'association ; de sorte que par cette méthode, de même que par celle que le gouvernement avait cru devoir préférer, une association peut acquérir une personnalité distincte de celle de ses membres et posséder, pour son compte à elle, distinctement de ses membres, les biens énumérés dans l'article 6.

Cela étant, est-ce qu'il n'est pas à prévoir une autre hypothèse ? N'arrivera-t-il pas souvent que les membres d'une association régulièrement déclarée, ayant son patrimoine propre, son patrimoine d'être moral, considéreront que ce patrimoine est trop restreint, et s'efforceront de l'élargir ? Cela arrivera en maintes circonstances, en maintes hypothèses ; et il faut bien prévoir ce qui adviendra alors de ce patrimoine nouveau ainsi juxtaposé au patrimoine de l'article 6.

J'ai vu là, et j'avais aperçu dès l'origine, un véritable danger. En effet, dans les associations telles qu'elles ont vécu jusqu'ici, sous le régime de la tolérance, je le veux bien, mais aussi et surtout sous le régime d'une législation très peu précise, que s'est-il passé ? Chacun des associés a toujours été considéré et s'est toujours considéré comme n'ayant aucun droit propre, aucun droit personnel qu'il pût faire valoir sur des biens dont la propriété ne reposait cependant pas sur l'être moral. Eh bien ! nous avons voulu — c'est la portée de l'article, et c'est pourquoi nous demandons à la Chambre de le voter — qu'il fût législativement déclaré que tous les biens qui ne feraient pas partie du patrimoine de l'article 6 resteraient, au point de vue de la propriété, sur la tête de chacun des membres de l'association, de façon que l'un de ses membres venant à sortir pût réclamer sa part, et qu'un de ses membres venant à décéder, ses héritiers pussent faire ce que lui souvent, n'aura pas voulu faire, qu'ils pussent venir réclamer dans ce patrimoine indivis, je le suppose, la part de propriété qui appartenait à leur auteur.

Comment atteindre ce résultat ? Il y avait à prévoir deux hypothèses, ou, si l'on veut, deux catégories d'hypothèses ; dans la première, ceux que j'appellerai les sociétaires, pour les distinguer des associés, les membres de l'association ont fait entre eux un contrat de société ; je ne crois pas qu'on puisse les empêcher de le faire ; et encore une

fois je ne sais pas où on trouverait un principe d'incapacité. M. Ribot serait plus sévère que je ne le suis (*Rires à gauche*) ; mais, pour ma part, je ne comprends pas, je le déclare très nettement, qu'on tire une incapacité du fait de l'exercice d'un droit commun. Il faut admettre ou rejeter le principe qui domine la loi. Nous prétendons, je le répète, que s'associer, c'est faire un contrat comme un autre. Eh bien ! si l'on a fait un contrat qui est de la nature des autres contrats, je ne vois pas qu'on en puisse déduire une incapacité. Mais, quoi qu'il en soit, si les membres de l'association ont réuni d'autres biens que ceux prévus par l'article 6, et s'ils ont soumis ces biens à une loi contractuelle licite, il est évident que c'est cette loi qui s'appliquera. Mais par là même qu'il y a société — je suis amené à revenir sur des idées que j'ai déjà exposées, mais je veux les rendre plus nettes — par là même qu'il y a société il ne peut pas y avoir mainmorte, car si des biens sont mis en société, ils le sont dans un but qui est de réaliser des bénéfices : et, en effet, il n'y a pas de société si l'on ne se propose de réaliser des bénéfices de la mise en commun. Par conséquent, chaque sociétaire aura une contre-valeur qui sera sa part sociale, sa part individuelle de sociétaire (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

Mais, en dehors de cette hypothèse, on peut en concevoir d'autres, et ce qui a le plus préoccupé le gouvernement, c'est que très certainement des sociétés chercheront à échapper à la règle de l'article 6. Eh bien ! si les sociétés n'ont pas fait un contrat régulier précisant le droit de chacun des membres de l'association, le droit de propriété individuelle de chacun d'eux, l'article que nous proposons à la Chambre soumet ces biens au régime de l'indivision, c'est-à-dire à un régime essentiellement précaire, qui ne peut pas être stipulé pour une durée de plus de cinq années et qui permet, soit en dehors de ce pacte, soit à son expiration, à chacun des associés ou à chacun de ses héritiers, de venir réclamer sa part de l'intérêt commun.

De sorte qu'en réalité, ni à moins que je ne me sois mépris sur la portée de cette disposition, on pourrait dire qu'elle tend beaucoup moins à élargir le patrimoine futur des associations, qu'à prémunir l'intérêt social contre une immobilisation indirecte de certains biens ; et ce qui pourra à certaines associations paraître blessant, cruel, mais ce qui nous paraît, à nous, nécessaire, c'est que l'idée entrera bien dans la pensée de chacun que, si l'on fait abstraction des valeurs pré-

vues par l'article 6, il n'est rien dans le prétendu patrimoine de l'association qui ne soit constamment partageable, négociable, et qui ne représente une valeur individuelle, destiné, par conséquent, à rentrer dans la libre circulation des biens.

On nous parle, il est vrai, de l'intérêt qu'il y a à se prémunir contre certaines fraudes, on nous dit que des pactes peuvent être formés pour immobiliser perpétuellement sur une ou plusieurs têtes les biens ainsi recueillis en dehors des prévisions de l'article 6. Je réponds que c'est là précisément l'objet de la préoccupation d'un des articles de la loi, et, lorsque nous en serons à examiner quelles mesures il convient de prendre pour prévenir certaines fraudes, nous verrons si celles que nous proposons sont suffisamment efficaces.

Je crois en avoir assez dit pour montrer combien il est nécessaire d'affirmer le droit de propriété individuelle des membres de chaque association sur tous les biens de l'association qui ne rentrent pas dans les dispositions de l'article 6, et c'est pourquoi je demande avec insistance à la Chambre de vouloir bien voter cette disposition (*Applaudissements*).

Messieurs,

C'est surtout à la seconde question posée par l'honorable M. Pellétan que je voudrais répondre. Il a dit : Soit, il n'y a pas d'inconvénients à rédiger le texte dans sa teneur actuelle ; mais quel est l'avantage ?

C'est parce que je trouve, soit dans ce texte, soit dans un texte équivalent, un avantage sensible et une précaution nécessaire que je remonte à la tribune pour un instant.

Dans ses nouvelles explications, l'honorable M. Ribot a fait une remarque qui était de nature à vous frapper. Il a dit : Voilà une association qui est constituée, elle ne possède que ses cotisations, le petit immeuble nécessaire à son fonctionnement, et elle va recevoir une dotation importante, 1 million, 5 millions ou 10 millions. Quel est celui de ses membres qui demandera le partage ? Tous s'empresseront au contraire de ne pas demander le partage, et alors vous verrez se

constituer à côté du patrimoine de l'association un patrimoine qui n'aura pas le même titre, qui ne reposera pas sur les mêmes données, mais qui arrivent au même effet.

Eh bien ! c'est précisément parce que, si on ne crée pas un titre de propriété individuelle sur tout ce qui ne sera pas le patrimoine régulier de l'association, on arrivera au danger qui était signalé tout à l'heure que je crois une précaution nécessaire. Une association a des biens limités. Vous dites : Elle ne peut pas en avoir d'autres...

A l'extrême gauche. — Mais non !

M. Président du Conseil. — Régulièrement, oui, elle ne peut pas en avoir d'autres ; mais en fait est-ce que vous pensez qu'à côté de ce patrimoine que vous avez strictement limité ne viendront pas se juxtaposer d'autres valeurs ? Et si ces autres valeurs ne sont pas soumises au partage, à la dispersion incessante, à la circulation, vous arriverez, je l'affirme, en fait sinon en droit, d'une façon irrégulière sinon d'une manière légale, à l'accroissement du patrimoine de l'association. Vous n'avez qu'un moyen d'éviter cet inconvénient, c'est d'intéresser les particuliers, c'est d'intéresser les familles à faire triompher la réalité de la fiction. Si vous ne dites pas à tous ces intéressés futurs qu'en dehors des biens que l'association peut légitimement posséder, il n'est pas une valeur mobilière ou immobilière sur laquelle ils ne puissent revendiquer leur part, je maintiens qu'en fait il adviendra qu'à côté de cette petite propriété inoffensive créée par l'article 6 vous verrez se constituer des propriétés beaucoup plus considérables.

En un mot, dans la pensée du Gouvernement, l'article en question est une précaution de plus. On prétend qu'il n'est pas rédigé avec une suffisante clarté : qu'on propose une rédaction plus précise, mais que cette rédaction tende au même résultat.

Il y a un article dans le code civil qui a fait plus que toutes les théories : c'est l'article 815 ; c'est lui qui a morcelé toutes les fortunes, qui a fait par millions les petits héritages ; pourquoi ? parce que l'intérêt privé a été engagé à en surveiller l'application.

Sous demandons que, sous une forme ou sous une autre, il en soit de même pour le patrimoine des associations extra-légales, et que ceux-là qui sont intéressés à faire valoir leurs droits, ceux qu'ils tiennent du sang, de la famille, sur tout ce qui est la possession ou la propriété de l'auteur commun, aient le même intérêt à revendiquer toutes les valeurs mobilières ou immobilières qui, pour certaines associations du moins, ne manqueront pas de venir s'ajouter au patrimoine légal.

Donc — je me résume d'un mot, — si la Chambre considère que la loi s'exprime en termes obscurs, soit ! cherchons un moyen de la rendre plus claire ; mais, que la Chambre me permette de le lui dire, ne renonçons pas si aisément à prendre des précautions et des mesures qui sont nécessaires et sans lesquelles, peut-être, l'article 6 demeurerait lettre morte et ne recevrait pas sa véritable et sincère exécution (*Très bien ! très bien !*).

ASSOCIATIONS ET CONGRÉGATIONS

LES ASSOCIATIONS
ET LES ÉTRANGERS

[Retour à la table des matières](#)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. *Séance des 26-27 février et 7 mars 1901.* — Sur l'article 12, ainsi conçu : « Art 12. — Toute association composée en majeure partie d'étrangers, ou ayant des administrateurs étrangers, ou ayant soit siège à l'étranger, pourra être dissoute par décret du Président de la République, rendu en conseil des ministres », M. Goujon proposait le texte suivant : « Toute association, composée exclusivement d'étrangers, est soumise à la formalité préalable de la déclaration ». M. Goujon fit valoir les raisons qui justifiaient à ses yeux l'adoption de l'amendement, en un discours dont la péroraison évoquait à la fois les figures de Louis XIV, Louvois, Mme de Maintenon : c'est à ces souvenirs historiques qu'au début de sa réponse fit allusion M. Waldeck-Rousseau, déjà comparé par les orateurs de l'opposition aux personnages les plus divers de l'histoire ancienne ou moderne.

M. Président du Conseil, *ministre de l'intérieur et des cultes.* — Si je monte à la tribune, la Chambre peut être assurée que ce n'est pas pour protester contre certaines assimilations ; il m'a été aisé de pren-

dre, dans cette enceinte, l'habitude d'être comparé tour à tour aux personnages les plus différents (*On rit*). Jusqu'ici ils ne différaient que par leur histoire. Après le discours de M. Goujon, il se trouve qu'ils différent même par leur sexe (*Rires et applaudissements répétés à gauche et à l'extrême gauche*).

Mais cette partie du discours de M. Goujon représente ce que je pourrais appeler la floraison accidentelle et spontanée de son talent. Il y a eu, dans les paroles qu'il a prononcées à la tribune, une autre partie beaucoup plus préméditée ; c'est à cette partie que je vais répondre d'un mot.

L'honorable M. Goujon a formulé ici cette affirmation que la loi sur les associations est de nature à causer, dans ce pays, un trouble profond, à alarmer tous les intérêts. Vous touchez aux congrégations ! les capitaux français émigrent... Ce ne sont pas seulement les consciences qui sont alarmées, ce sont encore les coffres-forts (*Rires et applaudissements à gauche*).

Disons-le hautement, messieurs, si les congrégations ont pris, dans ce pays, une telle importance, et si ces paroles ne sont pas seulement téméraires et excessives, ceux qui sont coupables ce ne sont pas les hommes qui présentent la loi sur les associations, ce sont ceux qui n'en ont pas plus promptement saisi la Chambre (*Vifs applaudissements à gauche*).

M. Pastre. — Le goujon est pris (*On rit*).

M. Président du Conseil. — Je ne laisserai pas davantage sans protestation une autre assertion de M. Goujon. Il présente l'état financier, commercial et industriel de ce pays comme des plus alarmants, et, pour nous rendre compte de ce qu'il appelle l'exode des capitaux, il nous invite à faire des voyages en Suisse et en Belgique. Il y a un moyen plus simple de se renseigner quand on veut connaître les forces d'un pays, son activité et sa puissance économique : c'est d'interroger ses finances. Quand une nation donne dans un exercice 100 millions d'impôts de plus qu'on ne lui demandait, on est singulièrement injuste pour elle en venant tracer je ne sais quel tableau de sa détresse ! (*Applaudissements sur les mêmes bancs. — Interruptions à droite*).

Et maintenant, un seul mot de l'amendement. A quoi peut-il tendre, sinon à introduire dans le projet de loi actuel une contradiction, dont on espère qu'il pourrait tout au moins souffrir ?

Il y a, certes, de ma part, quelque désintéressement à défendre une disposition que j'ai combattue, je préférerais le système du Gouvernement, celui qui était primitivement énoncé dans l'article 2. La Chambre en a préféré un autre. J'avais considéré que mieux valait prévenir que réprimer, et j'avais demandé à la Chambre de décider que toute association qui voudrait se fonder ferait une déclaration. La majorité n'a pas été de cette opinion, et peut-être l'honorable M. Goujon a-t-il fait partie de cette majorité. Je l'ignore. Aujourd'hui, il se trouve qu'il a voté la disposition que voici :

« Les associations de personnes, sauf les associations religieuses, peuvent se former sans déclaration ni autorisation.

Voilà qui est net. Sans entrer dans le débat qui pouvait exister à l'encontre des associations religieuses, il est clair que les associations entre Français et étrangers sont des associations entre personnes, et que l'article 2 porte que ces associations pourront se former sans autorisation ni déclaration.

Il faut savoir rester dans la logique d'un système et, après qu'on a posé en principe que la déclaration ne devait être obligatoire pour aucune association, il y a quelque illogisme à venir demander que, cependant, quelques associations soient tenues, contrairement aux dispositions de l'article 2, de faire une déclaration, ou d'obtenir une autorisation.

Si vous préférez le régime répressif, il vaudrait mieux rester dans la théorie qui a prévalu, et rechercher, lorsqu'on discutera l'article 15, quelles mesures peuvent être prises.

J'ajoute enfin que l'amendement de l'honorable M. Goujon me paraît avoir été — je n'ose pas dire un prétexte — mais une occasion d'étaler ici sa brillante fantaisie ; car l'effort qu'il a tenté aboutit à quoi ? A demander que l'autorisation soit imposée aux associations

exclusivement composées d'étrangers. Voilà ce qui l'inquiète et le préoccupe, oh ! que des associations mixtes se fondent, il est tranquille ; mais qu'une association se forme, exclusivement composée d'étrangers, il voit immédiatement le péril.

Cette disposition, permettez-moi de vous le dire, est quelque peu puérile, et voici pourquoi : si vous édiquez une disposition portant que toutes les associations exclusivement composées d'étrangers sont soumises à un régime d'exception, vous n'aurez pas d'association exclusivement composée d'étrangers. Dans toute association d'étrangers, on saura introduire les deux ou trois français nécessaires pour faire échouer votre combinaison.

Je redemande à la Chambre de repousser l'amendement (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

Sur le même article 12, M. Charles-Gras déposa un amendement en vertu duquel les associations religieuses, les associations entre Français et étrangers et les associations dont le siège ou la direction seraient fixés à l'étranger, ou confiés à des étrangers, ne jouiraient des bénéfices mentionnés à l'article 6 qu'en vertu d'un décret. Cet amendement, qui amena M. Waldeck-Rousseau à la tribune dans la séance du 28 février, ne fut pas adopté.

M. Waldeck-Rousseau, *président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes*. — Messieurs, la disposition nouvelle de l'article 12 a été la conséquence du vote que l'honorable M. Charles-Gras rappelait tout à l'heure, c'est-à-dire la conséquence de l'article 2 qui ne soumet la formation des associations à aucune formalité préalable. Nous avons compris — et j'ai eu l'occasion de le dire à la Chambre à la dernière séance — que la logique de ce système ne permettait pas de revenir à la prévention, et conduisait nécessairement à chercher quelles mesures indispensables pouvaient être édictées, qui fussent compatibles avec le régime nouveau créé par la chambre elle-même.

L'honorable M. Charles-Gras revient au système préventif non pas absolu, mais relatif. Il vous demande pour certaines catégories d'associations, et particulièrement pour les associations entre Français

et étrangers, de voter un amendement dont il est facile de préciser le sens. Aux termes de l'article 2, que je rappellerai une dernière fois, les associations de personnes pourront se former librement, sans autorisation ni déclaration. Voilà la règle. Elles n'ont alors aucune capacité juridique. Si elles veulent l'obtenir, elles doivent faire une déclaration. Voilà l'exception à la règle posée par l'article 2. L'amendement qu'on vous soumet aurait pour résultat de modifier cette règle, de modifier cet état de choses en ce qui concerne les associations entre Français et étrangers ; si ces dernières veulent jouir d'une capacité civile, même restreinte, si elles veulent posséder des cotisations, le local nécessaire à leur fonctionnement, l'immeuble parfois indispensable pour l'accomplissement de leur œuvre, elles devront non plus faire une déclaration, c'est-à-dire accomplir un acte spontané de leur part, mais obtenir une autorisation de l'État, autorisation qui sera donnée sous la forme de décret.

Tels sont bien le sens et la portée très clairs et très précis de l'amendement de l'honorable M. Charles-Gras.

Eh bien ! je voudrais mettre la Chambre à même d'apprécier les mérites respectifs des deux solutions qui lui sont fournies, et en même temps lui rappeler à quelles considérations se rattache la préoccupation qui a été celle de tous ceux qui ont réfléchi sur la matière des associations, élaboré des propositions et des projets de loi, et qui les a invariablement conduits, comme l'honorable M. Charles-Gras lui-même, à admettre un régime spécial pour les associations d'étrangers et les associations entre Français et étrangers.

Je crois, messieurs, qu'aujourd'hui il y aurait une souveraine injustice à prétendre que cette préoccupation dérive des idées qui ont inspiré la législation rappelée tout à l'heure, et spécialement la loi de 1872. Au nom des deux cabinets dont j'ai fait partie en 1881 et en 1899, j'ai, pour ma part, demandé l'abrogation de la loi de 1872, de la loi de 1848 sur les sociétés secrètes et de l'article 7 de la loi de 1881 qui interdit les clubs.

C'est qu'en effet, messieurs, il est juste de dire qu'un grand mouvement s'est fait dans le domaine des idées, et que ce qui paraissait indispensable en 1872 a paru bientôt n'être qu'arbitraire. Et il n'y a

vraiment pas beaucoup de hardiesse à demander la suppression de la loi de 1872. Il me suffirait, pour établir la justesse de cette proposition, de montrer que son maintien n'est défendu par aucun des représentants d'aucune des opinions de la Chambre. Mais il y a une autre raison d'en réclamer l'abrogation, celle-là, à mon sens, plus décisive encore, parce qu'elle est tirée de la pratique : c'est que la loi de 1872 n'a pas fonctionné ; ou plutôt, si : elle a fonctionné pendant quelque temps, mais dans quelle mesure ? En 1873, c'est-à-dire dans l'année qui a suivi son vote, elle a déterminé cinquante et une condamnations, puis, jusqu'en 1878 — et la Chambre aperçoit la caractéristique des dates, si je puis ainsi parler, — trois poursuites et trois condamnations. Enfin, de 1878 à 1901, elle n'a motivé ni poursuite ni condamnation.

M. Julien Goujon. — Elle est tombée en désuétude !

M. Président du Conseil. — Comment cela s'est-il produit ? Ce n'est pas que des associations d'ordre international ne se soient formées, on peut même dire que, dans le domaine des idées, l'esprit international a beaucoup plus gagné que perdu. Mais on est arrivé à considérer — c'est là, je crois, une vue juste et exacte — qu'il y a, si on peut ainsi parler, un internationalisme juste et nécessaire des idées, de la raison et du progrès, et c'est pourquoi la loi de 1872, qui était, veuillez bien le remarquer, une loi impérieuse, absolue, qui ne comportait aucune autorisation d'aucune sorte, qui déclarait interdites et délictueuses *a priori*, toutes les associations internationales, c'est pourquoi, je pense, la loi de 1872 n'a, en réalité, jamais été appliquée d'une façon effective.

Mais si l'on a reconnu que, dans ce domaine des idées, les exigences des temps modernes, la multiplicité des communications, ont nécessairement fait tomber des barrières, si l'on a reconnu — et cela est plus juste encore — que certains progrès, notamment dans l'ordre économique, dans l'organisation du travail, ne peuvent aboutir sûrement que s'ils aboutissent internationalement (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche*), si par là même on a reconnu qu'un pays ne doit pas être atteint dans la conservation de ses intérêts les plus essentiels, parce qu'il aura écouté les suggestions ou de la raison ou de l'humanité, si, dis-je, l'esprit public a pris l'orientation que j'indique on n'a cependant pas, pour cela, jamais cessé d'être préoccupé des

événements qui pourraient déterminer l'application du droit commun à toutes les associations d'étrangers ou à toutes les associations entre Français et étrangers.

J'ai dit, au début de ces observations que j'essayerai de rendre courtes, que cela avait été la préoccupation de tous ceux qui ont cherché à légiférer sur la matière.

Je me garderai de passer en revue tous les projets qui ont été déposés depuis l'Assemblée nationale ; je n'en voudrais retenir que quelques-uns, en raison des indications assez suggestives qu'ils contiennent.

Je voudrais dire un mot à la Chambre, notamment d'un projet qui fut déposé le 7 novembre 1879 par l'honorable Marcel Barthe. M. Marcel Barthe appartenait à la fraction la plus modérée du parti républicain... et c'était — je crois que personne ne trouvera extraordinaire que je rende cet hommage à sa mémoire — un esprit très libéral et largement ouvert.

Or, dans la proposition de loi qu'il avait déposée, l'honorable M. Marcel Barthe établissait entre les associations entre français et étrangers en général les règles les plus sévères ; mais, dans l'article 21 de sa proposition, faisant le départ auquel je me suis moi-même livré tout à l'heure, voici la disposition qu'il proposait :

« L'article précédent n'est pas applicable aux associations qui se réunissent soit en France, soit à l'étranger, pour examiner et discuter dans des congrès des questions scientifiques, sociales, économiques ou autres ».

C'est-à-dire que l'auteur de cette proposition reconnaissait, comme on commençait d'une façon générale à le reconnaître, qu'il y avait une distinction à faire entre les associations qui poursuivent un but de propagande, de progrès, un but scientifique, un but d'économie politique ou sociale, et celles qui pourraient se proposer d'opérer dans le domaine des faits de façon à faire sentir tantôt à un pays, tantôt à un autre, le poids de leur intervention.

Ce sont les mêmes préoccupations que je retrouve dans un projet de l'honorable M. Floquet, dont il a été parlé plus d'une fois à cette tribune au cours de la discussion actuelle. M. Floquet proposait les deux dispositions suivantes : si l'association comprend des membres étrangers — et il ne spécifiait pas s'ils devaient être en majorité ou en minorité, — ces membres étrangers pourront être exclus de l'association par arrêté préfectoral ; si l'association dépend d'une autre association ayant son siège à l'étranger, elle pourra être dissoute, non pas par mesure administrative, non pas par un décret pur et simple, mais par un décret rendu en conseil des ministres.

On pourrait, contre ces deux dispositions, élever deux objections que j'indique immédiatement à la Chambre.

Voici d'abord l'objection contre la première des dispositions : dire qu'un arrêté préfectoral pourra exclure d'une association entre Français et étrangers les étrangers qui en font partie, c'est à vrai dire, dissoudre cette association, car on ne transforme pas une association malgré elle sans la faire disparaître.

Quant à la seconde disposition, elle présente cet inconvénient qui apparaît immédiatement au plus rapide examen : si on juge nécessaire de dissoudre une association à raison de son caractère mixte, subordonner cette dissolution à la circonstance qu'elle dépendra d'une autre association placée à l'étranger, c'est édicter une précaution qui sera facilement rendue inutile, car, pour y échapper, il suffira, au lieu de créer une association entre Français et étrangers établie et fonctionnant en France, mais dépendant d'une autre association établie à l'étranger, d'instituer une seule et même association fonctionnant tout à la fois en France et dans un pays étranger.

Après le projet de M. Floquet, je dirai un mot du projet qui fut déposé par M. Goblet et qui est la conclusion naturelle du très remarquable rapport qu'il déposa sur le bureau de la Chambre au mois de novembre 1895.

Je lirai à la Chambre, si elle veut bien me le permettre, quelques lignes de l'exposé des motifs. M. Goblet indique qu'il n'a pas cru devoir suivre dans toutes leurs dispositions les projets antérieurs :

« Contrairement à certains des projets antérieurs, nous n'avons pas cru devoir édicter des dispositions spéciales relativement à l'introduction de membres étrangers dans les associations, qu'il s'agisse d'associations ordinaires ou d'associations vivant en commun. Le droit de dissolution que nous avons reconnu dans ce dernier cas au gouvernement est une garantie suffisante contre les abus possibles. » Et si l'on se reporte à l'article 3, on y trouve l'application de ces idées : « Par dérogation à l'article 1^{er}, les associations dont les membres se proposent de vivre en commun, et particulièrement les associations religieuses, sont tenues préalablement d'en faire la déclaration à l'autorité administrative, etc...

« Ces associations pourront toujours être dissoutes par un décret rendu en conseil des ministres. »

Or il apparaît, ou tout au moins il me semble, messieurs, qu'entre l'article 3 et les préoccupations que laissent percer l'exposé des motifs et le rapport de M. Goblet, il existe quelque contradiction. On nous dit : nous serons suffisamment armés vis-à-vis des associations qui comprendront dans leur sein des étrangers par le droit de dissolution que nous allons édicter ; mais lorsqu'on passe à l'article 3, on constate que le droit de dissolution qu'il consacre au profit du gouvernement n'est établi que contre les associations dont les membres vivent en commun. Or, s'il est des associations dont par définition les membres ne vivent pas, n'habitent pas en commun, ce sont justement les associations internationales, c'est-à-dire celles qui ont des membres en France et à l'étranger.

Après la proposition de l'honorable M. Goblet je rencontre, dans le même ordre d'idées, la proposition de l'honorable M. Charles-Gras lui-même et d'un certain nombre de ses collègues. Il serait tout à fait inutile que j'en place le texte sous les yeux de la Chambre, car l'honorable M. Charles-Gras et ses collègues ont emprunté les principaux motifs de l'exposé des motifs et les dispositions mêmes du projet à l'œuvre de M. Goblet.

Dans l'exposé des motifs, ils tiennent le même langage : « Le droit de dissolution suffira ».

Dans le dispositif, ils n'accordent le droit de dissolution qu'autant qu'il s'agira d'associations dont les membres vivent en commun. Par conséquent, la critique que je dirigeais tout à l'heure contre le projet de l'honorable M. Goblet porte également contre celui de l'honorable M. Charles-Gras. Aujourd'hui, sortant du système sur lequel reposait la proposition que je viens de rappeler, l'honorable M. Charles-Gras nous soumet un amendement aux termes duquel il vous demande d'imposer aux associations entre Français et étrangers — ou à celles qui ont leur siège à l'étranger — des obligations spéciales et la nécessité d'une autorisation par décret.

Eh bien ! je voudrais examiner avec la Chambre, et sans exagérer le moins du monde la portée et l'importance des objections qui peuvent être soulevées, quelle sera l'efficacité de cette disposition.

Les associations entre français et étrangers ne pourront se former que par un décret du moment où elles voudront posséder une capacité civile, c'est-à-dire disposer des cotisations et des locaux ou immeubles prévus par l'article 6.

Eh bien ! je me demande si c'est là ce qui doit préoccuper le législateur, et je me permets de soumettre à l'honorable M. Charles-Gras l'objection suivante : est-ce parce qu'une association posséderait des cotisations, un local, la jouissance d'un local, l'immeuble nécessaire à son fonctionnement, qu'elle pourrait être considérée avec faveur ou avec défaveur, constituer pour la société — j'entends pour la société française, — pour le bon ordre dans l'État et pour le progrès dans l'État, des avantages ou au contraire des inconvénients et une menace ?

Je ne crois pas que le fait de posséder quelques biens soit caractéristique du danger qui est attaché à la formation et au fonctionnement d'une association.

En effet, si là était le danger, on ne comprendrait guère l'article 6, qui semble considérer tout au contraire qu'il y a là un moyen sinon nécessaire, tout au moins fort utile de développer les associations.

Mais l'objection qui me paraît la plus grave et celle qui me fait hésiter davantage, c'est celle-ci : dans le système de l'honorable M. Charles-Gras, une association entre Français et étrangers se forme, elle obtient un décret. Un décret l'autorise ; un décret peut également la dissoudre. Si le décret de dissolution intervient, quel en sera l'effet unique ? Ce sera de retrancher la capacité civile qui avait été accordée, et c'est par conséquent de faire en sorte que l'association ne puisse posséder en France ; mais il ne s'ensuivra pas qu'elle ne puisse pas posséder au dehors le moyen d'action que l'on a cru difficile ou dangereux de lui maintenir en France.

Voilà où il me semble que la proposition de l'honorable M. Charles-Gras n'est pas suffisamment prévoyante ; et pour tout dire, — et c'est par cette considération que je veux terminer, je crois que l'erreur de l'honorable M. Charles-Gras, qui est très concevable et très excusable, a été de croire qu'on pouvait soumettre toutes les associations entre Français et étrangers à une règle uniforme sans la moindre préoccupation du but qu'elles poursuivront.

En effet c'est bien là, je crois, le critérium des préoccupations qui se reflètent dans tous les projets que j'ai sommairement rappelés tout à l'heure. C'est le but de l'association qui est à considérer, c'est l'œuvre qu'elle poursuit, et autant il y aurait d'injustice à proscrire à l'avance ou à soumettre à des règles sévères des associations dans lesquelles il entre des étrangers, autant il peut y avoir d'imprévoyance à faire une législation qui permettra la constitution, d'associations où l'élément étranger prévaudra, où l'influence de cet élément étranger sera supérieur à l'autre, d'associations qui se proposeront non pas seulement de propager des doctrines, de faire prévaloir des idées, de conquérir pour leur pays, et aussi pour l'humanité tout entière, certaines réformes et certains progrès, mais encore d'agir dans l'ordre économique, dans l'ordre positif, de peser par là sur les finances d'un pays, sur son marché, sur la libre acquisition ou la libre disposition des objets de première nécessité et des matières premières (*Très bien ! très bien !*).

Voilà, à mon sens, ce qui doit être l'objet des préoccupations du législateur en face de cette hypothèse : une association formée entre des Français et des étrangers.

Je crois donc qu'il y aurait quelques modifications à introduire dans le texte de l'honorable M. Charles-Gras.

J'ajoute un mot pour bien préciser la portée de la sanction que, par une conséquence logique de l'article 2, nous avons proposé d'introduire dans la loi.

J'ai dit tout à l'heure qu'il ne s'agissait pas d'un acte administratif, c'est-à-dire d'un décret en conseil d'État, par exemple, acte qui n'engage pas directement et immédiatement la responsabilité du gouvernement. Nous avons adopté sur ce point l'opinion de l'honorable M. Ch. Floquet et nous avons voulu, si la Chambre se range à ce système, que la dissolution ne pût être prononcée que par décret rendu en conseil des ministres, c'est-à-dire par un acte qui engage immédiatement et directement la responsabilité ministérielle.

On craint qu'il ne soit fait abus du pouvoir qui, dans ce système et dans cette hypothèse, serait réservé au gouvernement. Je ne voudrais pas avoir ou paraître avoir la prétention de faire une étude de psychologie ministérielle, mais je ne crois pas être téméraire en disant que les gouvernements avides de prendre fréquemment des responsabilités seront plus rares qu'on ne l'imagine (*On rit*). et que lorsqu'il s'agira, sous l'impression des événements, du sentiment d'un devoir, de prendre une résolution qui conduit immédiatement à la justifier devant le Parlement, eh bien ! l'arbitraire sera contenu dans la réserve tout au moins d'une certaine prudence et peut-être d'une certaine timidité (*Nouveaux rires*).

Si l'on entre, avec les modifications que j'ai suggérées, dans le système de l'honorable M. Charles-Gras, il est certain que l'État demeurera armé vis-à-vis des associations entre Français et étrangers. Je ne veux pas faire luire aux yeux de la Chambre un péril imaginaire ; le gouvernement aura, en effet, la ressource, qui lui est réservée vis-à-vis de toute association dont l'objet serait illicite, à plus forte raison qui poursuivrait un but délictueux ; et alors c'est aux tribunaux qu'il demandera la dissolution.

Je crois, messieurs, qu'un gouvernement — je parle ici de la façon la plus impersonnelle — sera peut-être plus porté à demander la dissolution de certaines associations aux tribunaux, ce qui n'engage pas sa responsabilité, qu'à la prononcer lui-même.

Quoi qu'il en soit, la Chambre est, je crois, parfaitement en état d'apprécier le mérite des deux solutions ; l'une et l'autre confèrent à l'État les droits qui sont nécessaires, qui sont indispensables. J'estime toutefois — et c'est le point de vue sur lequel j'insiste — que l'amendement de l'honorable M. Charles-Gras aurait gagné à être précisé, et qu'en parlant d'associations entre Français et étrangers, sans dire un mot du but que ces associations poursuivent, il a grossi sensiblement la difficulté qui est inhérente à son propre système (*Vifs. applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

A la suite d'un amendement déposé par M. Fournière, l'article 12 fut renvoyé devant la commission. Il revint devant la Chambre, à la séance du 7 mars, ainsi modifié : « Les associations composées en majeure partie d'étrangers, celles ayant des administrateurs étrangers ou leur siège à l'étranger, et dont les agissements seraient de nature, soit à fausser les conditions normales du marché des valeurs ou des marchandises, soit à menacer la sûreté intérieure ou extérieure de l'État dans les conditions prévues par les articles 75 à 101 du code pénal, pourront être dissoutes par décret du président de la République rendu en conseil des ministres.

« Les fondateurs, directeurs ou administrateurs de l'association qui se serait maintenue ou reconstituée illégalement après le décret de dissolution, seront punis des peines portées par l'article 8, paragraphe 2. »

M. Vaillant ayant proposé d'ajouter après les mots « les associations » le mot « religieuses », et M. Julien Goujon ayant déclaré l'article 12 dangereux pour la liberté de tous, M. Waldeck-Rousseau dut prendre la parole de nouveau.

M. Waldeck-Rousseau, *président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes*. — Je veux seulement rappeler à la Chambre les conditions dans lesquelles la rédaction qui lui a été proposée par le gouvernement d'accord avec la commission a été arrêtée.

C'est, en effet, à la séance de jeudi dernier que vous avez renvoyé à la commission un amendement de M. Fournière. Voici très exactement les circonstances dans lesquelles cet amendement s'était fait jour. J'avais eu à répondre à l'honorable M. Charles-Gras, dont vous connaissez l'amendement, amendement qui a été repoussé ; dans ma réponse, je lui indiquais qu'à mon sens le vice de son système consistait en ce qu'il parlait d'associations mixtes, c'est-à-dire entre Français et étrangers, d'une façon en quelque sorte absolue et sans tenir, le moindre compte du but poursuivi par l'association. J'ajoutais que c'était au contraire à la considération de ce but qu'il aurait dû s'arrêter pour rester, logique avec son propre système, et voici en quels termes, si la Chambre me permet de le lui rappeler, je présentais ces observations :

« Je crois que l'erreur de M. Charles-Gras, qui est très concevable et très excusable, a été de croire qu'on pouvait soumettre toutes les associations entre Français et étrangers à une règle uniforme, sans la moindre préoccupation du but qu'elles poursuivront. »

Et je concluais en ces termes : « J'estime toutefois — et c'est le point de vue sur lequel j'insiste — que l'amendement de M. Charles-Gras aurait gagné à être précisé, et qu'en parlant d'associations entre Français et étrangers, sans dire un mot du but que ces associations poursuivent, il a grossi sensiblement la difficulté qui est inhérente à son propre système. »

C'est en entrant dans cette voie que M. Fournière a saisi la Chambre de l'amendement qui a été renvoyé à la commission.

Voici les observations très courtes dont il l'avait appuyé :

« Il y a, en effet, des associations qui ne peuvent pas jouir du droit commun ; il y a en effet des associations qui doivent être placées sous une surveillance très attentive, plus attentive que celle qui s'est exer-

cée jusqu'à présent. Ce sont celles qui pourraient ou fausser le marché des valeurs ou des marchandises, ou compromettre la sécurité du territoire national, ou bien compromettre la forme du gouvernement républicain. »

Et c'est comme conclusion de ces observations qu'il déposait un amendement visant les associations entre Français et étrangers, tient les agissements seraient de nature à compromettre l'un des graves intérêts qu'il énumérait dans les explications que je viens de rappeler.

L'amendement de M. Fournière ayant été renvoyé à la commission, un de nos honorables collègues, à son tour, venait dire : « Mais on vient de montrer — et on a eu raison — l'intérêt qu'il y a à prévenir certains actes de nature à compromettre l'existence nationale elle-même ou à apporter dans le fonctionnement de notre ordre public, en ce qu'il a de plus essentiel, les troubles les plus graves. »

Puis l'honorable M. Ribot, sans donner à ses observations un caractère juridique, exprimait cette opinion, qu'il conviendrait de prévoir aussi les associations mixtes entre Français et étrangers provoquant à la guerre civile ; puis, d'autres ont porté leur attention sur d'autres objets.

Une première réflexion s'est alors présentée à mon esprit : c'est que si l'on entrait dans la voie des énumérations, il ne serait pas possible d'insérer dans un texte ou les mots « guerre civile » ou toute autre expression sans être immédiatement dans l'obligation de les définir par les caractères et par les éléments qui donnent de la précision à un texte et qui l'empêchent de prêter à l'arbitraire.

Prenons, par exemple, ces mots : « guerre civile » ; je crois qu'il n'est personne ici qui entende qu'on puisse chercher à déchaîner la guerre civile sur un pays ; il n'y a cependant personne, j'en suis convaincu, qui voudrait introduire dans un texte que telles associations seront soumises à telles précautions spéciales si elles provoquent à la guerre civile. Car si on ne définit pas ce qui constitue la guerre civile en tant que crime ou délit... (*Réclamations au centre*), vous allez le voir avec la dernière évidence, on tomberait dans cet arbitraire que vous semblez tant tenir à éviter (*Très bien ! très bien !*). Voulez-

vous une loi qui donne au gouvernement le droit de dissoudre toute association qu'il jugera de nature à provoquer à la guerre civile ? Mais quelle est l'association politique qui, dans le sens élastique du mot, ne pourra être incriminée de conduire à la guerre civile ? La guerre civile est cependant prévue et punie, la provocation à la guerre civile est également prévue et punie par un texte qui définit à quelles conditions cette provocation devient criminelle. Ce texte est celui d'un des articles visés dans notre rédaction définitive et qui réprime « l'excitation à la guerre civile en armant les citoyens les uns contre les autres », ce qui ne permet pas de faire le procès aux doctrines et ce qui, au contraire, permet de se prémunir contre certains faits.

Nous sommes entrés dans la voie que la Chambre avait ouverte et le texte que nous vous soumettons est, je crois, soustrait absolument au reproche d'arbitraire.

L'honorable M. Goujon me dit : « L'article 3 vous suffit. » J'ai répondu déjà dans une précédente séance que, sans nul doute, l'article 3 donne au gouvernement certaines garanties, car si une association se forme dans un but illicite, qu'elle soit une association entre Français ou une association entre français et étrangers, le gouvernement peut en provoquer la dissolution. Si elle se reconstitue, il pourra exercer contre elle des poursuites pénales. J'ajoutais : Bien entendu, il y a là certaines garanties qui subsistent et qui pourront sauvegarder ce qu'il y a d'absolument nécessaire — qu'on me pardonne ce pléonasme — dans l'intervention du gouvernement. Ce n'est pas seulement devant la Chambre, c'est devant la commission, lorsque pour la première fois j'ai demandé qu'on accordât au gouvernement le droit de dissolution, que je faisais l'observation suivante : Supposez une association dans laquelle l'élément étranger prédomine, son influence peut diriger et les actes et la conduite de l'association. Supposez qu'il s'agisse d'une association dont l'objet connu, apparent ou reconnu en tout cas, sera d'arriver à accomplir un acte contraire à la sûreté intérieure ou extérieure de l'État, est-ce que le gouvernement fera suffisamment son devoir s'il engage une action en dissolution et s'il laisse des mois et des mois s'écouler ? Ne sommes-nous pas d'accord, au contraire, pour reconnaître que, des intérêts de cette nature se trouvant en jeu, certaines précautions sont essentielles ?

C'est ce que l'honorable M. Fourrière lui-même a reconnu dans son amendement en faisant allusion à des actes d'un certain ordre qui nécessairement doivent provoquer une vigilance particulière de la part du législateur.

Eh bien ! en évitant les énumérations captieuses qui peuvent être excessives ou insuffisantes, qui peuvent prêter à l'équivoque, nous réunirons, je crois, dans cette loi, toutes les garanties qu'on peut en attendre, en même temps que nous obéirons à la préoccupation d'en bannir ce qui constituerait l'arbitraire.

L'amendement de M. Vaillant propose de n'appliquer la disposition de la rédaction nouvelle qu'aux associations religieuses. Si ces précautions sont nécessaires, ne doivent-elles donc pas être appliquées à toutes les associations, qu'elles soient civiles ou religieuses ?

C'est par le but, encore une fois, qu'il faudra se déterminer, et non pas seulement par les circonstances pouvant se déduire de la qualité des personnes.

L'honorable M. Vaillant fait une objection à laquelle je tiens à répondre ; c'est même pour cela que je suis monté à la tribune : Vous parlez, nous dit-il, d'abolir la loi sur l'internationale.

Eh bien, oui ; j'ai proposé l'abrogation de la loi sur l'internationale, dès 1881, et cette disposition figure également dans le projet actuel du gouvernement. Mais qu'était cette loi sur l'internationale ? Quelle en était la portée ? Est-ce qu'elle se préoccupait ou du caractère des personnes ou du but poursuivi, ou des actes qui pouvaient s'ensuivre ? Il suffisait que l'association fût internationale entre travailleurs et qu'elle eût pour objet de poursuivre telle ou telle réforme, telle ou telle modification dans la réglementation du travail ou dans son fonctionnement économique, pour tomber de plein droit sous l'application de la loi la plus sévère. C'était là une loi préventive au premier chef, une loi absolue, une loi impérative. C'est cette loi que nous proposons de faire disparaître, mais tout en demandant à la Chambre de ne pas enlever à la sécurité nationale les garanties qui lui sont nécessaires (*Très bien ! très bien !*).

On nous demande : Mais quel sera le recours possible ? Je prétends qu'il sera double. Un décret, pour être signé en conseil des ministres, n'en est pas moins un décret et, par conséquent, susceptible de tous les recours qu'il comporte.

Mais, en dehors de ce recours, qui est un recours judiciaire et administratif, il me semble que le projet offre une garantie qui vient encore fortifier celle-là, car si le gouvernement a accompli un acte d'arbitraire, dès le lendemain il en sera responsable devant le Parlement (*Exclamations sur divers bancs*).

Qu'est-ce donc alors que le contrôle parlementaire et quelle est l'autorité du Parlement ?

Je sais qu'on a fait une objection qu'il faut écarter une fois pour toutes : mais cela variera avec les ministères ou les gouvernements. Qu'arrivera-t-il si l'on a un gouvernement réactionnaire ?

Messieurs, votez la loi que vous voudrez sur les associations : si vous avez affaire à un gouvernement réactionnaire, ce ne sont pas les modifications que vous proposez à l'article 13 qui changeront l'état des choses (*Mouvements divers*).

M. Arthur Groussier. — Nous voilà bien rassurés !

M. Julien Goujon. — Voilà les principes intangibles !

M. Paul de Cassagnac. — Vous pouvez faire toutes les lois que vous voudrez ; nous nous en servirons toujours à un moment donné contre vous.

M. le Président du Conseil. — Je termine par une observation. Il y a deux manières de comprendre la discussion et l'élaboration de cette loi. La première consiste, sans se départir d'aucune règle essentielle, à rechercher, toutes les conciliations qui peuvent permettre à la majorité républicaine de la voter. La seconde consiste à y introduire toutes les complications de nature à l'empêcher d'aboutir. Le gouvernement a choisi la première méthode et il restera fidèle à la ligne de conduite qu'il a adoptée (*Applaudissements à gauche*).

M. Georges Berry, ayant cru devoir proposer un amendement tendant à ce que l'article 12 fût applicable aux associations dont les administrateurs « prépareraient la grève générale » provoqua cette brève réponse :

M. le Président du Conseil. — L'observation de Berry me suggère une réflexion qui est, je pense, décisive. D'après son interprétation, l'article 414 n'aurait ni défini, ni prévu, ni puni la grève générale. A moins d'introduire dans une loi sur les associations soit des délits nouveaux, soit des définitions de délits nouveaux, il est manifeste que la proposition de M. Berry n'est pas à sa place, et que s'il croit devoir combler une lacune de l'article 414, ce n'est pas par un amendement à la loi en discussion, mais par une loi spéciale qu'il doit procéder (*Très bien ! très bien ! à gauche et à l'extrême gauche*).

ASSOCIATIONS ET CONGRÉGATIONS

LA SUPPRESSION
DES CONGRÉGATIONS

[Retour à la table des matières](#)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. *Séance du 12 mars 1901.* — A l'occasion de l'article 13, M. Zévaès et plusieurs de ses collègues déposèrent un amendement tendant à la suppression de toutes les congrégations.

M. Waldeck-Rousseau s'opposa en termes énergiques à cette proposition qui compromettait le principe même du projet de loi. L'amendement fut repoussé à une forte majorité.

M. Waldeck-Rousseau, *président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes.* — La déclaration que j'apporte à la Chambre au nom du Gouvernement ne sera pas beaucoup plus longue que celle qui vient d'être formulée par l'honorable rapporteur. Le Gouvernement repousse catégoriquement l'amendement dont la Chambre a été saisie par l'honorable M. Zévaès. Il le repousse par une considération que M. Trouillot a très rapidement, mais très vigoureusement mise en lumière. L'article 13, tel qu'il vous est proposé à l'heure actuelle, constitue un ensemble auquel, dans notre conviction, on ne saurait point toucher sans ébranler le principe même de la loi, sans compro-

mettre son vote et, ce qui est plus essentiel et plus difficile encore, son application (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

La Chambre a certainement remarqué que les adversaires de la loi actuelle n'ont jamais écouté sans impatience les appels adressés par ceux qui la défendent à cette législation invariable, à cette règle de droit public qui constitue la tradition de l'État français. Elle est demeurée supérieure à tous les régimes, indépendante de leurs variations. L'État français ne s'est jamais départi de ce principe qui veut que lorsqu'une association religieuse, lorsqu'une congrégation se forme, il ait le droit d'examiner ses statuts, d'envisager son but, de lui tracer des règles et, plus tard, de surveiller son fonctionnement (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

Voilà la règle essentielle autour de laquelle toutes les dispositions en matière d'associations religieuses ont gravité jusqu'ici. Et c'est cette règle — ne le perdez pas de vue — qui est le point d'appui essentiel et fondamental de la loi ; on ne se départirait pas de cette tradition sans affaiblir singulièrement la thèse si furie que nous avons l'honneur de défendre, or, cette tradition entraîne une conséquence. Lorsque l'État a examiné les statuts d'une congrégation religieuse, lorsqu'il s'est demandé à quelle œuvre elle entendait se consacrer et lorsqu'il l'a autorisée parce que cette œuvre lui a paru bonne, il a fait avec elle un pacte de bonne foi qui ne peut être dénoncé que de bonne foi. Si elle est infidèle à sa mission, on doit lui retirer l'autorisation ; si elle remplit le but et l'objet pour lequel elle s'est fondée et qui a déterminé l'autorisation donnée par l'État, celui-ci ne peut pas, sans une véritable injustice et sans inconséquence, anéantir ce qu'il a jugé utile à l'intérêt public.

A côté de cette considération de principe, il en est une de fait. Si j'examine les congrégations autorisées, je constate, et j'ai eu l'honneur de le dire dans la discussion générale, que de plus en plus les œuvres d'assistance se sont concentrées dans leurs mains, et, bien que le nombre des membres des congrégations autorisées ait singulièrement diminué, bien que depuis 1877 jusqu'à 1900 elles aient perdu plus de 30 000 membres, elles occupent un rôle de plus en plus prépondérant dans les œuvres d'assistance réalisées par les congrégations religieuses. A l'heure actuelle, c'est un chiffre qu'il faut connaître et

je crois l'avoir déjà indiqué : le nombre des enfants, vieillards, infirmes, incurables, assistés par les congrégations autorisées, est de 70 000. Il y a là un fait. Il n'est pas permis à un gouvernement prévoyant de ne pas tenir compte des droits acquis (*Très bien ! très bien !*). non pas au profit des congrégations religieuses seulement, mais au profit de ceux qu'elles assistent.

Dans ces conditions je déclare, et tout gouvernement le déclarerait à ma place, qu'en vérité supprimer brutalement cet état de choses ce serait compromettre le vote de la loi rendre son exécution impossible et imposer au gouvernement une tâche à laquelle véritablement il ne pourrait suffire (*Applaudissements à gauche et sur plusieurs bancs au centre*).

ASSOCIATIONS ET CONGRÉGATIONS

LES CONGRÉGATIONS
RELIGIEUSES

[Retour à la table des matières](#)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. *Séances des 14, 18 et 19 mars 1901.* — L'article 13 était ainsi conçu :

« Aucune congrégation religieuse ne peut se former sans autorisation donnée par une loi qui déterminera les conditions de son fonctionnement.

« Nul n'est admis à diriger, soit directement, soit par personne interposée, un établissement d'enseignement, de quelque ordre qu'il soit, ni à y donner l'enseignement, s'il appartient à une congrégation religieuse non autorisée. Les contrevenants seront punis des peines prévues par l'article 8, paragraphe 2. La fermeture de l'établissement pourra en outre être prononcée par le jugement de condamnation. »

M. Waldeck-Rousseau dut intervenir à plusieurs reprises pour combattre des amendements dont le texte modifiait gravement l'esprit du projet de loi. Il répondit d'abord à M. Ribot qui, à l'occasion d'une modification introduite par M. d'Iriart d'Etchepare à l'effet de faire donner l'autorisation aux congrégations par décret rendu en Conseil

d'État, attaquait l'article 13, surtout au nom de la protection accordée par la France aux missionnaires à l'étranger.

M. Waldeck-Rousseau, *président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes*. — Ce n'est point un discours que je prie la Chambre de vouloir bien entendre, mais une très brève explication. Je n'ai pas, bien entendu, l'intention de suivre l'honorable M. Ribot sur le terrain de la politique générale, où d'ailleurs — je m'empresse de le reconnaître — ce sont certains de ses contradicteurs qui l'avaient attiré : je tiens simplement à rappeler à la Chambre comment le projet primitif du gouvernement était conçu, à quelle conception d'ensemble certaines dispositions répondaient et par quel enchaînement de faits le gouvernement est arrivé à se mettre d'accord avec la commission sur le texte qui vous est aujourd'hui proposé.

La Chambre n'a pas oublié, — je suis toujours obligé de revenir en arrière et de sembler marquer pour certaines conceptions une préférence peut-être trop personnelle, — la Chambre n'a pas oublié que l'économie du projet qui a été déposé soit en 1882, soit en 1883, soit en 1899, était la suivante :

Le Gouvernement considérait l'association comme un contrat réunissant des personnes et non point des biens ; et reconnaissant qu'une association de personnes avait besoin de ressources pour réaliser l'œuvre qu'elle se proposerait d'accomplir, il considérait aussi que si les biens étaient mis en commun, alors, à côté de l'association de personnes, se juxtaposerait une société de biens. Le projet ne supposait donc pas que l'association pût constituer ce que la Chambre a plus tard jugé nécessaire, c'est-à-dire cette personnalité civile qui lui donne une capacité légale et qui lui eût dès lors permis de posséder pour elle-même des valeurs dont la propriété échapperait aux sociétaires.

C'est cette conception qui a succombé. Était-elle d'une nature trop juridique ? — qu'on me passe l'expression. — Voici en quel sens je l'entends : elle devait paraître plus séduisante à l'esprit de jurisconsultes habitués aux abstractions qu'à celui d'hommes politiques sollicités par l'intérêt qui s'attache à certaines associations. On est donc arrivé à considérer que l'association devait avoir une personnalité civile. Aussi, quand on m'a posé cette question dans la commission :

« Comment admettez-vous qu'un simple décret puisse conférer l'existence légale à des congrégations placées jusqu'ici sous le régime de la loi de 1817 ? » je répondais que l'autorisation, par décret, dans la pensée du projet du gouvernement ne répondait pas le moins du monde à l'octroi d'une personnalité civile et d'une capacité légale (*Très bien ! très bien ! à gauche*), que c'était sous une forme qui offrait des garanties plus fortes, d'une autorisation semblable dans ses effets à celle prévue par la loi, qu'il s'agissait d'une simple autorisation administrative. Et si je considérais que l'article 291, c'est-à-dire l'autorisation préfectorale, pût être envisagé ou comme une garantie trop faible ou comme une menace trop forte, suivant le point de vue auquel on se place vis-à-vis des congrégations religieuses, je n'attribuais au décret dont il était question que cette portée simple et limitée.

Du jour où il s'agit de savoir à quelle condition on peut conférer la capacité civile, la personnalité légale, à une congrégation religieuse, je n'hésite pas à dire avec les hommes éminents, à la fois hommes d'État et jurisconsultes, qui, lors de la discussion de la loi de 1825, ont fait la démonstration qui, tout à l'heure, était renouvelée à la tribune, que l'intervention de la loi devient nécessaire ; j'éprouve d'autant, moins de scrupules à me rallier à cette opinion, que je la vois professer par un homme dont personne, plus que moi n'admire le haut talent et la vive intelligence, et en qui, au Palais, j'ai trouvé non pas seulement un ami, mais un maître.

Voilà la genèse de la rédaction actuelle.

Un mot encore, on dit : si vous permettez d'autoriser par voie de décret, alors l'autorisation sera une réalité. Le Conseil d'État examinera les titres et les mérites des congrégations ; en un mot, le gouvernement pourrait faire avec le Conseil d'État ce que, sans nul doute, il n'osera pas entreprendre avec les Chambres, on me permettra d'opposer à cette parole une protestation très nette, mais très catégorique. Ce serait dire et penser beaucoup de mal du gouvernement que de lui prêter cette pensée, qu'il serait disposé à demander au Conseil d'État ce qu'il craindrait de demander à la Chambre (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

On a dit tout à l'heure que les congrégations charitables, auxquelles j'ai rendu hommage à deux reprises, et dans la discussion générale et en repoussant l'amendement de l'honorable M. Zévaès, allaient disparaître par le fait du vote de la loi. Pas le moins du monde, car je ne me lasserai pas de répéter que les congrégations reconnues ou autorisées sont précisément, pour l'immense majorité, pour la presque unanimité, les congrégations qui s'occupent d'œuvres charitables.

M. Georges Berry. — Ce n'en est pas la moitié,

M. le président du conseil. — Ainsi que je l'ai rappelé dans une précédente séance, elles se trouvent, par conséquent, placées sous l'empire d'une disposition qui, loin de discuter leur titre, le consolide.

Je vais plus loin. On disait tout à l'heure : « Mais rappelez-vous ce qui s'est passé après 1880 ; rappelez-vous les paroles de l'honorable M. de Freycinet : « Nous sommes dans une impasse ; les congrégations ne demanderont pas l'autorisation. » Eh bien ! si cette prophétie devait être considérée comme encore juste, en vérité la question du mode d'autorisation deviendrait d'un bien minime intérêt et cette certitude serait de nature à rassurer tout à fait ceux dont la conscience peut hésiter.

M. Ribot. — Ce n'était pas la pensée de M. de Freycinet. Il disait : « On ne peut pas leur demander de solliciter l'autorisation dans ces conditions. »

M. le président du conseil. — Mais je n'ai pas l'intention de le leur demander, monsieur Ribot (*Applaudissements et rires à gauche et à l'extrême gauche*).

M. Ribot. — Ce n'est pas vous, c'est la loi.

M. le président du conseil. — Mais voici ce que j'ai l'intention de faire. Je pense que si des religieux ou des religieuses sont entraînés par la vue de tant de souffrances et d'infortunes à les soulager, si la foi est, chez eux ou chez elles, cet adjuvant qui rend encore plus forts ces sentiments puisés aux sources de la pitié, si une congrégation n'obéit

qu'à l'élan de charité qui porte celles-ci à se dévouer aux malades, ceux-là à se faire missionnaires, et si les uns ou les autres viennent dire : « Voilà notre but, ne nous refusez pas l'existence », je n'éprouverai pas plus d'hésitation à soumettre cette demande au Parlement que je n'en aurais éprouvé à la soumettre au Conseil d'État (*Très bien ! très bien ! à gauche*), et je suis assuré qu'on méconnaîtrait les sentiments qui dominent cette Chambre et qui sont supérieurs à toutes les passions et à toutes les irritations politiques (*Exclamations à droite*), si on la supposait capable de ne point se laisser guider avant tout, dans l'examen d'une question de cette sorte, par le but, par l'œuvre que se proposera l'association qui demandera l'autorisation.

Voilà ce que j'avais à dire sur le principe et sur la forme de l'autorisation.

J'ajouterai un mot sur deux réserves que j'ai formulées devant la Commission et que je renouvelle devant la Chambre. Je crois, on effect, que s'il est souvent, on peut dire presque toujours, facile de prendre son temps pour autoriser, il peut y avoir de telles circonstances où il serait périlleux d'être obligé de prendre son temps pour dissoudre ; et lorsqu'on me dit : « La loi qui autorisera une congrégation à se former pourra introduire dans la charte de cette association le droit de dissolution par le gouvernement », je crois qu'on imagine une mauvaise méthode et qu'une telle délégation donnée par le parlement au gouvernement doit trouver sa place dans la loi générale. C'est dans ce sens que j'ai demandé et que je demande encore à la Commission d'introduire dans la loi une disposition qui permette au gouvernement de prendre des mesures que l'urgence peut commander.

J'ai fait une seconde réserve : je n'en parle dès à présent que parce que ce point a été traité par anticipation par d'autres orateurs. Il s'agit du délai de six mois.

J'ai dit à la Commission : Je comprends très bien qu'on mette les gens en demeure d'accomplir dans un délai déterminé un acte qu'il est en leur pouvoir d'accomplir, mais je ne comprends pas qu'on leur impute un retard qui ne serait pas de leur fait. Il dépend d'une congrégation de demander l'autorisation dans un certain délai, il ne dépend pas d'elle que cette demande soit dans le même temps accueillie ou rejete-

tée par la Chambre (*Très bien ! très bien ! à gauche*), et sur ce point encore il y aura une rectification à introduire dans la loi.

Sous le bénéfice de ces réserves, je crois que le texte proposé par la Commission peut être adopté par la Chambre, et je lui demande, comme l'a déjà fait M. le rapporteur, d'accepter sur ce point les dispositions qui sont à la fois celles de la commission et du gouvernement (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

Après le rejet de l'amendement de M. d'Iriart d'Echepare, M. J. Thierry proposa d'excepter de l'application de l'article 13 les congrégations ayant pour objet des œuvres de bienfaisance ou des missions scientifiques à l'étranger. Cet amendement fut également repoussé par la Chambre (séance du 18 mars).

M. Waldeck-Rousseau, *président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes*. — Si j'ai bien compris les explications de M. Thierry, il demande que les associations d'une certaine nature, les associations charitables ou celles qui ont des missions pour objet, puissent se former sur la simple déclaration dont il est question à l'article 2.

M. Thierry. — Parfaitement.

M. le président du conseil. — Je me borne à faire cette réflexion. La discussion que la Chambre a déjà entendue a passé en quelque sorte par deux étapes. Première étape : faut-il distinguer entre les congrégations et les associations ordinaires ? La Chambre a décidé que les unes se formeraient sans autorisation et que les autres se formeraient avec autorisation.

Seconde étape : de quelle nature sera l'autorisation ? La Chambre a décidé que l'autorisation serait donnée par une loi.

L'honorable M. Thierry demande à la Chambre de revenir sur ses précédents votes en décidant que les congrégations n'auront pas besoin d'être autorisées, qu'il leur suffira de faire une déclaration.

Dans ces conditions, le Gouvernement repousse l'amendement (*Applaudissements à gauche*).

M. Denys Cochin demanda au président du conseil si les Frères de la doctrine chrétienne seraient soumis aux obligations de la nouvelle loi ; le ministre fit la déclaration suivante (séance du 18 mars) :

Messieurs,

Ma réponse à l'honorable M. Cochin sera simple, courte et, je crois, lui donnera satisfaction.

La question qu'il a soulevée est réglée non par la loi générale sur les associations que nous faisons en ce moment, mais par les lois sur l'enseignement. Par exemple, je citerai les Frères de la doctrine chrétienne.

Cette congrégation a été autorisée par une loi, ainsi que le Conseil d'État l'a récemment et de nouveau affirmé. En tant qu'autorisée par une loi comme congrégation, elle a la capacité légale et civile. Si je cherche quelle est la limite dans laquelle peut s'exercer cette capacité, je trouve par exemple qu'au sens de la loi actuelle les Frères de la doctrine chrétienne qui ont fondé deux, trois, quatre noviciats, c'est-à-dire des établissements, devraient nécessairement, pour former un nouvel établissement de cette nature, se conformer aux prescriptions de la loi actuelle.

Quant au droit d'ouvrir des écoles primaires, la Chambre sait à merveille qu'il est réglé par une loi spéciale. S'il s'agit de l'enseignement supérieur, il faut une autorisation ; s'il s'agit de l'enseignement primaire, il suffit d'une simple déclaration. L'école est alors placée sous le contrôle et l'inspection de l'État, mais l'autorisation d'ouvrir une école primaire ne peut être réglementée que par la législation spéciale à laquelle je viens de me référer.

J'ai été appelé par lui-même à anticiper sur une déclaration qui viendra plus utilement quand nous discuterons le deuxième paragraphe de l'article 13. J'établirai alors que les dispositions proposées n'ont absolument rien à voir avec la législation sur l'enseignement et, jusqu'à ce que celle-ci ait été modifiée, il est bien entendu qu'elle garde toute sa force et que la loi actuelle n'y touche même pas (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

M. Jacques Piou ayant posé la même question (même séance). au sujet des Sœurs de Saint-Vincent de Paul et des Petites Sœurs des pauvres, M. Waldeck-Rousseau répondit :

M. le président du conseil. — Les Sœurs dont vous parlez, et qui forment une congrégation autorisée, ont dans presque tous les cas demandé l'autorisation de fonder de nouveaux établissements ; c'est seulement un petit nombre d'établissements dépendant de leur communauté qui n'ont pas obtenu cette autorisation.

Ces Sœurs ne trouveront pas extraordinaire qu'on leur demande, pour ces établissements qui forment l'exception, de faire ce qu'elles ont fait déjà pour ceux qui constituent la règle (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

M. Peschaud avait déposé un amendement portant que les congrégations déjà autorisées avant la promulgation de la loi seraient dispensées de demander l'autorisation pour les établissements non autorisés qu'elles pourraient gérer au moment de cette promulgation. Il le retira à la suite des explications de M. Waldeck-Rousseau (Séance du 19 mars).

M. Waldeck-Rousseau, président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes. — Messieurs, la question qui m'est posée par l'honorable M. Peschaud est, je crois, la suivante : Quelle sera devant le texte proposé par le Gouvernement et la commission, la situation des établissements non autorisés fondés par des congrégations autorisées ?

Son amendement tend à un résultat qui dépasse la portée de cette question, car non content d'un éclaircissement que je vais lui donner, il demande à la Chambre de décider que, par le fait seul de la loi, tous les établissements non autorisés dépendant des congrégations autorisées seront considérés comme autorisés.

Je réponds d'abord à sa question : Il y a en effet un grand nombre de congrégations de femmes se vouant à l'assistance qui, conformément à des textes que nous aurons l'occasion d'examiner un peu plus tard, ont demandé l'autorisation de fonder des établissements.

La Chambre me permettra, pour la clarté de mes explications, de bien préciser quelle a été la procédure suivie.

La législation actuelle, celle de 1825 comme celle de 1850, n'admet pas, ne permet pas la reconnaissance, comme personne civile, d'une congrégation de femmes, et de la discussion de la loi de 1825 est ressortie la consécration de ce principe qu'aucune congrégation de femmes ne pouvait obtenir d'une façon quelconque la personnalité légale on tant que congrégation, mais qu'au contraire les congrégations de femmes pourraient demander l'autorisation de fonder des établissements.

Ce sont ces établissements qui, en vertu d'un décret rendu en Conseil l'État, acquièrent la personnalité civile, qui est par conséquent spéciale à l'établissement lui-même ; ce n'est pas la congrégation qui a la capacité légale, ce sont les établissements, d'une façon distincte, qui possèdent cette capacité légale.

Il n'est donc pas douteux que tous les établissements pour lesquels des autorisations ont été demandées et obtenues, ont la capacité qui leur permet de faire face à l'œuvre qu'ils ont entreprise.

Mais comme certaines congrégations ont tout à la fois des établissements autorisés et d'autres qui ne le sont pas, alors naît là question posée par l'honorable M. Peschaud : Quelle sera la situation des établissements non autorisés ?

Pour la clarté de la discussion, il est nécessaire de préciser le sens de l'expression « congrégations de femmes », qui a été employée. Il faut entendre par là les congrégations ayant obtenu déjà l'autorisation de fonder des établissements autorisés ; mais enfin c'est ce que l'on a raison d'appeler, d'une façon générale, les congrégations autorisées. Je crois que les déclarations qui ont été faites ou par le Gouvernement ou par l'honorable rapporteur ne laissent planer aucune équivoque sur la situation juridique des établissements non autorisés dépendant de congrégations autorisées. Il a été dit par l'honorable M. Trouillot, qui a reproduit très fidèlement mes déclarations et ma pensée, qu'en vertu du texte actuel les congrégations qui ont fondé des établissements autorisés et des établissements qui ne le sont pas auraient à se pourvoir en autorisation pour la dernière catégorie de ces établissements, et le mécanisme légal qui a été adopté par la commission, d'accord avec le Gouvernement, permet à ces congrégations d'obtenir l'autorisation qu'elles solliciteront sans avoir recours à une loi, mais simplement par décret (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

Le second paragraphe du texte actuel vise les congrégations que la Chambre autorisera par une loi ; il indique que l'autorisation donnée par cette loi ne pourra pas être indéfiniment extensible ; cette loi précisera le fonctionnement auquel la congrégation devra se soumettre, et les établissements qu'elle pourra fonder. Mais si, plus tard, cette congrégation veut élargir son domaine, et fonder un établissement nouveau, elle n'aura plus besoin d'une loi : un décret suffira. A plus forte raison, un décret suffira-t-il pour les établissements fondés par des congrégations de femmes autorisées, et qui, à l'heure actuelle, ne sont pas dans une situation régulière.

Je crois donc que je réponds bien clairement en disant qu'au lendemain du vote de la loi que nous discutons, l'autorisation pour les établissements qui préoccupent M. Peschaud devra être accordée par un décret.

Un mot encore, messieurs, sur l'importance que présente cette solution, et qu'il ne faut pas exagérer.

J'ai déjà indiqué à la Chambre le rôle des congrégations autorisées et des congrégations non autorisées dans l'assistance. Je vais préciser

maintenant le rôle des établissements non autorisés appartenant à des congrégations autorisées dans le même ordre de faits, c'est-à-dire dans l'assistance privée.

Lorsque j'ai proposé à la Chambre le projet de loi dont elle est saisie, j'ai dû naturellement m'occuper de savoir quel était le nombre des assistés en France, enfants, vieillards ou infirmes, qui étaient entretenus dans des établissements de toutes sortes, et j'ai demandé aux préfets, notamment, de me fixer sur le nombre des assistés dans les établissements dont a parlé M. Peschaud. J'ai trouvé qu'il y avait 68 465 indigents assistés par les congrégations autorisées, et 20 258 assistés par des établissements non autorisés dépendant des congrégations autorisées. Ces congrégations auront donc à remplir les formalités que la loi actuelle consacre, et, si elles obtiennent l'autorisation qu'elles devront demander au Conseil d'État, elles seront parfaitement en règle avec la loi (*Applaudissements à gauche*).

Voilà ma réponse à la question.

Quant à ma réponse à l'amendement, elle sera beaucoup plus courte.

M. Peschaud demande une autorisation en bloc résultant pour tous les établissements du fait même de la loi. C'est aller à l'encontre d'un principe dont jusqu'à présent jamais aucune Chambre ni aucun Parlement ne se sont départis et qui veut que l'autorisation soit individuelle ; il reçoit de la loi une nouvelle consécration, et, par conséquent, il est impossible d'admettre que, par le fait que la Chambre aurait voté une loi déterminant à quelles conditions on devra satisfaire pour obtenir l'autorisation, il se trouve que *de plano* tous les établissements qui sont dans une situation irrégulière recevront l'autorisation.

Il est de toute justice que le rôle de chacun de ces établissements soit examiné ; car remarquez que tous les établissements non autorisés et dépendant de congrégations autorisées ne sont pas exclusivement des établissements d'assistance ; il y a encore à vérifier dans quelle mesure l'assistance y est donnée. En un mot, comme la faveur de la capacité légale est tout exceptionnelle et qu'il faut qu'elle soit méri-

tée, il y a un examen à faire, qui comporta l'examen de chaque espèce, et une solution en bloc est absolument inadmissible (*Applaudissements à gauche*).

J'espère avoir donné satisfaction à l'honorable M. Peschaud relativement à la question qu'il posait ; quant à son amendement, j'ai indiqué d'un mot qui me paraît décisif combien il est inacceptable (*Nouveaux applaudissements à gauche. — Bruit à droite et sur divers bancs au centre*).

M. Waldeck-Rousseau combattit ensuite (*même séance*), un amendement de M. Berry qui fut rejeté par la Chambre, et qui était ainsi conçu :

« Néanmoins, le gouvernement pourra autoriser par décret les congrégations dont le patrimoine est entièrement consacré aux malades, aux vieillards, aux infirmes, aux indigents, aux orphelins. »

M. Le Président du Conseil, *ministre de l'intérieur et des cultes*. — Je voudrais en quelques mots placer la question soulevée par l'honorable M. Georges Berry sur son véritable terrain.

M. Berry a rappelé des paroles que j'ai prononcées et dans lesquelles il m'a été bien facile, bien naturel, de rendre hommage à toutes les œuvres de charité sans distinction ; mais il ne s'agit pas de savoir si des congrégations, voulant fonder des œuvres charitables, mériteront l'intérêt, l'attention et l'autorisation, après vérification de leurs statuts ; il s'agit de savoir comment et en quelle forme elles devront obtenir cette autorisation.

Voilà la question. Je l'ai déjà traitée, et la Chambre l'a résolue à propos de l'amendement qui demandait que toutes les congrégations pussent être autorisées par simple décret.

M. Georges Berry. — Ce n'est pas la même chose !

M. Le Président du Conseil. — J'ai rappelé à la Chambre comment j'avais été partisan du décret en tant qu'autorisation d'exister donnée par l'administration, et comment je ne pouvais admettre qu'un simple décret pût conférer la personnalité civile et la capacité à une congrégation. Et, en vérité, je n'ai qu'un moyen de rajeunir ces observations, c'est de montrer, par une citation très courte, que M. Georges Berry demande aujourd'hui à la Chambre d'introduire dans notre droit public un principe qui a été constamment et toujours repoussé par tous les régimes et pour des raisons qui ne tiennent pas le moins du monde au but poursuivi par la congrégation ; qui tiennent, au contraire, essentiellement, à la constitution même de la congrégation, au moyen, par conséquent, par lequel ce but est poursuivi.

On nous oppose assez souvent la loi de 1825 pour que je puisse rappeler ici les paroles qui ont été prononcées à cette date : ce sont non seulement les jurisconsultes, mais les hommes politiques les plus éminents, et dont l'autorité est le plus considérable, qui ont admis et professé comme un principe indéniable qu'il fallait une loi pour créer une exception au droit commun...

M. Jacques Piou. — L'article 290 existait alors, et il n'y avait pas le droit d'association.

M. Le Président du Conseil. — ... et voici leur raison ; c'est là où je suis allé — je puis bien le rappeler à cette heure — puiser ma première rédaction.

M. Lainé, repoussant une objection tirée de ce que les congrégations religieuses pourraient se former sans une autorisation exceptionnelle, posséder indépendamment d'un décret, s'exprimait en ces termes :

« Les congrégations religieuses, au contraire, changent l'état des personnes. Celles-ci n'appartiennent plus à leurs familles ; affranchies de la puissance paternelle, elles forment partie d'une corporation permanente. L'État est reconnaissant de leur zèle pour le soulagement des malheureux, de leur charité pour les familles pauvres ou riches chez qui elles répandent l'instruction. Mais la loi ne peut rester indifférente à leur égard ; ce sont de grandes corporations civiles pour qui

le droit commun doit être modifié. Il l'est quand on accorde à des êtres collectifs le droit de posséder en vertu d'une substitution perpétuelle, ce droit d'acquérir à tous les titres et par toutes les voies, qui, disséminant les biens des familles, les agglomère dans les congrégations ; c'est même excéder le pouvoir des lois humaines que de donner à ces corps une vie perpétuelle pendant laquelle ils acquerront toujours à l'aide même des séductions légitimes nées des liens d'une maternité, d'une fraternité nouvelles, que la religion serre plus étroitement que la nature même. » (*Applaudissements à gauche*).

Voilà les raisons que donnait l'honorable M. Lainé ; et M. Pasquier, qui s'était inscrit pour prendre la parole, répondait qu'en présence de ces déclarations si démonstratives il y renonçait. Je fais comme lui et je demande à la Chambre de vouloir bien, une fois de plus, affirmer qu'elle n'entend pas introduire dans notre droit public un principe qui est la négation de tout ce qui a été admis et pratiqué jusqu'ici.

M. de Grandmaison. — Ce n'est pas la peine d'être en République ! (*Exclamations ironiques à l'extrême gauche*).

M. Le Président du Conseil. — Je sais que quand nous citons la loi de 1825 et les paroles d'hommes qui, comme les Pasquier et les Lainé, ont été l'honneur de la monarchie, vous vous écriez : « Loi de réaction ! »

Certes, la tyrannie que nous sommes censés exercer aura tout au moins réalisé un miracle, elle aura été pour la liberté le plus précieux des ferments, puisqu'elle l'a fait germer dans un parti où jusqu'alors elle n'avait pas rencontré beaucoup d'adhérents (*Applaudissements et rires à l'extrême gauche et à gauche. — Interruptions à droite*).

M. Gayraud. — Et elle la tue chez ceux qui se prétendent ses défenseurs.

M. de Grandmaison. — Vous êtes un singulier professeur de liberté !

M. de Gailhard-Bancel. — Nous comprenons et pratiquons la liberté mieux que vous ! (*Bruit à l'extrême gauche*).

M. le Président du Conseil. — Quand on vous rappelle la tradition des hommes qui ont été l'honneur de votre parti, vous sentez frémir en vous des âmes de conventionnels (*Applaudissements et rires à gauche*). Nous ne demandons à la Chambre qu'une chose, c'est de rester fidèle à la tradition de notre droit public et de ne pas faire ce que vos ancêtres ont refusé de consentir en 1825 (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche. — Interruptions à droite*).

La Chambre rejeta également un amendement de M. Dansette, relatif aux congrégations de missionnaires, et qui provoqua un nouveau discours de M. Waldeck-Rousseau (*même séance*).

M. le Président du Conseil. — Messieurs, je répondrai à l'honorable M. Dansette dans le même esprit qui dictait mes paroles lorsque j'ai répondu à M. Georges Berry.

M. Dansette insiste sur les services qui ont été rendus à la civilisation et particulièrement à notre pays par les missions étrangères. Il montre le zèle qu'elles ont déployé. Il rend hommage par conséquent à des qualités et à des services que le Gouvernement n'a pas méconnus. J'ai à peine besoin de rappeler ici — M. Dansette m'en a évité le soin — le langage que j'ai tenu à cet égard. Le Gouvernement s'est montré juste, je crois, lorsqu'il a rendu hommage, lui aussi, à des titres qu'il connaît mieux que personne (*Très bien ! très bien !*).

Ce qu'a dit l'honorable M. Dansette est donc de nature à montrer que lorsque des congrégations s'adonnant aux missions étrangères solliciteront l'autorisation, la demande qu'elles porteront devant la Chambre devra être examinée dans un sentiment de haute bienveillance ; c'est la conclusion logique qui se déduit de ses observations. Tout à l'heure, l'honorable M. Georges Berry avait également raison de dire que les congrégations qui se vouent exclusivement au soulagement des malades et des infirmes ont droit à une faveur particulière.

Mais lorsqu'on a ainsi montré les titres spéciaux que peuvent avoir des congrégations à l'attention et à la faveur du Gouvernement et du Parlement, on n'a pas encore résolu la seule question qu'il appartienne à la Chambre de trancher (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

Je remarque que nous avons tout au moins réalisé un progrès, semble-t-il, et qu'aujourd'hui on paraît reconnaître que les congrégations doivent être autorisées (*Applaudissements sur les mêmes bancs. — Réclamations à droite et au centre*).

M. Jacques Piou. — C'est une erreur !

M. Le baron Amédée Reille. — C'est pousser l'ironie un peu loin !

M. le Président du Conseil. — Je regrette beaucoup de voir retirer un aveu qu'il m'était agréable d'enregistrer ; mais enfin je suis tout prêt à donner acte à l'honorable M. Piou de ce qu'il considère qu'il vaut mieux que les congrégations ne soient pas autorisées.

M. Jacques Piou. — Je trouve les congrégations plus intéressantes que la franc-maçonnerie, pour laquelle vous n'exigez pas d'autorisation (*Applaudissements à gauche*).

M. le Président du Conseil. — Nous parlerons de la franc-maçonnerie à son heure (*Ah ! ah ! à droite*).

M. le Président. — Messieurs, veuillez alors attendre !

M. le Président du Conseil. — En vérité, il semble que les dialogues qui s'engagent entre nous sont plutôt pour m'embarrasser que mes collègues de la droite. Je ne m'en suis pas aperçu. Par conséquent, lorsque vous voudrez bien, par l'intermédiaire d'un de nos honorables collègues, apporter ici la question de la franc-maçonnerie, je m'expliquerai avec la même franchise et la même simplicité (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

J'ai pour l'instant à examiner si la faveur qui s'attache à une congrégation doit créer pour cette congrégation un régime spécial d'autorisation ; si, lorsqu'une congrégation se propose un but utile, elle doit être autorisée par décret, réservant par conséquent l'autorisation du Parlement pour les congrégations qui se proposeraient de poursuivre un but nuisible (*Rires et applaudissements à gauche*).

M. de Gailhard-Bancel. — Il n'y a pas de congrégation qui poursuive un but nuisible.

M. le Président du Conseil. — C'est là une thèse que j'ai déjà combattue. Je l'ai combattue contre l'honorable M. Georges Berry ; je la combats contre l'honorable M. Dansette. Et puisque, sans cesse, la même question est portée à la tribune, je n'ai pas l'intention d'y reproduire sans cesse le même discours.

Je demande à la Chambre de renouveler le vote qu'elle a émis sur l'amendement de l'honorable M. Berry.

Je rappelle que ses clients n'étaient pas moins intéressants que ceux de l'honorable M. Dansette. Je ne comprendrais donc pas qu'il y eût entre eux une différence de traitement.

Quant à l'attitude que le gouvernement tient à observer, je la précise en déclarant que nul ne pourra lui reprocher d'avoir laissé s'amoindrir entre ses mains l'influence légitime dont la France dispose... (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

A droite. — On verra cela plus tard !

M. le Président du Conseil. — ...et que c'est plutôt par un très simple souci de la dignité nationale que par des polémiques inspirées par un sentiment politique qu'il compte parvenir à réaliser sa tâche (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

Enfin, toujours dans la séance du 19 mars, où les adversaires de la loi ne cessaient de présenter des amendements, M. Waldeck-Rousseau dut monter une quatrième fois à la tribune, et cette fois afin de revendiquer pour le Gouvernement le droit sous sa responsabilité de prononcer la dissolution d'une congrégation. Un député, M. Bertrand, venait de critiquer le paragraphe 3 de l'article 13 attribuant le droit de dissolution au Conseil des ministres.

M. le Président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes. — Messieurs, je tiens à rappeler d'abord, très brièvement, dans quelles conditions j'ai été amené à déclarer à la tribune qu'on pourrait utilement introduire dans l'article 13 la disposition qui est aujourd'hui l'objet des critiques de l'honorable M. Bertrand.

Les adversaires du projet de loi faisaient valoir que lorsqu'il s'agira de statuer sur le sort d'une congrégation qui aura été autorisée, il faudrait suivre une procédure non moins longue que celle qui aura présidé à son autorisation, et ils montraient, dans l'inconvénient de démarches réitérées auprès du Parlement pour ramener son attention sur les congrégations autorisées, un des principaux obstacles auxquels la législation que j'ai défendue allait se heurter. C'est donc, on me permettra de le dire tout d'abord, dans le but excellent d'alléger les scrupules des adversaires de la loi que j'ai proposé cette disposition (*Exclamations au centre et à droite, — Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

M. Ribot. — Il s'agit donc de vos propres scrupules, car c'est vous qui avez présenté l'argument (*Applaudissements au centre et à droite*).

M. le Président du Conseil. — Je constate un fait et il me suffirait, si j'éprouvais le moindre plaisir à me relire, d'apporter le discours que j'ai prononcé, et la Chambre y verrait que c'est pour répondre à une objection qui avait été formulée que j'ai indiqué quel était à mon sens le remède et la solution. Mais, bien entendu, ce ne sont pas les questions d'intention seulement qui doivent dominer ce débat.

Je voudrais examiner maintenant très rapidement de quelle nature sont les scrupules de l'honorable M. Bertrand. Il est d'abord évident

qu'il ne recule pas devant cette proposition qu'un décret peut prononcer la dissolution des congrégations. En effet, le texte même de son amendement prouve que, pour les congrégations qui auront été autorisées par un décret, il ne voit aucun péril et aucun arbitraire à ce que la dissolution soit prononcée dans la même forme ; tant que le conseil d'État intervient pour autoriser, il trouve naturel qu'il intervienne pour enlever l'autorisation.

Mais l'honorable M. Bertrand souligne l'objection et il vient dire : lorsque l'autorisation aura été donnée par une loi, il est inadmissible qu'elle puisse être retirée par un décret.

L'honorable M. Bertrand qui a tout à fait raison en thèse générale. Par exemple, il est de toute évidence que lorsqu'une loi est intervenue, sans introduire aucune exception à la règle générale, pour accorder l'autorisation, c'est une loi seulement qui peut l'abroger. Ne parlons pas uniquement des lois d'autorisation, parlons de toutes les lois que fait la Chambre : il est bien clair qu'aucun décret du pouvoir exécutif ne peut ni les abroger ni les supprimer. Mais la Chambre, dans la plénitude de son pouvoir législatif, petit être appelée à examiner quel sera le mécanisme d'une institution ; elle peut déterminer quelles seront les conditions de l'autorisation ; elle peut déterminer aussi quelles seront les conditions du retrait de l'autorisation (*Mouvements divers*), et autant il serait inadmissible de revenir sur ce qu'une loi a décidé, car on méconnaîtrait par là même l'autorité du pouvoir législatif, autant on s'y conformera si le pouvoir législatif traçant les formalités à suivre, a donné à un décret le pouvoir de retirer l'autorisation (*Exclamations à droite. — Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

M. Lasies. — C'est la théorie de 1852 ; très bien !

M. le Président du Conseil. — J'ajoute qu'à ce que nous demandons, il y a un précédent, contrairement à ce que pense M. Bertrand ; il est dans la loi elle-même, car je pense qu'une association qui tient son existence de plein droit de la loi elle-même, en dehors de toute espèce d'autorisation, doit être dans une situation tout aussi favorable que celles qui, pour vivre, pour naître, ont besoin d'une autorisation (*Interruptions à droite*).

Vous avez décidé que telles de ces associations qui peuvent se former même sans déclaration pourront être dissoutes par un décret rendu dans les conditions visées par l'article 13 (*Murmures à droite*), et qu'on me permette de dire, au risque de souligner cette indignation éloquente qui se traduit par de si beaux murmures... (*Rires et applaudissements à gauche*).

M. Lasies. — Je ne suis pas indigné du tout.

M. le Président du Conseil. — ... Qu'on me permette de dire qu'entre les associations dont je viens de parler et les associations religieuses — je ne dis rien là qui, en soi puisse être blessant ou désobligeant, — il y a justement cette analogie que dans les unes et dans les autres on rencontre un mélange de nationaux et d'étrangers. Par conséquent, lorsque nous demandons, pour le Gouvernement, le droit, sous sa responsabilité, de prononcer la dissolution d'une congrégation, nous ne demandons rien qui soit contraire au droit commun ou à la logique même de la loi (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

ASSOCIATIONS ET CONGRÉGATIONS

L'ENSEIGNEMENT PUBLIC
ET LES CONGRÉGATIONS

[Retour à la table des matières](#)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. *Séance du 25 mars 1901.* Une importante discussion s'éleva au sujet de l'article 14 interdisant aux membres des congrégations religieuses non autorisées de diriger un établissement d'enseignement ou d'y donner l'enseignement.

Cet article, vivement attaqué par MM. Aymard, de Mun, Denys Cochin, fut défendu par M. Leygues, ministre de l'instruction publique, ainsi que par Léon Bourgeois, qui prononça un important discours dont la Chambre ordonna l'affichage. M. Cazals proposa, à la fin de la discussion, de disjoindre l'article 14 de la loi sur les associations. Cette motion, soutenue par M. Ribot, fut repoussée avec énergie par le président du conseil. La Chambre, donnant raison à M. Waldeck-Rousseau, rejeta l'amendement Cazals, et l'ensemble de l'article 14 fut adopté par 318 voix contre 239, aux applaudissements des gauches républicaines.

M. Waldeck-Rousseau, *président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes.* — Je demande à la Chambre de vouloir bien m'accorder quelques instants afin que je lui indique aussi succincte-

ment que possible les raisons pour lesquelles le gouvernement s'oppose au vote de l'amendement de l'honorable M. Cazals.

A vrai dire, — et cela ressort, je crois, du discours que vous venez d'entendre, — disjonction ou rejet, à l'heure actuelle, c'est tout un (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

Assurément, personne ne pensera, et l'on n'a point dit, au moins avec quelque insistance, que le texte de l'article 14 fût une improvisation de l'heure présente, que l'on ait manqué du temps voulu pour le lire, le méditer ou le comprendre, et la façon dont il a été combattu montre, je crois, de manière suffisante, que nul ici n'en ignore ni la lettre ni l'esprit (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

Vous êtes donc en présence d'une disposition renvoyée à la commission des associations dans des circonstances que, moi aussi, je dois rappeler d'un mot.

Lorsque l'honorable M. Rabier a porté ici sa proposition, j'y ai vu, et je l'ai dit sur l'heure, un danger possible pour la loi des associations ; j'ai dit que si on votait cette disposition elle ne constituait, aux yeux du gouvernement, qu'une partie d'un ensemble plus vaste et qu'il était à craindre que, satisfait de cette manifestation, on ne désirât pas d'aborder le grand débat que nous souhaitons de voir s'engager dans le plus bref délai (*Très bien ! très bien !*).

Voilà pourquoi le renvoi a été prononcé à la commission des associations. Par conséquent, je ne fais que tenir ma parole en demandant à la Chambre de voter une disposition sur laquelle d'ailleurs je me suis expliqué dans la commission au nom du gouvernement.

La discussion que vous avez entendue a pris une grande ampleur ; et nul moins que moi ne songera à s'en plaindre ; mais il m'est arrivé, lorsque je pouvais échapper au charme de certains discours, de me demander cependant si l'on parlerait autrement, — on ne parlerait pas mieux, — le jour où il s'agirait de voter ici, par exemple, le monopole de l'État, le jour où il s'agirait — ce qui est plus prochain et plus probable — de voter sur la question des certificats, d'études (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

Je crois, en effet, qu'on n'introduira dans l'examen de ces problèmes ni un argument nouveau, ni une pensée nouvelle, ni un aperçu différent de ceux qui vous ont été soumis.

Mon devoir, à la dernière heure de ce débat particulier, est de revenir à la question qui vous est posée. Il y a eu un moment où la rédaction proposée par la commission pouvait être considérée comme intéressant l'enseignement. Après avoir dit que nulle congrégation ne pouvait se fonder sans une autorisation, la commission ajoutait que, même autorisée, une congrégation ne pourrait pas donner l'enseignement sans une autorisation nouvelle ; elle se plaçait, par conséquent, en face d'une congrégation autorisée, en face d'un être moral reconnu par l'État ; et se demander si un être moral reconnu par l'État peut donner l'enseignement, c'était bien toucher à la question de l'enseignement.

J'ai soumis ces observations à la commission ; elle a bien voulu les entendre, et elle vous soumet un texte bien différent, exclusivement relatif aux congrégations non autorisées, et disposant qu'aucun de leurs membres ne pourra donner l'enseignement (*Très bien ! très bien !*).

Ainsi posée, la question devient plus pressante ; elle ne permet plus ni subterfuge, ni cette habileté, précieuse d'ailleurs à des oreilles françaises, qui consiste à entrer dans le domaine des généralités, et à les draper d'une superbe éloquence. Il faut un texte ; quel sera-t-il ?

Je dis : Il faut un texte ; car lorsqu'on a commencé par décider que des congrégations devront être autorisées, on ne peut pas laisser incertaine la question de savoir quels seront les droits des membres des congrégations non autorisées.

On oublie, lorsqu'on vient nous dire : Du moment où la Congrégation est là, en France, sous votre main, vous pouvez la frapper, la détruire, — on oublie de vous dire que cette congrégation, celle par exemple vers qui se portent aussitôt tous les regards vigilants, sera demain à quelque poste avancé au-delà de la frontière (*Très bien ! très bien ! à gauche*). Ce n'est pas en masse, en groupe, en corporation,

qu'elle enseignera ; mais, dans tous les établissements mis à sa disposition, elle aura ses représentants, des hommes dépositaires de sa pensée, instruments de sa doctrine, donnant non pas l'enseignement que leur raison propre ou leur tendance individuelle pourront leur suggérer, mais l'enseignement particulier tant de fois dénoncé, qui est la règle de la congrégation elle-même (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

S'il en est ainsi, il faut opter entre deux systèmes, et il faut que la loi dise l'une des deux choses suivantes :

Ou bien que les membres des congrégations non autorisées ne pourront pas enseigner, ou bien — et je porterais volontiers le respectueux défi à mes adversaires de l'oser faire — il faudra inscrire ces paroles dans un texte de loi :

« Art. 14. — Les membres des congrégations non autorisées pourront donner l'enseignement à la jeunesse. » (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

Présentée sous cette forme, la question est par là même dépouillée d'artifice. Il ne s'agit pas de savoir, entendez-le bien, si les catholiques ont le droit d'élever leurs enfants suivant leur conscience, si des laïques catholiques peuvent ouvrir des écoles : — ou ils le peuvent, et vous le savez. Il ne s'agit pas de savoir si les prêtres séculiers peuvent ouvrir des établissements d'instruction : — ils le peuvent, et vous le savez. Il ne s'agit même pas de savoir si des congrégations autorisées qui se seront inclinées devant la loi pourront donner l'enseignement : — elles le peuvent, et vous le savez. Il s'agit pour vous d'obtenir que l'enseignement soit livré à des religieux qui ont traversé les siècles, entendez-le bien, contemplant avec le même dédain et le même mépris les monarchies et les républiques (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*), parce que les uns et les autres de ces gouvernements synthétisaient à leurs yeux l'État, et qui ont refusé de demander à une époque quelle qu'elle fut l'autorisation de vivre. Et vous venez dire que la liberté sera violée si ces congrégations, qui ne veulent pas connaître l'État, le trouvent aujourd'hui comme jadis résolu à ne pas mettre entre leurs mains ce qu'il a de plus précieux ! (*Nouveaux applaudissements*).

On a parlé souvent de mon discours de Toulouse. Chose bizarre ! on n'en a jamais lu le passage qui s'applique à la question que nous traitons à l'heure actuelle. Voici comment je m'exprimais, on me pardonnera d'y revenir :

« Lorsque les conditions sous lesquelles pourra se former une association religieuse auront été nettement dessinées, on n'imaginera pas sans doute que celles qui ne les auront pas remplies puissent prétendre à instruire et à former une jeunesse qui trouverait chez elles cette première leçon de chose ; qu'on peut impunément violer les lois les plus essentielles de l'État. » (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

Et en vérité que penseront, dans ces maisons ouvertes par des religieux qui n'admettent pas la loi de l'État, que penseront les enfants ? On a beaucoup parlé de livres, de manuels, de devoirs, de leçons. Ah ! il y a un livre plus éloquent que tous les autres, c'est celui de la vie, c'est celui du fait placé sous les yeux de l'enfant. Qu'apprendra l'enfant dans ces établissements, ou aux mains de ces religieux ? Il apprendra qu'il y a des lois qui sont méprisables, que la société issue de 1789 n'est qu'un pouvoir passager, précaire et subalterne, et qu'il y a, en un mot, une théocratie qui a le droit de réviser ses arrêts (*Vifs applaudissements sur les mêmes bancs*).

Voilà une congrégation qui n'est pas reconnue, qui n'est pas autorisée ; elle n'a pas le droit de posséder un arpent du sol, pas même d'être propriétaire du toit qui l'abrite, et vous allez remettre entre ses mains l'enfance, la jeunesse... (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

M. Ribot. — Non !

M. Le Président du Conseil. — ... l'épargne et le trésor des forces vives de la nation ? (*Nouveaux applaudissements*).

On redoute que les congrégations ne forment dans l'État un État trop puissant, muni d'une telle force qu'il pourrait tenir en échec cette personne morale, la plus haute, la plus forte de toutes, et vous allez

leur confier des intelligences qui s'éveillent à peine à la vie de l'esprit, cette argile précieuse, malléable, impressionnable, qui gardera toujours la marque et le sceau de la première empreinte ? (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

M. Daudé. — C'est saint Paul qui a dit cela !

M. Le Président du Conseil. — On a parlé enfin de paix religieuse, et l'on considère que le gage que la République devrait donner à ce désir si noble et dont l'accomplissement serait si nécessaire, c'est précisément de se désarmer !

J'ai montré tout à l'heure qu'il ne suffisait pas à un certain parti de voir l'enseignement confié à tous ceux parmi les religieux qui sont reconnus, et au laïque qui a passé ses examens, et au prêtre pour lequel il semble que l'un n'ait, lorsqu'il s'agit de l'enseignement, qu'un profond dédain. Cela ne vous suffit pas. Pourquoi voulez-vous donc le secours du religieux non reconnu ? Parce que sa persévérance à ne pas demander l'autorisation de l'État est absolument concordante avec le but qu'il poursuit, et que, nécessairement, il poursuivra dans son enseignement. Il faudra toujours retenir à cette idée maîtresse et supérieure, que, pour certains ordres religieux, il n'y a de vérité, il n'y a d'avenir et il n'y a de salut que dans la toute-puissance et dans la prééminence absolue du pouvoir religieux sur la société laïque (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

Et on ne trouvera pas d'autres explications à ce phénomène que les jésuites, par exemple, n'aient jamais à un régime quelconque demandé l'autorisation (*Mouvements divers*). Et c'est à ceux qui professent de pareilles maximes qu'on nous demande de confier la jeunesse pour acquérir ou pour consolider la paix religieuse !

Etes-vous bien sûrs qu'on travaille partout à établir la paix religieuse ? (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

Toutes les fois qu'il s'agira de savoir avec quelque exactitude ; avec une grande sûreté, quelle est la pensée maîtresse de tous ceux qui n'ont pas, après 1789, désarmé, qui poursuivent l'accomplissement de la même œuvre, par quels moyens ils y travaillent, et quels progrès ils

ont accomplis, on pourra s'adresser sans témérité et avec respect à l'honorable M. de Mun, qui est, à coup sûr, de cette pensée, le verbe le plus éclatant.

M. De Baudry d'Asson. — C'est lui qui vous remplacera, un jour ! (*Bruit à gauche*).

M. Le Président du Conseil. — Le 22 mai 1887, il traçait ce tableau d'une partie de la société française :

« Nous avons fait bien du chemin depuis vingt-cinq ans. Quand je suis entré dans la vie, j'étais, comme presque tous les hommes de ma génération, nourri, pénétré des principes de 89... On tenait à cette chimère... Nous avons cessé de croire qu'on pût concilier l'attachement au principe de la Révolution avec le désir d'en conjurer les conséquences nécessaires, et nous n'avons voulu désormais demander le salut de notre pays qu'à la loi divine et à l'enseignement de l'Église. »

Our le chemin parcouru était considérable ; et, à quelques jours d'intervalle, l'honorable M. de Mun pouvait dire devant une réunion de la Jeunesse Catholique :

« C'est une œuvre de lutte que vous commencez ici. Au dehors, ici peut-être, à Paris, dans les grandes villes, il y a d'autres jeunes gens comme vous, ardents et audacieux, — il y a une autre jeunesse, fille de l'éducation rationaliste...

« ... C'est le combat qui s'engage, la lutte solennelle qui vous est préparée quand vous allez franchir ce seuil... »

Et un peu plus loin :

« ... Et pourquoi donc auriez-vous peur ? Est-ce que l'histoire de ce siècle n'est pas une continuelle revanche de l'Église sur la Révolution ? » (*Applaudissements ironiques à gauche et à l'extrême gauche*).

A l'extrême gauche. — Voilà la paix religieuse !

M. Le Président du Conseil. — Eh bien ! messieurs, devant un langage aussi clair et, on me permettra de le dire, aussi menaçant, il faut savoir choisir le parti dans lequel on ira combattre, il faut savoir sous quel drapeau on s'enrôlera (*Applaudissements à gauche*).

M. De Baudry d'Asson. — Le savez-vous, à l'heure qu'il est ? (*Bruit*).

M. Le Président du Conseil. — Il faut savoir si l'on abandonnera celui sous lequel tant des nôtres, de ceux qui nous ont précédés et dans la vie et dans la lutte, ont combattu (*Vifs applaudissements à gauche*).

On a rappelé — et ce n'est pas sans raison que ce débat n'est pas nouveau ; il s'est engagé ici même il y a vingt et un ans. Instruit par la leçon des 24 et 16 mai, le parti républicain avait pu mesurer tout le travail déjà accompli contre les institutions auxquelles il était attaché.

Alors Jules Ferry proposa l'article 7, et, à la suite d'un débat dont nul n'a oublié l'ardeur et l'éclat, il fut voté dans cette Chambre.

J'ai entendu avec surprise et presque avec peine l'honorable M. de Mun dire : « Ce fut l'œuvre d'une coterie ». Ah ! puisse cette coterie de 1879 et 1880 réunir une fois de plus tous les républicains ! (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*). J'ai rappelé dans une autre circonstance qu'elle commençait à Louis Blanc pour finir à l'honorable M. Franck-Chauveau, à M. Clemenceau pour finir à l'honorable M. Renault-Morlière.

Elle comprenait les hommes qui s'appelaient les Carnot, les Casimir-Perier (*Très bien ! très bien ! à gauche*) ; et lorsque cette discussion fut portée au Sénat, quels furent donc les hommes qui votèrent cette disposition ? Ce furent ceux que j'ai nommés il n'y a pas bien longtemps encore, Barthélemy Saint-Hilaire, John Lemoine, Lafayette, Léon Say. Ce furent, non pas seulement les républicains de la veille, les républicains de naissance, ce furent tous les républicains de raison, ce furent tous les représentants de cette grande bourgeoisie élevée par la loi dont on fait ici le procès, formés par la législation antérieure à 1850, qui a élevé — je l'ai dit à la commission et je le répète à la tribune — la génération la plus forte en même temps que la

plus tolérante, des artistes, des écrivains, des philosophes, des hommes d'État, dont les générations issues de la loi de 1850 n'ont pas fait encore pâlir la mémoire...

M. Massabuau. — Vous les valez bien, cependant, quoique issu du régime de la loi de 1850... (*Exclamations à gauche*).

M. Le Président. — Je vous rappelle à l'ordre !

M. Le Président du Conseil. — ... de cette bourgeoisie, trop fière et trop jalouse de toutes nos franchises nationales, pour jamais tourner les yeux du côté de Canossa, et trop instruite aussi pour ne point savoir que, si le chemin qui y conduit est facile, on n'en revient jamais qu'amoindri et humilié ! (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

A vrai dire ; en vous demandant aujourd'hui le vote que le gouvernement réclame de vous, il ne réclame pas seulement un vote de confiance pour sa politique : il vous demande un vote de confiance en vous-mêmes, et surtout un vote de fidélité à la tradition républicaine (*Applaudissements vifs et prolongés à gauche et à l'extrême gauche.* — *M. le président du conseil, de retour à son banc, reçoit de nombreuses félicitations*).

ASSOCIATIONS ET CONGRÉGATIONS

LA LIQUIDATION DES BIENS DES
CONGRÉGATIONS DISSOUTES

[Retour à la table des matières](#)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. *Séance des 27 et 28 mars 1901.* — L'article 18 traitait de la liquidation des biens des congrégations dissoutes. M. Le Hérissé demandait le renvoi de l'article à la Commission. Sa proposition fut repoussée par la Chambre après une intervention de M. Waldeck-Rousseau.

M. Waldeck-Rousseau, *président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes.* — Messieurs, je ne monte pas à la tribune pour m'engager dans la discussion du fond même de l'article et des amendements, mais pour demander à la Chambre de ne pas s'arrêter à la fin de non-recevoir qui lui est proposée par l'honorable M. Le Hérissé.

Sa thèse me paraît être celle-ci, — elle pourrait être résumée d'un mot ou d'une phrase : il en coûterait trop cher à l'État de procéder à l'exécution de la loi, et c'est pour des raisons fiscales ou financières que la Chambre devrait renoncer à l'un des principes consacrés par ses précédents votes, dont la conséquence va être la suppression d'un certain nombre de congrégations.

Au point de vue des chiffres, messieurs, il est manifeste que les charges varieront suivant le nombre des congrégations qui ne demanderont pas l'autorisation, et l'importance du personnel licencié, Mais je voudrais que la Chambre ne se fît pas une opinion fausse sur l'énormité de cette liquidation.

J'ai déjà eu l'occasion d'indiquer qu'une des préoccupations du gouvernement, avant même l'ouverture de ces débats, avait été de savoir quel serait le nombre des assistés tombant à la charge de l'État dans l'hypothèse où les congrégations qui ne sont pas autorisées demeureraient dans cette situation.

J'ai fait ouvrir, — c'était, je crois, le meilleur moyen d'investigation, — j'ai fait ouvrir dans tous les départements une enquête, et j'ai invité les préfets à répondre à ces deux questions : 1° Combien y a-t-il dans votre département d'assistés par des établissements non autorisés dépendant de congrégations non autorisées ? 2° Combien de ces assistés peuvent-ils être dès à présent recueillis dans les établissements autorisés existant à l'heure actuelle ?

Des réponses qui me sont parvenues, il résulte — je donnerai des chiffres précis au cours de la discussion de l'article — que, dès à présent, on pourrait pourvoir au placement de plus de la moitié de ceux qui sont assistés dans les établissements non autorisés (*Interruptions à droite*).

Quand on parle d'établissements non autorisés, on fait souvent une confusion. J'ai déjà dit qu'il y en avait de deux sortes : il y a les établissements non autorisés qui dépendent de congrégations autorisées, et c'est pour ces établissements que la Chambre a voté une disposition spéciale ; il appartient à ces congrégations de faire étendre à tous leurs autres établissements l'autorisation qu'elles ont déjà obtenue pour quelques-uns. La question se pose donc presque exclusivement pour la seconde catégorie d'établissements non autorisés, ceux qui dépendent de congrégations non autorisées.

Eh bien ! le nombre des enfants, vieillards, incurables, hospitalisés dans ces établissements, n'atteint pas 9 000 ; si l'on considère que les autres établissements existants peuvent recevoir tout ou partie de ces

pensionnaires, je dis que c'est là une charge qui, loin d'être écrasante, est des plus ordinaires.

M. Balsan. — Publiez ces renseignements ! Ce sera plus franc (*Bruit à gauche*).

M. Le Président du Conseil. — Quant aux pensions à servir, si on s'en tient aux statistiques, j'ose dire qu'elles n'excéderont point les ressources mises à la disposition de l'État ; loin de là ! Par conséquent, lorsqu'on vient nous dire :

« Renvoyez la question à la commission » — et ce serait plutôt à la commission du budget qu'il faudrait la renvoyer... — (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

M. Le Hérissé. — Parfaitement ! C'est le règlement !

M. Le Président du Conseil. — ... on demande de créer un précédent dont il appartient à la Chambre de fixer l'étendue. Le texte primitif du projet faisait rentrer, sans autre explication, tous les biens dans le patrimoine de l'État ; mais personne ne s'y est mépris. L'État a, bien entendu, des devoirs d'assistance générale à remplir vis-à-vis de tous ; et par conséquent, de toute façon, il faudra que, vis-à-vis des personnes qui ont droit à des secours, il remplisse son devoir d'État (*Très bien ! très bien !*).

Je demande à la Chambre de dire si elle veut, par mesure d'économie, conserver les congrégations non autorisées ; et je dis que, sans être un grand financier, on peut affirmer qu'il y a quelque hardiesse à prétendre que les biens des congrégations non autorisées ne suffisent pas à les entretenir (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

Le troisième paragraphe de l'article 18 était ainsi conçu : « Les valeurs acquises à titre gratuit et qui n'auraient pas été spécialement affectées par l'acte de libéralité à une œuvre d'assistance pourront être revendiquées par le donateur, ses héritiers ou ayants droit, ou par les

héritiers ou ayants droit du testateur, pendant le délai d'un an à partir de la publication au *Journal officiel* du jugement ou décret de dissolution ou de l'acte de dissolution volontaire. » Sur ce paragraphe l'amendement suivant fut proposé par M. Lhopiteau :

« Passé ce délai, les immeubles non repris ni revendiqués devront être vendus, et les prix de vente, ainsi que toutes autres valeurs mobilières, devront être partagés entre les ayants droit.

« De même, il devra être procédé au partage immédiat ou à la vente de tous biens meubles et immeubles dont deviendraient copropriétaires indivis, autrement que par voie d'hérédité en ligne directe ou collatérale, deux ou plusieurs membres d'une congrégation dissoute.

« Si, dans le délai de six mois, les intéressés n'ont pas effectué les ventes et partages prévus aux deux paragraphes qui précèdent, l'administration des domaines mettra les immeubles en vente aux enchères publiques, encaissera les prix, se fera remettre les valeurs mobilières, et déposera titre et deniers à la Caisse des dépôts et consignations, pour les comptes des ayants droit. »

La Chambre adopta l'amendement, malgré l'opposition du président du conseil.

M. Waldeck-Rousseau, *président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes*. — Messieurs, l'honorable M. Lhopiteau n'avait certainement pas à se défendre, au moins à mes yeux, du reproche d'avoir été inspiré dans sa rédaction par le désir de faire échec à la loi sur les associations, et je tiens à dire que, s'il a vu quoi que ce soit de semblable dans les quelques paroles que j'ai prononcées hier, il les a interprétées dans un sens absolument différent de celui dans lequel elles ont été prononcées.

Il y aurait d'autant plus d'injustice à faire peser ce reproche sur l'auteur de l'amendement, qu'ainsi qu'il l'a dit lui-même — et je suis heureux de le répéter — sur tous les projets essentiels qui ont en quelque sorte jalonné ce grand débat, il s'est trouvé d'accord avec le Gouvernement, notamment pour reconnaître que les congrégations doivent

demander l'autorisation ; que, si elles ne l'obtiennent pas, elles doivent être dissoutes ; et — ceci est plus précieux encore — que la dissolution serait un vain mot si on ne venait y ajouter une mesure d'exécution qu'il a lui-même appelée la dispersion des biens. Comme nous, il veut que les congrégations non autorisées soient dissoutes, et comme nous, il comprend que si on les laissait en possession de leurs biens, on aurait inséré dans la loi une disposition qui resterait sans effet.

Il y a même quelque chose de plus remarquable : c'est que, dans son système, il procède à la dispersion des biens avec beaucoup plus de rapidité que nous-mêmes.

Les deux systèmes qui sont proposés à votre examen peuvent, je crois, se caractériser par cette formule : « Dans celui du Gouvernement, on détermine la liquidation ; et dans celui de l'honorable M. Lhopiteau, on se borne à l'ouvrir. »

Tandis que nous indiquons quels devront être les emplois à faire, des ressources recueillies par l'État l'honorable M. Lhopiteau vous propose des dispositions dont voici l'économie : exécuter les biens des congrégations pour le compte de qui de droit et s'en rapporter ensuite à la justice pour répartir le produit des ventes forcées, entre ceux qu'il appelle les ayants droit.

Quant à moi j'estime que le mode de liquidation à employer doit être examiné avec une grande indépendance d'esprit et avec le souci de choisir la méthode qui paraîtra la meilleure, la plus juste, la plus humaine. Et je montrerai tout à l'heure, quand nous rapprocherons les deux systèmes, qu'à mon sens ce n'est pas celui de l'honorable M. Lhopiteau qui répond à cette définition :

Je ne reviendrai pas sur la controverse qui s'est agitée à cette tribune, et m'a rappelé le Palais, — je ne m'en plains pas ; je ne rechercherai pas après l'honorable M. Perreau, après l'honorable rapporteur de la commission, quelle est la vérité juridique sur la situation des biens donnés à une congrégation non autorisée.

Je voudrais, cependant, rassurer l'honorable M. Lhopiteau, et montrer que jusqu'ici le système proposé par le Gouvernement et adopté par la commission n'avait jamais été envisagé comme si fécond en alarmes. Nous verrons tout à l'heure quelques-uns des précédents que l'on peut invoquer.

La question, au demeurant, est celle-ci : une personne a reçu des valeurs, sans capacité pour les recevoir ; quel sera le sort de ces valeurs ?

L'honorable M. Lhopiteau dit : Elles pourront être revendiquées par le précédent propriétaire, puisqu'il n'a pas valablement aliéné ; et, dans cette hypothèse, en effet, il n'y a pas de discussion possible. Mais on peut prévoir le cas où celui qui avait donné ne veut pas reprendre (*Exclamations à droite et sur divers bancs au centre*). Nous allons préciser ; je vous assure, messieurs, que c'est ainsi que la question se pose. Le projet de loi dispose qu'on mettra le propriétaire qui aurait donné des biens à une congrégation non autorisée en demeure de les reprendre ; s'il ne veut pas exercer ce droit, si, pour employer une expression juridique, il délaisse ces biens, que deviendront-ils, entre la congrégation qui n'a pas pu les acquérir et le propriétaire qui ne veut pas les reprendre ? (*Interruptions au centre et à droite. — Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

Après avoir dit comment la question se pose, je dirai comment l'ont résolue, à des époques qui ne sont pas lointaines, quelques hommes que je crois pouvoir appeler considérables.

Voici d'abord l'honorable M. Marcel Barthe ; il était membre du centre gauche et républicain catholique ; cela ne l'empêchait pas d'être un jurisconsulte (*On rit*). L'article 26 de sa proposition réservait à celui qui a donné ou à ses héritiers le droit de revendication, et, prévoyant que ce droit pourrait ne pas être exercé dans un délai de six mois, il disposait : « Ce délai écoule sans que les héritiers aient fait une demande en revendication, lesdits biens appartiendront à l'État. »

Il y a eu dans nos assemblées un homme dont le nom n'est pas inconnu d'un certain nombre d'entre vous, qui était également un jurisconsulte éminent, et fut vice-président du centre gauche à l'Assemblée

nationale, il s'appelait M. Robert de Massy. Il introduisit un amendement au projet de loi présenté par M. Dufaure, et l'honorable M. Jules Simon rend compte dans son rapport de l'économie de cet amendement :

« La principale différence qui subsiste entre la proposition de M. Robert de Massy et celle que nous avons préférée consiste en ce que nous admettons que les immeubles ou valeurs mobilières illégalement acquis par les associations peuvent être revendiqués à toute époque contre tout détenteur, par le vendeur, le donateur ou leurs héritiers ou ayants droit, tandis que notre honorable collègue n'accorde aux réclamants qu'un délai de deux années à partir du jugement qui annule l'acquisition. Passé ce délai... » — C'est toujours la proposition de M. Robert de Massy. — «... aucune demande en revendication ne peut plus être admise et les biens sont dévolus à l'État en vertu de l'article 713 du Code civil.

Et M. Robert de Massy avait soin de mettre en renvoi le texte même de cet article : « Les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à l'État. »

M. Jacques Piou. — Après le jugement.

M. Le Président du Conseil. — Voici encore un homme qui, par son nom seul, se recommande à votre attention. Ah ! il n'était pas du centre gauche, il était de la gauche, c'est déjà une garantie de sagesse (*Rires*). Il s'appelait M. Eymard-Duvernay. L'article 12 de son projet était ainsi conçu :

« En cas de dissolution prononcée judiciairement, soit en raison du caractère illicite de l'association, ... soit parce qu'elle aurait transgressé, les dispositions relatives aux biens de mainmorte, ses biens, sauf le droit de retour qui peut exister, d'après la loi du 21 mai 1825, en cas de donation entre vifs ou de disposition à cause de mort, seront attribués aux hospices des départements dans lesquels seront situés les établissements dissous, qu'il s'agisse d'établissements laïques ou religieux. »

Ici, à l'État, personne morale générale et supérieure, était substitué un de ses démembrements, le Département envisagé dans ses fonctions d'assistance. Et M. Eymard-Duvernay, nous donnant, sur ce point, un exemple à suivre, ajoutait :

« Il pourra être prélevé une pension alimentaire au profit des membres de la communauté. »

A une époque plus récente, M. Floquet, qui, au cours de cette discussion, a reçu les éloges dus à son libéralisme, inscrivait sous l'article 13 de son projet la disposition suivante :

« Les biens faisant l'objet des actes annulés font retour aux ayants droit. S'il s'agit de biens acquis à titre onéreux, ces biens ou leur valeur, si le vendeur en offre le remboursement, sont attribués à l'État, qui les consacrera à des œuvres d'assistance ou de prévoyance. »

Arrivons au projet de M. Goblet.

L'article 7 contient exactement les mêmes dispositions ; et enfin, — car je tiens à abréger, — si je consulte le projet déposé par l'honorable M. Fallières en 1892, j'y trouve, à l'article 22, les dispositions suivantes : « En cas de dissolution prononcée soit en vertu de l'article précédent, soit en vertu des articles 3 et 15, les membres de l'association auront la faculté de reprendre le montant de leurs apports.

« Le surplus des biens de l'association sera restitué aux ayants droit et, à défaut, vendu d'office aux enchères publiques, pour le produit en être affecté à des œuvres de bienfaisance dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique. »

M. Ribot. — Monsieur le président du conseil, voulez-vous me permettre de dire un mot ?

M. Le Président du Conseil. — Volontiers !

M. Ribot. — J'avais l'honneur de faire partie du cabinet dont M. Fallières était garde des sceaux, et, si vous me permettez de lire quel-

ques lignes de l'exposé des motifs, vous verrez comment la question a été résolue pour les congrégations existantes :

« Nous avons déjà fait connaître quelles mesures seraient prises à l'égard des biens des associations condamnées.

« Tout autre est la situation que notre projet crée, à titre transitoire, aux associations actuellement existantes qui, n'ayant pas cru devoir se conformer, dans le délai qui leur est imparti, aux prescriptions de la nouvelle loi, se trouveront contraintes de procéder à leur liquidation.

« Sans doute, pour prévenir de la part de ces associations une inertie qui tendrait à prolonger un état de choses irrégulier, l'article 27 du projet prévoit une liquidation d'office ; mais les biens en provenant sont attribués aux membres de l'association. » (*Très bien ! très bien ! au centre et à droite*).

M. Le Président du Conseil. — Je reconnais parfaitement l'exactitude de la distinction. Mais ce que je recherche, c'est dans le cas où précisément la loi ne reconnaît pas la congrégation propriétaire, ce qu'il adviendra de ses biens ; il est donc naturel que j'invoque à l'appui de ma thèse l'hypothèse prévue par l'article 22 du projet de M. Fallières qui, ainsi que vient de l'expliquer M. Ribot, vise les congrégations ne rentrant pas dans la catégorie spéciale qu'il a indiquée.

Les biens appartiendront alors — et c'est M. Fallières qui le déclare — à des établissements de bienfaisance ou, pour mieux dire, à l'État, qui en disposera (*Réclamations à droite*).

M. Ribot. — Voici, pour qu'il n'y ait pas de doute, les articles qui règlent la situation :

« Art. 27. — L'association qui, faute de se conformer aux prescriptions des articles 2, 3 et 4, n'a pas d'existence légale, doit procéder immédiatement à sa liquidation et la terminer dans un délai d'un an à l'expiration duquel la liquidation aura lieu d'office, comme ci-dessus, article 26.

« Art. 26. — En cas d'option pour la liquidation, il est accordé à l'association un délai d'un an pour effectuer cette liquidation, passé lequel il y sera procédé d'office, comme il est dit au paragraphe final de l'article 12, pour le produit en être versé aux ayants droit. »

C'est le texte même de l'amendement de l'honorable M. Lhopiteau (*Applaudissements au centre et à droite*).

M. Le Président du Conseil. — C'est une des hypothèses (*Exclamations au centre et à droite. — Applaudissements à gauche*).

Mais il y en a une autre — et celle-là je ne la crée pas — pour laquelle l'article 22 s'exprime en ces termes ; « Le surplus des biens de l'association sera restitué aux ayants droit. »

M. Ribot. — Pour l'avenir, mais pour le passé nous ne l'admettons pas (*Réclamations à gauche*).

M. Le Président du Conseil. — Eh bien ! soit ; nous sommes d'accord sur ce point.

Je ne reproche pas le moins du monde à l'honorable M. Ribot de m'avoir interrompu, c'était son droit, et je demande à la Chambre de me permettre de tirer des constatations que j'ai faites les conclusions qui s'en dégagent.

Au lieu d'entrer dans un débat juridique, de citer à mon tour Laurent et Demolombe ou quelques autres, je me suis proposé d'établir que la solution proposée à la Chambre par la commission et par le gouvernement n'a rien d'insolite, et de montrer comment, toutes les fois où l'on s'est trouvé en présence d'une personne morale n'ayant pas de capacité civile, la question de la propriété était tranchée.

Lorsque, par une disposition légale, spéciale, on a attribué les biens aux membres de la congrégation, il ne peut pas y avoir de controverse.

Il y en a une, au contraire, lorsque cette disposition spéciale n'existe pas et qu'il faut répondre à la question pressante que j'ai posée.

Si une personne qui a reçu n'avait pas capacité pour recevoir, et si celle qui a donné, mise en demeure de reprendre, ne veut pas reprendre à qui appartiendront les biens ? (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche, — Interruptions à droite*).

Au surplus, je crois que cette question présenterait moins d'obscurité apparente et soulèverait en tout cas moins d'émotion si elle ne se posait pas à l'occasion du débat actuel ; si elle s'agissait dans les régions sereines du droit pur, je rencontrerais peut-être moins de contradictions et surtout moins de protestations.

Pour acquérir quelque chose, il faut être capable ; il faut pouvoir, et il ne suffit pas de pouvoir, il faut vouloir ; car, pour qu'un contrat se forme entre deux personnes, j'imagine qu'il faut que l'une veuille offrir et l'autre accepter. Je demande, étant donné ce qui se passe en matière de donations faites à des ordres religieux, s'il serait bien soutenable de prétendre que les biens ont pu être donnés aux religieux individuellement ou à la collectivité des religieux, avec le droit, pour chacun d'eux, s'il venait à quitter le couvent, d'emporter ce qu'il aurait reçu ?

Je suppose un homme riche, pieux et bienfaisant, qui donne 100 000 fr. à une congrégation comptant cent membres ; à qui veut-il donner ces 100 000 fr. ? Est-ce à chacun des membres de la congrégation pour qu'il en dispose ? Pas le moins du monde ; il entend évidemment les donner à la congrégation, (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

M. Le général Jacquy. — En tout cas, il ne les donne pas à l'État.

M. Le Président du Conseil. — Si la volonté de celui qui donne est certaine, je vous demande si la volonté de ceux qui reçoivent est plus douteuse et s'il est un de ces cent membres qui ait entendu acquiescer pour lui une portion quelconque de cette donation.

A la dernière séance ; M. Beauregard, cherchant quelle était la nature des droits des membres de la congrégation dissoute sur les biens

en dépendant, a dit : Mais tous les jours on voit un phénomène de ce genre ; vous n'êtes pas sans savoir que, lorsqu'une société a été annulée, il subsiste cependant une société de fait ; il faut la liquider.

M. Beauregard a parfaitement raison. Pourquoi la jurisprudence a-t-elle pris ce parti ? Elle a vu des hommes qui apportaient des biens qui leur étaient propres, les mettaient en société, recevaient un titre, et qui, avec ces biens, voulaient qu'on fit le commerce, qu'on réalisât des bénéfices ; ils avaient pris des engagements avec les tiers et puis il se trouve que l'acte est nul en la forme. La jurisprudence a dit : « Cela ne peut pas empêcher que ces hommes aient apporté une partie de leur fortune, qu'ils l'aient soumise aux risques des opérations, que cette partie de fortune ait produit des résultats : la nullité de forme ne peut pas empêcher qu'on ait contracté, qu'on ait reçu des tiers, pris des engagements envers eux, distribué des dividendes. » Il y a eu, en un mot, un fait de société.

Si vous supposez une congrégation de religieux qui excipe d'un acte portant que chaque religieux a mis une somme déterminée dans le but de l'exposer au trafic, aux chances du commerce, d'en tirer des bénéfices, nous serons bien près d'être d'accord, car nous serons en face d'une société et non pas d'une congrégation. J'ai vu souvent des négociants et des capitalistes tenir le langage que je viens de rappeler, mais jamais des religieux ne sont venus dire : « Nous avons fait vœu de pauvreté suivant la formule vraie et exacte. Nous ne sommes même pas propriétaires de notre robe (*Interruptions à droite*), et, de ce vœu de pauvreté, de ce serment de désintéressement absolu, il est résulté une société de gains ou de pertes. » Pour qu'il y ait une société de fait, survivant à une société nulle de forme, il faut, monsieur Beauregard, un premier fait, c'est que l'on ait commencé par s'associer, par mettre en commun ses valeurs, ses apports. Si, au lieu de faire cette opération, on est entré dans le couvent avec les sentiments auxquels je viens de faire allusion, il est trop évident qu'il ne peut pas être question de société (*Applaudissements à gauche*).

Je crois donc que la question des biens vacants ne peut pas être douteuse dans le cas que j'ai entendu spécifier, celui dans lequel il y a eu don à une personne morale qui ne pouvait pas acquérir et où, après

la procédure qui est tracée par la loi, on se trouve en présence d'un propriétaire qui dit : J'ai donné, je ne veux pas reprendre.

Mais ce n'est pas à dire, — et par là, je vais arriver à l'examen de l'amendement de M. Lhopiteau, — ce n'est pas à dire que l'État, investi d'une propriété, puisse en faire ce qu'il veut. Il n'est pas dans la situation d'un simple particulier qui, ayant fait un héritage, peut le consacrer à l'acquisition d'une propriété d'agrément ou, si ses goûts l'y portent, à l'achat d'objets d'art. L'État ne peut recevoir que pour employer. Il n'est qu'un intermédiaire entre les recettes et les dépenses, et sa fonction est de donner à certaines recettes la direction qui est la plus indiquée par leur nature même.

Aussi avons-nous proposé, à l'exemple de tous les devanciers dont j'ai rappelé les noms, de donner aux biens recueillis par l'État une affectation. On a rappelé qu'à l'origine la commission des associations avait proposé de consacrer le produit de la liquidation à la caisse des retraites ouvrières. Je ne suis pas embarrassé pour m'expliquer sur ce point, car jamais, à aucun moment, devant la commission, je n'ai accepté cette combinaison.

Je tiens à dire à la Chambre pourquoi je ne l'ai pas acceptée, et à montrer que c'est par des raisons infiniment favorables à la constitution de la caisse des retraites ouvrières, et non pas dans le but d'en ajourner ou d'en compromettre la réalisation. La commission des retraites ouvrières se trouvait en présence de deux doctrines : il y avait le système de la capitalisation et le système de la distribution. Tous ceux qui font partie de cette commission, et même, je crois, tous nos collègues, comprennent la différence. Le système de la capitalisation consiste à pourvoir au service des retraites en créant un capital dont le revenu y sera affecté.

Quand on considère que, lorsque cette législation battra son plein, il faudra constituer par an 392 millions de recettes, on a immédiatement l'idée générale mais suffisante de l'énormité du capital qu'il faudrait accumuler. Eh bien ! j'ai cru, — ce système a été partagé par l'honorable ministre des finances et par le Gouvernement tout entier, — j'ai cru qu'il y avait dans cette méthode un véritable péril et qu'on ne pouvait pas, sans un grand danger pour le marché financier et pour

la vitalité de ce pays, immobiliser dans une caisse avec une affectation spéciale, c'est vrai, mais, avec une affectation qui, par conséquent, consolide le capital lui-même, des sommes aussi considérables.

C'est pour ce motif, et ce motif seulement, que j'ai repoussé l'attribution qui avait été faite.

Au moment où j'ai fait prévaloir cette opinion, j'étais bien à l'aise pour tenir ce langage, le Gouvernement ayant saisi la commission d'un projet qui pourvoit à la création et au fonctionnement des retraites pour les travailleurs avec les ressources générales du budget et, par conséquent, en dehors de toute combinaison spéciale.

Il y avait une question de méthode financière, je crois que nous avons choisi la meilleure.

Ceci écarté, une chose devait nous préoccuper, qui ne paraît pas avoir suffisamment inquiété l'honorable M. Lhopiteau.

Les biens que l'État va recueillir, il ne les recueille pas nets et quittes de toutes charges ; on avait à se préoccuper tout d'abord de ceux qui, à l'heure actuelle, sont hospitalisés dans des maisons qui vont disparaître. Il n'était pas admissible que la substitution d'une propriété à une autre, que la liquidation d'une congrégation et, suivant le mot de M. Lhopiteau, la désagrégation des biens, mît sur le pavé — passez-moi l'expression — tous ceux qui avaient été hospitalisés dans l'immeuble de la congrégation.

Nous avons donc pourvu à cette obligation par des dispositions spéciales insérées dans l'article 18.

Chose singulière ! On s'effraye de la charge qu'assume l'État, cet État spoliateur, confisicateur, et on lui dit : Mais, prenez garde ! vous allez être obligé de pourvoir à une hospitalisation d'abord, et ensuite de donner des secours aux congrégations, cela dans des proportions qui seront pour vous des charges très lourdes.

On ne peut poser la question en ces termes :

« Ou la loi ne coûte rien, et il faut la faire, ou bien elle peut coûter quelque chose, et il faut garder les congrégations non autorisées ».

Si un sacrifice nécessaire s'impose à l'État, il est tout naturel que pour y faire face, il utilise d'abord les biens qu'il recueille dans la liquidation. Cette pensée avait trouvé l'approbation de l'honorable abbé Gayraud lorsque, dans une précédente séance, il faisait allusion à cette disposition, et il donnait son approbation à la prévoyance qui l'avait dictée et qu'il espérait d'ailleurs voir se réaliser par un texte. En dehors de ceux qui sont hospitalisés ; il y avait une autre catégorie de personnes auxquelles il fallait songer. Je vois qu'il ne faut pas aborder ici les questions de droit : elles passionnent beaucoup (*On rit*) ; mais enfin il est un principe qui ne doit soulever aucune objection de la part des jurisconsultes, c'est que si une association illicite ne peut pas acquérir de droits, elle peut, au contraire, contracter des obligations : les tiers peuvent avoir des revendications à faire valoir contre elle.

Et, par exemple, je ne suppose pas qu'on imagine que la congrégation la plus illicite du monde puisse jeter sur le pavé, du jour au lendemain, un homme ou une femme qu'elle a attiré, qui est sans aucune espèce de secours. L'État recueillant les biens des congrégations avait, à notre sens, le devoir de pourvoir aux besoins des indigents de cette sorte, car il peut arriver qu'il n'y ait pas des indigents seulement parmi les assistés ; il y en aura certainement aussi parmi les assistants.

J'ajoute qu'en prenant cette décision nous n'avons fait que suivre l'exemple du législateur de 1891 qui avait disposé que des pensions convenables — c'est l'expression même dont s'est servi la loi de 1891 — seraient attribuées aux religieux qui seraient sans ressources.

Voilà les deux principales dispositions qui ont trouvé place dans l'article 18.

Le système que nous proposons à la Chambre n'est donc pas dénué de prévoyance ; on ne peut pas dire qu'il soit dénué d'humanité. La loi s'efforce de pourvoir à tous les besoins qui pourront se manifester au moment de la liquidation et, par conséquent, l'État fait ici son devoir dans une mesure très large.

Et maintenant, que propose l'honorable M. Lhopiteau ? Il nous dit : Il est certain qu'on ne peut pas laisser les congrégations illicites au milieu de leurs biens ; il est certain que, sur ces biens, des revendications peuvent être exercées ; mais nous n'avons pas à déterminer les droits de chacun ; nous allons simplement décider que dans un bref délai tout sera mobilisé. Les immeubles seront vendus ; le prix des immeubles et les valeurs mobilières seront partagés entre les ayants droits ; et puis... on pourrait dire : « Un point, c'est tout. » Le premier paragraphe est en effet ainsi conçu :

« Passé ce délai... » — c'est le délai prévu par l'article 18 lui-même — « ... les immeubles, non repris ni revendiqués devront être vendus, et le prix de vente ainsi que toutes autres valeurs mobilières devront être partagés entre les ayants droit. »

Je m'arrête, messieurs, parce que je vois de graves difficultés ; je ne suis d'ailleurs séparé de l'honorable M. Lhopiteau que par le sentiment de ces difficultés, qu'il n'a pas paru apercevoir au même degré que moi.

Comment ! le premier acte de la dispersion des biens, d'après votre amendement, va être la vente des immeubles ?

Mais voilà un immeuble qui est affecté à l'hospitalisation des vieillards. Aux termes de l'amendement, l'opération préliminaire à toute autre, c'est la vente de l'immeuble. Que vont devenir ces vieillards et que deviendra l'immeuble lui-même ?

Je sais bien qu'on pourrait avoir cette pensée : Comme l'État s'en prétend propriétaire, il va faire valoir ses droits. Nous allons voir que dans l'économie de l'amendement de M. Lhopiteau cette proposition non seulement n'est pas tranchée à son profit — mais paraît même être résolue contre lui, et c'est encore un des reproches que j'adresse à l'amendement.

Mais, pour l'instant, j'imagine l'État placé dans cette alternative : ou assister à la vente d'un immeuble dans lequel des infirmes ou des incurables étaient hospitalisés, ou se porter, acquéreur, pour parer au mal. Et s'il se rend acquéreur, qu'advient-il lorsque, plus tard, il

viendra dire : « Je suis propriétaire de cet immeuble ? » on lui répondra : Ce n'est pas l'habitude des propriétaires d'acheter leurs propres maisons (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

Mais voici qui est beaucoup plus grave. Nous parlez des ayants droit ; quels sont-ils, ces ayants droit ? Le donateur ou ses héritiers ? Vous ne le dites pas. Seraient-ce les membres de la congrégation elle-même ? Vous ne le dites pas. Serait-ce l'État ? Vous ne le dites pas davantage, et vous formulez simplement cette proposition : « Eh bien ! là où la Chambre pouvait difficilement se reconnaître, ce sera aux tribunaux de se retourner et de donner les solutions que nous ne croyons pas en notre pouvoir de leur indiquer d'avance. »

Cela, c'est le système législatif. Mais c'est le mécanisme qui me préoccupe. Comment ! vous allez purement et simplement faire vendre les immeubles aux enchères, disposer des valeurs mobilières, les laisser partager entre les ayants droit ! Tout à l'heure vous disiez : l'opération que propose le gouvernement va coûter très cher à l'État ; je vous dis : votre opération va lui coûter plus cher encore. Car si vous fermez les immeubles, si vous disposez des valeurs qui servent à entretenir les malades, il n'en faudra pas moins pourvoir à leur entretien et vous allez ainsi mettre cet entretien à la charge de l'État sans aucune compensation.

Et ceci n'est que le côté financier.

Il faut aussi penser au sort des indigents, des malades, des enfants, des infirmes recueillis dans des établissements hospitaliers. J'affirme que nous sommes plus prévoyants que vous en réglant cette question dans la loi elle-même (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

S'il vous répugne d'y pourvoir sous la forme que nous proposons, indiquez-en une autre, mais je veux bien faire saisir à la Chambre que si l'amendement de l'honorable M. Lhopiteau est exécuté tel qu'il est conçu, il n'y a rien de prévu de ces deux opérations que nous avons jugées indispensables : l'assistance des malades, des infirmes, des vieillards, et l'assistance qui est due également aux membres de la congrégation qui sont sans aucune espèce de ressource.

Il y a plus, je passe au dernier paragraphe. J'indiquais tout à l'heure que non seulement les droits de l'État ne sont pas affirmés, mais qu'ils sont mis en doute. Vous savez qu'une année a été donnée pour revendiquer les biens ; c'est le délai de l'article 18 ; cette année expirée, l'honorable M. Lhopiteau prévoit encore un délai de six mois. Ces six mois sont donnés aux ayants droit, MM. X..., pour faire valoir leurs prétentions, et, s'ils ne les font pas valoir, voici ce que dispose le dernier paragraphe :

« Si, dans le délai de six mois, les intéressés n'ont pas effectué les ventes et partages prévus aux deux paragraphes qui précèdent, l'administration des domaines mettra les immeubles en vente aux enchères publiques, encaissera les prix, se fera remettre les valeurs mobilières et déposera titres et deniers à la Caisse des dépôts et consignations, pour le compte des ayants droit. »

Par conséquent l'État n'intervient que comme intermédiaire ; il intervient comme un agent d'exécution. Et je n'ai pas employé une formule inexacte en disant, au commencement de ces observations, que vous rameniez le rôle de l'État à celui de quelqu'un qui exerce les droits d'une tierce personne, ou pour le compte de qui il appartiendra.

M. Lhopiteau. — Voulez-vous me permettre un mot, monsieur le président du conseil ?

M. Le Président du Conseil. — Certainement !

M. Lhopiteau. — Cela peut très bien être. Vous dites : pour le compte de qui il appartiendra.

En effet, c'est ce que j'ai dit, et c'est mon amendement ; mais il peut se trouver que l'État soit un ayant droit, et dans mon amendement rien ne l'empêche de faire valoir ses droits.

M. Le Président du Conseil. — Prenez garde, Car voilà que vous entrez dans la nomenclature des ayants droit ; c'est, dans le système de votre amendement, une véritable imprudence, car on pourra toujours vous demander s'il n'y a pas d'autres personnes ayant le droit d'exercer la même action (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

Ce que je voulais faire toucher du doigt à la Chambre, c'est que ce système de liquidation qui commence par la vente et la dispersion des biens ne prévoit pas les devoirs d'assistance qui doivent nécessairement accompagner cette opération, et que cet amendement aboutit, comme dénouement, à cette opération singulière : il ne s'est pas présenté d'ayant droit, l'administration des domaines, toujours vigilante, fait vendre les immeubles, réalise les titres, dépose le tout à la Caisse des dépôts et consignations, où ils attendront, pendant l'éternité peut-être (*Applaudissements et rires à gauche*), que ceux qui n'ont pas voulu agir sortent de leur inaction.

Je ne crois pas qu'on puisse imaginer un système donnant lieu à de plus sérieuses critiques au point de vue de son exécution pratique. Si je me trompe à cet égard, si vous avez trouvé le moyen de pourvoir à l'existence de ces hospitalisés, au secours des religieux sans ressources, dites-le, je ne demande qu'à reconnaître mon erreur (*Très bien ! très bien ! à gauche*). Toute l'économie de l'amendement, messieurs, consiste à dire à la Chambre, après l'avoir peut-être un peu trop invitée à regarder dans ses circonscriptions (*Sourires*). : « Il y a là une grave responsabilité. Eh bien, il ne faut pas la prendre, il faut la laisser aux tribunaux. » Or comme il y a dans chaque arrondissement une communauté religieuse au moins, ce seront tous les tribunaux d'arrondissement qui seront chargés de statuer sur les cas difficiles.

M. Charles Ferry. — Parfaitement.

A droite. — Cela les occupera !

M. Le Président du Conseil. — Pour moi ce que je redoute, — car, je le répète, il s'agit ici d'opter entre les modes de liquidation, — c'est que le mode de liquidation proposé par l'honorable M. Lhopiteau ne nous conduise à un échec et à un avortement, et que bientôt on ne s'aperçoive qu'il ne suffit pas de vendre des biens et des titres et de mettre l'argent dans une caisse. Quand on a fait cette opération, on a immobilisé un certain nombre de valeurs, on n'a organisé aucun service. Je redouterais — c'est une hypothèse que l'on peut prévoir, sans témérité et sans injure qu'après avoir expérimenté un pareil système, il fallût revenir devant la Chambre et lui dire :

« Il y a là une situation à régler. »

Lorsqu'on vote une loi qui porte : « les congrégations doivent être autorisées ; celles qui ne seront pas autorisées devront être dissoutes, leurs biens devront être liquidés », je ne comprends pas bien que l'on n'aille pas jusqu'à dire comment ces biens seront liquidés et jusqu'à tracer les règles de la liquidation.

En résumé, ce qui nous sépare, l'honorable M. Lhopiteau et moi c'est une question de méthode (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

Un membre à droite. — C'est une question de principe !

M. Le Président du Conseil. — Il dit : « Oui, il faut disperser ; oui il faut désaffecter les biens, il faut les réaliser ; mais, cela fait, nous n'avons plus rien à dire. »

Je crois, moi que nous avons quelque chose de plus à dire, et que ce quelque chose consiste à indiquer dans la loi elle-même la méthode que suivra la liquidation.

La Chambre est maintenant en mesure d'apprécier les deux systèmes. Je n'ai pas besoin de lui dire que celui que je trouve le meilleur est celui que j'ai proposé dès l'origine, et les critiques que j'ai formulées contre le système de M. Lhopiteau, je tiens à le répéter, tiennent non pas au fond même, au principe de la liquidation, — nous sommes d'accord sur ce point, — mais à la méthode qu'il a adoptée, et qui pour ma part, ne me semble pas suffisamment pratique.

Voilà les observations que je voulais soumettre à la Chambré. Je lui demande de repousser l'amendement de l'honorable M. Lhopiteau (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

La Chambre des députés adopta l'ensemble du projet de loi, par 303 voix contre 224 dans la séance du 29 mars. Le vote fut accueilli par les applaudissements prolongés de la gauche républicaine.

ASSOCIATIONS ET CONGRÉGATIONS

SÉNAT
CONTRAT D'ASSOCIATION

**DISCUSSION DU PROJET DE LOI DÉPOSÉ
PAR M. WALDECK-ROUSSEAU ET ADOPTÉ
PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS**

[Retour à la table des matières](#)

SÉNAT. *Séance du 13 juin 1901.* — Le projet de loi adopté par la Chambre des députés fut immédiatement déposé au Sénat et soumis à l'examen d'une commission ayant M. Combes pour président, et M. Vallé pour rapporteur. Celui-ci lut son rapport à la séance du 6 juin ; et, le 11, la discussion générale commença. Combattu par MM. de Lamarzelle, l'amiral de Cuverville, Halgan, etc..., le projet fut défendu par MM. Maxime Lecomte, Combes, Vallé. M. Waldeck-Rousseau prit la parole au nom du gouvernement dans la séance du 13 juin. Le discours qu'il prononça produisit une telle impression, qu'à la séance suivante le Sénat en vota l'affichage, par 153 voix contre 80, sur la proposition de M. Combes, président de la Commission.

Messieurs,

La discussion qui s'est poursuivie devant le Sénat, avec un talent auquel chacun doit rendre un juste hommage, a surtout montré, je crois, que tout, dans cette grave affaire, avait déjà été dit. Le mérite des orateurs a pu réveiller l'intérêt du débat ; à coup sûr, il n'a pas modifié les termes du problème ; l'honorable M. de Lamarzelle et les autres orateurs que vous avez entendus n'ont été ni plus éloquents, ni plus pressants que ne l'avaient été l'honorable M. de Mun et l'honorable M. Piou. Quant aux raisons déterminantes que le gouvernement a fait valoir devant une autre assemblée, en faveur du projet de loi qui vous est soumis, elles n'ont point varié ; je crois que le temps ne les a pas affaiblies, et je n'ai pas l'intention, — le Sénat peut en être assuré, — de rentrer dans tous les développements que j'avais dû, devant la Chambre, donner à mon discours.

Je veux surtout, messieurs, ne pas laisser passer, sans une protestation respectueuse, certaines propositions auxquelles je ne saurais me dispenser de répondre sans compromettre — j'emploie l'expression à dessein — le patrimoine de tous les gouvernements.

Le projet de loi en discussion, si on l'examine dans ses rapports avec les associations de droit commun, est assurément, — on l'a dit, mais je tiens à le répéter — le plus libéral qui ait été soumis aux Chambres françaises. Il repose sur une idée juridique, que des modifications introduites au cours des débats n'ont d'ailleurs pas modifiée : Nous disons que l'association se forme comme se forment les contrats, et nous en tirons cette conclusion logique et nécessaire que le contrat d'association doit, comme tous les autres, avoir une cause licite.

Et lorsque, devant la Chambre des députés, je développais le principe même de cette loi, je n'avais pas de peine à montrer que, sans qu'il fût nécessaire de nommer autrement certaines associations d'un caractère particulier, elles se trouvaient atteintes du fait même de cette définition.

Après avoir dit que nous n'interdisions que ce qui était interdit par la loi elle-même, je pouvais en effet, poser cette question :

Si les congrégations prétendent être frappées, à quel titre le sont-elles ? Et je répondais :

Il faudra qu'elles viennent dire qu'elles tombent sous l'application de la loi parce qu'elles poursuivent un objet illicite ou interdit par les dispositions de notre législation.

C'était là, messieurs, une idée d'un caractère un peu abstrait. La Chambre des députés a préféré des expressions plus nettes, plus tangibles, et elle a expressément nommé, dans une de ses dispositions, les congrégations religieuses. Bien vite, il est advenu que c'est sur cette partie du projet que se sont concentrés les efforts de tous ceux qui le combattaient.

Il en est de même à l'heure actuelle : ce sont les congrégations qui ont attiré l'attention des adversaires de la loi et le Sénat ne trouvera pas mauvais que je me hâte, à ce point de vue, de poser la question telle que le projet la formule, telle que le gouvernement l'a envisagée, et telle qu'elle doit être résolue.

Ici messieurs, comme dans d'autre Chambre, on a vanté les services rendus par les congrégations religieuses ; on a montré quelle somme de bienfaisance elles représentent ; on a rappelé celles qui assistent les malades, qui recueillent les orphelins, les vieillards et les infirmes ; et, parlant des hommes qui vont dans l'Extrême-orient et dans les contrées les plus lointaines porter leur apostolat religieux, on n'a pas manqué de faire valoir que, du même coup, ils servent la cause de notre expansion nationale. Sur ce point, messieurs, on peut aisément triompher ; car on ne rencontrera d'objections ni de la part du gouvernement, ni de la part de la majorité républicaine de cette assemblée.

Mais quand on aura reconnu que les congrégations religieuses ; lorsqu'elles se dirigent dans certaines voies, rendent à l'intérêt public des services, on n'aura pas encore présenté d'une façon assez nette à mon sens les termes du débat qui s'engage et qu'il faut préciser. Il faut

que l'on fasse un pas de plus, et, après avoir montré que les congrégations rendent des services, qu'on aille jusqu'à établir que ces services ne peuvent être rendus qu'autant que les congrégations ne sont pas autorisées. Il faut qu'on prouve — qu'elles puisent dans la légitimité de l'effort qu'elles déploient un droit privilégié à échapper à une autorisation séculaire, et que, du jour où une congrégation donne l'exemple du respect des lois, elle perd sa force d'action, son efficacité, ses mérites (*Applaudissements à gauche*).

La question, cela est visible, se pose au Sénat sous cette forme : L'intérêt de la liberté sera-t-il méconnu parce que certaines associations seront de la part de l'État l'objet d'une vigilance spéciale, et l'action bienfaisante que certaines congrégations peuvent se proposer d'exercer sera-t-elle entravée parce qu'on exigera d'elles l'accomplissement d'une formalité dont aucun régime ne les a exemptées ?

C'est qu'en effet, lorsqu'il s'agit des congrégations religieuses, on est contraint de se demander d'une façon pressante ce qu'il adviendrait si leur développement était indéfini ; et alors on est bien forcé de reconnaître que la prévoyance de notre loi n'est autre chose qu'un rappel essentiel, élémentaire, aux principes permanents qu'aucun gouvernement ne saurait sacrifier sans souscrire tout d'abord à sa propre déchéance (*Très bien ! à gauche*).

En effet, tous les gouvernements obéissent à des lois supérieures et communes, de même que tous les individus, quels que soient la direction donnée à leur vie ; le culte auquel ils appartiennent, l'opinion dont ils se réclament, obéissent, eux aussi à certaines règles nécessaires. Et s'il est une loi dont la permanence soit attestée par l'histoire, c'est celle qui n'a jamais permis à l'État français, sorti de la barbarie et du chaos des temps féodaux, d'admettre qu'il pût se juxtaposer à lui une autre société, un autre gouvernement.

Or, vous le savez, messieurs, dans les congrégations, tout n'est pas affaire de charité, de même que dans l'Église, et je n'apprends rien à personne, tout n'est pas affaire de culte (*Nouvelles remarques d'approbation sur les mêmes bancs*).

S'il était possible, à l'heure à laquelle nous sommes parvenus, et après que tant de science historique a été déployée à la tribune, de revenir sur ce passé lointain, nous verrions la continuité de cette tradition.

L'honorable M, de Lamarzelle, dans son beau discours, m'a reproché d'avoir cité des précédents empruntés, le premier à Charlemagne, les autres à la période qui commence avec le quinzième siècle, avec la Renaissance, et qui s'étend ensuite jusqu'à la Révolution française. « Ce n'est pas là, m'a-t-il dit, la monarchie française. »

Mais à quelle époque l'honorable M. de Lamarzelle place-t-il donc l'évolution monarchique ? N'ai-je donc pas lu dans tous les historiens que la monarchie s'est fondée sur les ruines de la féodalité, et quand il parlera ou du huitième, ou du dixième, ou du treizième siècle, ne commet-il pas cette erreur capitale de prendre pour la forme de la monarchie arrivée à son expansion et à son épanouissement ce qui n'a été qu'une forme de la barbarie ; et n'oublie-t-il point que la tradition monarchique s'est affirmée seulement le jour où, dégagée du chaos de la période intermédiaire, elle s'est dégagée en même temps de la féodalité seigneuriale et de la féodalité monastique ?

Je crois, pour ma part, que lorsqu'on fait état des précédents de la royauté, il ne faut pas se reporter à l'âge où elle est menacée jusque dans son existence, où le prince, entre tant de seigneurs féodaux, abbés ou laïcs, n'est souvent qu'un seigneur de moindre importance que certains autres, et qu'il faut se rappeler que c'est avec le quatorzième et le quinzième siècle que la monarchie devient vraiment prépondérante.

C'est également à cette date que s'engage d'une façon plus pressante la lutte qui n'a jamais cessé de rester ouverte, non pas entre le catholicisme-religion et une monarchie qui aurait été une monarchie athée, — car aucun de ces deux termes ne serait exact, — mais entre un organisme qui prétendait être un gouvernement temporel et théocratique et une monarchie résolue à ne pas sacrifier des privilèges essentiels à sa conservation et à son progrès (*Très bien ! et applaudissements à gauche*).

Tel est, en effet, messieurs, le grand duel qui se continue de Grégoire VII à Boniface VIII.

A cette époque, le pouvoir des rois est au pouvoir de la papauté « ce que le plomb est à l'or ; le prêtre a été institué par Dieu, tandis que les princes doivent leur origine aux hommes d'orgueil ; et lorsque Dieu a confié à Pierre le pouvoir de lier et de délier, il n'a point fait d'exception pour les rois ». C'est alors du côté de l'Église l'affirmation répétée par tous les théologiens politiques, que le pouvoir des princes doit être subordonné au pouvoir spirituel et au pouvoir de Rome. C'est, du côté de la royauté, du côté de ses philosophes et surtout de ses ministres, l'éclatante revendication de l'indépendance nécessaire ; c'est la protestation formelle, violente à certaines heures, contre tout ce qui ressemble à une immixtion dans le domaine temporel. Et toujours ces rois très chrétiens, nourris dans le catholicisme et respectueux de son dogme, sont les défenseurs vigoureux de ce qu'ils considèrent comme la prérogative essentielle, non pas même de leur charge, mais du peuple qu'ils sont appelés à gouverner (*Très bien ! très bien !*).

Messieurs, dans cet ordre de faits et d'idées, on pourrait, en vérité, multiplier les citations ; je crois qu'on peut s'en tenir à cette constatation que la rivalité entre les deux pouvoirs n'a jamais été une question de culte, mais qu'elle a été une question de prépondérance et de suprématie. Et alors, on conviendra que la situation n'a pas beaucoup changé.

Le Sénat n'aura pas manqué d'être frappé de cette circonstance que, lorsqu'il s'agit de savoir quels sont les desseins du gouvernement, on est obligé de reconnaître qu'il n'a pas prononcé une parole, qu'il n'a pas accompli un acte qui puissent être considérés comme une menace dirigée contre les intérêts catholiques, mais qu'on entend, par contre, le rendre responsable de discours qui ont été tenus par d'autres hommes politiques.

« Oh ! nous dit-on, vous distinguez, oh ! sans nul doute, vos déclarations sont rassurantes, mais d'autres ne distinguent pas » et je crois, messieurs, que le discours de l'honorable M. Viviani a été pour ce

genre très légitime d'opposition parlementaire une véritable bonne fortune (*Rires approbatifs à gauche*).

Le Sénat voudra bien considérer que le gouvernement actuel répond de ses idées, de ses méthodes et de ses principes et que sa responsabilité ne va pas au-delà (*Très bien ! très bien ! sur les mêmes bancs*).

Mais puisque l'on parle de confusion et de solidarité, je me place maintenant sur le terrain où m'appellent certaines déclarations bien imprudentes.

J'ai entendu dire, et ce n'est pas sans un certain étonnement, que les congrégations religieuses et le catholicisme ne faisaient qu'un ; que les unes étaient absolument indispensables au fonctionnement de l'autre, et qu'on ne saurait imaginer le catholicisme continuant d'exister en France et se développant suivant ses règles sans le secours nécessaire des congrégations.

On va même plus loin. On fait entrer les congrégations dans sa hiérarchie. On fait d'elles des organes essentiels de l'Église, on leur attribue une pensée politique, et si, pour la définir, on s'écarte de l'orateur dont je rappelais tout à l'heure le nom, on est cependant d'accord avec lui pour dire que les congrégations sont unies à l'Église comme le sang est mêlé à la chair.

Eh bien ! je prétends qu'aucune proposition ne peut être plus dangereuse à la doctrine que vous défendez, et qu'en ce moment il n'en saurait être de plus détestable pour les intérêts de l'Église, intérêts dont la défense doit être prise par tous ceux qui ont le souci légitime de la liberté des consciences (*Approbatif à gauche*).

Plus en effet vous incorporerez les congrégations à l'Église, et les ordres monastiques au culte, plus vous en ferez une partie intégrante du catholicisme et plus vous aurez chance de succomber, parce que, à mesure que vous exagérez cette thèse, vous montrez davantage qu'elles feraient partie d'un organisme que l'État français, au commencement de ce siècle, a entendu ne pas laisser indépendant.

Plus vous aurez démontré que les congrégations ne font qu'un avec l'Église, plus vous aurez prouvé que de deux choses l'une : ou bien elles sont dans le Concordat, et nécessairement surveillées et assujetties ; ou elles sont hors du Concordat et, par conséquent, elles n'ont, au regard de l'État français, aucun droit contractuel à faire valoir (*Très bien ! et applaudissements à gauche*).

Mais qu'a donc fait le Concordat ? Il s'est trouvé en présence non pas seulement d'une idée religieuse, — c'est là ce qu'il faudrait répéter vingt fois par séance, — mais en présence d'un pouvoir prétendant au pouvoir.

Ce n'est pas le premier consul qui a inventé le Concordat ; il y avait eu déjà le concordat de 1525 ; il y avait eu tout cet appareil formidable de la royauté dressé contre l'invasion monastique, contre les abus du clergé lui-même. Puis tout cela avait été emporté par la Révolution.

On avait tenté la création d'une Église distincte et nationale. Le premier consul, jugeant que le moment était venu de revenir à des traditions, non pas sans doute plus indulgentes, mais au contraire plus sévères, élabore le Concordat.

Alors se pose la question de savoir quels sont les droits des pouvoirs en présence et voici sans entrer dans les détails, les constatations auxquelles on est amené. Du haut en bas de la hiérarchie catholique, tout est réglé et subordonné et l'on n'ira pas jusqu'à contester, je pense, que les évêques au sommet, que les curés de paroisse à la base, ne forment l'organisme officiel du culte catholique.

Or, de l'évêque au desservant, il n'y aura pas désormais une nomination possible sans l'intervention des gouvernements. « Les évêques seront nommés par le premier consul ; ils lui prêteront serment de fidélité. Les ecclésiastiques de second ordre — c'est l'objet de l'article 7 prêteront même serment. » Puis, voici messieurs, qui est plus considérable :

« Aucune paroisse ne pourra être instituée qu'avec le consentement du Gouvernement ». Et non seulement la paroisse ne pourra se former,

en tant qu'unité, sans l'autorisation du Gouvernement, mais encore, aux termes de l'article 10, « aucun curé de paroisse ne pourra être choisi que s'il est au préalable agréé par le Gouvernement ».

Remarquez que pour éviter une controverse que je ne craindrais pas d'affronter, je ne parle que du Concordat. Il me suffit ; je le mets en face de l'organisme catholique, je montre quels en sont en quelque sorte les rouages, comment ce mécanisme hiérarchique a été établi ; il ne peut pas y avoir un diocèse, une paroisse créés sans le Gouvernement, pas un curé de paroisse nommé sans le Gouvernement.

J'ai souvent posé la question âmes adversaires sans qu'ils aient jamais répondu : Comment admettre que le Concordat se soit épuisé en précautions pour ne point permettre qu'un évêché ou qu'une paroisse puisse être instituée sans l'intervention de l'État ; comment admettre que ni un évêque, ni un curé ne puissent être nommés sans l'intervention de l'État, et que celui-ci ait accepté de rester les bras croisés devant cette hypothèse de dix, cent, mille congrégations venant à surgir, ayant non pas leurs curés, mais leurs moines, non pas leurs évêques, mais leurs abbés, plus puissants en nombre, plus puissants nécessairement en richesses ; et que cet homme de gouvernement — car on ne contestera pas ce titre au premier consul — ait jugé nécessaire d'étendre sa main sur les évêques et curés ; et qu'il l'ait écartée de tous les ordres monastiques et autres congrégations ? (*Vifs applaudissements à gauche.*)

La vérité, c'est que l'on aboutit à ce dilemme : ou bien les congrégations religieuses faisaient partie de l'organisation de l'Église, ou elles n'en faisaient pas partie. Dans le premier cas, pourquoi le Concordat n'en parle-t-il pas ? Et s'il n'en parle pas, n'est-ce point précisément parce qu'elles n'ont été jugées nécessaires et indispensables par aucune des deux hautes parties contractantes, au rétablissement de la religion ?

Ah ! je ne prétends pas que, dans la pensée de certains, — je ne parle pas du pontife, représenté au Concordat par un de ses cardinaux, je ne prétends pas que, dans la pensée de certains politiciens habiles et familiers avec certaines restrictions (*Sourires sur divers bancs*), ne se soit pas glissé ce raisonnement que, si l'on demandait la reconnais-

sance des congrégations dans le Concordat c'était, le Concordat rendu impossible, et qu'il valait mieux, par conséquent, souscrire aux conditions de l'État, sauf à les éluder plus tard (*Mouvement*). Mais que l'on ne vienne pas apporter à la tribune française cette affirmation que les congrégations font partie de la hiérarchie catholique, qu'elles sont partie intégrante de l'Église et, qu'à ce titre, elles ont droit à une plénitude de liberté que l'Église n'a pas obtenue lorsque le Concordat a été signé (*Très bien ! très bien ! à gauche et au centre*).

Ces considérations m'amènent à formuler une autre observation que je présenterai au Sénat avec toute la déférence à laquelle a droit l'orateur qui m'amène sur ce terrain.

Ce n'est pas sans étonnement que j'ai entendu notre vénérable doyen dire : « Mais la question est tranchée ; Rome a parlé ! »

J'ai eu, messieurs, l'honneur d'être interpellé à l'occasion de la lettre écrite par le souverain pontife ; je me suis appliqué à concilier le respect que je professe, et pour le saint-siège et pour la personne du chef de l'Église, et les franchises essentielles que nul gouvernement un France n'a jamais sacrifiées. J'ai dit qu'à l'époque où nous vivons, où toute idée se disperse au vent comme une semence que le vent emporte à travers le monde, certaines barrières, élevées cependant par le Concordat, sont devenues bien fragiles, et qu'il n'est pas en notre pouvoir d'empêcher la pensée de franchir nos frontières.

Mais, entre des procédés équitables commandés par nos relations, une concession toute naturelle faite à des sentiments que chacun comprend, et l'affirmation à cette tribune, dans un débat politique, que la question de savoir sous quel régime seront placées les congrégations peut être tranchée par une autre autorité que la vôtre, c'est là, messieurs, une affirmation à laquelle je ne souscrirai jamais (*Vifs applaudissements à gauche et au centre*). Messieurs, je me suis promis de ne pas revenir sur les exposés historiques ; ils ont été présentés ici avec la plus grande force.

La tradition de la monarchie française est certaine, celle de la Révolution n'est pas plus douteuse, et je ne m'attarderai pas à démontrer à l'honorable M. de Lamarzelle que la Révolution française a dispersé

les ordres religieux. Parlerai-je de la tradition monarchique du commencement de ce siècle ? Mais elle est attestée par ces lois que rappelait tout à l'heure l'honorable rapporteur, et si j'y reviens d'un mot, c'est pour exprimer combien je suis frappé de voir certains changements survenus dans les esprits et pour demander ce qu'est devenu un certain libéralisme si hautement affirmé même sous la Restauration. Car il y a eu, messieurs, un instant et plus qu'une minute durant lesquels le parti qui rêvait précisément de faire prévaloir l'autorité temporelle de l'Église sur l'autorité temporelle de l'État a cru toucher au but : c'était avec la Chambre introuvable. Mais il y a dans l'esprit français, — et c'est une considération qu'on ne saurait trop recommander à la méditation de ceux qui s'intéressent aux destinées de l'Église, — il y a, en même temps qu'un grand respect pour le catholicisme, une telle pensée de résistance à l'envahissement de certains ordres monastiques, que, sous la monarchie de Louis XVIII, comme sous celle de Charles X, ce parti a du reculer ; et les deux lois volées en 1818 et en 1825 affirmèrent hautement cette proposition, jugée aujourd'hui intolérable par les libéraux de l'époque, qu'une congrégation ne peut recevoir la vie que par une loi. Laissez-moi vous rappeler, Messieurs, — c'est un court épisode de notre plus belle page d'histoire parlementaire, — l'intervention de l'homme qui sut déjouer les pièges de la loi de 1825. On avait introduit dans le projet un certain article 4, d'une rédaction tellement habile, qu'à la faveur de cette habileté les congrégations seraient parvenues à se faire autoriser comme établissement par un simple décret, une loi étant toujours exigée pour autoriser la Congrégation.

Et quel fut l'homme d'État, le stratégiste savant et l'éminent orateur qui déjoua ces artifices et qui introduisit dans la loi de 1825 cette disposition qui en a fait un écueil contre lequel sont venus échouer certaines prétentions ? Ce fut M. Laîné. Et quand plus tard, sous la monarchie constitutionnelle, s'engagèrent, à deux reprises, ces grands débats qu'on a rappelés, quels furent donc les hommes qui apportèrent, avec un éclat incomparable, les affirmations dont tous les discours que j'ai prononcés n'ont cessé de procéder ? C'étaient Pasquier, Thiers, Dupin, Lanjuinais. Et, à cette époque, il ne s'est pas élevé une voix du côté du parti libéral, monarchiste, qui pût permettre de laisser entendre que ce parti glorieux, si fort de sa tradition, si fort aussi de sa science et de sa parole, se ferait, de près ou de loin, l'allié, je ne veux

pas dire le complice, d'un retour offensif vers un état de choses que la monarchie absolue elle-même n'avait cessé de condamner (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

Je pourrais relire ces discours remplis de beautés oratoires sans doute, mais remplis surtout de ce qui constitue la substance même de notre politique traditionnelle. Je ne veux pas, à l'heure qu'il est, faire de lectures ; je me bornerai à dire comment Dupin dégageait, avec sa parole toujours si claire, l'impression générale de tout le débat, et la solution vraie, juste et conforme aux intérêts de l'État. Il rappelait l'arrêt mémorable du Parlement de Paris :

« L'arrêt, disait Dupin, déclare l'institut des jésuites inadmissible par sa nature dans tout État policé, comme contraire au droit naturel, attentatoire à toute autorité spirituelle et temporelle, tendant à introduire dans l'Église et dans tous les États, sous le voile d'un institut religieux, un corps politique, dont l'essence consiste dans une activité continuelle pour parvenir par toutes sortes de voies, directes ou indirectes, sourdes ou publiques, d'abord à une indépendance absolue, et successivement à l'usurpation de toute autorité. »

Ne croirait-on pas que ces lignes, burinées d'une plume si ferme, racontent l'histoire d'hier, et presque l'histoire d'aujourd'hui ? (*Applaudissements à gauche*).

Puis, reprenant la parole après cette lecture, l'orateur s'exprimait en ces termes :

« La turbulence de cette Compagnie a été signalée par le Pape qui, en prononçant la suppression des Jésuites, après que tous les souverains avaient voté leur expulsion, a déclaré qu'avec cet Ordre, il ne pouvait y avoir de paix, ni dans l'Église ni dans l'État. En effet, on ne l'a vu reparaître nulle part sans qu'il y ait eu des agitations, sans qu'il y ait eu des troubles, sans qu'il y ait eu des conflits amenés par cette activité incessante qui est signalée par l'arrêt dont je vous ai lu tout à l'heure une portion. »

Mais voici un document que beaucoup d'entre vous, à l'occasion de cette discussion, auront relu : c'est l'exposé des motifs du projet

sur les associations, déposé ici par M. Eymard-Duvernay, un esprit libéral, à coup sûr point sectaire, et dont nul ne se serait avisé de dire qu'il avait les allures ou les doctrines d'un jacobin. Il procédait, comme une grande partie de notre société française, de l'école et de la philosophie de la fin du dix-huitième siècle, et, profondément respectueux des choses de la religion, il était profondément hostile aux empiètements de certains ordres. Voici comment, en quelques lignes, il s'exprimait.

« Le principe qui les dirige, le but qu'ils poursuivent, c'est l'abolition de l'état laïque, c'est-à-dire, sinon l'annihilation, du moins la subordination de ceux qui le représentent à la suprématie de l'Église, et dans l'Église leur prépondérance, leur domination absolue ; leurs moyens, c'est la force quand ils peuvent l'avoir à leur service, et la ruse la plus raffinée quand ils ne peuvent faire mieux. »

Je me suis toujours exprimé sur le compte des congrégations avec un juste sentiment des dangers qu'elles présentent, jamais avec cette sévérité et cette rigueur. Il est vrai — et cette réflexion m'est suggérée par la date même à laquelle M. Eymard-Duvernay déposait son projet, — il est vrai qu'il le déposait en 1882, c'est-à-dire à l'époque voisine de celle où tous les grands libéraux de cette Assemblée votaient avec les républicains les plus résolus et les plus fermes, et où l'article 7, véritable synthèse de tout le débat qui s'engage entre le pouvoir temporel et le pouvoir national, venait d'être consacré par des suffrages qu'il me sera bien permis de rappeler : ceux de Barthélemy Saint-Hilaire, de Calmon, de Duclerc, de Gauthier de Rumilly, de Jauréguiberry, de La Fayette, de John Lemoine, de Rémusat et Léon Say, et je ne me résignerai jamais à admettre qu'il se soit fait dans les esprits une évolution si singulière, que ce qui était alors la tradition libérale en même temps que républicaine soit devenu aujourd'hui je ne sais quelle erreur des esprits excessifs, des hommes à paradoxe, et que notre tradition, notre programme dans ce qu'il a de plus élémentaire, ne soit plus reconnu par ceux qui, en vérité, l'apercevraient mieux s'ils le regardaient en face (*Très bien ! et applaudissements à gauche*).

Messieurs, après avoir rappelé tous les cris d'alarme poussés par les monarchies, les mesures prises en 1790 et 1792 par la Révolution, on est amené naturellement à se poser cette question : Avons-nous

aujourd'hui des raisons sérieuses d'être plus rassurés ? Je n'entreprendrai pas une fois de plus le tableau du développement extraordinaire des congrégations en France ; mais enfin, bien que ces chiffres aient été donnés, je voudrais les faire passer sous vos yeux une fois encore.

Si l'on compare l'état actuel des congrégations avec ce qu'il était aux époques qui leur ont été les plus chères, il semble que, contenues par la monarchie, par celle de Louis XVIII, de Charles X et de Louis-Philippe, elles n'aient pris véritablement leur essor que sous les lois draconiennes de la troisième République.

Et, en effet, si, comme certains historiens l'affirment, à la veille de la Révolution en France il y avait, non pas 100 000 religieux, mais 60 000, nous en trouvons aujourd'hui plus de 157 000. En 1850, au début du second empire, on pouvait évaluer le patrimoine immobilier des congrégations à soixante et quelques millions.

Et, quelles que soient les critiques dirigées contre le travail des fonctionnaires du ministère des finances, on admettra bien que, quelque réduction qu'on fasse subir à certains chiffres, il y a entre ceux de 1850, 60 millions, et ceux de 1900, un peu plus de 1 milliard, un écart assez sensible pour prêter à quelques rectifications (*Sourires approbatifs à gauche*). Si le patrimoine immobilier des religieux s'est accru à ce point, serait-ce qu'ils auraient poussé l'imprévoyance jusqu'à employer exclusivement en immeubles toutes leurs ressources ? Vous ne le croyez pas, (*Applaudissements et rires à gauche*). Il n'est pas besoin d'exagérer les effets économiques de ce développement de la mainmorte pour attester qu'on ferait le tour de l'histoire et le tour du monde sans pouvoir trouver dans un autre pays ni dans un autre temps un phénomène de cette importance et de cette gravité.

Mais le fait le plus inquiétant, le plus saisissant, messieurs, ce n'est pas le développement de la richesse, c'est le développement de l'influence, c'est l'occupation stratégique de toutes les avenues par lesquelles on doit passer depuis l'enfance, pour arriver à l'âge d'homme (*Très bien ! — Nouveaux applaudissements à gauche*). C'est la mainmise sur les esprits et sur les intelligences ; c'est aussi — je le montrerai dans un instant — la mainmise sur les consciences ;

c'est, en un mot, suivant le programme qu'on rappelait tout à l'heure, toute une organisation juxtaposée à notre organisation, toute une vie différente ayant ses ressorts, ayant son moteur distinct, qui se substitue peu à peu à la vie sociale ordinaire, dont la société française a été animée jusqu'ici et à travers les siècles.

Tout à l'heure, en entendant parler de ce développement, je me souvenais d'une vieille légende ou d'un fabliau, je ne sais, — je ne précise pas autrement pour échapper à certaines critiques (*Sourires*) ; — un auteur ancien a raconté cette histoire : « Un évêque avait guéri un roi ; l'évêque, pour récompense, demanda seulement ce qu'il pourrait parcourir de terre sur son âne pendant que le roi dormirait.

« Le roi s'endort, et l'évêque se met en route ; tout à coup un de ses serviteurs réveille le roi en lui disant : « Roi réveille-toi l'évêque chevauche ton royaume. » Eh bien, messieurs, il y a quelque analogie entre la situation de la République française d'aujourd'hui et celle du monarque d'autrefois (*Très bien ! très bien ! Rires approbatifs à gauche*).

Et il n'était que temps, à coup sûr, que l'attention se réveillât et se portât sur des développements qui, je le répète une fois de plus, n'intéressent nullement le fonctionnement du catholicisme en tant que culte, mais qui tendent à déplacer le pouvoir dans l'ordre temporel, à amoindrir l'autorité de l'État et à en fausser tous les ressorts.

Mais ce n'est pas seulement sur les esprits qu'on veut régner ; ce n'est pas seulement dans l'ordre intellectuel que l'on sent l'atmosphère saturée d'un certain sophisme ; c'est aussi sur les âmes que les congrégations ont mis la main.

Et en effet, messieurs, si l'on recherche avec le Concordat quelles sont les fonctions essentielles du culte, on constate qu'elles se ramènent à trois : il y a la chaire, il y a l'enseignement dans les séminaires, c'est-à-dire l'éducation intellectuelle et morale de ceux qui auront le grand honneur d'être des ministres du culte ; il y a enfin la célébration du culte lui-même.

Eh bien, je le demande à tout esprit non prévenu : qu'est devenue la chaire ? Oh ! certes, dans nos hameaux éloignés, dans nos paroisses lointaines de Normandie, de Bretagne ou de Gascogne, le prêtre monte encore en chaire pour donner l'enseignement à ses paroissiens. Mais ce n'est pas de là que tombent les paroles retentissantes, et ce ne sera pas le sermon d'un humble curé de village qui changera la direction des esprits. Mais partout où la chaire a de l'autorité, de la sonorité, partout où l'on parle de haut pour que la parole porte loin, qu'avons-nous trouvé ? Nous avons trouvé le religieux, nous avons trouvé l'ordre monastique.

Dans le débat qui s'est engagé à la Chambre, j'ai affirmé, sans pouvoir être démenti, qu'à Paris même, dans toute église importante, les prédications annuelles avaient été faites par des moines, et que l'on avait réservé à quelques faubourgs suburbains la parole des ecclésiastiques concordataires (*Sourires approbatifs à gauche*).

Je le demande encore : est-ce là un fait que puisse tolérer l'homme le plus respectueux des droits du catholicisme ? Et comment admettre que, de par le Concordat, si on ne peut monter en chaire pour y enseigner la religion qu'après avoir reçu la consécration d'une autorisation gouvernementale, ce ministère, si puissant en France surtout, où la parole ébranle les esprits et remue les masses, puisse être abandonné à un religieux, venu quand il a voulu, d'où il a voulu, qui disparaîtra demain, que toute espèce de contrôle est impuissante à saisir, qui n'est, en définitive et en dernière analyse, responsable que devant ceux qui, trop souvent, l'auront envoyé dans notre pays pour y enseigner des maximes qu'il ne peut pas recevoir ?

Voilà pour la prédication, messieurs, il en est de même de l'enseignement des séminaires. J'ai trouvé, en arrivant au ministère des cultes, dans un grand nombre de séminaires, l'enseignement confié aux jésuites et aux picpuciens, de sorte que, là où se forme l'intelligence du prêtre, là où son esprit se mûrit, là où il reçoit l'empreinte décisive qu'il gardera toute sa vie, ce n'est pas l'esprit du Concordat qu'on lui enseigne, ce n'est pas le respect de l'État qui a voulu ce Concordat qu'on lui fait comprendre ; si l'on recherche à ce point des hommes dégagés de toute discipline concordataire, ce n'est

pas, assurément, pour qu'ils enseignent mieux que d'autres le respect des lois et de l'État (*Très bien ! à gauche*).

Bien plus, il est arrivé, par la force même des choses, grâce à l'envahissement graduel de toutes les fonctions ecclésiastiques par les ordres et les congrégations, que le clergé français s'est affaibli. Pensez-vous, en effet, qu'un homme d'une haute intelligence, d'une grande envergure et qui a le droit d'avoir une grande ambition, s'il se trouve amené à choisir entre le rôle ingrat, méritoire, et qui souvent entraîne avec lui une somme d'abnégation considérable, de curé, dominé par son évêque et dominé, dans une certaine mesure, par l'État, et le rôle qui consiste à aller prêcher de ville en ville, avec le costume brillant de quelque ordre célèbre par son éloquence, pensez-vous, dis-je, que cet homme hésite et que le développement des congrégations soit favorable au recrutement du clergé français ? (*Très bien ! à gauche*).

Ce que je dis, messieurs, trouve sa justification dans un fait que j'ai déjà raconté et qui ne saurait être démenti. Il y a tout près de Paris un séminaire dans lequel un certain nombre de ces religieux donnaient l'enseignement ; j'ai prié l'évêque de vouloir bien venir causer avec moi et il m'a tenu ce langage : « Oui, m'a-t-il dit, c'est vrai, j'ai trois professeurs qui appartiennent à l'ordre de Picpus ; je suis à la tête d'un grand diocèse (c'était celui de Versailles), et je ne puis trouver dans ce diocèse les trois professeurs qui remplaceraient les trois membres de la congrégation. »

Vous partagerez, messieurs, l'étonnement qui j'exprimai en constatant que le clergé se recrutait de telle sorte qu'il en était arrivé à ne plus pouvoir s'enseigner lui-même.

Quant au culte enfin, ne suffit-il pas de traverser Paris ? Sans parler des nombreuses chapelles auxquelles, tout à l'heure, l'honorable M. Vallé faisait allusion, est-ce une hyperbole et une affirmation téméraire de dire que la chapelle fait à la paroisse une concurrence désastreuse, qu'elle se réserve la clientèle d'élite et qu'elle laisse à la paroisse la clientèle des pauvres gens ? (*Nouvelles marques d'approbation sur les mêmes bancs*).

Il y a, là encore, une situation qui doit éveiller l'attention, et qui, jointe à tant d'autres faits, montre, en vérité, que les régimes qui nous ont précédés n'ont été que prévoyants et que nous n'avons été inspirés que par le sentiment d'une nécessité absolue en prenant une résolution qui, d'ailleurs, ne constitue pas une nouveauté.

Un des aspects du problème actuel que sans cesse on dénature — c'est le droit de l'esprit de parti, et c'est en tout cas sa tactique — est en effet celui-ci :

Qu'est-ce que nous demandons aux congrégations ? — De se faire autoriser.

Est-ce une nouveauté ? C'est l'histoire de tous les siècles...

M. le comte de Pontbriand. — C'est une innovation intolérable.

M. le Président du conseil. — Je vais vous suivre, peut-être même vous devancer (*Sourires*).

De tout temps, il a fallu que les congrégations fussent autorisées. Par qui seront-elles autorisées ? Par une loi. C'est là, je pense, pour mon interrupteur, l'innovation intolérable.

Mais qu'il veuille bien lire ou le décret de 1809 ou la loi de 1817, ou la loi de 1825, et il verra que les congrégations, à l'heure où nous avons élaboré le projet, ne pouvaient être autorisées que par une loi.

Je vais vous dire où est la nouveauté. Je l'aperçois de deux côtés. Il y a une nouveauté qui était nécessaire : c'est que, jusqu'à présent, l'arrêt d'incompétence rendu autrefois par la cour de Paris le prouve, — si la loi exigeait l'autorisation, le mépris de la loi n'était susceptible que de sanctions administratives.

Or, il y avait là un véritable danger pour tout le monde : pour l'État, qu'on pouvait accuser d'arbitraire, et pour les congrégations, qui pouvaient dire : « Mais est-ce que le régime de bon plaisir sous lequel nous allons nous trouver ne pas un péril ? » Nous avons voulu, que les congrégations fussent sous l'autorité de la justice ; aucune pé-

nalité — c'est un point que, d'un certain côté, on laisse volontiers dans l'ombre — aucune pénalité ne peut être appliquée aux membres d'une congrégation qu'après un jugement qui les a déclarées dissoutes en vertu de la loi.

Ce jugement n'entraîne avec lui aucune peine ; et c'est seulement si, au mépris de ce jugement, elles se perpétuent ou se reforment, que ces congrégations tombent sous l'application d'un texte.

Voilà en quoi il y a une innovation dans la loi ; je crois que cette innovation est à son honneur.

Et puis ; l'autre nouveauté, la voici. Elle réside dans l'affirmation d'une volonté absolue de ne plus laisser les choses aller au gré d'une tolérance aveugle, mais, au contraire, de faire respecter à l'avenir tous les droits de l'État. (*Applaudissements à gauche*). C'est là qu'est l'innovation ; elle n'est nulle part ailleurs.

J'ai déjà dit tout à l'heure que nous nous étions efforcés, dans l'élaboration du projet soumis aux délibérations du Sénat, de concilier tous les droits de la liberté et tous les droits de l'État. Mais on nous arrête et, par une de ces formules dont on fera sans doute la plateforme ou l'une des plates-formes des élections prochaines, on revient toujours à cette affirmation : « Vous attaquez les congrégations, donc vous persécutez l'Église. » On commet dans un autre sens la même imprudence que commettait l'honorable M. Viviani, lorsqu'il présentait, comme des choses indissolubles, des choses qui sont naturellement séparées, et qui même, à de certaines heures, peuvent avoir des intérêts différents.

On a tenu, à une époque qui n'est pas fort éloignée, un autre langage ; on s'est attaché à bien distinguer toujours ce qui est le catholicisme et la religion de ce que sont les congrégations.

On me pardonnera de revenir encore à l'autorité de Dupin. Voici ce qu'il disait le 2 mai 1815 :

« Je reconnais facilement à chaque orateur le droit d'étendre les questions, de les agrandir ; mais on ne peut contester à aucun autre

orateur le droit de les restreindre et de les préciser. Je soutiens, avant tout, qu'il ne s'agit pas ici d'une question religieuse : le dogme, le culte, la foi ne sont pas impliqués dans le débat ; et tous les efforts que pourraient faire quelques orateurs pour faire prendre le change à cet égard, ou ici ou au dehors, viendront échouer contre le bon sens de la Chambre, contre le sentiment de sa compétence et celui du bien public qu'elle doit toujours avoir en vue pour résultat (*Très bien !*).

« Si la question religieuse pouvait être compromise, elle ne le serait que par les hommes imprudents qui, par leurs entreprises téméraires, sont venus alarmer l'opinion publique.

« Le clergé, messieurs, n'est pas davantage impliqué dans cette question ; je puis dire que c'est pour lui que nous combattons, en cherchant à l'isoler, à le séparer de ceux qui le compromettent. »

On ne pouvait, messieurs, présenter une idée plus juste sous une forme plus sobre et plus saisissante.

Je préfère aussi au langage par lequel on veut solidariser ces deux intérêts différents, le langage imagé jusqu'à l'emportement, d'un grand poète qui a siégé dans cette assemblée : j'ai nommé Victor Hugo. Il s'écriait :

« Je ne vous confonds pas, vous, parti clérical, avec l'Église, pas plus que je ne confonds le gui avec le chêne ; vous êtes les parasites de l'Église, la maladie de l'Église. Cessez donc de mêler l'Église à vos affaires, à vos stratégies, à vos combinaisons, à vos doctrines, à vos ambitions. Ne l'appellez pas votre mère, pour en faire votre servante. » (*Applaudissements à gauche*).

Et c'est ainsi, semble-t-il, que la raison politique comme la raison imaginative des choses conduisent à la même solution.

Mais, pour tout dire, j'aime mieux encore ces quelques lignes que j'emprunte à cet ambassadeur dont on a parlé ici, à M. Rossi :

« Disons-le sans détours : tout ami sincère de l'Église et de l'État, de l'Épiscopat et du Gouvernement, doit leur demander instamment

d'éviter, je ne dis pas toute alliance — c'est une alliance à laquelle je ne croirai jamais, — mais même toute apparence d'alliance avec cette Congrégation, que repoussent les lois du pays. »

Messieurs, c'est sur ces paroles que je veux terminer, parce que, en effet, il me semble que la conclusion de ces observations, et même, d'une façon générale, de cette discussion, doit être la suivante : certains zèles imprudents, certaines sollicitudes trop compromettantes, servent mal les intérêts que l'on prétend défendre.

On nous a fait un singulier reproche, en disant que nous n'avions pas été logiques et que nous n'allions pas assez loin ; que, puisque les congrégations reposaient sur une cause illicite, il n'y avait pas de raison d'en conserver aucune, Ah ! je comprends bien votre tactique. Certes, vous préféreriez une loi qui toucherait aux intérêts véritables du Catholicisme, ou qui montrerait à l'égard des congrégations religieuses un zèle absolu et intolérant.

Nous n'avons pas commis cette faute, et jamais nous ne confondons deux choses qui ne sont pas faites pour être confondues : le danger pour l'Église — et j'entends par là celle que représentent en France des millions de catholiques — le danger, c'est que sa pensée philosophique et morale, que sa pensée dogmatique même ne soient défigurées désormais pour ceux qui ne sont pas dans ses confidences par tant d'événements, tant d'actes exorbitants et, je puis bien dire, en faisant allusion à cette congrégation, désormais célèbre, des Assomptionnistes par tant d'actes qui sont de véritables scandales (*Très bien ! très bien ! sur un grand nombre de bancs*).

Ce n'eut pas été en vain qu'on aurait laissé pendant des années encore, toute une partie de la France, plus portée peut-être vers le libre examen que vers le catholicisme, considérer qu'Église et congrégations étaient une seule et même chose, un seul et même fait.

Il y a toujours quelque outrecuidance à parler de ce que pourrait être l'avenir dans un circonstance déterminée. Pour moi, messieurs, j'ai obéi à cette conviction profonde que, dans dix années d'ici, il aurait été impossible de faire la loi que nous proposons (*Marques très vives d'assentiment à gauche et sur plusieurs bancs au centre*).

Et s'il y a un vœu que tout homme d'État ami de son pays doive former, je le forme. C'est que cette loi ne se heurte pas à des intransigeances qui elles-mêmes pourraient éveiller d'autres intransigeances ; et lorsqu'on verra par exemple, que plus des quatre cinquièmes des assistés ; des enfants, des vieillards, des infirmes sont assistés par des congrégations autorisées, et que les congrégations non autorisées n'en secourent qu'un nombre infiniment moins considérable ; que la plupart de nos grandes œuvres d'Orient sont dirigées par des congrégations également autorisées, on arrivera, je pense, à reconnaître que nous avons fait les choses de façon à ménager tous les intérêts.

Il s'est produit un phénomène qui est caractéristique d'une époque, et qui montre quelle implacable volonté, ce n'est pas celle du Saint-Siège — je prononce son nom pour qu'il n'y ait pas de confusion, — quelle implacable volonté a dirigé nos affaires depuis trop d'années, depuis vingt ans, en particulier : on a vu dans la même période de temps décroître le nombre des congrégations autorisées et s'accroître le nombre des congrégations qui ne le sont pas. Et si vous jetez les yeux sur des tableaux qui ont été remis à la commission et rendus publics, vous verrez que les unes décroissent en raison directe de l'accroissement des autres, Les congrégations autorisées comptaient près de 80 000 membres en 1880, elles n'en comprennent plus que 57 000 ; les congrégations non autorisées n'en possédaient pas beaucoup plus de 40 000, — je parle des congrégations de femmes, — elles sont arrivées à 75 000.

Et dans cette évolution, que sont devenus les pauvres, les enfants, les malades, les infirmes ?

Les congrégations autorisées d'hommes et de femmes secourent à l'heure actuelle 69 959 personnes, et les congrégations non autorisées en secourent 9 929 (*Exclamations à gauche*).

Si je me tourne maintenant vers ces régions que notre attention ne doit jamais perdre de vue, le Sénat pense-t-il vraiment que le Gouvernement ne se soit pas demandé quel serait le retentissement de la loi sur ces grands intérêts ? J'apporte, dès à présent, au Sénat une parole rassurante. Nous avons en Orient, en Asie, en Afrique, dans les îles les

plus lointaines, 3 622 écoles occupées par 130 596 élèves, et 345 orphelinats qui sont dirigés et administrés par des congrégations autorisées.

Enfin, j'ai déclaré à plus d'une reprise devant la Chambre, et je tiens à le faire de nouveau devant le Sénat — et peut-être un gouvernement en apparence plus modéré n'aurait-il pas eu, je ne dis pas ce courage ni celle audace, mais cette initiative — que, lorsque des congrégations se présenteront avec des statuts indiquant qu'elles se proposent de soulager les malades, de recueillir les infirmes, de pénétrer dans les régions les plus lointaines, et d'y porter notre civilisation et notre langue, elles trouveront un gouvernement disposé à examiner leurs statuts, et, après vérification, à les recommander au Parlement.

Quant à affirmer, messieurs, que le Parlement ne donnera pas d'autorisation, c'est, à mon avis, instruire bien vite son procès. Croyez-vous donc que des Chambres françaises mises en présence de statuts sincères et non pas semés de dissimulations, proclamant hautement un but philosophique, philanthropique ou d'intérêt social, seront animées d'un parti pris absolu et diront :

... C'est une congrégation, nous refusons l'autorisation » ?

Croyez-vous donc que les Chambres qui votent chaque année, dans le budget des affaires étrangères, des fonds appliqués précisément au soutien et à l'encouragement de nos missionnaires envisageront d'un œil malveillant et soupçonneux les statuts d'une congrégation qui viendrait à se fonder dans le même but ? Le débat présente encore un autre aspect : est-ce qu'il est bien nécessaire, ou pour le développement de la charité, ou pour le développement des ordres qui se livrent aux missions, qu'ils soient innombrables, qu'il y en ait des centaines et des centaines ? L'admirable cadre, l'admirable institut des prêtres des Missions étrangères ou des Lazaristes, ne sont-ils donc pas suffisants pour recevoir toutes les bonnes volontés ? Et faut-il, quand on parle du zèle qui pousse des hommes ou des femmes à braver, au loin, tous les dangers, faut-il admettre que ce zèle serait moindre parce que ces religieux appartiendraient à une congrégation qui a fait ses preuves, et qui vit avec l'État en bonne harmonie ? (*Très bien ! très bien ! et rires à gauche*).

Je crois plutôt, messieurs, que les préoccupations qu'inspirent à nombre d'adversaires de la loi les intérêts religieux, empruntent une bonne part de leur vivacité à la sollicitude qu'ils ressentent pour certains intérêts politiques.

La loi que nous vous proposons est venue à son heure ; c'est pourquoi elle est restée dans la mesure, et c'est pourquoi aussi je suis convaincu que le Sénat, en la votant, fera un acte qui, loin de déchaîner l'agitation religieuse, sera de nature à favoriser un véritable apaisement (*Applaudissements répétés sur un grand nombre de bancs à gauche et au centre, — L'orateur, en retournant à sa place, reçoit les félicitations d'un grand nombre de sénateurs*).

ASSOCIATIONS ET CONGRÉGATIONS

LES ÉTRANGERS DANS
LES CONGRÉGATIONS

[Retour à la table des matières](#)

SÉNAT. Séance du 15 juin 1901. — Sur l'article 2, concernant la formation des associations de personnes, M. Rambaud dépose et soutient un amendement soumettant les associations composées en partie d'étranger, à des formalités spéciales. L'amendement fut rejeté à la suite de l'intervention de M. Waldeck-Rousseau, qui répondit en même temps à un discours de M. Bérenger.

M. Waldeck-Rousseau, président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes. — Messieurs, je me rends d'autant plus volontiers à l'appel de l'honorable M. Bérenger, que je sens très bien que sa question n'est dictée, comme il s'est plu à le déclarer lui-même par un très légitime désir de se faire une opinion raisonnée sur la disposition qui vous est soumise.

Pour répondre complètement à sa curiosité si légitime, je suis obligé de rappeler d'un mot les deux systèmes qui ont été discutés, non seulement à la Chambre des députés, mais aussi dans l'opinion et jusque dans les discussions philosophiques.

Deux méthodes pouvaient être opposées l'une à l'autre. La première est celle que j'ai appelée à la Chambre des députés la méthode préventive ; elle n'est ni vexatoire ni excessive, et constitue une simple mesure de prudence et de précaution. C'est d'elle que s'inspirait mon premier projet qui demandait une déclaration à toutes les associations.

J'ai défendu ce système devant la Chambre ; j'ai été suivi par une grande partie de la majorité gouvernementale ; j'ai été combattu par toutes les oppositions anti-gouvernementales et il m'est bien permis de rappeler que la droite tout entière a voté contre ce système qu'il m'a bien fallu abandonner.

M. de Lamarzelle. — Je demande la parole.

M. le président du conseil. — Le mal, à vrai dire, n'était pas considérable, car là n'était point la clef de voûte de la loi.

Je prie le Sénat de vouloir bien remarquer d'ailleurs à quelle considération se liait étroitement le système que je préconisais. J'estimais qu'une association est exclusive de la possession de toute espèce de biens, mais qu'elle peut toujours se juxtaposer une société de biens ; que deux contrats distincts peuvent ainsi prendre naissance, et vivre l'un à côté de l'autre.

Ici on m'a objecté, et peut-être avec raison, que les sociétés de biens qui se formeraient à côté des associations pourraient prendre un développement considérable, et par là même, acquérir une influence toute particulière dans le milieu social où elles se développeraient. Et par une conséquence logique de l'article 1^{er}, qui, tel qu'il avait été voté par la Chambre, supprimait toute espèce de déclaration, on a introduit dans la loi d'autres dispositions desquelles il résulte que, même avec une déclaration, les associations ne peuvent obtenir qu'une capacité civile réduite, et que toutes combinaisons qui tendraient à éluder cette disposition seraient considérées comme nulles.

Au nombre de ces combinaisons, figurait précisément l'hypothèse de la création ou de la juxtaposition d'une société de biens à côté de l'association.

Vous avez maintenant l'économie du système adopté par la Chambre : toute association peut se former sans déclaration ; mais, même avec une déclaration préalable, aucune association ne peut posséder au-delà d'une certaine quantité de biens.

Or cette thèse ayant ainsi pris sa forme précise, une question s'est posée : Avait-on le droit de faire aux associations, dans lesquelles entrent des étrangers, une situation exceptionnelle ?

Je sais très bien qu'on peut prendre un parti que j'appellerai radical, plus que radical, et dire : « Plus d'étrangers ! » C'est une des formes de la pensée moderne, et on ne réfléchit peut-être pas assez que, quand on dit : « Plus d'étrangers en France », on doit dire aussi : « Plus de Français à l'étranger ». (*Très bien ! très bien !*). Je ne crois pas que ce système trouve crédit auprès de la majorité de cette assemblée (*Non ! non ! sur divers bancs*).

Il est évident que le fait d'introduire des étrangers dans une association ne met pas cette association sous le coup d'une espèce de suspicion. Il faudra quelque chose de plus, pour justifier des mesures spéciales. Il faudra, ainsi qu'il est dit à l'article 12, que l'association donne à l'État des raisons de se défendre.

Je vous le demande, messieurs, voulez-vous soumettre *a priori* et sans distinction à un régime spécial ces associations, que vous connaissez tous, les plus considérables et les meilleures comme les plus infimes, si nombreuses celles-là dans nos départements-frontières ?

Comment ! parce qu'il entre quelques étrangers dans une association de tir, de gymnastique, dans une association littéraire et philosophique, vous allez la mettre hors de la loi des associations !

Je n'ai pas cru que ce fût possible ; et bien que la méthode la plus loyale pour savoir ce que fait une association ou ce qu'elle se propose m'ait paru être la déclaration, je n'ai jamais pris au tragique l'hypothèse qu'une association entre étrangers pourrait se former, poursuivre un but détestable, mettre en péril l'État français, sans que

le gouvernement en fût informé ; dès le début, et avant même que la Chambre statuât d'une façon définitive, j'ai laissé entendre que, si la majorité préférerait le système de la surveillance et de la répression au système préventif de la déclaration, il serait impérieusement nécessaire d'armer le gouvernement d'une façon spéciale, en vue de certaines éventualités.

L'article 12, que nous discutons par anticipation, est l'œuvre du gouvernement, il est la conséquence logique de la suppression de la déclaration.

Alors se pose la question que le Sénat a à résoudre.

Ce texte donne-t-il plus ou moins de garanties que celui proposé par M. Rambaud ? Je prétends qu'il en donne davantage, et je le prouve. J'ai été frappé de voir combien les deux parties du discours de M. Rambaud concluaient mal l'une en faveur de l'autre.

Il nous dit : Voici ce que font certaines associations étrangères ; elles s'occupent du gouvernement social, de socialisme, de collectivisme ; ce sont là choses détestables ! Et alors, à quoi conclut-il ? C'est un esprit trop libéral pour faire une loi contre les idées !

Aussi sous la condition d'une déclaration, il leur donne le droit de faire et de continuer à faire tout ce qu'il trouve détestable, car, dans son système, une association dans laquelle il y aurait les neuf dixièmes d'étrangers, si elle a fait sa déclaration, pourra tenir ses assises, discuter les idées sociales, préconiser des doctrines socialistes (*Très bien ! à gauche*).

Et si, messieurs, passant du domaine des idées, du domaine de la discussion et de la spéculation dans l'ordre des faits positifs, une association fait courir un péril soit aux intérêts économiques qui se résument dans le mouvement régulier de l'offre et de la demande, dans le jeu normal des forces économiques, soit à la sûreté extérieure ou intérieure de l'État, quel est le remède que propose l'honorable M. Rambaud, et que l'honorable M. Bérenger est tout prêt à accepter ? Eh bien, on ira devant les tribunaux, de sorte que nous l'assignerons en police correctionnelle. Il faudra une instruction, il faudra des débats,

le jugement sera rendu, il ne sera pas exécutoire ; un appel étant interjeté, il faudra aller devant la Cour ; ici encore nouveaux délais et nouveaux débats ; puis, si la Cour confirme le jugement de dissolution et de condamnation, un pourvoi pourra être formé : il faudra aller devant la Cour de Cassation. Une année se passera, durant laquelle l'association dans laquelle il y aura non seulement des étrangers faisant de la spéculation ; mais des étrangers organisant une action dangereuse, pourra se maintenir, et se consolider.

J'ai obtenu de la Chambre des Députés, — et je déclare très hautement au Sénat que le gouvernement considère que cette disposition l'arme d'une façon plus que suffisante, — j'ai obtenu, dis-je, de la Chambre, le droit pour le gouvernement de dissoudre immédiatement l'association, ce qui, bien entendu, ne dispense pas des poursuites, ladite association restant responsable des actes délictueux qu'elle aurait pu commettre soit en faussant les cours des valeurs, soit en troublant la sûreté intérieure ou extérieure de l'État. (*Approbation à gauche*).

Par conséquent, vous le voyez, si on met en parallèle les deux systèmes, on trouve que celui qui est inséré dans le projet de loi est le plus décisif au point de vue de l'intérêt public (*Nouvelle approbation sur les mêmes bancs*).

Mais alors une objection se fait jour. On me dit : Vous ne demandez ce privilège, cette méthode rapide d'action, que pour certaines associations entre Français et étrangers, pour celles dans lesquelles il y a une majorité d'étrangers. Les autres vous échapperont.

Je réponds : nullement. Toutes les associations où il y aura des étrangers, et, disons-le très hautement, même celles où il n'y aura pas d'étrangers, pourront être poursuivies toutes les fois qu'elles accompliront un acte contraire à la loi pénale ; soit aux lois constitutionnelles, soit même aux lois de simple police.

Les associations ne tomberont sous le pouvoir discrétionnaire du gouvernement, sauf la responsabilité de ce même gouvernement devant le Parlement, qu'au cas où l'élément étranger y, figurera en telle proportion qu'on pourra admettre *a priori* qu'il y exerce une influence

prépondérante. Je le répète : faire une loi draconienne contre toute association dans laquelle il se rencontre des étrangers, ce serait aller au-delà de ce qui est juste, et, incontestablement, bien au-delà de ce qui est nécessaire (*Très bien ! très bien !*).

Je demande enfin au Sénat de ne pas confondre des idées absolument distinctes.

L'honorable M. Rambaud a parlé des grèves. Il a montré l'action que les étrangers y exercent parfois et il a dit : Voyez ce qui s'est passé à Marseille ; la grève était conduite par un syndicat formé au mépris de la loi de 1884.

Je lui réponds, j'allais dire j'ai le regret de lui répondre, que le syndicat en question était parfaitement en règle avec la loi de 1884 ; à un certain moment les membres du comité directeur n'étant pas tous Français, l'administration et la justice s'étaient émues et avaient mis le syndicat en demeure de se conformer au texte de 1884.

L'honorable M. Rambaud n'est pas embarrassé pour si peu ; il dit : C'est vrai, mais les étrangers membres de l'ancien comité du syndicat sont devenus membres du comité directeur de la grève.

Eh bien ! Vous ferez toutes les lois possibles sur les associations, vous n'empêcherez jamais les grèves de se produire. Du moment où vous admettez que les ouvriers étrangers peuvent venir travailler en France, vous serez bien obligés de leur reconnaître le droit de grève, comme vous le reconnaissez au profit des ouvriers français.

Si on pense qu'il faut interdire le droit de grève aux étrangers, c'est dans un débat ultérieur que nous pourrions examiner cette question. Pour ma part, je ne le crois pas ; mais ce n'est pas en disant que les associations entre Français et étrangers seront soumises à une déclaration que vous empêcherez, là où il y a des ouvriers étrangers en grand nombre, ces derniers de se mettre en grève et de prendre même la direction de celles dans lesquelles ils sont les principaux intéressés.

J'attache une grande importance à ce que le Sénat considère bien que le gouvernement n'aurait pas accopté la disposition de l'article

12, s'il avait pensé un instant que l'ordre public pût en souffrir. Il est au contraire convaincu que l'article 12 correspond à la fois aux besoins de sécurité et de défense de l'État, et aussi aux tendances de l'esprit moderne.

Au risque de laisser mettre en suspicion mes sentiments de patriote, néanmoins bien sincères, je ne puis arriver à concevoir qu'au XX^e siècle, on en soit à considérer d'un œil hostile toute espèce d'élément étranger en France. Ce sont là des idées d'un autre âge, et tout à fait inconciliables avec le mouvement actuel, c'est-à-dire non seulement avec le libre échange des produits très discuté encore, et qui compte de nombreux adversaires, mais avec le libre échange des activités, qui ne comporte ni limites, ni frontières.

Dans ces conditions, je demande au Sénat de vouloir bien repousser l'amendement de M. Rambaud et d'adopter le texte de l'article 2 tel qu'il vous est proposé par la commission et accepté par le gouvernement (*Très bien ! applaudissements à gauche*).

ASSOCIATIONS ET CONGRÉGATIONS

LES ASSOCIATIONS
ET LA PERSONNALITÉ CIVILE

[Retour à la table des matières](#)

SÉNAT. *Séance du 17 juin 1901.* — Sur l'article 6, M. de Lamarzelle proposait un amendement tendant à assurer à de plein droit à la personnalité civile à toute association qui aurait fait les déclarations prévues par l'article 5, M. Waldeck-Rousseau le combattit et le Sénat le rejeta.

M. le président du conseil. — Messieurs, je crois que les observations si pressantes de l'honorable rapporteur ont déterminé la conviction, je ne dirai pas de tout le Sénat, mais de la grande majorité de ses membres, et, si je monte à la tribune, c'est seulement pour présenter une courte observation.

Il me semble que l'on confond deux choses absolument distinctes : l'être moral que toute société ou que toute association constitue, et qui n'est nullement distinct de la personne de ses membres, et la fiction — je maintiens le mot, parce que je le crois exact — au moyen de laquelle on arrive à constituer un être moral qui, lui, au contraire, est complètement distinct de la personne de tous les associés ou de tous les sociétaires. En effet, le but auquel tendrait l'amendement de

l'honorable M. de Lamarzelle serait le suivant : les membres de l'association, par la seule force de leur volonté, arriveraient à ce résultat que l'association, sans qu'eux-mêmes eussent le moindre droit de propriété sur ses valeurs, pourrait acquérir et posséder indéfiniment.

L'honorable M. de Lamarzelle suppose donc une personne qui est distincte de la personne des membres de l'association. Quand il a fait cette concession, je lui demande comment il peut, contester que ce soit là ce que nous appelons une fiction légale, c'est-à-dire une fiction par laquelle on donne naissance à un être de raison, qui n'a point par lui-même d'existence, et qui doit l'emprunter à quelque autre. Or, qui peut intervenir pour créer un être moral, sinon l'État ? Et comment concevoir que des particuliers puissent non seulement s'engager les uns envers les autres à fournir certaines prestations, non seulement réclamer certains avantages et certains bénéfices, mais encore faire une convention qui aboutirait à ceci : Nous convenons les uns envers les autres que nous n'achèterons pas, que nous n'acquerrons pas, que nous ne deviendrons pas propriétaires, et qu'une autre personne sera, en notre lieu et place, le véritable propriétaire ?

Je comprends bien qu'on puisse stipuler au profit d'un tiers — cela est inscrit dans nos codes — mais encore faut-il que ce tiers existe, et comment admettre qu'il puisse dépendre de particuliers de créer autant d'êtres moraux, autant d'êtres fictifs, mais perpétuels, qu'il leur plaira ; comment ne pas être immédiatement frappé du danger considérable, du danger évident qui résulterait de telles combinaisons ?

Une réflexion encore. Je dis qu'une loi est nécessaire pour créer cet être moral, parce qu'on ne conçoit pas la création de cet être moral sans la perpétuité des biens en sa personne.

Le propre de cet être moral sera d'aboutir à la constitution d'une mainmorte, car puisqu'il ne meurt pas, puisque chaque associé pourra s'en aller, disparaître par sa volonté ou la mort, sans rien emporter du patrimoine de l'association, dans le sens qu'indiquait M. de Lamarzelle lui-même, on peut dire qu'il y a là un propriétaire perpétuel ; et il n'y a pas de propriétaire perpétuel sans une mainmorte. Or, quel est le principe d'ordre public en matière de propriété ?

C'est la libre circulation des biens, et tout ce qui atteint la libre circulation des biens est contraire à l'ordre public. Par conséquent, pour qu'il en soit autrement, il faut que la loi elle-même introduise une dérogation au principe, et c'est ce qu'elle fait quand, pour cause d'utilité publique, elle, permet d'autoriser un établissement à avoir la personnalité civile. La loi mesure alors et les avantages et les inconvénients ; elle ne méconnaît pas que la création d'une mainmorte puisse causer à l'ordre social un certain préjudice, mais elle se demande si ce préjudice, étant contenu dans de certaines limites, n'est point balancé, et même au-delà, par les services que l'institution reconnue par l'État doit rendre à la société elle-même.

C'est quand ce travail de comparaison tourne au profit de l'utilité publique que la reconnaissance d'utilité publique est accordée. Mais l'État, par ses représentants, doit être le juge de cette utilité ; et permettre aux particuliers de trancher eux-mêmes la question, c'est simplement les substituer à lui-même.

On a dit tout à l'heure que la loi sur les syndicats professionnels constituait une dérogation à ce principe, et qu'elle considérait les syndicats comme personnes morales, propriétaires de toutes leurs valeurs.

L'honorable M. de Lamarzelle qui connaît, je le vois sans étonnement, dans ses moindres détails, la discussion du projet de loi sur les associations, a bien voulu reconnaître que cette objection m'avait été faite et que j'y avais répondu.

J'y ai répondu en citant l'exposé des motifs de mon projet de loi dans lequel une distinction est faite, distinction nécessaire : Oui, ce qui sera acquis par le syndicat professionnel au moyen de certaines ressources, de ses cotisations, oui, l'immeuble dans lequel il s'installera, les immeubles où il fondera les établissements nécessaires à l'objet qu'il poursuit et qu'il ne saurait trop multiplier, tout cela sera la propriété de la personne morale ; mais, tous les biens que les syndicats pourront acquérir en se livrant à des actes de commerce, en exploitant des entreprises, en acceptant des fournitures, seront des biens qui appartiendront aux syndicats, mais sur lesquels tous les membres du syndicat auront un droit de propriété que, le jour où ils quitteront le syndicat, ils pourront faire valoir.

C'est à quoi on n'arriverait pas avec le système de M. de Lamarzelle, car les membres d'une association, d'après son amendement, n'emporteront rien en sortant de l'association ; on ne fera entre leurs personnes et l'association aucune distinction ; on ne dira pas seulement à l'associé : Cet immeuble-là est nécessaire à l'association, vous n'y avez aucun droit ; mais même, s'il s'agit d'autres valeurs, on lui répondra : Nous ne vous connaissons pas, car le propre de la personnalité civile est de faire que les associés acceptent les biens de l'association et en disposent tant qu'ils font partie de l'association, mais n'ont droit à aucune espèce de partage et de revendication quand ils en sortent.

D'ailleurs, je crois qu'insister serait inutile, car M. de Lamarzelle, conduit par la logique de son esprit, a donné de son amendement une explication qui me fournit une réponse décisive.

L'amendement de M. de Lamarzelle porte :

« Toute association qui a fait les déclarations prévues par l'article 5 a de plein droit la personnalité civile. »

M. de Lamarzelle reconnaît donc que l'effet de la déclaration qu'il demande ne peut être que d'apporter une faveur relative ; il faudra bien qu'on limite les effets de la personnalité civile, et alors il dit :

« Nous verrons plus tard ; commençons par admettre que la déclaration donne la personnalité civile. » C'est un amendement de principe. Il reconnaît donc, et je ne crois pas qu'il puisse me démentir, qu'il y aura ensuite à examiner dans quelle mesure la simple déclaration peut conférer une capacité quelconque.

Je réponds à l'honorable M. de Lamarzelle que c'est précisément l'objet de l'article 6.

Si on ne demande pas la reconnaissance d'utilité publique, il faut limiter les effets de la déclaration, et on les limite à ce qui est essentiel et nécessaire au fonctionnement de l'association, de telle sorte qu'en votant l'article 6, comme il ne manquera pas de le faire, le Sénat don-

nera à l'honorable M. de Lamarzelle la plus large satisfaction. (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

M. Trarieux soutint un amendement tendant à supprimer, dans le dernier paragraphe, la phrase fixant à 500 francs la cotisation des membres des associations déclarées. M. Waldeck-Rousseau lui répondit :

M. le président du conseil. — Messieurs, je tiens à faire connaître au Sénat les raisons qui ne permettent pas au gouvernement d'accepter la prise en considération de l'amendement de M. Trarieux.

M. Trarieux me paraît se méprendre complètement sur le sens et la portée de l'article 6.

Quel est le but de cet article ? C'est de déterminer le minimum et le maximum de capacité civile qui seront acquis de plein droit à une association, sans aucune autre formalité, par le fait même de la déclaration.

Il faut bien convenir qu'il y a là un pas considérable et qui marque un très grand progrès dans la voie de la liberté, par rapport au régime actuel. A l'heure présente, en effet, aucune association ne pourrait rien posséder, fût-ce le local destiné à ses délibérations, si elle n'avait pas été reconnue. La Chambre a pensé — et le Gouvernement s'est rallié à cette manière de voir — que, pour assurer le fonctionnement de beaucoup de sociétés modestes, il était bon de leur accorder *de plano* ce qu'on a appelé très exactement une capacité réduite.

Il faut donc se placer exclusivement en face des associations qui, n'allant pas plus loin que la déclaration, se contenteront de cette formalité par cela même qu'elles jugeront suffisants les privilèges qui y sont attachés.

L'honorable M. Trarieux parle alors d'associations considérables, qui poursuivent un but excellent, très élevé ; il montre qu'il est intéressant pour elles de pouvoir élargir le cadre de leur action, et, par

conséquent, de posséder toutes les ressources nécessaires à leur développement. Eh bien, à ces associations qui méritant un intérêt particulier, une sollicitude particulière, l'article 11 a indiqué les formalités à remplir.

Elles viendront dire : « Voilà ce que nous voulons faire ; voilà ce qui nous est nécessaire ; » Il appartiendra alors au décret qui les reconnaît d'utilité publique de dire si, oui ou non, les ressources dont elles déclarent avoir besoin sont en effet essentielles, dans quelles conditions et dans quelle limite elles pourront recevoir ; en un mot, l'idée d'un patrimoine considérable est intimement liée, dans le système de la loi comme dans le système du droit, à l'idée d'utilité publique.

Mais s'il ne vous plaît pas de vous faire reconnaître d'utilité publique, ne parlez pas de l'utilité publique, des services que vous allez rendre ; et si le régime de la simple déclaration vous suffit, n'allez pas déclarer qu'il vous paraît trop étroit.

J'ajoute, messieurs, qu'il y a une raison en quelque sorte élémentaire pour ne pas entrer dans la voie que veut ouvrir l'amendement.

Voici une société qui va se fonder sous le régime de la simple déclaration. J'imagine qu'elle se sera rendu compte de ce qui est nécessaire à son fonctionnement. S'il lui faut, par exemple, louer un immeuble, elle se sera assurée qu'au moyen de ses cotisations ou d'un apport elle peut louer cet immeuble. Si, même, elle juge nécessaire de le posséder, elle ne fera de déclaration qu'autant qu'elle aura l'immeuble nécessaire ou les ressources pour se le procurer.

Voilà le premier pas franchi ; en outre, elle se sera demandé quelles seront ses charges annuelles, quel budget lui sera nécessaire. Ce budget, les associations l'établiront précisément en mesurant le chiffre des cotisations aux besoins de leur fonctionnement.

« Elles pourront, nous dit M. Trarieux, faire des cotisations très fortes ! » Oui. « Vous n'assignez pas de chiffre aux cotisations ? » Non. « Cependant, ajoute M. Trarieux, vous assignez un chiffre au rachat des cotisations ? » En voici la raison, messieurs ; elle est très

simple : c'est qu'en n'assignant pas de chiffre au rachat des cotisations, on ouvre la porte à tous les expédients à l'aide desquels peut être tournée la loi.

En effet, si l'on dit à une personne : « Vous payerez chaque année telle somme » cela conduit cette personne à prendre chaque année une résolution : c'est un don qu'elle renouvelle annuellement. Cela est tellement vrai que, dans le système de la loi et à moins d'engagement positif contraire, le sociétaire peut toujours se retirer de la société ; les engagements pris ne le sont pas pour une durée indéterminée.

Il y a donc là un acte qui doit être renouvelé, un acte qui exclut toute pression morale et toute surprise : c'est bien une contribution volontaire et répétée aux besoins de la société.

Mais si vous n'assignez pas de chiffre au rachat des cotisations, c'est-à-dire à une opération qui se fait en une fois, vous allez, sous couleur de rachat de cotisations, ouvrir précisément la porte à ces donations mobilières que l'article 6 a voulu éviter.

Ces raisons me paraissent très suffisantes, messieurs, pour vous faire écarter l'amendement, et je demande au Sénat de ne pas le prendre en considération.

M. Trarieux. — Vous venez de dire que le chiffre de la cotisation reste libre...

M. le président du conseil. — Parfaitement ; le texte ne le limite pas.

Après M. Trarieux, M. Bérenger intervint dans la discussion pour prendre la défense des associations charitables, selon lui menacées par l'article 6. Après avoir réclamé la modification du texte de l'article, il en demande le renvoi à la commission. Le président du conseil repousse ces deux propositions :

M. le président du conseil, *de sa place*. — L'honorable M. Bérenger raisonne, comme on l'a fait dans une autre doctrine et dans l'intérêt d'autres institutions, en se mettant en présence d'associations charitables excellentes, auxquelles tout le monde doit s'intéresser, et que tout le monde doit souhaiter de voir grandir.

Mais nous ne faisons pas un article 6 pour les associations charitables ; nous le faisons pour toutes les associations qui, à l'heure actuelle, n'ont pas le droit de recevoir un sou, ni de posséder un immeuble ou un local quelconque, et nous ne pouvons pas distinguer entre celles vers lesquelles se tourne tout naturellement notre bienveillance et celles vis-à-vis desquelles doit s'exercer notre circonspection. L'honorable M. Bérenger nous dit : « Allez-vous envoyer des inspecteurs pour examiner les livres de ces sociétés et se rendre compte des recettes et des dépenses ? » S'il avait bien voulu examiner l'article 17, il aurait vu quelle est la sanction de l'article 6.

L'article 17 proclame la nullité qui pourra être demandée, ou par les intéressés ou par le ministère public, de tous les actes qui ont été faits en contravention de la loi, notamment de l'article 6. Par conséquent, il faudra justifier en justice — et ce sera la tâche de ministère public — que les statuts ont été dépassés.

Le gouvernement repousse absolument l'amendement.

M. le président du conseil. — Messieurs, si nous étions en désaccord avec l'honorable M. Bérenger sur une question de rédaction, le gouvernement ne verrait aucun inconvénient au renvoi à la commission ; mais nous sommes en désaccord formel, j'ai le regret de le constater, sur le principe même de la loi.

Nous avons considéré, en effet, qu'une association ne pouvait pas avoir de plein droit, par le fait de la déclaration, la plénitude de la capacité civile. C'est cette plénitude de la capacité civile que demande l'amendement de M. Bérenger (*C'est cela ! à gauche. — Dénégations au centre*), car, sans distinguer entre les associations — on ne saurait d'ailleurs établir de distinction, elle serait arbitraire, ce qui paraît aux

uns une association louable pouvant paraître à d'autres moins intéressant, — sans distinguer entre les associations, M. Bérenger demande, en fin de compte, qu'on leur accorde le droit de recevoir tous les dons mobiliers, quels qu'ils soient, quelle que soit leur importance.

Il a parlé, en effet, de ce que peuvent faire des membres honoraires. Si vous admettez que ces membres puissent faire un don mobilier dans un but charitable, il faut bien admettre qu'une tierce personne pourra faire le même don. C'est donc le droit de recevoir tous les legs et tous les dons mobiliers.

Il suffit d'arriver à cette constatation pour acquérir cette conviction que ce serait introduire dans notre droit un principe absolument dangereux et inadmissible ; car, autant il peut être admis qu'on accorde à une société le droit de vivre dans les conditions qu'elle juge nécessaires, et qu'elle établit par ses propres statuts, autant il est inadmissible de lui accorder la capacité de recevoir toutes les libéralités.

Si vous entrez dans cette voie et si vous acceptez le renvoi à la commission, vous demandez à la commission de vous rapporter un texte accordant à toute association la capacité de recevoir des dons et legs.

M. Bérenger. — Pas du tout, je ne demande rien de semblable ; vous exagérez mon opinion pour mieux la combattre, ou alors, et je m'en excuse, je ne me suis pas fait comprendre.

M. le président du conseil. — J'ai entendu M. Bérenger dire, à cette tribune : « Il y a beaucoup d'associations qui ne vivent que des dons qu'elles reçoivent » ! Il n'a pas parlé seulement des dons qui sont en quelque sorte contractuels et statutaires, des dons des membres honoraires ; il fait allusion aux circonstances dans lesquelles fonctionnent beaucoup d'associations, vivant surtout de la générosité des tiers, de tous ceux qui, voyant une association intéressante, lui apportent le concours de leur richesse, quand ils sont riches, et de leur bonne volonté quand ils ne le sont pas. Je dis que cela, c'est la capacité de recevoir des dons et legs.

En matière mobilière, vous y voyez peut-être moins d'inconvénient qu'en matière immobilière ; mais la distinction qui a été faite à l'origine dans nos codes ne présente plus aujourd'hui la même importance, et c'est la richesse mobilière, en dernière analyse, qui peut le mieux assurer le développement d'une institution.

Je ne puis pas accepter — et il ne faut pas qu'il y ait de malentendu sur ce point — qu'un texte, introduit dans la loi, accorde aux associations qui auraient simplement fait une déclaration le droit de recevoir des dons et legs : c'est là quelque chose qui me paraît inadmissible (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

ASSOCIATIONS ET CONGRÉGATIONS

LES CONGRÉGATIONS
RELIGIEUSES ET L'AUTORISATION

[Retour à la table des matières](#)

SÉNAT. Séance du 20 juin 1901. — Sur l'article 13, M. Rambaud proposa une modification selon laquelle un simple décret aurait suffi à autoriser toute congrégation d'hommes ou de femmes. Cet amendement, qui donna lieu à une importante discussion, fut rejeté par 155 voix contre 131 M. Waldeck-Rousseau l'avait combattu avec énergie.

M. le président du conseil. — Messieurs, c'est bien entendu, sur l'amendement de M. Rambaud que je demande au Sénat de me permettre une très courte observation, et nullement sur le mode de scrutin auquel le Sénat aura recours tout à l'heure.

L'amendement de l'honorable M. Rambaud porte que désormais toute congrégation d'hommes ou de femmes sera autorisée par un simple décret et M. Charmes, après d'autres orateurs, a fait remarquer que dans un projet que j'ai déposé, usant de mon initiative parlementaire, en 1882, je considérais qu'une congrégation pouvait être autorisée par un décret.

Il a bien voulu rappeler, mais peut-être un peu trop brièvement, les explications que je fournissais alors à la Chambre des députés dans l'exposé des motifs, et c'est sur ce point que je tiens à m'expliquer très rapidement.

La proposition de loi de 1882 reposait sur cette première proposition :

« La congrégation ou l'association — peu importe — ne peut être qu'une association de personnes exclusives de la possession de toute espèce de biens. »

Et comme il ne se conçoit pas qu'une association puisse se former, vivre et agir sans avoir quelques ressources, la proposition portait la disposition suivante reproduite dans le projet de la commission de la Chambre des députés, et qu'il est indispensable de remettre sous vos yeux :

« A défaut de convention spéciale réglant les droits des membres de l'association sur ses biens, ils seront réputés la propriété indivise des sociétaires, et la part de chacun dans cette indivision sera fixée suivant la valeur de son apport en nature, ou l'importance de ses services. »

Cette disposition, qui faisait l'objet de l'article 8, avait pour conséquence de priver les associations de toute personnalité et de toute capacité civiles.

On a adressé à ce système un reproche auquel je me suis rendu, on a dit qu'il était trop rigoureux, qu'il allait ruiner le fonctionnement des sociétés les moins inquiétantes et les plus dignes d'intérêt, qu'il fallait accorder aux associations une capacité civile, limitée tout au moins ; et il est manifeste que cette idée venant à prévaloir, il ne pouvait pas être question de maintenir l'article 8, qu'il était nécessaire d'entrer dans la voie de la reconnaissance d'une capacité civile.

On m'a fait aussi, je pourrais dire je me suis fait, une objection beaucoup plus forte, et la voici : toute prétendue société de biens dans laquelle chacun des membres aurait une part de propriété, un droit in-

dividuel, serait nécessairement une fiction mensongère, lorsqu'il s'agira d'une congrégation, parce que, pour qu'il s'établisse une association de biens, pour que chacun ait dans la masse commune un droit individuel, un droit personnel, il faut que ce quelqu'un n'ait pas commencé par s'exclure de toute sorte de possession et de toute sorte de propriété.

Vainement on viendrait dire qu'au moment où une congrégation religieuse se forme, ses biens sont la propriété individuelle de chacun des membres ; ce serait aller contre la raison d'être même de la congrégation.

Il suit de là, messieurs, que le décret prévu par la proposition de loi de 1882, ainsi que je l'ai à maintes reprises, avait la même portée que l'« agrément » dont parle l'article 291 du code pénal. C'était une autorisation de police, dont le seul effet était de garantir les membres des congrégations contre l'action pénale. Il n'avait d'autre conséquence que de les mettre à l'abri des peines prononcées par les articles 291 et suivants. Si l'on sort de cette voie, et on en est sorti parce qu'on ne pouvait pas ne pas en sortir, si on admet avec M. Charmes que la congrégation a une capacité civile, alors le débat se précise et se place sur un terrain où véritablement les propositions de la commission et du gouvernement sont inexpugnables.

Car il va s'agir de savoir si une congrégation peut être autorisée à exister comme personne civile par un décret ou par une loi. Or, je dis que, poser la question, c'est la résoudre. M. Charmes et d'autres orateurs ont raisonné comme s'il s'agissait d'une question de commerce. Peut-être, à l'occasion d'autres amendements, raisonnera-t-on comme si tout devait se décider suivant l'intérêt plus ou moins grand et plus ou moins vif qui s'attache à la congrégation. Nous n'en sommes pas là, et tout le siège de la matière est dans l'article 6 de notre code civil, que M. Vallé a déjà eu l'occasion de rappeler. C'est l'article 6 qui, en interdisant toute dérogation aux lois par des conventions particulières, ou par aucun acte quelconque, conduit à cette conséquence, à la foi légale et législative, que l'on ne peut déroger à une loi que par une loi. Le principe étant constant, je pose la question suivante : est-il défendu par la loi de souscrire des engagements perpétuels ? Oui ; est-il défendu par la loi de renoncer à posséder, à acquérir, à faire le commerce ?

Oui. (*Dénégations à droite*). Les congrégations prétendent-elles faire justement ce qui est ici défendu ? Ce n'est pas contestable (*Nouvelles dénégations sur les mêmes bancs*) et c'est parce qu'il s'agit de les autoriser à faire quelque chose que la loi ne permet pas qu'une loi est nécessaire (*Très bien ! à gauche. — Protestations à droite*).

Je comprends très bien votre thèse, messieurs ; vous n'admettez pas que les congrégations reposent sur des conventions interdites par la loi ; vous vous placez, par conséquent, à un point de vue qui n'est pas celui des orateurs auxquels je réponds ; mais si l'on, admet que la congrégation repose essentiellement sur le lien qui se forme par le renoncement, je dis qu'elle va à l'encontre des lois positives générales et qu'elle ne peut être relevée de l'interdiction qui pèse sur elle que par une loi, par un acte législatif (*Applaudissements à gauche*).

Et ce que je dis est la raison même.

M. Tillaye. — Si l'existence de la congrégation est contraire à la loi, vous ne pouvez pas l'autoriser par une loi

M. le président du conseil. — Si j'entrais dans quelques détails juridiques, et ce serait un hommage rendu à la proposition de M. Charmes, ainsi qu'au Sénat qui est une Assemblée juridique en même temps qu'une Assemblée législative, je vous démontrerais avec tous ceux qui ont écrit sur la matière qu'une loi peut, en effet, relever d'une prohibition portée par les lois ; et, pour revenir à une observation que j'ai déjà faite, toute loi qui constituera une personnalité civile, qui, par conséquent, permet, dans une certaine mesure, la constitution d'une mainmorte, est une loi qui déroge à un ensemble de lois ou à un principe général.

C'est ce même argument, messieurs, qui a fait triompher en 1825 la thèse que je défends aujourd'hui. On a cité les hommes politiques les plus considérables ; vous pouvez dire qu'ils n'étaient que des hommes politiques ; en voici un cependant auquel vous ne refuserez pas, je pense, un certain savoir juridique. M. le comte Cornudet est de ceux qui font honneur à l'Assemblée à laquelle ils appartiennent, et voici comment il s'exprimait, parlant, lui, en jurisconsulte. Il montrait

la différence existant entre les associations ordinaires et les congrégations.

Parlant des associations ordinaires :

« Si l'on considère que ces sociétés, dit-il, n'apportent aucun changement à la capacité, à l'existence naturelle ou civile de chacun de leurs membres, qu'y trouve-t-on de semblable aux congrégations religieuses, dont les membres, séparés du monde et dégagés de tous les soins de la vie civile, n'appartiennent plus en quelque sorte à la terre ? Or, chacun peut-il abdiquer l'existence civile, qu'il a reçue en naissant dans la société, sans l'adhésion du pouvoir qui la régit ? Et ce pouvoir quel est-il, si ce n'est le pouvoir législatif ? »

Et écoutez ceci, c'est la thèse sur laquelle tous mes discours ont, en quelque sorte, vécu :

« On ne peut engager ses services qu'à temps, porte en termes formels le code civil ; si les statuts religieux prescrivent un engagement perpétuel, c'est une exception demandée à la loi, et nul autre que le pouvoir législatif ne peut l'accorder. Si la durée des vœux est limitée, il faut encore un acte du pouvoir législatif pour déterminer cette durée d'une manière précise. »

Cette thèse, messieurs, n'a jamais cessé d'être professée et reste l'expression de la vérité.

M. Hervé de Saisy. — On est lié envers sa conscience, et pas d'homme à homme ; voilà la différence !

M. le président du conseil. — La question se pose alors dans les termes où l'a posée M. le rapporteur. Il ne s'agit nullement de savoir si le gouvernement abdique aux mains des Chambres ou si on ne demande pas plutôt aux Chambres de remettre au gouvernement des pouvoirs qui ne lui ont jamais été confiés ni reconnus (*Très bien ! à gauche*).

M. Francis Charmes nous dit : Soit ! mon système n'en est pas moins préférable au vôtre, car le Conseil d'État sera plus apte à appré-

cier les demandes d'autorisation portées devant lui. En outre, cette haute assemblée, dégagée de toutes préoccupations politiques, dégagée de toutes considérations extérieures, pourra plus équitablement statuer sur les demandes qui lui seront soumises.

Il y a un certain illogisme à distinguer entre ce qui serait fait, d'après M. Charmes, par le Conseil d'État, et ce qui, à son avis, serait certainement fait par les Chambres. Celles-ci, a-t-il dit, n'accorderont pas les autorisations ; le Conseil d'État, au contraire, les accordera.

Eh bien, je lui demande quelle situation il fait, je ne dis pas au cabinet actuel, — je crois voir prouvé, en maintes circonstances, que je ne redoute pas la responsabilité des mesures que je crois devoir prendre, mais aux ministères en général. Comment ! il leur dit : « Vous aurez des Chambres qui n'accorderont pas les autorisations ; mais vous irez demander au Conseil d'État de les accorder en leur lieu et place. De telle sorte que vous voulez donner au gouvernement ce pouvoir précisément pour cette raison que si ce pouvoir demeurerait confié au Parlement, celui-ci n'en userait pas de même sorte (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

Eh bien, mon cher collègue, savez-vous à quoi vous aboutirez ? Je l'ai dit à la Chambre et je le répète devant le Sénat : je suis persuadé qu'on trouvera facilement des gouvernements désireux de partager avec les Chambres la responsabilité d'un acte utile, et l'autorisation donnée à une congrégation peut être un acte très utile. Mais si la responsabilité de l'autorisation incombe tout entière au gouvernement, tout entière aux cabinets futurs, il faudra qu'ayant donné une autorisation, ils viennent la justifier devant la Chambre, et, bien loin d'avoir rendu faciles les autorisations, vous les aurez rendues, plus incertaines (*Nouvelles marques d'approbation sur les mêmes bancs*).

A droite. — Cela se pratique journellement !

M. le président du conseil. — Pour ma part, j'estime qu'il s'agit d'un acte qui ressort essentiellement du pouvoir législatif ; je ne conçois pas qu'il puisse être question de transporter au gouvernement un droit, une prérogative qui appartient de la façon la plus absolue à

l'autorité législative (*Très bien ! très bien ! et applaudissements à gauche*).

M. Waldeck-Rousseau dut combattre successivement, dans la séance du 20 juin, plusieurs dispositions additionnelles à l'article 13 ; toutes furent rejetées par le Sénat. M. Charles Riou demandait que la dissolution des congrégations ne pût être prononcée qu'après que les parties intéressées auraient été entendues dans les normes déterminées par le décret d'administration publique prescrit à l'article 20 de la loi.

M. le président du conseil. — Je voudrais en quelques mots indiquer au Sénat les raisons fondamentales, suivant moi qui s'opposent au vote de l'amendement de M. Charles Riou. Bien entendu, j'écarte les considérations qui n'ont rien à voir dans un débat aussi limité (*Très bien ! à gauche*).

C'est avec quelque surprise et aussi avec quelque peine que j'ai entendu notre honorable collègue établir la relation de cause à effet entre la discussion si complète et si grave qui se poursuit devant le Sénat, et des attentats commis contre les personnes. Il me permettra de lui dire que, lorsqu'en 1855 un archevêque de Paris, Mgr Sibour, a été tué d'un coup de couteau dans l'église Saint-Etienne-du-Mont, on ne discutait pas la loi sur les associations.

M. Charles Riou. — Le coupable était un aliéné.

M. Aucoin. — Il a été condamné et exécuté.

M. le président du conseil. — Hélas ! mon cher collègue, il y en a eu de tout temps, et ce n'est pas la solution que le Sénat va donner à votre amendement qui diminuera ou qui augmentera la proportion des personnes qui tombent sous cette appellation. (*Très bien ! à gauche*).

L'amendement de M. Riou consiste en ceci : la Chambre, après une discussion très approfondie, a reconnu que le droit de dissolution devrait être exercé par le gouvernement. Elle a reconnu que c'était là,

en effet, une des attributions de son droit de haute police, — et j'emploie cette expression dans le sens absolument élevé du mot.

L'honorable M. Riou vous demande d'organiser une procédure, ou plutôt, car je ne voudrais pas travestir sa pensée, de décider que le Conseil d'État organisera une procédure préalable au décret de dissolution.

Dans son système, il faudra toujours que le décret soit précédé d'une instruction contradictoire.

Que fera le Conseil d'État ? Comment comprendra-t-il le rôle qui lui sera ainsi dévolu ? instituera-t-il un débat dans lequel les parties seront entendues l'une en présence de l'autre ?

Le Sénat aperçoit immédiatement que ce serait convertir le décret, acte administratif et spontané, en une sorte de solution quasi judiciaire qui doit avoir, dans une certaine mesure tout au moins, l'autorité de la chose jugée. C'est assez dire que ce serait s'écarter complètement des règles les plus certaines et les plus sûres en matière de décret.

Je demande à l'honorable M. Riou comment il entend justifier une disposition qui aurait cette conséquence que le pouvoir exécutif, étant armé du droit de dissolution non seulement à l'encontre des congrégations, mais aussi à l'encontre de beaucoup d'autres catégories d'associations, ce ne sera que s'il s'agit d'une congrégation que le décret, acte administratif et gouvernemental, devra être précédé d'une instruction ?

L'amendement en discussion tend à créer un, véritable privilège en faveur des congrégations, et, pour le prouver, il me suffira de rappeler, à titre d'exemple, qu'aucun décret rendu par le gouvernement en matière d'administration municipale n'est précédé d'une audition contradictoire des intéressés.

Est-ce à dire, mon cher collègue, qu'un décret de dissolution, rendu dans les conditions précisées par la loi, soit un acte de toute-puissance qui ne sera susceptible d'aucune espèce de recours ? Certainement non. Je n'examine pas les différents recours dont sont

susceptibles les actes administratifs les plus ordinaires ; mais, parmi les recours différents, dans la nomenclature desquels je me garderai d'entrer, il en est un qui répond aux prévisions qui vous dominent.

Si un décret de dissolution intervient, frappant arbitrairement une congrégation autorisée par la loi, alors qu'elle se serait strictement maintenue dans le statut législatif que le Parlement lui avait donné, le décret, suivant moi serait entaché d'excès de pouvoir, et susceptible d'être déféré au Conseil d'État en vertu des lois des 7 et 14 octobre 1790, et aussi de la loi du 24 mai 1872. Mais si, en matière de décrets, il peut y avoir recours pour excès de pouvoir, il ne peut pas y avoir débat préalable et contradictoire, c'est-à-dire une véritable instance substituée à l'instruction administrative.

Je crois, messieurs, que ces courtes observations prouveront au Sénat que l'amendement de l'honorable M. Charles Riou ne peut pas être accepté (*Très bien ! très bien !*).

Le paragraphe additionnel de M. Halgan accordait aux congrégations déjà autorisées avant la promulgation de la loi la dispense de demander l'autorisation pour les établissements non autorisés qu'elles pourraient posséder au moment de la promulgation de la loi.

M. le président du conseil. — Messieurs, il, me suffira, je crois, de relever une erreur fondamentale commise par l'honorable M. Halgan, pour montrer que son amendement ne peut être accepté.

Il n'y a pas, contrairement à ce qui a été dit tout à l'heure par lui, de congrégation de femmes autorisée. C'est, en effet, le résultat de la loi de 1825 ; contrairement à une rédaction primitive et un peu captieuse, il a été décidé par l'article 4 de cette loi que seuls les établissements fondés par ces congrégations recevraient l'autorisation.

On avait, en effet, introduit dans l'article 4 le mot « congrégations ». Et c'est alors que M. Lainé — j'ai parlé de cela dans le discours que j'ai prononcé lors de la discussion générale proposa un

amendement qui fit disparaître ce mot. Le texte définitif est alors devenu celui-ci :

« Les établissements dûment autorisés pourront, avec autorisation spéciale du roi, etc. »

Ce sont, en effet, exclusivement des établissements qui, envisagés un à un et chacun en eux-mêmes, ont été autorisés par les décrets qui se sont succédé depuis 1825.

Ce que je dis est, en outre, corroboré par un Conseil d'État, du 29 juin 1891, dont il a plusieurs fois, et dans lequel je lis ce paragraphe :

« Considérant que la loi du 2, mars 1825, en disposant, dans l'article 4 que « les établissements dûment autorisés » des congrégations religieuses de femmes peuvent, avec l'autorisation spéciale du gouvernement, accepter des dons et legs, acquérir à titre onéreux ou aliéner des biens immeubles et des rentes, indique nettement que la congrégation religieuse autorisée ne constitue pas une personne morale unique ayant un patrimoine collectif qui serait commun à tous les établissements dépendant de cette congrégation ; qu'au contraire la loi précitée attribue la personnalité civile à chacun de ces établissements dûment autorisés. »

Par conséquent, s'il y a aujourd'hui un certain nombre d'établissements autorisés, il n'y a pas de congrégations autorisées *in infinitum* à ouvrir des établissements quand il leur plaira.

Que s'est-il produit ? Des congrégations ont demandé à fonder dans tel département, dans telle commune certain établissement. La question a été portée devant le Conseil d'État sous le régime de la loi de 1852. Le Conseil d'État a dit : Tel établissement, dans telle commune, sera reconnu et autorisé. Là s'est borné l'octroi de la personnalité civile.

Ceci étant rappelé, — et je crois qu'aucune contestation ne saurait s'élever à cet égard, l'amendement de M. Halgan ne s'explique pas. Il serait peu logique en effet de considérer une congrégation, quelle

qu'elle soit, comme autorisée à fonder les établissements qu'il lui plaira.

Il serait inadmissible d'entendre dire : Voilà une congrégation qui n'est pas autorisée, voilà un certain nombre d'établissements qui ont reçu l'autorisation, donc les autres établissements doivent être également autorisés. C'est une chose inadmissible parce que, pour accorder l'autorisation, un examen individuel est nécessaire ; c'est une question d'espèce, il faut examiner une à une les demandes et voir si les circonstances où elles se produisent sont justifiées. On perd toujours de vue que l'autorisation à donner aux établissements publics ne pas seulement à leur but ; il y a encore question d'étendue, et, si je puis ainsi parler une question de densité. Il y a examiner si le nombre des établissements est justifié ; par conséquent demander, parce que deux établissements ont été reconnus par le Gouvernement, que tous les autres bénéficient de la loi actuelle, évidemment aller au-delà de ce qui est raisonnable.

L'amendement développé par M. Halgan avait été déposé à la Chambre par l'honorable M. Peschaud. Il avait été présenté à un moment où la loi ne spécifiait pas encore que, pour créer de nouveaux établissements autorisés, un décret suffirait. Lorsque le texte de l'article 13 a été modifié, après les explications que j'ai fournies à la tribune, l'honorable M. Peschaud a lui-même retiré son amendement. C'était reconnaître qu'en permettant ainsi de fonder de nouveaux établissements par un décret, lorsque déjà la congrégation avait été autorisée à en fonder un certain nombre, on donnait une satisfaction complète et absolue à ce qui est à la fois l'intérêt de la loi et l'intérêt de la bienfaisance (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

M. Bérenger ayant demandé si les communautés s'étant mises en règle avec la loi de 1825, et se croyant autorisées, auraient à demander aux Chambres une nouvelle autorisation, le président du Conseil compléta ainsi ses explications :

M. le président du conseil. — Messieurs, il y a et il y aura une parité absolue entre les congrégations dont je viens de m'occuper tout à l'heure et celles qui n'ayant encore entretenu avec l'État aucun rapport d'autorisation devront se mettre en instance. Commençons par les

congrégations qui n'existent pas et qui n'ont pas d'établissements autorisés. L'article 13 est ainsi conçu :

« Aucune congrégation religieuse ne peut se former sans une autorisation donnée par une loi qui déterminera les conditions de son fonctionnement. »

Le sens de cette disposition ne peut être douteux si l'on rapproche le deuxième paragraphe du premier :

« Elle — la congrégation — ne pourra fonder aucun nouvel établissement qu'en vertu d'un décret rendu on Conseil d'État. »

C'est dire que si une congrégation demande l'autorisation, on ne la lui donnera pas pour dix, cent ou mille établissements, selon qu'il lui fera plaisir. Le paragraphe 1^{er} de l'article 13 indique clairement que le pouvoir législatif, ayant à déterminer le fonctionnement de cette congrégation, l'autorisera dans certaines limites, et la preuve qu'elle ne sera autorisée qu'à ouvrir les établissements pour lesquels elle demandera l'autorisation à ce moment, c'est le paragraphe 2 qui la fournit, puisqu'il dit qu'elle pourra fonder aucun nouvel établissement sans un décret. Cela veut donc bien dire, je le répète, que la demande d'autorisation implique de la part de la congrégation l'indication des établissements qu'elle se propose d'ouvrir.

C'est exactement ce qui s'est produit dans le passé lorsqu'une congrégation, soumise au régime des décrets, non au régime de la loi, s'est présentée devant le Conseil d'État. Qu'est-ce qu'elle a demandé ? — L'autorisation d'ouvrir tel établissement public, et elle l'a obtenue.

C'est en ce sens qu'on peut dire qu'il y a des congrégations qui ont été autorisées à ouvrir des établissements en vertu de décrets.

M. Bérenger. — Mais non pas à vivre !

M. le président du conseil. — Il n'y a donc pas, de différence avec celles qui vont être autorisées en vertu de cette loi, puisqu'elles

ne seront autorisées qu'à fonder les établissements prévus dans le projet.

Les situations sont donc identiques. Les congrégations qui ont été autorisées à fonder dix établissements peuvent actuellement, par décret, être autorisées à en fonder un onzième ; les congrégations qui auront, à l'avenir, l'autorisation législative seront dans les mêmes conditions. Toutes celles qui voudront ouvrir un nouvel établissement devront avoir l'autorisation nécessaire (*Bruit à gauche*).

Vous dites que j'ai déclaré qu'il n'y avait pas de congrégations autorisées et vous me demandez comment je puis concilier cette affirmation avec mes précédentes déclarations. Voici ma réponse : de même que d'après la loi nouvelle, quand le Sénat l'aura votée, il n'y aura pas de congrégation autorisée à user de son libre arbitre, à développer son action comme il lui plaira, de même, à l'heure actuelle, il n'y a pas de congrégation dans ces conditions ; et la loi en donnant l'autorisation ne fera pas autre chose que ce qui se fait aujourd'hui par décret ; prétendriez-vous donc que les congrégations doivent être autorisées à créer, à leur volonté, des établissements sans limite ? Cela ne saurait être, et je crois qu'il n'y a là qu'une équivoque sur laquelle je n'ai pas à insister (*Assentiment à gauche*).

M. Bérenger, poursuivant ses objections contre la thèse du Gouvernement, exprime l'avis que l'autorisation donnée aux établissements particuliers créés avant la promulgation de la loi équivalait à la reconnaissance légale pour la maison-mère.

M. le président du conseil. — Je demande la parole.

Plusieurs sénateurs à gauche. — Ne répondez pas ! C'est de l'obstruction ! Nous n'en finirons pas !

M. le président. — La parole est à M. le président du Conseil.

M. le président du conseil. — Je demande au contraire au Sénat la permission de répondre un mot pour placer sous une autorité plus haute la mienne la proposition que l'honorable Bérenger juge — il ne

l'a pas dit en ces termes, mais il l'a laissé apercevoir — (*inintelligible*).

M. Bérenger s'imagine qu'une congrégation a deux étapes à franchir dont la première est en tant que congrégation. Je suis la congrégation des sœurs de Saint-Nicolas ou de Saint-Pierre. J'obtiens une autorisation. Puis ultérieurement, je verrai si j'ai des établissements à former ou à fonder : l'autorisation pour fonder ces établissements constituera la seconde étape.

M. Lainé appelait très justement cette conception de la congrégation quelque chose de tout à fait incertain, abstrait et incompréhensible. Et voici en quels termes il s'expliquait à ce sujet en 1825 :

« L'idée d'une congrégation, lorsqu'elle n'est pas jointe à celle d'un établissement particulier, ne présente, il faut le dire, qu'un sens abstrait et incertain. On comprend mal ce que serait une congrégation sans établissement. »

Et, en effet, il ne vient à la pensée de personne d'autoriser une congrégation, en tant que congrégation, sans l'autoriser en même temps à faire une ou plusieurs choses déterminées.

Par conséquent, lorsqu'une congrégation voudra se faire autoriser, elle devra produire ses statuts, indiquer l'objet qu'elle poursuit et les moyens dont elle entend user pour le réaliser. Et si plus tard elle veut dépasser cet objet, il lui faudra alors se conformer aux dispositions contenues dans le second paragraphe, de notre article (*Applaudissements à gauche*).

Enfin M. Waldeck-Rousseau s'opposa à l'adoption d'un amendement de MM. Bérenger et Mézières tendant à créer un régime d'exception en faveur des congrégations de charité et des établissements de missionnaires.

M. le président du conseil. — Messieurs, l'honorable M. Mézières a payé un juste tribut d'éloges à notre politique coloniale et à la façon dont les gouvernements qui se sont succédé, en particulier depuis vingt années, ont secondé cette expansion nécessaire pour tous les peuples modernes et surtout pour les démocrates.

Il a également rendu hommage au courage, à la persévérance, à l'endurance en quelque sorte invincible de nos explorateurs, et il n'a pas manqué de mettre en lumière le rôle joué sur plusieurs points de notre conquête pacifique ou morale par les représentants de cet apostolat qui s'appelle la mission.

Je n'ai pas l'intention, messieurs, de redresser quoi que ce soit dans les appréciations de honorable collègue ; si j'avais une critique à formuler contre cette partie de son discours, critique d'ailleurs pleine de réserve, ce serait à mon sens qu'emporté par la pente naturelle de la thèse qu'il développait, il a peut-être fait la part un peu petite à ces colons qui, non pas seulement en Algérie, mais à Madagascar et dans les possessions, ont été les véritables fondateurs de notre domination coloniale (*Applaudissements à gauche*).

M. Drouhet. — Très bien ! très bien !

M. le président du conseil. — Ceci dit, messieurs, je me hâte de préciser le reproche que je dirige, non plus contre l'amendement de M. Mézières, mais contre celui de M. Bérenger, auquel, si je ne me trompe, il s'est rallié.

C'est bien, en effet, ce dernier amendement de l'honorable M. Mézières est venu soutenir à la tribune. Cet amendement est ainsi conçu :

« Sont autorisées par la présente loi :

« 1° Les congrégations qui se consacrent à l'assistance et au soulagement de la misère ;

« 2° Les établissements français de charité ou d'enseignement fondés par les congrégations religieuses à l'étranger, et les maisons existantes en France pour leur formation et leur entretien. »

Le reproche que je dirige contre cet amendement, c'est qu'il tire de considérations, justes en elles-mêmes, des conclusions qui me paraissent inacceptables.

En effet, messieurs, à quoi revient le système qui nous est proposé ? Il consiste à dire que la loi que vous allez voter emportera par elle-même, *ipso facto*, l'autorisation et la personnalité civile pour toutes les congrégations qui se consacrent à l'assistance et pour tous les établissements qui représentent l'action, l'initiative et la propagande des missions !

Je comprendrais très bien qu'après avoir montré quelle est l'œuvre de certains missionnaires et les services qu'ils rendent, qu'après avoir fait remarquer quelles nombreuses infortunes sont secourues par certains établissements religieux, on dise : voilà des établissements bien dignes de faveur, envers lesquels le Parlement devra se montrer plus attentif auxquels il sera plus porté à donner l'autorisation. Mais ce n'est pas la thèse de l'amendement : l'amendement vous demande de décider que, par cela même qu'une congrégation se proposera un but charitable ou un but de mission, elle soit autorisée *de plano*, sans qu'on vérifie ses statuts, sans qu'on détermine son but, sans qu'on limite son action, en un mot sans qu'on lui impose aucune règle de prévoyance.

De sorte, messieurs, qu'à vrai dire, l'amendement revient à soutenir ceci : c'est que les établissements de la nature de ceux qui sont visés par l'honorable M. Bérenger soient dispensés de toute autorisation.

Il faut en effet, — et je ne crois pas trahir la pensée de l'honorable auteur de l'amendement, — il faut l'entendre non pas seulement des établissements existants, mais des établissements qui pourraient se fonder demain.

M. Bérenger. — Mais non !

M. le président du conseil. — Ou bien, dans la pensée de l'honorable M. Bérenger, l'amendement ne s'appliquerait-il qu'aux établissements qui existent déjà ?

M. Bérenger. — C'est bien cela.

M. le président du conseil. — Les établissements qui existent déjà seraient donc, dans la pensée de l'honorable auteur de l'amendement, sans vérification individuelle, sans contrôle de leurs statuts, sans examen de ce qu'ils se proposent de faire, par le fait même que vous auriez voté la loi.

C'est là, qu'on me permette de le dire, — et je ne mets dans cette expression aucune pensée désobligeante — c'est l'autorisation donnée par catégories et les yeux fermés.

Il est vrai qu'on dit : Mais combien d'établissements de ce genre sont dignes de faveur ? J'ai déjà répondu : l'autorisation est justement faite pour les établissements dont la nature éveille la sollicitude du législateur. J'ai dit devant la Chambre, sous une forme un peu trop vive, que je vais adoucir, m'adressant à l'auteur d'un amendement à peu près identique. « Mais vous nous proposez une solution bien singulière ! Lorsque vous parlez d'œuvres qui appellent notre intérêt, qui se recommandent, par conséquent, au Parlement comme à nous-mêmes, vous dites qu'une loi n'est pas nécessaire. Quels sont donc les établissements, les congrégations pour lesquels vous allez faire la loi actuelle ?

Seraient-ce les établissements ou congrégations auxquelles ne s'attache aucune des raisons d'intérêt que l'on fait valoir si justement pour ceux qui vous occupent à l'heure présente ? »

La vérité, et c'est là, je crois, tout l'esprit de la loi, c'est que la loi n'imagine pas que l'on donnera l'autorisation législative à des congrégations qui ne le mériteraient pas, et, par conséquent, plus on aura montré que des établissements religieux méritent d'être pris en considération, plus on aura démontré du même coup que ce sont ceux-là précisément en vue desquels nous faisons la loi actuelle.

Je voudrais répondre maintenant à une objection fort naturelle et qui a été produite à maintes reprises. Elle consiste à dire qu'il faut distinguer entre les congrégations qui poursuivent un but plus ou moins obscur, dont on a par conséquent, quelques raisons de se défier, et celles qui, par leurs œuvres, attestent suffisamment qu'elles ne s'occupent que de charité, de propagande religieuse ou civilisatrice dans les pays lointains. Ces dernières, ajoute-t-on, doivent être toutes autorisées.

Je demande au Sénat la permission de lui faire observer que cette proposition va à l'encontre de l'expérience et des règles qui, indépendamment de toute question de forme, n'ont jamais cessé de présider aux autorisations.

Par exemple, je ne crois pas qu'on ait formulé contre l'esprit dans lequel le Conseil d'État a toujours examiné ces questions. Pourtant il a repoussé des demandes tendant à obtenir la déclaration d'utilité publique pour des établissements charitables. Quel est donc le motif qui l'a guidé ? C'est sans doute que, parfois, ces établissements ne paraissent pas réaliser les conditions nécessaires pour assurer leur fonctionnement. Mais c'est surtout — et je supplie le Sénat de vouloir bien arrêter son attention sur cette considération — parce que la prévoyance, la bienfaisance elles-mêmes ont besoin d'être contrôlées et surveillées, parce qu'il n'est pas indifférent qu'une telle œuvre soit servie par un certain nombre d'organes bien disposés pour l'accomplir, ou livrée aux compétitions et aux rivalités de sociétés ou de congrégations plus ou moins nombreuses et parfois innombrables, dont l'action devient d'autant moins efficace qu'elle est plus contrariée.

Oui, la bienfaisance elle-même a besoin d'être contrôlée, et il n'est pas possible de dire que tout établissement de bienfaisance doit être par le fait même autorisé ; il faut encore voir comment l'on exerce la bienfaisance.

Je ne veux faire le procès de personne, j'admets la bonne foi de tous ceux qui entrent dans la voie de la bienfaisance ; mais enfin, supposez, par exemple, une congrégation qui vient vous dire : « Je me propose de recueillir des enfants, de leur donner un métier, de faire

apprendre à celles-ci, les filles, la couture, à ceux-là, les jeunes garçons, la culture, le labourage, le jardinage. » Quoi de mieux, quoi de plus louable qu'une pareille pensée ? Et s'il apparaît, par l'examen des statuts, qu'en effet la fille sera susceptible d'apprendre un métier, que le garçon sera, lors de sa sortie de l'établissement, susceptible de gagner sa vie, on dira : « Voilà une association véritablement bienfaisante, et qui doit être autorisée. ».

Mais s'il arrivait — c'est une hypothèse qu'on recueillît ces enfants, très certainement, avec la pensée de leur être utile, mais cependant avec une telle imprévoyance qu'une fille n'y puisse apprendre qu'à faire des ourlets de mouchoirs, un garçon à confectionner la plus minime pièce, toujours la même, du mécanisme le plus rudimentaire, s'il était établi qu'après dix ou douze ans passés dans la maison, les enfants en sortiraient sans ressources, sans pécule, sans un centime, on dirait : « C'est de la bienfaisance... dans l'intention des fondateurs ; mais, dans la réalité des choses, ce n'en est pas. » (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

M. Delpech. — C'est de l'exploitation.

M. le président du conseil. — Je dis, messieurs, que je raisonne par hypothèse ; mais je pourrais m'appuyer sur des exemples connus de tous (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

J'ai été interpellé à la Chambre au sujet d'une affaire de ce genre, et j'ai cru, en répondant, être resté dans la mesure, et il m'a semblé que j'y étais resté, parce que j'ai cru reconnaître qu'indépendamment de tout esprit de parti j'avais rencontré l'approbation de tous.

Que s'est-il dégagé de cette discussion ? Sans faire, je le répète, le procès de personne ; sans aller, ce qui eût été souverainement injuste, jusqu'à accuser des religieuses d'avoir cédé à un bas sentiment de spéculation — ce n'est pas là ma pensée, — il a bien fallu considérer et constater que la bienfaisance était organisée de telle sorte qu'elle était absolument inopérante. Je pourrais multiplier les exemples. Je ne le ferai pas ; mais, de ce qui précède, je tire cette conclusion que, même une association de bienfaisance doit justifier qu'elle est fondée sur des bases rationnelles et que son mécanisme correspond à son but,

et que, dire *a priori* : toute association de bienfaisance est autorisée, c'est nuire à la bienfaisance, et c'est aller au-devant d'abus inévitables et certains.

Ce que j'ai dit des établissements de bienfaisance, je le dirai aussi des missions. Le Sénat comprend avec quelle réserve j'aborde ce sujet. Ici encore, je n'ai nullement l'intention de faire un procès aux personnes ni aux ordres. Je déclare qu'il serait souverainement injuste de m'emparer d'un incident ou d'un abus pour en conclure que le rôle de nos missionnaires dans nos colonies ou à l'étranger est un rôle funeste. Ce serait aller à l'encontre de la vérité des faits. Mais, de même qu'il serait injuste de conclure d'un abus à la suppression, de même il serait exagéré de conclure, mon cher collègue, des services que rendent les missionnaires — certains missionnaires — à l'autorisation, à la patente de l'État, conférée *de plano* à toute congrégation qui décidera de se consacrer aux missions.

Très justement, vous avez montré l'action diplomatique et politique, et la propagande religieuse se côtoyant, se pénétrant parfois.

Par cela même qu'en effet certains agents suivent la même route, rencontrent les mêmes difficultés, pénètrent dans les mêmes milieux, le Sénat aperçoit immédiatement de quelle importance il est de ne pas reconnaître, au nom de l'État français, au nom de la loi française, toute congrégation, quelle qu'elle soit, qui voudra se former en vue de missions.

J'éprouve quelque embarras à préciser ma pensée. Permettez-moi d'en emprunter l'expression à un homme qui, très certainement, au moment où il parlait, avait une compétence peu commune en ces matières, et qui depuis, d'ailleurs, a été ministre des affaires étrangères. Je parle de l'honorable M. Hanotaux.

En 1888, il n'était pas encore au quai d'Orsay, mais on pouvait prévoir qu'il ne tarderait pas d'y venir et, en tout cas, il n'avait pas seulement l'étoffe d'un futur ministre des affaires étrangères : la fonction qu'il avait longtemps exercée au ministère des affaires étrangères lui avait permis de connaître mieux que quiconque, et dans leurs moindres détails, tous les faits se rapportant à l'ordre d'idées que

j'aborde. Voici en quels termes à la fois très nets, très prudents et très mesurés, il parlait de la circonspection qui nous est commandée à l'égard des missions :

« Même au point de vue de l'exercice de ce protectorat catholique dans ce qui touche, si je puis dire, à son régime intérieur, nous nous trouvons fréquemment en présence de difficultés très réelles, et je suis sûr que M^{gr} Freppel lui-même ne me désavouerait pas, si j'affirmais ici qu'il est bien difficile de mener ensemble, de diriger, de conduire, de soutenir et de maintenir à la fois toute la série des ordres religieux et des clergés divers qui se partagent les populations catholiques de l'Orient.

« C'est un diocèse, si je puis dire, dont la charge est lourde. Jésuites, lazaristes et capucins latins, melchites et autres, tous ceux qui se trouvent également placés sous notre protectorat, nous donnent quelquefois, messieurs, de très sérieux embarras.

« Il ne s'arrangent pas toujours entre eux, et, s'ils nous apportent une part d'influence, ils nous apportent aussi fréquemment une part de responsabilités et de difficultés. »

Il y a là, messieurs, l'expression extrêmement mesurée, extrêmement diplomatique, d'une opinion qui, fondée sur un état de choses, ne constitue ni une attaque ni une injure contre qui que ce soit. Mais les hommes, même les plus parfaits, fussent-ils dominés par l'idéal le plus généreux, restent des hommes. Il y a entre les ordres religieux des rivalités que personne ne saurait contester. Chacun d'eux a son amour-propre, son orgueil ; si l'un va jusqu'ici, l'autre voudra aller plus loin.

Pour justifier la doctrine du gouvernement, il n'est pas besoin de reproduire ici une parole bien connue, mais inexacte d'ailleurs dans ses termes absolus ; il suffit de considérer quelles pourraient être les conséquences d'une immixtion indiscrete, d'un acte téméraire.

Nous nous bornons à revendiquer, mais nous revendiquons hautement pour l'État, pour le gouvernement, le droit de ne reconnaître que les congrégations, y compris les missions étrangères, qui auront fait

connaître leurs statuts, leur but, leurs moyens d'action, et qui, du même coup, se trouveront très certainement vis-à-vis de l'État, je ne dis pas dans des relations de dépendance, mais de déférence tout au moins, lesquelles aideront celui-ci à diriger leur conduite.

Au surplus, cette considération n'est pas la seule qui puisse être invoquée à l'appui de notre thèse.

L'État, en autorisant un établissement, ne contracte-t-il pas certaines obligations vis-à-vis de cet établissement ? Pourrait-on concevoir qu'il créât de sa propre main des causes de dépérissement pour cet établissement ? Eh bien ! messieurs, je vous le demande, comment ne pas être frappé de ce que l'apostolat dont vous parlez a perdu en activité, en influence et en efficacité par l'affaiblissement incontestable de celles des congrégations religieuses qui s'étaient inclinées devant la loi et avaient obtenu l'autorisation ?

Il existe un ordre de missionnaires dont personne, je crois, ne s'est jamais avisé de faire la critique, ni de dire du mal, celui des lazaristes, qui, d'après ses propres déclarations, compte plus de 2 000 religieux à l'étranger. Est-ce que les statuts de cet ordre sont trop étroits pour les bonnes volontés, ou ne seraient-ils trop étroits que pour certaines ambitions qui sont de trop bonne foi pour ne pas mériter d'être signalées ?

Comment ne pas souhaiter que ceux qui sont entraînés par ces vocations généreuses viennent s'encadrer dans une armée qui a déjà fait ses preuves ?

Mais surtout, comment admettre que, par ce fait seul qu'on se fera missionnaire, par ce fait seul qu'on ira dans des régions lointaines, on obtiendra, sans aucune espèce de vérification, sans aucune espèce d'examen, ce que j'ai appelé la patente de l'État français ? C'est là ce qui ne peut être admis.

Tout à l'heure je montrais que la bienfaisance peut être aveugle ; je dis également que l'apostolat, plus il est ardent, plus il est inconsidérément emporté. Ce sont autant de raisons pour le gouvernement français de ne donner son autorisation qu'à bon escient, et c'est pourquoi

nous repoussons un amendement qui, je le répète, ignore les congrégations auxquelles il s'applique, qui n'implique aucune espèce de distinction et qui considère comme suffisant le fait seul d'être missionnaire.

Ce fait doit disposer à un examen attentif et bienveillant, mais ne peut pas dispenser d'une autorisation qui, jamais n'a été plus nécessaire (*Applaudissements à gauche*).

ASSOCIATIONS ET CONGRÉGATIONS

LES DONATIONS
ET LES ASSOCIATIONS

[Retour à la table des matières](#)

SÉNAT. — Séance du 22 juin 1901. — Sur l'article 17, M. Grivart déposa et soutint l'amendement suivant :

« Sont nuls tous actes entre vifs ou testamentaires, à titre onéreux ou gratuit, accomplis soit directement, soit par personne interposée, ou toute autre voie indirecte, ayant pour effet de permettre aux associations légalement ou illégalement formées de se soustraire aux dispositions des articles 2, 6, 9, 11, 13, 14 et 16.

« La nullité pourra être prononcée soit à la diligence du ministère public, soit à la requête de tout intéressé. »

Le Sénat rejeta ce texte, par 161 voix contre 104, après un discours de M. Waldeck-Rousseau.

M. Waldeck-Rousseau, président du Conseil. Messieurs, je veux m'efforcer de mettre, dans ma réponse, autant de clarté et de sobriété que l'honorable M. Grivart en a mis dans le développement de son amendement.

Je demande au Sénat la permission de bien préciser le texte et la portée même de cet amendement.

« Sont nuls tous actes entre vifs ou testamentaires, à titre onéreux ou gratuit, accomplis soit directement, soit par personne interposée. »
Je m'arrête ici.

L'honorable M. Grivart a bien dit qu'il y aurait tout au moins une distinction à l'aire entre les actes à titre onéreux et les actes à titre gratuit. Mais cette distinction, il ne la fait pas, et pour une raison qui ne surprendra pas chez un esprit aussi juridique. En effet, il n'ignore pas que l'interposition de personnes peut jouer le même rôle dans les actes à titre onéreux que dans les actes à titre gratuit.

La différence entre son amendement et notre projet n'est donc pas là ; les actes à titre onéreux figurent tout à la fois dans le texte du projet et dans le texte de l'amendement.

Est-ce au point de vue de la nullité en cas d'interposition de personnes que l'amendement de M. Grivart diffère du texte du projet ? Pas davantage. Car, ainsi que je viens de le démontrer par une courte lecture, M. Grivart déclare nul tout acte à titre gratuit ou à titre onéreux accompli soit directement, soit par une personne interposée.

Mais voici le point où nous nous séparons, voici l'objet même du débat.

Vous dites : « Les actes à titre onéreux et les actes à titre gratuit peuvent être nuls s'ils sont accomplis par personne interposée. » Mais vous vous arrêtez là, tandis que le projet, allant plus loin, précise un certain nombre de présomptions aux termes desquelles telle ou telle personne, dans telle ou telle circonstance, sera présumée personne interposée.

Et l'honorable M. Grivart a très bien fait saisir sa pensée en disant : « Ce que je refuse, c'est la présomption légale, la présomption légale à laquelle on pourra toujours recourir pour démontrer suffisamment au juge qu'il se trouve en présence d'une interposition de personnes. »

C'est bien sur ce point que nous sommes divisés. Y a-t-il lieu d'édicter un certain nombre de présomptions légales, ou, au contraire,

faut-il rester purement et simplement sous l'empire de l'article 1353 ? Telle est la question.

Lorsque, dans la première partie de ses observations, M. Grivart affirmait que la fraude ne se présume pas, il commettait, par le caractère absolu de cette formule, une erreur qu'il n'a pas tardé du reste à rectifier, car il a dû reconnaître plus loin que, dans certains cas, et à l'égard de certaines personnes, le législateur avait établi des présomptions de fraude.

Voyons donc, très rapidement, dans quels cas le législateur a présumé qu'il y avait interposition de personne ; nous examinerons ensuite s'il n'y a pas autant de raisons de présumer l'interposition dans les cas prévus par l'article 17 que dans ceux envisagés par le code civil, je trouve d'abord la présomption édictée par l'article 911 :

« Seront réputées personnes interposées les père et mère, les enfants et descendants, et l'époux de la personne incapable. » Il s'agit dans cet article d'une personne incapable de recevoir d'une façon absolue ou relative.

Mais c'est précisément notre cas !

Je précise :

Nous nous trouvons en présence de deux catégories de congrégations : celles qui sont autorisées et celles qui ne le sont pas. Les premières ne peuvent pas recevoir, les autres le peuvent. Le texte de la commission prévoit tout à la fois, et la fraude par laquelle on chercherait à éluder l'incapacité totale des congrégations non autorisées, et celle par laquelle on tenterait d'éluder les prescriptions de l'article 6, c'est-à-dire de faire acquérir aux associations ou aux congrégations autorisées au-delà du patrimoine qu'elles peuvent valablement posséder. Eh bien ! la question soulevée par l'article 17 n'est-elle pas la même que celle résolue par l'article 911 du code civil ?

Dans l'hypothèse prévue par l'article 911 du code civil il s'agit d'un incapable ; à côté de cet incapable est une tierce personne qui est censée recevoir, mais que la loi présume personne interposée ; ce sera

le père, ce sera la mère, ce seront les enfants ou les descendants, ce sera l'époux de la personne incapable.

Est-ce qu'il y a là, messieurs, une présomption infaillible ? Est-ce qu'il ne peut pas advenir qu'on soit déterminé par l'intérêt tout personnel qu'on porte à l'ascendant, au descendant ou à l'époux ? Ne peut-il pas arriver et n'arrive-t-il pas souvent qu'on institue telle ou telle personne en considération d'elle-même, de l'amitié qu'on peut avoir pour elle, et parce qu'on n'éprouve aucun sentiment semblable en faveur du fils, de l'ascendant qui fait partie de sa famille ?

Il y a donc, dans cette présomption, certainement légale, une part laissée à l'inexactitude, à l'erreur, mais c'est justement cette part d'erreur que la preuve contraire permettra de relever.

Voici, messieurs, qui est encore plus critiquable, si l'on se place au point de vue de l'honorable M. Grivart. Prenons l'article 1100 : « Seront réputées faites à personnes interposées les donations de l'un des époux aux enfants ou à l'un des enfants de l'autre époux... »

Est-ce qu'il ne peut pas arriver, n'arrive-t-il pas qu'un homme marié en secondes nocces, ayant de l'affection pour les enfants d'un premier lit de sa femme, soit naturellement dirigé par cette affection, et ne veuille pas qu'ils attendent l'ouverture de sa succession, celle de leur mère ?

Ne peut-il pas, dès ce moment, leur faire une donation, un avantage quelconque pour eux ? A coup sûr.

Et, cependant, comme il y a un intérêt public à ce que l'incapacité de l'époux à recevoir de son conjoint soit respectée, le législateur établit la présomption légale. Il l'établit encore, messieurs, lorsque la donation a été faite aux parents, dont un des époux est héritier présomptif ; et cette présomption survit cependant à cette leçon de fait et de choses, à savoir le décès du donataire avant le décès de la personne suspectée d'avoir acquis indirectement.

J'énonce ces présomptions pour montrer qu'elles sont très certainement fondées en raison, mais qu'elles ne sont pas non plus infailli-

bles et qu'elles ont été édictées avec une rigueur qui trouve sa justification dans le grand intérêt public qu'il y a à ce que certaines incapacités ne puissent être éludées.

Eh bien ! messieurs, si des présomptions du code nous passons à celles qui ont été admises dans le texte de loi, sont-elles moins fondées ? J'oserai dire qu'elles le sont davantage, et qu'ici, en effet, on trouve de ces raisons de présumer devant lesquelles doivent fléchir les règles ordinaires en matière de preuve.

Il ne faut pas jouer sur le mot « présomption », pas plus que sur le mot « preuve ». Ce n'est ici ni le temps ni l'heure d'instituer un débat de critique philosophique sur ce qu'est une preuve, et sur ce qu'est une présomption. Une preuve n'est pas une certitude, et une présomption peut ne pas être une incertitude. La preuve en apparence la plus fondée, la preuve écrite, peut être démentie par la réalité, et le législateur met au nombre des preuves, veuillez bien le remarquer, la présomption, lorsqu'elle repose sur une donnée rationnelle, et que la logique conduit à penser que la nature de tel ou tel fait permet de conclure à tel autre fait. C'est en effet la définition même de la présomption légale.

Eh bien ! voyons, messieurs, quelles sont les présomptions qui ont été admises par l'article 17 :

« Sont légalement présumées personnes interposées au profit des congrégations religieuses, mais sous réserve de la preuve contraire.

« 1° Les associés à qui ont été consenties des ventes, ou faits des dons ou legs, à moins, s'il s'agit de dons ou legs, que le bénéficiaire ne soit l'héritier en ligne directe du disposant. »

Voilà une congrégation qui ne peut pas acquérir dans de certaines limites. Elle est frappée d'incapacité, comme l'était tout à l'heure l'épouse. Où peut-on aller chercher plus près que dans la personne d'un de ses membres celle qu'on instituera pour éluder la prévoyance et les dispositions de la loi ? Est-ce que le congréganiste, étant données la nature, l'essence de la congrégation, n'est pas personne plus proche encore de la communauté que le grand-père ne peut l'être du

petit-fils, le frère de son frère, ou l'enfant d'un premier mariage au mari du second ?

Vous me direz que cela peut être erroné. J'en tombe d'accord ; mais s'il y a une erreur quelconque, cette erreur pourra être relevée : la preuve contraire est admise.

Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il existe une raison pour que cette présomption soit fondée, et que cette raison, on ne peut la trouver ailleurs.

Les présomptions que je n'ai fait que parcourir, et que M. Grivart a lui-même indiquées (*Sourires*), supposent un incapable qui n'acquiert pas et une personne capable d'acquérir qui est interposée.

Ne sommes-nous pas dans ce cas, en matière de congrégations ? Est-ce que le congréganiste peut être réputé acquérir pour son compte ? Est-ce que le fondement même de la congrégation et ses règles essentielles, ce n'est pas le renoncement ?

Ne m'arrêtez pas pour me dire que toutes les congrégations n'emportent peut-être pas le vœu de pauvreté, je crois que ce serait inexact ; mais, en l'admettant, si l'on vient à démontrer que le congréganiste institué appartient à une congrégation qui, seule entre mille, permet à l'individu de conserver son pouvoir d'acquérir, de faire le commerce, de grossir sa fortune, il est bien entendu que cette démonstration ira à l'encontre de la présomption elle-même.

Mais la règle commune étant que le congréganiste fait dation de soi-même à Dieu dans la personne de son supérieur — c'est une définition qui n'est ni de moi ni d'un juriste : je l'emprunte aux auteurs en quelque sorte canoniques, — étant donnée cette circonstance attestée par l'unanimité des règles religieuses, je demande s'il est possible, lorsqu'un immeuble aura été donné à un congréganiste qui ne peut acquérir, qui a pris, vis-à-vis de la congrégation religieuse, l'engagement de ne pas acquérir, je demande, dis-je, s'il est possible de ne pas présumer que ce n'est pas lui qu'on a voulu instituer, mais la congrégation elle-même (*Très, bien ! très bien ! à gauche*).

Le même genre de démonstration s'applique à merveille au deuxième paragraphe, c'est-à-dire à l'associé ou à la société civile ou commerciale, composée en tout ou en partie de membres de la congrégation, propriétaire de tout immeuble occupé par l'association.

Voici une congrégation, — je veux parler d'une congrégation autorisée pour rendre mon raisonnement plus favorable à votre thèse voici une congrégation qui a été autorisée à fonder un établissement, à avoir tel ou tel immeuble, à recueillir telles ou telles ressources. Elle veut dépasser son pouvoir d'acquisition : elle s'adresse à quelqu'une de ces sociétés civiles dont des procès récents et anciens ont montré la fréquence, et, pour que cette société civile ne soit pas trop indépendante d'elle et reste sous sa main, elle y fait entrer un certain nombre de congréganistes. Ici encore, existe la même raison de présumer, toujours sous réserve de la preuve contraire.

Et maintenant, si j'avais à faire une critique contre le troisième paragraphe, je dirais que, dans ce troisième paragraphe, on n'a pas été jusqu'au point où j'avais été moi-même, car je, crois que, s'il s'est jamais rencontré une de ces présomptions que nous appelons dans le langage du Palais *juris et de jure*, c'est bien celle qui résulte de la circonstance visée.

Il s'agit du propriétaire d'un immeuble occupé par une association ayant été déclarée illicite. Il y a eu un jugement, l'association ou la congrégation ont été condamnées comme contraires à l'ordre public, par, exemple, parce qu'elles avaient une cause illicite.

Le jugement n'a pas été obéi. Et alors qu'un des autres articles de la loi érige en délit, veuillez bien vous le rappeler, le fait de recevoir les membres de la congrégation dissoute, je n'imagine pas celui qui reçoit ainsi, dans son immeuble, les membres d'une congrégation dissoute venant dire devant les tribunaux : « Je commets un délit, la maison est à moi. »

Quelle est alors la présomption qui se dégage avec la dernière des rigueurs ? C'est que si, au mépris de la loi, les religieux ou les associés sont reçus dans un immeuble, cet immeuble est le leur (*Protestations à droite*) en vertu de cet axiome : « *Nemo auditur propriam tur-*

pitudinem allegans ». Il est impossible au propriétaire d'un immeuble de la société ou de la congrégation dissoute de demander aux tribunaux de lui accorder le bénéfice de son indignité.

Ce raisonnement est tellement rigoureux en l'espèce que j'avais été jusqu'à penser qu'il y avait là une présomption *juris et de jure*. Il a cependant été admis que la preuve contraire serait reçue dans toutes les hypothèses. Qui fera cette preuve ? L'association ; il ne peut y avoir de doute à cet égard et il en est ainsi dans tous les cas de présomption légale.

J'ajoute enfin que si on ne prend pas ces trois précautions, on ouvre la porte à une quantité d'expédients — je ne puis y voir autre chose — semblables à ceux par lesquels depuis de longues années les congrégations ont résisté, non pas à l'action en dissolution qu'on ne pouvait pas exercer contre elles, mais aux revendications du fisc.

Chaque fois on se trouvera en face d'un sociétaire venant dire : « C'est moi qui ai acheté l'immeuble » ou d'une société dans laquelle il y aura un congréganiste disant : « C'est moi qui suis le propriétaire de l'immeuble. »

Si cela est vrai, il sera facile d'en apporter la démonstration. Il n'en reste pas moins que toutes les circonstances permettent de penser qu'il y aura là une simple apparence, et c'est précisément pourquoi nous avons demandé que la présomption fût une présomption légale et que, par conséquent, le soin de montrer qu'il est un acquéreur sincère appartînt à celui qui réunit toutes les circonstances sur lesquelles j'ai insisté tout à l'heure et qui par la place qu'il occupe dans la congrégation, est naturellement indiqué comme celui qui recevra les libéralités interdites.

Dans ces conditions, nous demandons, et avec insistance, au Sénat, de ne pas s'arrêter à l'amendement de M. Grivart (*Très bien ! très bien ! et applaudissements à gauche*).

ASSOCIATIONS ET CONGRÉGATIONS

LE DÉLAI D'AUTORISATION

[Retour à la table des matières](#)

SÉNAT. Séance du 22 juin 1901. — L'article 18 fixant à trois mois le délai laissé aux congrégations pour former leur demande en autorisation, M. Repiquet proposait de porter ce délai à six mois. Le Sénat, se rangeant à l'opinion de M. Waldeck-Rousseau, maintînt le texte du Gouvernement.

M. le président du conseil. — Messieurs, comme on vous l'a dit tout à l'heure, le Gouvernement, dans le projet qu'il a proposé en 1899, avait assigné aux congrégations un délai de six mois pour former leur demande en autorisation.

Lorsque la commission du Sénat a bien voulu m'entendre, elle a proposé de réduire à un mois le délai imparti à la Chambre ; j'ai répondu que ce délai me paraissait beaucoup trop court ; j'ai considéré, au contraire, qu'étant donné les circonstances que je vais rappeler et le temps écoulé depuis ces débats, un délai de trois mois était parfaitement suffisant.

Je prie le Sénat de considérer d'abord qu'il ne s'agit pas, pour les congrégations, d'obtenir, dans ce délai de trois mois, l'autorisation. J'ai, en effet, demandé à la Chambre des députés — et elle a bien vou-

lu suivre mes conseils sur ce point — de considérer qu'une congrégation, par cela seul qu'elle avait formé une demande, couvrait complètement, sa responsabilité et que c'était ensuite au Parlement à faire aboutir cette demande ou à la rejeter, dans un délai dont il demeurerait maître. Il s'agit, par conséquent, d'une formalité qui peut être accomplie en un instant et réalisée en quelques lignes.

J'ajoute — et c'est là ce qui m'a déterminé à accepter le délai de trois mois — que depuis le dépôt du projet de loi, on a dû renoncer à cette pensée qui avait fait un certain chemin et trouvé crédit, à savoir que le Gouvernement n'avait, comme beaucoup de ses prédécesseurs, manifestation et ne demandait pas mieux de la voir rester stérile ; on avait dit qu'il avait déposé un projet de loi, mais qu'il n'avait nullement l'intention de le faire voter.

Cette polémique de parti a reçu, messieurs, un démenti éclatant de l'activité même avec laquelle les débats ont été conduits devant la Chambre et de celle que le Sénat a bien voulu déployer à son tour (*Très bien ! très bien ! à gauche. — Exclamations ironiques à droite*).

Il en résulte que, depuis plus de six mois, les congrégations sont en demeure, je ne dis pas de former leurs demandes d'autorisation, mais de prendre un parti. Laissez-moi vous affirmer, messieurs, qu'il y a fort longtemps que la délibération est ouverte et que deux courants se sont immédiatement dessinés : c'est d'abord un courant de résistance ; je sais parfaitement ceux qui l'ont dirigé, et suis en mesure d'en apporter les preuves ; ceux qui ne le savent pas le devineront aisément en se reportant à certaines déclarations.

On a voulu dire aux congrégations qu'à aucun point de vue il ne fallait céder, se rendre aux objurgations de la loi, régulariser leur situation ; sans doute, il est des cas où ces prédications ont eu quelque succès, mais souvent elles ont échoué, et ce qui me permet d'affirmer au Sénat que les congrégations ont eu le temps de délibérer, c'est qu'à ma grande satisfaction, et à l'heure où je parle ; j'ai déjà reçu des demandes d'autorisation (*Très bien ! à gauche*).

Un sénateur à droite. — C'est malheureux !

M. le président du conseil. — On a dit tout à l'heure qu'il fallait au moins faire exception pour les religieux d'Extrême-Orient, pour ceux qui se trouvent dans certaines îles lointaines, dans des contrées pour ainsi dire perdues. Mais, en vérité, l'honorable M. Repiquet ne pense pas que, pour se voir autoriser ou non, les congrégations procèdent à une sorte de referendum. (*Rires à gauche*).

Elles ont, je ne dis point à Rome, où elles peuvent recevoir une direction supérieure d'un ordre particulier, mais en France, leurs chefs religieux, leurs pouvoirs dirigeants, absolument maîtres de prendre des résolutions, et ce n'est point faute de l'avis d'un pauvre missionnaire perdu dans ces contrées lointaines qu'elles manqueront d'adopter le parti qui leur semblera le meilleur.

J'ajoute, messieurs, qu'étant donnée l'époque même où la loi sera votée, j'ai dû tenir compte d'une autre considération. Il y a, en effet, des maisons non autorisées et qui donnent l'enseignement. N'est il pas pas nécessaire qu'avant le renouvellement de l'année scolaire elles aient pris un parti ? (*Murmures sur quelques bancs à droite.*) Et ne faut-il pas éviter qu'on vienne dire : « Pardon ! Nous délibérons encore ; nous avons six mois pour prendre une décision ; tous les délais, jusqu'au dernier jour du semestre qui nous est accordé » ? Puis, à ce moment on reviendra nous dire : « Nous ! sommes en plein travail, en pleines études, et vous allez causer le plus grave préjudice à nos élèves. »

Or, messieurs, les congrégations dont je parle sont parfaitement instruites de nos débats. Peut-être ne fait-on pas lire à tous leurs membres tous les discours qui se prononcent ici ; mais ils connaissent, du moins, soyez-en bien sûrs, ceux qui leur dépeignent la loi comme injuste et menaçante. Par conséquent, en donnant trois mois aux congrégations pour dire si elles veulent ou non être autorisées, on leur accorde un délai parfaitement suffisant (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

ASSOCIATIONS ET CONGRÉGATIONS

DE LA PÉNALITÉ DES DÉLITS COMMIS PAR LES ASSOCIATIONS

[Retour à la table des matières](#)

SÉNAT. Séance du 22 juin 1901. — L'article 19 portant application de l'article 463 du code pénal aux délits prévus par la loi, M. Monsservin demandait que les inculpés domiciliés en France ne fussent pas l'objet d'une arrestation préventive. Sur une brève explication de M. Waldeck-Rousseau, le Sénat rejeta la proposition.

M. le président du conseil. — Messieurs, je rappelle d'un mot au Sénat que l'article 19 est relatif à toutes les infractions aux dispositions de la loi tout entière. L'honorable M. Monsservin ne parle que des condamnations prononcées contre les membres des congrégations dissoutes. Mais l'article 19 vise toutes les condamnations motivées par des infractions aux dispositions de la loi, quels que soient les contrevenants.

N'oubliez pas qu'une condamnation à l'emprisonnement n'interviendra qu'après un jugement du tribunal civil prononçant la dissolution, suivie d'une reconstitution de l'association, par conséquent après ce qu'on a appelé très justement une récidive.

J'ajoute que l'association qui se sera ainsi reconstituée peut être une association fort dangereuse, une de celles qui auront été dissoutes

parce qu'elles ont un but illicite ; parce qu'elles sont contraires à l'ordre public, parce qu'elles menacent la sûreté intérieure de l'État.

Dire que toutes les fois qu'il s'agira d'une infraction entraînant une sanction pénale, il n'y aura pas de détention préventive, c'est porter un jugement prématuré et aveugle sur la gravité des infractions qui motiveront les poursuites. (*Très bien ! à gauche et au centre*).

A propos de l'article 21, portant abrogation de plusieurs articles du code pénal, de l'article 7 de la loi du 30 juin 1881, etc, M. G. Denis demandait l'abrogation de l'article 294 du code pénal. Il retira son amendement après les explications de M. Waldeck Rousseau.

M. le président du conseil. — Messieurs, je demande au Sénat de ne pas accepter l'amendement de l'honorable M. Denis, parce qu'il n'a pas sa place dans la loi actuelle.

L'article 294 interdisait et punissait deux choses : la première, c'était le fait par le propriétaire d'un immeuble de le mettre à la disposition d'une association de plus de vingt personnes. Il suffisait par conséquent qu'une association existât, et quelles que fussent ses délibérations, le sujet des conversations échangées, du moment où il y avait association, elle ne pouvait être reçue dans aucun immeuble. Cette disposition a été modifiée dans la loi actuelle par l'article 9, qui règle la même question.

Mais l'article 294 a un autre objet : il se préoccupe de quelque chose qui n'a rien à voir avec l'association, l'exercice du culte. Il n'a pas voulu qu'on pût se livrer à l'exercice du culte sans en avoir les autorisations préliminaires.

M. Denis nous disait : Quelle sera la situation dans l'avenir ? Elle va être modifiée : jusqu'ici moins de vingt personnes pouvaient se réunir pour l'exercice du culte ; désormais elles ne le pourront plus.

M. Denis se trompe complètement. L'article 294 demeure, et la preuve c'est que M. Denis demande imprudemment de le supprimer.

Il n'y aurait lieu de se préoccuper de l'exercice du culte dans les maisons particulières qu'autant que le texte qui le régit actuellement aurait disparu. Il y a une autre raison de ne pas introduire une disposition de ce genre dans la loi : c'est que l'article 294 n'est que la sanction pénale de toute une législation en matière d'édifices consacrés au culte.

Si M. Denis veut bien se reporter aux commentaires de cet article, il verra qu'on ne saurait y toucher sans abroger les décrets du 30 septembre 1807 et du 22 décembre 1812, qui ont eu pour but d'interdire la célébration d'un culte quelconque, catholique ou protestant, ailleurs que dans les édifices spécialement réservés au culte. Un local ne peut être affecté à l'exercice du culte qu'après l'accomplissement d'une série de formalités.

Il ne s'agit pas aujourd'hui de faire une législation sur les cultes, et je crois donner satisfaction à l'honorable M. Denis en expliquant, ce qui est l'évidence même, que toute la partie de l'article 294 relative à l'exercice du culte n'est pas touchée, et que, par conséquent, il n'a pas à redouter de ce chef une aggravation des dispositions actuellement existantes (*Très bien ? à gauche*).

M. Bérenger demandait que ne fût pas abrogé l'article 7 de la loi du 30 juin 1881 article portant interdiction des clubs. Le Sénat maintint le texte proposé par le gouvernement et défendu par M. Waldeck-Rousseau.

M. le président du conseil. — Messieurs, je veux me borner à rappeler au Sénat dans quelles conditions l'article 7 de la loi du 30 juin 1881 a voté.

Il l'a été parce qu'on a fait remarquer qu'il ne s'agissait pas du droit de réunion, mais du droit d'association.

En effet, l'organisation des clubs suppose un certain nombre d'adhérents, de souscripteurs, c'est-à-dire une permanence, et le propre du club n'est pas seulement de délibérer entre les membres de

l'association, c'est encore de faire de la publicité, d'organiser des réunions, et de faire de la propagande.

Une loi sur le droit de réunion ne pouvait pas légiférer sur les clubs. Alors aujourd'hui il en est autrement, et puisqu'on admet que toute association peut se former librement à la condition d'avoir un but licite, je demande comment on pourrait empêcher cette association de tenir toutes les semaines, ou plus souvent, des réunions dans lesquelles elle propagera sa doctrine, fera des conférences, fera œuvre d'association.

J'ai été attaqué à la Chambre précisément par un des membres modérés de cette Assemblée, qui me reprochait de n'avoir pas supprimé cet article.

Il me disait : Mais enfin, vous êtes un timide, — on n'osait pas dire que j'étais un perfide, — et l'on affirmait que tout en me présentant les mains pleines de liberté, j'avais cependant introduit dans la loi des réticences. Je crois qu'il y aurait non pas une réticence, mais une lacune véritable, si on disait aux citoyens : Vous pourrez vous associer, à la condition de ne pas vous réunir à des époques périodiques, et de ne jamais admettre le public à vos réunions (*Très bien !*).

Le Sénat adopta l'ensemble du projet de loi le 22 juin, en séance de nuit, par 173 voix contre 99.

La proclamation de ce scrutin fut accueillie par de vils applaudissements à gauche, et des cris de : Vive la République !

ASSOCIATIONS ET CONGRÉGATIONS

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Vote définitif de la loi

[Retour à la table des matières](#)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. Séance du 28 juin 1901. — A la séance du 17 juin, M. Trouillot, au nom de la commission du droit d'association, déposa sur le bureau de la Chambre son rapport sur le projet adopté par le Sénat. Constatant que la Haute Assemblée avait apporté au texte voté par la Chambre que des modifications n'atteignant sur aucun point essentiel l'esprit de la loi, le rapporteur, d'accord avec le gouvernement demandait à la Chambre de ratifier à son tour l'œuvre du Sénat. Et le lendemain, 28 juin, le projet de loi fut définitivement voté par la Chambre des députés. Mais auparavant, Waldeck-Rousseau dut monter à la tribune plusieurs fois pour repousser des amendements, ou répondre à des questions.

A M. Vaillant, qui demandait la suppression de l'article 12, il répondit :

M. le président du conseil. — Le texte de l'article 12 répond par lui-même aux arguments qui viennent d'être développés à la tribune. Je demande à la Chambre, bien que M. le Président lui en ait déjà donné lecture, la permission de le remettre sous ses yeux :

« Les associations composées en majeure partie d'étrangers, celles ayant des administrateurs étrangers ou leur siège à l'étranger, et dont les agissements seraient de nature soit à fausser les conditions normales du marché des valeurs ou des marchandises, soit à menacer la sûreté intérieure ou extérieure de l'État, dans les conditions prévues par les articles 75 à 101 du code pénal, pourront être dissoutes... »

Ce n'est pas là une disposition vague qui prête au moindre arbitraire, et la question qui se pose devant la Chambre en termes bien précis est la suivante : La Chambre admettra-t-elle que des associations puissent se former entre étrangers ayant pour but soit de fausser les conditions normales de notre marché, soit de porter atteinte à la sûreté intérieure ou extérieure de l'État ? Sans doute ces mots auraient pu paraître élastiques et vagues si nous n'avions pas pris soin de les définir ; aussi les avons-nous définis par les expressions : « dans les conditions prévues par les articles 75 à 101 du code pénal ».

La proposition de l'honorable M. Vaillant ne tend à rien moins qu'à autoriser les associations entre étrangers, alors même que leurs agissements seraient de nature à fausser les conditions du marché, alors même que les associations tomberaient sous l'application des articles 75 à 101 du code pénal. Cela est inadmissible, et je crois que sa parole a dû trahir sa pensée quand il a dit qu'il fallait faire disparaître ces dispositions pour que son parti pût librement propager ses doctrines. Assurément, la doctrine socialiste ne comporte ni des manœuvres qui faussent le marché ni des attentats contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'État ! (*Exclamations au centre et à droite*). Il serait au moins singulier qu'on se plaçât à l'abri de cette argumentation pour demander à la Chambre la suppression de l'article 12 (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

L'honorable M. Vaillant a dit qu'il avait voté la loi parce qu'il voulait la faire aboutir ; en demandant à la Chambre de supprimer l'article 12, il emploie certainement le meilleur moyen pour qu'elle n'aboutisse pas (*Applaudissements à gauche*).

A M. Chambon, qui désirait savoir si le délai de trois mois partait, pour toutes les congrégations, du jour la promulgation de la loi, il fit cette déclaration :

M. le président du conseil. — La réponse à la question qui vient de m'être posée sera nette. La loi exige que, dans un délai de trois mois, les congrégations qui ne sont pas actuellement autorisées se mettent en instance pour obtenir cette autorisation. L'honorable député qui vient de m'interroger à la tribune m'a demandé quelle sera la situation de certaines congrégations actuellement en instance devant le Conseil d'État, non pas encore au contentieux, mais pour avis, au cas où, intentant un procès pour faire reconnaître que, dès à présent, elles sont autorisées, elles viendraient à succomber.

D'une façon générale, il est à peine besoin de faire remarquer qu'il suffirait à n'importe quelle congrégation de soutenir devant les tribunaux qu'elle est autorisée pour devenir maîtresse du délai qui lui est imparti pour se mettre en règle avec la loi.

En ce qui concerne les congrégations du département de la Savoie, le Conseil d'État, consulté par moi a considéré qu'elles ne sont pas fondées à se prévaloir d'un régime spécial. Elles peuvent contester cette opinion ; elles ont alors à opter entre deux voies : demander immédiatement l'autorisation, ce qui les couvre contre toute espèce de péril, ou, s'il leur plaît au contraire de tenter la fortune judiciaire, soutenir devant les tribunaux qu'elles ont une charte particulière et qu'elles doivent être considérées comme autorisées.

Mais si, après un an, dix-huit mois ou deux ans ; l'instance administrative ayant pris fin, il vient à être jugé que ces congrégations n'ont pas de charte spéciale et qu'elles ne sont pas autorisées, il est évident qu'elles tomberont sous l'application de la loi.

Je crois donc qu'il serait prudent pour elles, comme pour toutes celles qui se prévalent d'une situation particulière, de solliciter d'abord l'autorisation, ce qui les couvre contre toute espèce de risque.

En tout cas, la Chambre ne peut décider que le délai imparti par la loi aux congrégations religieuses pour se faire autoriser ne commence-

ra à courir, pour celles qui auraient confié leur sort à une décision judiciaire, que du jour où leur recours contentieux aurait été repoussé.

Telle est ma réponse, et je ne crois pas qu'il puisse en être fait une autre (*Applaudissements à gauche*).

La même question du délai de trois mois permit à M. de Mun d'attaquer la politique de M. Waldeck-Rousseau qui lui répondit brièvement.

M. le président du conseil. — Messieurs, je réponds immédiatement à la question que l'honorable M. de Mun a bien voulu me poser.

Il me demande quel sera le point de départ du délai de trois mois dont parle le premier paragraphe de l'article 18. Sera-ce la promulgation ou, au contraire, la publication du règlement d'administration publique ?

J'ai déjà eu à me préoccuper des conséquences qu'entraînait cette disposition, lorsque s'est posée la question de savoir si ce serait par une loi que devraient être autorisées les congrégations.

A ce moment-là, je me suis demandé à quelle procédure la demande d'autorisation devrait être soumise.

L'initiative des lois appartient à la fois aux membres du Parlement et au Gouvernement, et au Gouvernement, le Gouvernement n'a pas à s'immiscer dans les formes qu'il conviendrait à l'initiative parlementaire de suivre si elle voulait saisir le Parlement d'une demande d'autorisation. Au contraire, en ce qui concerne les demandes qui seraient adressées au Gouvernement, j'ai considéré qu'il était nécessaire de faire connaître dans le plus bref délai sous quelle condition il pourrait en saisir la Chambre. Et, après y avoir réfléchi et avoir consulté non pas à titre officiel, mais à titre tout à fait officieux, les personnages les plus compétents, j'ai décidé qu'aussitôt la loi promulguée, un arrêté ministériel indiquerait les pièces justificatives à fournir et les

formalités à remplir pour les congrégations qui s'adresseront au ministère de l'intérieur.

J'ajoute que je n'ai pas eu besoin de faire appel à mon imagination ni de déployer un grand esprit d'invention ; nous nous contenterons en effet de demander aux congrégations d'apporter ces mêmes pièces, ces mêmes renseignements qu'elles veulent bien parfois soumettre au Conseil d'État. Je ferai, par conséquent, entrer dans ma jurisprudence privée la procédure habituellement suivie aujourd'hui devant le Conseil d'État.

L'arrêté ministériel établissant cette procédure accompagnera la publication de la loi et, par conséquent, le délai imparti aux congrégations courra de la promulgation de la loi.

Je crois avoir répondu clairement à la question de M. de Mun ; je ne veux pas répondre aux observations générales qu'il a présentées. Toutefois, il me sera permis de dire que j'aime assez rester le maître des formules qui limitent ma pensée et qui la précisent ; et je ne voudrais pas que M. de Mun, dans sa langue toujours harmonieuse, toujours éloquente, parfois un peu élastique, me fît dire, par aventure, plus ou moins que je n'ai dit.

J'ai apporté à la Chambre d'abord, au Sénat ensuite, des déclarations absolument nettes ; je les ai apportées parce que je les croyais justes, car je ne suis pas de ceux qui cherchent leur majorité pour le plaisir de rester au pouvoir. (*Exclamations ironiques à droite. — Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche*).

Je défendrai mes idées en cette matière comme j'ai défendu toutes les autres.

M. le comte de Lanjuinais. — Si Cromwell revenait, il serait jaloux de vous !

M. le président du conseil. — Mais j'ai bien le droit de dire que si l'on peut adresser au cabinet actuel bien des reproches, — il n'a pas l'intention d'y échapper, — on n'a pas encore pu lui reprocher d'avoir

été infidèle à une seule de ses déclarations (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche et à gauche*).

Enfin, à l'occasion du même article 18, M. Viviani proposa l'addition suivante : « Les membres des congrégations dissoutes ne pourront arguer d'une prétendue société de fait ayant existé entre eux pour réclamer tout ou partie dudit actif.

En combattant cet amendement, M. Waldeck-Rousseau insista auprès de la Chambre pour qu'elle votât le texte de la loi intégralement, afin de n'en pas retarder l'application par un débat nouveau. Ce fut sa dernière intervention à la tribune dans la discussion de la loi sur le contrat d'association.

M. le président du conseil. — Je demande à la Chambre quelques minutes seulement de sa bienveillante attention pour lui expliquer les raisons pour lesquelles le Gouvernement lui demande de maintenir le texte de la loi tel qu'il lui est revenu du Sénat et de repousser l'amendement de l'honorable M. Viviani (*Exclamations sur divers bancs à l'extrême gauche*).

Antérieurement à la discussion de la loi sur les associations et à l'occasion d'un débat qui portait également sur les congrégations religieuses, j'ai eu l'honneur de dire à cette tribune même combien inopérante devait être, suivant moi la simple exécution par voie administrative. La dissolution d'une communauté religieuse ne peut être effective et ne cessera d'être une fiction qu'à la condition que la liquidation des biens soit organisée par la loi ; en fait ce serait en vain qu'on disperserait les individus, si les biens restaient dans les mains de la congrégation.

C'est parce que l'amendement de l'honorable M. Lhopiteau, adopté par la Chambre, m'a paru ne pas organiser du tout cette liquidation, que, devant la commission du Sénat, et devant le Sénat lui-même, j'ai proposé la rédaction qui est devenue l'article tel qu'il vous est rapporté.

Je reprochais à l'amendement de l'honorable M. Lhopiteau de se borner à proclamer qu'on allait liquider et de n'indiquer ni comment on procéderait à cette liquidation ni comment on en assurerait l'exécution, et mon opinion se résume dans cette formule, qui n'aura rien de blessant pour lui ; j'en suis bien convaincu ; son amendement laissait à l'État toutes les charges et aux congrégations tous les biens ; il disait bien, en effet, que l'on vendrait les immeubles et que le prix en serait remis à la Caisse des dépôts et consignations. Mais qu'advviendrait-il de ces valeurs ? L'amendement ne le disait pas ; il y avait là une lacune qui m'a paru des plus graves.

Voici dans quel esprit j'ai demandé au Sénat de la combler :

J'ai considéré que le devoir du Gouvernement était de se rapprocher, autant que possible, du vote de la Chambre ; que, cependant, pour aboutir promptement et sûrement, nous ne devions rien abandonner de ce qui nous paraissait être d'une utilité de premier ordre, et qu'il convenait en un mot d'organiser, de la façon la plus précise, et j'ajouterai la plus ferme, la liquidation des biens.

Comment la question se pose-t-elle aujourd'hui ? Il ne s'agit pas le moins du monde — ou j'aurais bien mal compris le rapport de l'honorable M. Trouillot — de substituer au texte des appréciations ou des commentaires qui lui seraient personnels.

M. le rapporteur. — C'est exact.

M. le président du conseil. — Ce n'est pas ce qu'il a fait dans son rapport. Il s'est appliqué, prenant le texte en mains, à en dégager le sens, à montrer quelles satisfactions il donne et notamment quelles solutions formelles, absolues, il comporte sur les points les plus intéressants.

Je me suis placé à un point de vue auquel je demanderai à la Chambre, au moment de son vote, de se placer elle-même. Avons-nous organisé la liquidation de telle sorte que si une congrégation ne demande pas l'autorisation, ou si on la lui refusait, la liquidation de ses biens soit certaine ? Je vous demande la permission, puisque c'est une question de texte, de revenir au texte et de l'analyser rapidement.

Dans un paragraphe 2, il a été décidé que le tribunal nommerait un liquidateur ayant les pouvoirs d'un administrateur séquestre. Il y a là des expressions qui comportent en elles-mêmes beaucoup de commentaires. A partir du jugement et de la nomination du liquidateur, tous les biens et leur administration sont sous la main de ce séquestre. Par conséquent, il y a un dessaisissement de fait, opéré par le jugement lui-même, de ceux qui pourraient être les propriétaires apparents ou qui se prépareraient à exercer ultérieurement des revendications dont je vais parler.

Nous ajoutons que le jugement sera rendu public dans la forme ordinaire. Nous arrivons au paragraphe 9, sur lequel je supplie la Chambre de porter son attention. C'est lui qui comble la lacune la plus grave de l'amendement de l'honorable M. Lhopiteau.

On a imposé un délai de six mois, à peine de forclusion et de déchéance, à tous ceux qui prétendront avoir un droit à exercer sur tout ou partie des biens détenus par des congrégations :

« Toute action en reprise ou revendication devra, à peine de forclusion, être formée contre le liquidateur dans le délai de six mois à partir de la publication du jugement. » , Je reviendrai tout à l'heure sur ces détails, mais la Chambre en apercevra immédiatement, l'importance. Je tiens à dire encore, pour montrer combien la rédaction de l'article 18 est complété, que nous avons jugé nécessaire, — et de ce côté (*l'extrême gauche*), aucune opposition ne s'est fait jour, — de songer à ceux qui ne sont peut-être pas les plus intéressés, comme on l'a prétendu, mais à coup sûr les plus intéressants ; j'entends parler des pauvres, des infirmes, de ceux qui sont assistés.

Nous avons jugé que, lorsque des biens ont été donnés à une congrégation dans un but certain et précis, dans le but de venir en aide aux pauvres, il y a une affectation à laquelle personne ne peut se dérober.

Si on donne de l'argent à une congrégation pour qu'elle en dispose à son gré, soit, c'est la congrégation qui reçoit ; mais si l'on donne de l'argent pour venir en aide à une catégorie de malheureux, d'après une jurisprudence unanime, ce sont les malheureux qui sont les véritables

institués, et il n'est pas possible qu'une spoliation — car le mot alors serait juste — intervienne à leur préjudice.

Mais la disposition la plus importante, au point, de vue du débat particulier qui s'engage entre l'honorable M. Viviani et moi c'est la suivante :

Aux termes du paragraphe 6, « les dons et legs qui leur auraient été faits autrement qu'en ligne directe pourront être également revendiqués, mais à charge par les bénéficiaires de faire la preuve qu'ils n'ont pas été les personnes interposées prévues par l'article 17.

« Les biens et valeurs acquis à titre gratuit et qui n'auraient pas été spécialement affectés par l'acte de libéralité à une œuvre d'assistance pourront être revendiqués par le donateur, ses héritiers, ou ayants droit, ou par les héritiers ou ayants droit du testateur, sans qu'il puisse leur être opposé aucune prescription pour le temps écoulé avant le jugement prononçant la liquidation. »

La rédaction de ce paragraphe émane du gouvernement et en voici dans son texte même la signification évidente.

Si quelqu'un ayant donné il y a vingt ans à une congrégation peut, de par la loi, revendiquer, reprendre les biens qu'il a donnés, si les héritiers du donateur ou ceux du testateur peuvent reprendre, au moment de la liquidation, ce que leur auteur avait donné, qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire qu'ils sont restés propriétaires.

M. le rapporteur. — Très bien !

M. le président du conseil. — Car on ne peut revendiquer que ce dont on est propriétaire ; c'est là une proposition qui ne souffre pas de contestation.

Si l'association, la congrégation peut être, par voie de revendication, dépouillée de ce qui lui avait été donné antérieurement, c'est donc bien qu'elle ne formait pas une personne morale capable d'acquérir. Mais je vais plus loin, et ici je touche à cette fameuse question de l'association de fait. — « Oui, me dira-t-on, la congréga-

tion ne pouvait pas acquérir, mais il s'est formé une société de fait qui a pu acquérir. »

Cette question est tranchée de la façon la plus positive et la plus formelle par la disposition qui permet la revendication au propriétaire, qui s'était autrefois dessaisi pour cette raison élémentaire que la loi considère qu'il ne s'est pas valablement dessaisi. Si dans l'économie du projet et dans le texte de la loi on admettait que, derrière la congrégation, une personne, comme la société de fait, a pu se constituer, il est manifeste que la revendication ne pourrait pas être admise ; par conséquent, rien n'est plus clair, rien n'est plus certain que le sens de ce paragraphe. Ce sont les héritiers de ceux qui avaient donné autrefois qui sont restés propriétaires ; et par conséquent cela exclut absolument l'hypothèse de la société de fait.

M. Fernand de Ramel. — Et les créanciers hypothécaires, qu'en ferez-vous ? S'il n'y avait pas propriété, on n'a pas pu hypothéquer.

M. le président du conseil. — Il y a autre chose ; et ce paragraphe ne doit pas être examiné isolément. Pris en lui-même, il a bien le sens que j'indique ; mais il n'est pas seul ; il y en a un autre. Ceux qui avaient donné ont le droit de revendiquer, de rentrer dans ce qui est leur propriété. Le texte voté par la Chambre n'assignait à cette revendication aucun délai ; nous avons imparti un délai de six mois, à peine de forclusion. Qu'est-ce que cela veut dire ? Que de par l'un des paragraphes de cet article, c'est le propriétaire des biens donnés qui peut les revendiquer, et que s'il n'exerce pas ce droit dans le délai qui lui est imparti, il est atteint de forclusion. Or, nous tombons alors non pas dans la théorie que j'ai défendue à cette tribune dans sa généralité et dans son sens absolu, mais dans la théorie même de la *res nullius*, comme l'ont entendue les honorables auteurs ou défenseurs de l'amendement Guérin devant le Sénat.

Voici, en effet, ce que disait à la tribune l'honorable M. Guérin :

« Je n'ai pas besoin de faire appel à MM. Aubry et Rau, à Demolombe, et à M. Laurent. Les biens vacants et sans maître sont des biens qui sont abandonnés, qui ne sont revendiqués et réclamés par

personne, qui sont présumés avoir été abandonnés par leurs propriétaires : *Res derelicta*, si vous voulez me permettre cette citation latine. »

Que suit-il de là ? Que si le propriétaire désigné dans l'article 18 n'exerce pas son droit de propriété dans le délai de procédure impartie, il est atteint de forclusion ; ici, la solution sort des commentaires vagues, elle n'est pas seulement dans la bouche et dans la pensée du gouvernement, elle est dans le texte lui-même. (*Très bien ! très bien ! à gauche. — Interruptions au centre et à droite*).

Si tout ce qui touche aux dons et legs se trouve ainsi prévu et réglé, j'ose dire que l'intérêt de la question diminue dans une large mesure ; et, en effet, M. Viviani le disait tout à l'heure, et c'est une vérité éclatante, — la principale source de fortune pour les congrégations, ce sont les dons, les libéralités et les legs.

Au Sénat, comme à la Chambre, on a fait apparaître une hypothèse qui n'est même pas visée par l'amendement de M. Viviani. Il parle de la société de fait : j'ai démontré qu'on ne pourra jamais considérer qu'une société de fait s'est établie. Mais pensez-vous que la question se pose nécessairement dans ces termes étroits ?

On a parlé, en effet, des bénéfices qui auraient pu être acquis par les membres d'une congrégation, bénéfices représentés par la publication d'un ouvrage, par une rémunération offerte à raison d'un service rendu ; et on a dit : Pouvez-vous appliquer une règle invariable et infaillible à cette catégorie de biens qui représente quelque sorte la somme des services rendus ou des labeurs individuels ? Pouvez-vous trancher la question avec la même facilité que tranchez la question des dons et des legs ?

C'est là, en effet, qu'est la difficulté, et dans la rédaction même que j'avais soumise à la Chambre, et à laquelle a été préféré l'amendement de M. Lhopiteau, j'avais considéré qu'on pouvait devoir quelque chose aux membres de la congrégation, en vertu d'une considération de droit générale, en me plaçant dans cette hypothèse, qui d'ailleurs s'est réalisée devant les tribunaux.

Voici un congréganiste qui travaille pour la congrégation, qui lui rend des services, qui lui apporte, par conséquent, des revenus ; il est brutalement congédié du jour au lendemain.

Ici la question de l'autorisation ou de la non autorisation ne se pose même pas ; la question est de savoir si on peut ainsi congédier du jour au lendemain un homme dont le travail a fait vivre ou aidé la congrégation pendant de longues années. Il y a là, par conséquent, et suivant les circonstances, un droit individuel possible.

Comment ce droit individuel se formulera-t-il ? Quelles seront les raisons qui pourront être apportées à l'appui de ce droit individuel ? Ce sont des questions si difficiles à préciser que l'honorable M. Viviani lui-même, dans son amendement, ne les résout pas. Veuillez remarquer, en effet, que lorsque vous aurez dit : « Il ne peut pas y avoir de société de fait », les membres d'une congrégation qui prétendront avoir, fait gagner de l'argent à la congrégation pourront tout de même faire valoir leurs services personnels ; ils useront, si j'ose employer des mots latins, de l'action *de in rem verso*, ils diront : « Nous avons procuré des bénéfices : en retour de notre travail, nous avons le droit d'attendre une réciprocité ; par conséquent, ce n'est pas comme membres d'une société de fait, mais parce que nous avons été des auteurs très lus, très recherchés, parce que nos volumes se sont vendus beaucoup plus que ceux des auteurs ordinaires, et que la congrégation a profité de ces bénéfices, que nous exerçons notre droit individuel à rentrer dans ce qui est notre propriété. »

Sur ce point le Sénat n'a pas voulu trancher une question qui est susceptible de se présenter sous les aspects les plus divers, les plus multiples ; et c'est la raison pour laquelle j'ai considéré qu'il n'y avait pas là une disposition indispensable.

Je me suis préoccupé, — et l'honorable M. Viviani a semblé m'en faire le reproche, je me suis préoccupé de faire aboutir cette loi en y mettant tout ce qui est essentiel, mais en n'allant pas jusqu'à demander qu'on y ajoutât des précautions qui, pour être utiles et bonnes, ne sont pas nécessaires si elles doivent être une raison de difficultés pour le vote de la loi.

Je me suis demandé, en me plaçant en face de ma responsabilité, si, avec l'article 18 tel qu'il avait été proposé à la commission du sénat, tel qu'il est aujourd'hui voté par le Sénat, la liquidation des biens des congréganistes était assurée ; et c'est parce que je n'éprouve aucun doute sur la valeur des moyens que cet article met aux mains du Gouvernement que je demande à la Chambre de ne pas renvoyer la loi au Sénat, de ne pas l'exposer à un débat nouveau et d'en voter le texte tel qu'il est revenu des délibérations de cette assemblée (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

La Chambre des députés adopta l'ensemble du projet de loi modifié par le Sénat, par 313 voix contre 249. La gauche et l'extrême gauche accueillirent ce vote par des salves d'applaudissements et les cris de : Vive la République ! (Séance du 28 juin 1901).

ASSOCIATIONS ET CONGRÉGATIONS

APPENDICE

TEXTE DE LA LOI RELATIVE AU CONTRAT
D'ASSOCIATION

[Retour à la table des matières](#)

La loi votée le 28 juin fut promulguée au *Journal Officiel* le 2 juillet. Elle était suivie d'un arrêté pris par le ministre de l'intérieur et des Cultes et réglementait les demandes d'autorisation à adresser au Gouvernement. Voici le texte des deux documents :

LOI RELATIVE AU CONTRAT D'ASSOCIATION

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté, Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE PREMIER

Article premier. — L'association est la convention, par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices. Elle est régie, quant à sa validité, par les principes généraux du droit applicables aux contrats et obligations.

Art. 2. — Les associations de personnes pourront se former librement sans autorisation ni déclaration préalable, mais elles ne jouiront de la capacité juridique que si elles se sont conformées aux dispositions, de l'article 5.

Art. 3. — Toute association fondée sur une cause ou en vue d'un objet illicite, contraire aux lois, aux bonnes mœurs, ou qui aurait pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national et à la forme républicaine du gouvernement, est nulle et de nul effet.

Art. 4. — Tout membre d'une association qui n'est pas formée pour un temps déterminé peut s'en retirer en tout temps, après paiement des cotisations échues et de l'année courante, nonobstant toute clause contraire.

Art. 5. — Toute association qui voudra obtenir la capacité juridique prévue par l'article 6 devra être rendue publique par les soins de ses fondateurs.

La déclaration préalable en sera faite à la préfecture du département ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où l'association aura son siège social. Elle fera connaître le titre et l'objet de l'association, le siège de ses établissements, et les noms, professions et domiciles de ceux qui à un titre quelconque, sont chargés de son administration ou de sa direction. Il en sera donné récépissé.

Deux exemplaires des statuts seront joints à la déclaration.

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts.

Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Les modifications et changements seront en outre consignés sur un registre spécial qui devra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires chaque fois qu'elles en feront la demande.

Art. 6. — Toute association régulièrement déclarée peut, sans aucune autorisation spéciale, ester en justice, acquérir à titre onéreux, posséder et administrer, en dehors des subventions de l'État, des départements et des communes :

1° Les cotisations de ses membres ou les sommes au moyen desquelles ces cotisations ont été rédimées, ces sommes ne pouvant être supérieures à cinq cents francs (500 fr) ;

2° Le local destiné à l'administration de l'association et à la réunion de ses membres ;

3° Les immeubles strictement nécessaires à l'accomplissement du but qu'elle se propose.

Art. 7. — En cas de nullité prévue par l'article 3, la dissolution de l'association sera prononcée par le tribunal civil, soit à la requête de tout intéressé, soit à la diligence du ministère public.

En cas d'infraction aux dispositions de l'article 5, la dissolution pourra être prononcée à la requête de tout intéressé ou du ministère public.

Art. 8. — Seront punis d'une amende de seize à deux cents francs (16 à 200 fr) et d'une amende double, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

Seront punis d'une amende de seize à cinq mille francs (16 à 5 000 fr) et d'un emprisonnement de six jours à un an, les fondateurs, directeurs ou administrateurs de l'association qui se serait maintenue ou reconstituée illégalement après le jugement de dissolution.

Seront punies de la même peine toutes les personnes qui auront favorisé la réunion des membres de l'association dissoute, en consentant l'usage d'un local dont elles disposent.

Art. 9. — En cas de dissolution volontaire, statutaire ou prononcée par justice, les biens de l'association seront dévolus conformément

aux statuts, ou, à défaut de disposition statutaire, suivant les règles déterminées en assemblée générale.

TITRE II

Art. 10. — Les associations peuvent être reconnues d'utilité publique par décrets rendus en la forme des règlements d'administration publique.

Art. 11. — Ces associations peuvent faire tous les actes de la vie civile qui ne sont pas interdits par leurs statuts, mais elles ne peuvent posséder ou acquérir d'autres immeubles que ceux nécessaires au but qu'elles se proposent. Toutes les valeurs mobilières d'une association doivent être placées en titres nominatifs. Elles peuvent recevoir des dons et des legs dans les conditions prévues par l'article 910 du code civil et l'article 54 de la loi du 4 février 1901. Les immeubles compris dans un acte de donation ou dans une disposition testamentaire qui ne seraient pas nécessaires au fonctionnement de l'association sont aliénés dans les délais et la forme prescrits par le décret ou l'arrêté qui autorise l'acceptation de la libéralité ; le prix en est versé à la caisse de l'association.

Elles ne peuvent accepter une donation mobilière ou immobilière avec réserve d'usufruit au profit du donateur.

Art. 12. — Les associations composées en majeure partie d'étrangers, celles ayant des administrateurs étrangers ou leur siège à leur étranger, et dont les agissements seraient de nature soit à fausser les conditions normales du marché des valeurs ou des marchandises, soit à menacer la sûreté intérieure ou extérieure de l'État, dans les conditions prévues par les articles 75 à 101 du code pénal, pourront être dissoutes par décret du Président de la République, rendu en conseil des ministres.

Les fondateurs, directeurs ou administrateurs de l'association qui se serait maintenue ou reconstituée illégalement après le décret de dissolution seront punis des peines portées par l'article 8, paragraphe 2.

TITRE III

Art. 13. — Aucune congrégation religieuse ne peut se former sans une autorisation donnée par une loi qui déterminera les conditions de son fonctionnement.

Elle ne pourra fonder aucun nouvel établissement qu'en vertu d'un décret rendu en Conseil d'État.

La dissolution de la congrégation ou la fermeture de tout établissement pourront être prononcées par décret rendu en conseil des ministres.

Art. 14. Nul n'est admis à diriger, soit directement, soit par personne interposée, un établissement d'enseignement, de quelque ordre qu'il soit, ni à y donner l'enseignement, s'il appartient à une congrégation religieuse non autorisée.

Les contrevenants seront punis des peines prévues par l'article 8, paragraphe 2. La fermeture de l'établissement pourra, en outre, être prononcée par le jugement de condamnation.

Art. 15. — Toute congrégation religieuse tient un état de ses recettes et dépenses ; elle dresse chaque année le compte financier de l'année écoulée et l'état inventorié de ses biens meubles et immeubles.

La liste complète de ses membres, mentionnant leur nom patronymique, ainsi que le nom sous lequel ils sont désignés dans la congrégation, leur nationalité, âge et lieu de naissance, la date de leur entrée, doit se trouver au siège de la congrégation.

Celle-ci est tenue de représenter sans déplacement sur toute réquisition du préfet, à lui-même ou à son délégué, les comptes, états et listes ci-dessus indiqués.

Seront punis des peines portées au paragraphe 9 de l'article 8 les représentants ou directeurs d'une congrégation qui auront fait des communications mensongères ou refusé d'obtempérer aux réquisitions du préfet dans les cas prévus par le présent article.

Art. 16. — Toute congrégation formée sans autorisation sera déclarée illicite.

Ceux qui en auront fait partie seront punis des peines édictées à l'article 8 paragraphe 2.

La peine applicable aux fondateurs ou administrateurs sera portée au double.

Art. 17. — Sont nuls tous actes entre vifs et testamentaires, à titre onéreux ou gratuit, accomplis soit directement, soit par personne interposée, ou toute autre voie directe, ayant pour objet de permettre aux associations légalement ou illégalement formées de se soustraire aux dispositions des articles 2, 6, 9, 11, 13, 14 et 16.

Sont légalement présumées personnes interposées au profit des congrégations religieuses, mais sous réserve de la preuve contraire :

1° Les associés à qui ont été consenties des ventes, ou fait des dons ou legs, à moins, s'il s'agit de dons ou legs, que le bénéficiaire ne soit l'héritier en ligne directe du disposant ;

2° L'associé ou la société civile ou commerciale composée en tout ou partie de membres de la congrégation, propriétaire de tout immeuble occupé par l'association ;

3° Le propriétaire de tout immeuble occupé par l'association, après qu'elle aura été déclarée illicite.

La nullité pourra être prononcée soit à la diligence du ministère public, soit à la requête de tout intéressé.

Art. 18. — Les congrégations existantes au moment de la promulgation de la présente loi, qui n'auraient pas été antérieurement autori-

sées ou reconnues, devront, dans le délai de trois mois, justifier qu'elles ont fait les diligences nécessaires pour se conformer à ses prescriptions.

A défaut de cette justification, elles sont réputées dissoutes de plein droit. Il en sera de même des congrégations auxquelles l'autorisation aura été refusée.

La liquidation des biens détenus par elles aura lieu en justice. Le tribunal, à la requête du ministère public, nommera, pour y procéder, un liquidateur qui aura pendant toute la durée de la liquidation tous les pouvoirs d'un administrateur séquestre.

Le jugement ordonnant la liquidation sera rendu public dans la forme prescrite pour les annonces légales.

Les biens et valeurs appartenant aux membres de la congrégation antérieurement à leur entrée dans la congrégation, ou qui leur seraient échus depuis, soit par la succession *ab intestat* en ligne directe ou collatérale, soit par donation ou legs en ligne directe, leur seront restitués.

Les dons et legs qui leur auraient été faits autrement qu'en ligne directe pourront être également revendiqués, mais à charge par les bénéficiaires de faire la preuve qu'ils n'ont pas été les personnes interposées prévues par l'article 17.

Les biens et valeurs acquis à titre gratuit, et qui n'auraient pas été spécialement affectés par l'acte de libéralité d'une œuvre d'assistance, pourront être revendiqués par le donateur, ses héritiers ou ayants droit, ou par les héritiers ou ayants droit du testateur, sans qu'il puisse leur être opposé aucune prescription pour le temps écoulé avant le jugement prononçant la liquidation.

Si les biens et valeurs ont été donnés ou légués en vue de gratifier non les congréganistes, mais de pourvoir à une œuvre d'assistance, ils ne pourront être revendiqués qu'à charge de pourvoir à l'accomplissement du but assigné à la libéralité.

Toute action en reprise ou revendication devra, à peine de forclusion, être formée contre le liquidateur dans le délai de six mois à partir de la publication du jugement. Les jugements rendus contradictoirement avec le liquidateur, et ayant requis l'autorité de la chose jugée, sont opposables à tous les intéressés.

Passé le délai de six mois, le liquidateur procédera à la vente en justice de tous les immeubles qui n'auraient pas été revendiqués, ou qui ne seraient pas affectés à une œuvre d'assistance.

Le produit de la vente, ainsi que toutes les valeurs mobilières, sera déposé à la Caisse des dépôts et consignations.

L'entretien des pauvres hospitalisés sera, jusqu'à l'achèvement de la liquidation, considéré comme frais privilégiés de liquidation.

S'il n'y a pas de contestation, ou lorsque toutes les actions formées dans le délai prescrit auront été jugées, l'actif net est réparti entre les ayants droit.

Le règlement d'administration publique visé par l'article 20 de la présente loi déterminera, sur l'actif resté libre après le prélèvement ci-dessus prévu, l'allocation, en capital ou sous forme de rente viagère, qui sera attribuée aux membres de la congrégation dissoute qui n'auraient pas de moyens d'existence assurés, ou qui justifieraient avoir contribué à l'acquisition des valeurs mises en distribution, par le produit de leur travail personnel.

Art. 19. — Les dispositions de l'article 463 du code pénal sont applicables aux délits prévus par la présente loi.

Art. 20. — Un règlement d'administration publique déterminera les mesures propres à assurer l'exécution de la présente loi.

Art. 21. — Sont abrogés les articles 291, 292, 293 du code pénal, ainsi que les dispositions de l'article 294 du même code relatives aux associations ; l'article 20 de l'ordonnance du 5-8 juillet 1820 ; la loi du 10 avril 1834 ; l'article 13 du décret du 28 juillet 1848 ; l'article 7 de la loi du 30 juin 1881 ; la loi du 14 mars 1872 ; le paragraphe 2,

article 2, de la loi du 24 mai 1825 ; le décret du 31 janvier 1852, et, généralement toutes les dispositions contraires à la présente loi.

Il n'est en rien dérogé pour l'avenir aux lois spéciales relatives aux syndicats professionnels, aux sociétés de commerce et aux sociétés de secours mutuels.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 1^{er} juillet 1901.

Emile Loubet.

Par le Président de la République :

Le président du conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes,
Waldeck-Rousseau.

Le président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes.

Vu l'article 13 de la loi du 1^{er} juillet 1901 ; que s'il appartient aux Chambres une congrégation, il convient de justifications essentielles à l'instruction des demandes qui seront adressées au Gouvernement pour être soumises au Parlement.

Arrête :

Article premier. — Les directeurs ou administrateurs des congrégations déjà existantes, les fondateurs, s'il s'agit d'une congrégation nouvelle, adresseront au ministre de l'intérieur la demande tendant à obtenir l'autorisation prévue par l'article 13 ci-dessus visé.

Art. 2. — A cette demande ils joindront : 1° deux exemplaires certifiés conformes des statuts de la congrégation ; 2° un état de ses biens meubles et immeubles, ainsi que des ressources consacrées à la fondation ou à l'entretien de ses établissements ; 3° un état de tous les membres de la congrégation, indiquant leur nom patronymique, celui

sous lequel ils sont connus dans la congrégation, leur nationalité, leur âge et lieu de naissance, et, s'il s'agit d'une congrégation déjà formée, la date de leur entrée.

Art. 3. — Les statuts devront faire connaître notamment l'objet assigné à la congrégation ou à ses établissements, son siège principal et celui des établissements qu'elle aurait formés ou se proposerait actuellement de former, les noms de ses administrateurs ou directeurs.

Il devront contenir l'engagement par la congrégation et par ses membres de se soumettre à la juridiction de l'ordinaire du lieu.

Art 4. — Il devra être justifié de l'approbation des statuts par l'évêque de chaque diocèse où se trouvent des établissements de la congrégation.

Art. 5. — Sur le vu de ces justifications, il est procédé à l'instruction de la demande par les soins du ministre de l'intérieur et des cultes.

Art. 6. — Un récépissé des pièces énumérées au présent arrêté est délivré au moment de leur dépôt. Il fixe la date de l'accomplissement des formalités prévues par l'article 18, paragraphe 1^{er}. Les modifications aux statuts, proposées au cours de l'instruction, ne comporteront pas de nouvelles demandes à faire d'autorisation.

Art. 7. — Le directeur général des cultes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Paris, le 1^{er} juillet 1901.
WALDECK-ROUSSEAU.

Fin du texte